



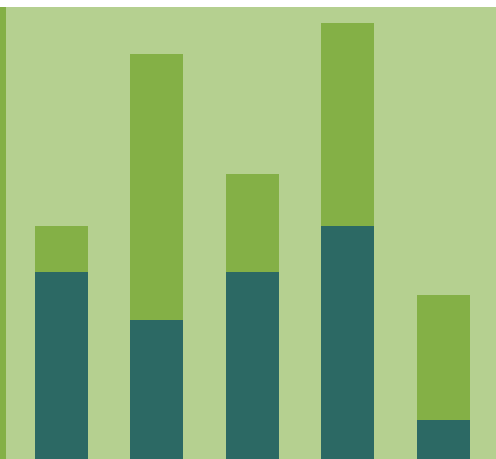
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agreste

La statistique, l'évaluation et la prospective du  
ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

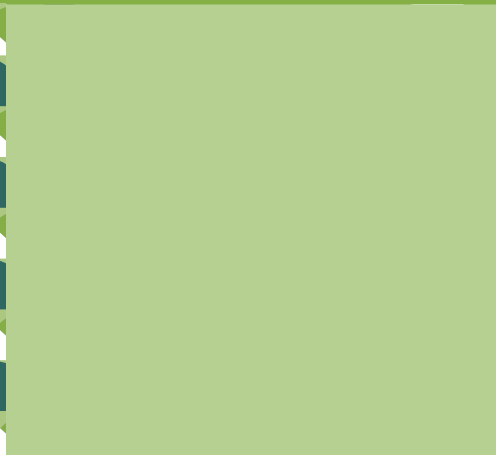
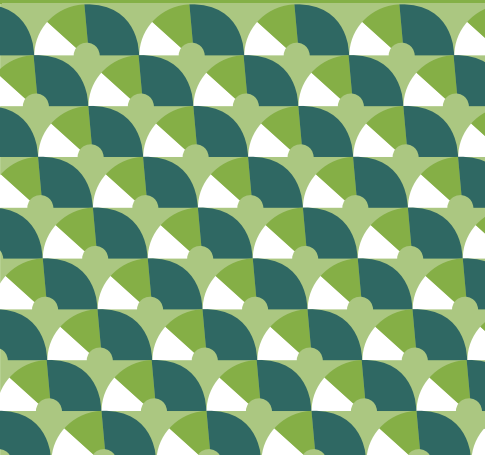
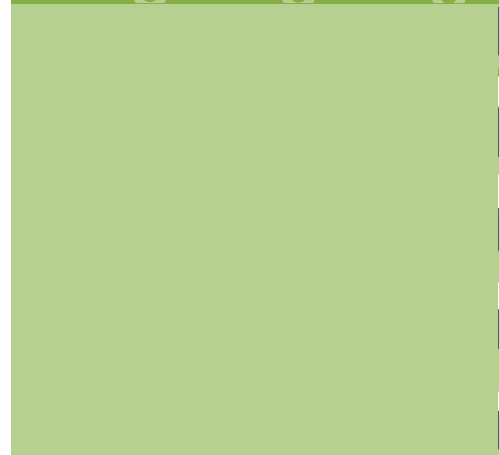
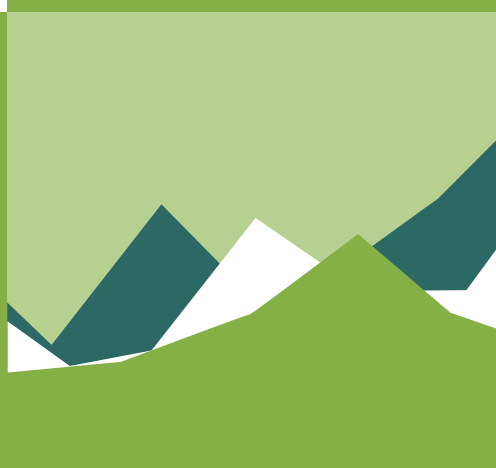
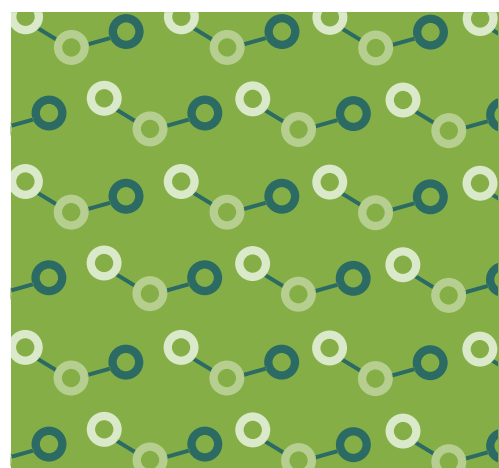


## LES DOSSIERS

DÉCEMBRE 2022 N° 3

Commission des comptes de l'agriculture  
de la Nation

Session du 15 décembre 2022 - Version définitive





# Commission des comptes de l'agriculture de la Nation

## SOMMAIRE

p.5 **① LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES  
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES  
EN 2021**

p.47 **② LE COMPTE PRÉVISIONNEL DE  
L'AGRICULTURE EN 2022**

p.89 **③ LE COMPTE SOCIAL DE  
L'AGRICULTURE PRÉVISIONNEL  
POUR 2022**

p.103 **ANNEXE**  
*Compte-rendu des débats*



## CHAPITRE 1

### **Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2021**

Données du Réseau d'Information Comptable Agricole

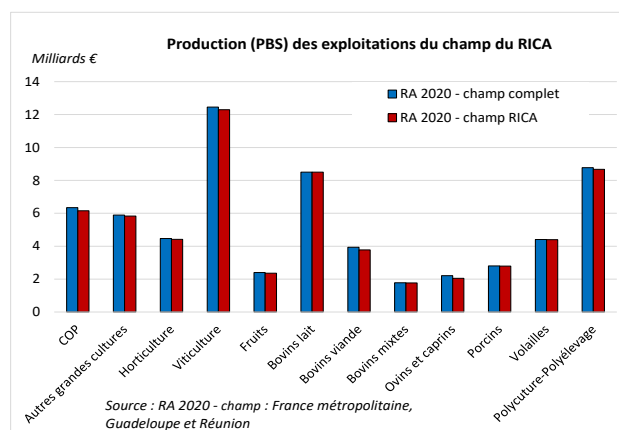
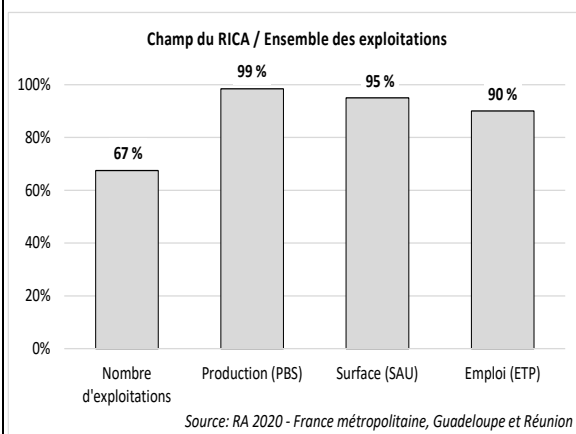
|                                                                              |    |
|------------------------------------------------------------------------------|----|
| Rapport annuel RICA 2021 – Méthodologie .....                                | 7  |
| 1. Une forte hausse des résultats économiques 2021 pour le secteur agricole. | 9  |
| 2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2021. ....               | 13 |
| 3. L'évolution de la forme juridique des exploitations. ....                 | 16 |
| 4. Les subventions d'exploitation en 2021. ....                              | 18 |
| 5. La situation financière des exploitations agricoles .....                 | 20 |
| 6. Les résultats économiques 2020 des filières européennes de bovins viande  | 26 |
| Annexes .....                                                                | 33 |



## Rapport annuel RICA 2021 – Méthodologie

### Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA<sup>1</sup>) est une opération communautaire annuelle de recueil d'informations technico-économiques. En France, le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 € pour la métropole et à 15 000 € pour les départements ultramarins. L'ensemble de ces structures contribue à 99 % de la production standard et utilise 95 % de la surface agricole.



### Données 2021

Les données présentées dans ce rapport ont été établies à partir des données issues du RICA 2021 et portent sur le champ de la France métropolitaine, de la Guadeloupe et de la Réunion. Elles reposent sur un échantillon de 7 412 entreprises représentant 306 940 exploitations agricoles.

### Évolutions 2020-2021

Les évolutions 2020-2021 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillons constants (c'est-à-dire à partir de l'échantillon des exploitations présentes à la fois dans l'échantillon du RICA 2020 et dans celui du RICA 2021, la part des exploitations présentes une année donnée qui quittent l'échantillon l'année suivante étant en moyenne de 10 %) et exprimées en réel (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les données 2020 ont pour cela été valorisées en euros de 2021 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (source Insee). Les séries longues présentent des valeurs calculées sur échantillons complets mais également exprimées en euros constants de 2021.

### Indicateurs de résultats

Le principal indicateur économique commenté ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE) par équivalent temps plein (ETP) non salarié. Cet indicateur de résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et les autres charges d'exploitation (salaires, impôts fonciers, fermages...).

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (qui ne sont pas décaissables).

Un solde disponible est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant. Le résultat mesure la performance annuelle de l'exploitation, le solde disponible donne une information complémentaire, en intégrant le mode de financement des investissements.

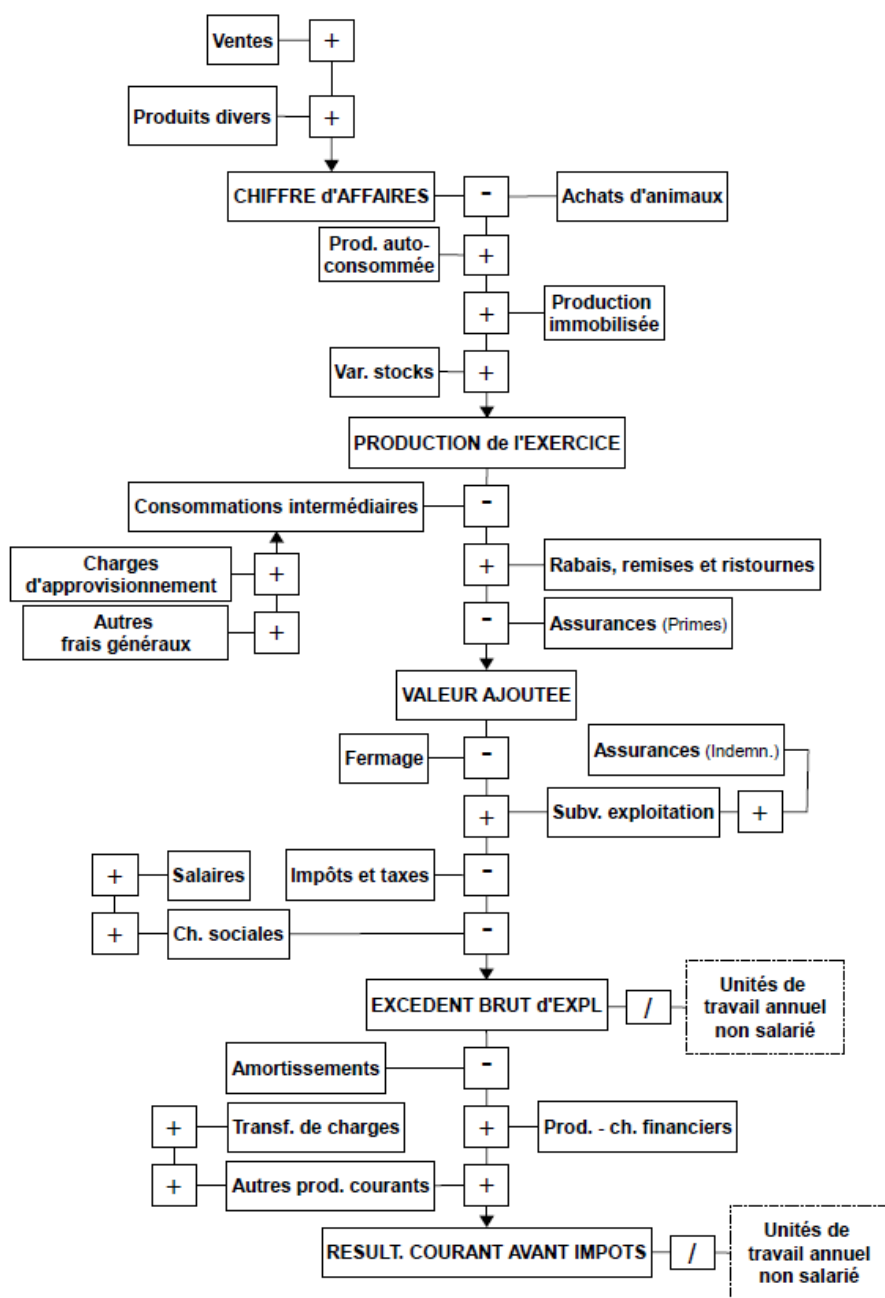
### Subventions

Les subventions d'exploitations perçues au cours de l'année N peuvent se rapporter à une campagne de production antérieure. Dans le RICA, seules sont enregistrées pour l'exercice comptable N les subventions se rapportant à la campagne de production N. Certaines subventions non encore perçues au cours de l'année sont alors estimées.

<sup>1</sup> Pour une présentation générale sur le RICA et la définition des concepts tels que la production brute standard (PBS) ou l'orientation technico-économique d'une exploitation (Otex), voir la rubrique dédiée sur le site [agreste.gouv.fr](https://agreste.gouv.fr) :

<https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/methodon/S-RICA/methodon/>.

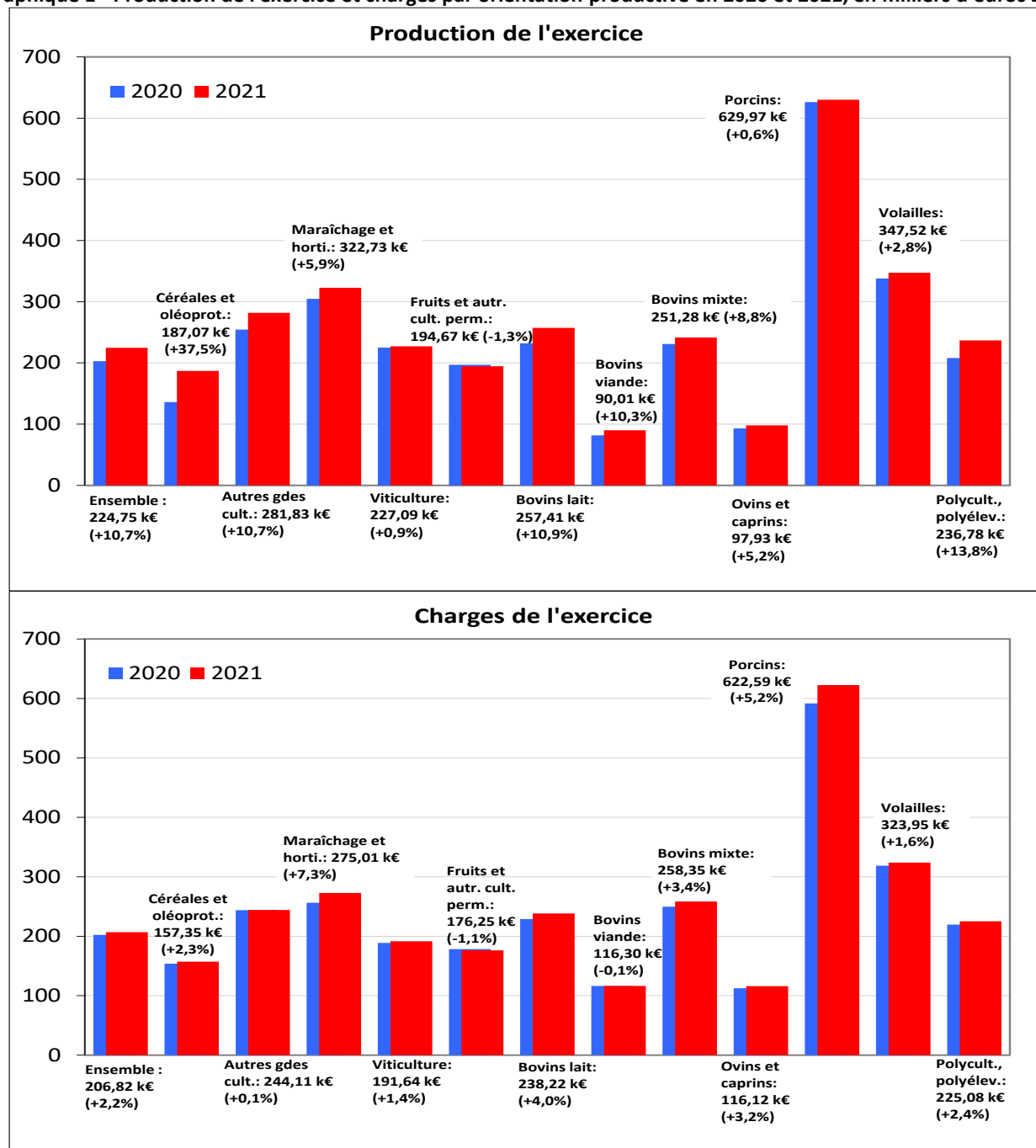
### Schéma de construction des indicateurs de résultats



## 1. Une forte hausse des résultats économiques 2021 pour le secteur agricole

La production de l'exercice constitue l'essentiel des produits courants d'une exploitation agricole. Cette production est composée majoritairement des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux transformés). Sa variation explique en grande partie celle des résultats de l'exploitation. Ainsi, en 2021, la production de l'exercice des exploitations agricoles s'élève en moyenne à 224 750 €, soit une hausse de 10,7 % en termes réels par rapport à 2020. Seules les filières fruits (-1,3 %) et maraîchage (-0,9 %) connaissent de légers replis. Les plus fortes progressions sont relevées dans les secteurs des céréales et oléoprotéagineux (COP) et de la polyculture-polyélevage, avec respectivement +37,5 % et +13,8 % (Graphique 1).

**Graphique 1 - Production de l'exercice et charges par orientation productive en 2020 et 2021, en milliers d'euros 2021**



\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons d'exploitations 20-21 constants (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2020 et 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Toutes orientations technico-économiques des exploitations (Otex) confondues, les charges progressent de 2,2 % sur un an pour atteindre une moyenne 2021 de 206 820 €. Les augmentations ont été particulièrement marquées pour les énergies (+13,6 %), notamment pour les carburants et lubrifiants (+19,2 %), dans un contexte de hausses de prix de ces charges en 2021. Les autres postes de charges qui progressent le plus fortement sont les fournitures (notamment emballages, produits d'entretien, fournitures d'atelier et de bureau) qui augmentent de 5,5 %, ainsi que l'entretien et la réparation de matériel et bâtiments (+5,2 %). Les charges d'alimentation du bétail augmentent de 3,6 % en moyenne. Les charges de semences et plants évoluent peu entre 2020 et 2021 (+1,2 %), tout comme celles en produits phytosanitaires (+0,2 %). Les dépenses d'engrais et amendements sont quasi stables (-0,4 %) : les hausses de prix sont compensées par une baisse des quantités en kg utilisées (-1,9 % pour l'azote et -3,7 % pour le phosphore).

Les exploitations ne sont pas soumises aux mêmes charges selon leur spécialisation ; les impacts de ces évolutions sont donc variables d'une filière à l'autre. Par exemple, les structures spécialisées en COP engagent 21 890 € en engrais et amendement alors que le principal poste de dépense en approvisionnements pour les élevages de bovins lait porte sur l'alimentation animale (47 630 €). Les hausses marquées des dépenses en énergie ont un impact important sur la filière maraîchère, qui assume les plus fortes charges en énergie (31 900 €), notamment en carburants et lubrifiants (18 870 €).

Au total, après une diminution de 8,5 % en 2020, la valeur ajoutée moyenne des exploitations connaît un net rebond de 25,9 % en 2021 pour atteindre 85 420 €.

Les subventions d'exploitation atteignent 33 680 € en moyenne par structure, soit +6,4 % par rapport à 2020, alors que les dépenses de fermages, qui s'élèvent à 14 300 €, sont quasi stables (-0,3 %) tout comme celles liées aux impôts et taxes (2 140 €, soit +0,6 %). Les charges de personnel progressent de 2,8 % pour s'établir à 14 630 €. Ainsi, en 2021, l'excédent brut d'exploitation, part de la valeur ajoutée produite revenant à l'entreprise après déduction des frais de personnel et correspondant à un revenu brut, s'élève à 91 020 €, traduisant une forte hausse de 26,6 % par rapport à 2020.

Le résultat courant avant impôts se déduit de l'EBE après prise en compte des charges financières et des amortissements (charges non décaissables). Il mesure la performance économique de l'exploitation et constitue l'assiette des prélèvements fiscaux et sociaux de l'exploitant. En 2021, le RCAI moyen est de 55 820 €, soit une progression importante de 51,7 % par rapport à l'année précédente (*Tableau 1*).

**Tableau 1 – Principaux indicateurs de résultats et évolutions**

| Orientation                     | Excédent brut d'exploitation |                        | EBE par ETP non salarié |                        | Résultat courant avant impôts |                        | RCAI par ETP non salarié |                        |
|---------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|
|                                 | 2021<br>(en €)               | Ecart 21/20*<br>(en %) | 2021<br>(en €)          | Ecart 21/20*<br>(en %) | 2021<br>(en €)                | Ecart 21/20*<br>(en %) | 2021<br>(en €)           | Ecart 21/20*<br>(en %) |
| Céréales - oléoprotéagineux     | 94 147                       | 87,5                   | 80 278                  | 89,8                   | 66 982                        | 201,4                  | 57 114                   | 205,2                  |
| Autres grandes cultures         | 113 125                      | 29,2                   | 83 228                  | 29,8                   | 75 099                        | 55,8                   | 55 251                   | 56,5                   |
| Maraîchage - Horticulture       | 89 345                       | -0,1                   | 66 293                  | 0,5                    | 60 130                        | -1,3                   | 44 616                   | -0,7                   |
| Viticulture                     | 90 454                       | 13,9                   | 71 884                  | 15,9                   | 59 884                        | 22,2                   | 47 590                   | 24,4                   |
| Fruits et autres cultures perm. | 85 255                       | 28,0                   | 67 925                  | 29,5                   | 58 332                        | 45,9                   | 46 475                   | 47,6                   |
| Bovins lait                     | 107 031                      | 18,0                   | 65 967                  | 18,8                   | 58 297                        | 34,9                   | 35 931                   | 35,8                   |
| Bovins viande                   | 52 435                       | 14,1                   | 41 148                  | 15,0                   | 26 052                        | 34,7                   | 20 444                   | 35,7                   |
| Bovins mixtes                   | 108 785                      | 15,7                   | 59 995                  | 16,8                   | 55 869                        | 25,3                   | 30 812                   | 26,5                   |
| Ovins et caprins                | 55 840                       | 2,7                    | 40 596                  | 3,4                    | 29 691                        | 1,8                    | 21 586                   | 2,5                    |
| Porcins                         | 95 080                       | -21,4                  | 71 238                  | -16,6                  | 33 087                        | -44,6                  | 24 790                   | -41,2                  |
| Volailles                       | 91 411                       | 9,4                    | 72 304                  | 9,3                    | 44 833                        | 23,1                   | 35 462                   | 23,0                   |
| Polyculture, polyélevage        | 97 924                       | 31,5                   | 66 788                  | 32,4                   | 58 326                        | 67,8                   | 39 781                   | 69,0                   |
| <b>Ensemble</b>                 | <b>91 020</b>                | <b>26,6</b>            | <b>67 127</b>           | <b>27,9</b>            | <b>55 818</b>                 | <b>51,7</b>            | <b>41 165</b>            | <b>53,3</b>            |

\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons d'exploitations 20-21 constants (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2020 et 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Le résultat de l'exercice s'obtient en ajoutant au RCAI :

- les charges sociales personnelles de l'exploitant (qui ne sont pas considérées comme des charges de l'exploitation pour le RICA et ne sont donc pas déduites pour le calcul du RCAI). Elles s'élèvent en 2021 à 10 960 € (-1,2 % par rapport à 2020) ;
- les plus ou moins-values sur cession d'actifs (5 030 € nets en moyenne par exploitation) et les subventions d'investissement (1 860 € en moyenne), qui constituent des produits dits « exceptionnels ».

Au total, le résultat de l'exercice est en moyenne de 62 980 € par exploitation en 2021, soit + 44,1 % par rapport à 2020, toutes Otx confondues.

### Une hausse spectaculaire des résultats en grandes cultures

En 2021, les récoltes céréalières sont en net rebond en France par rapport à la faible moisson de 2020 : +22,2 % pour le blé tendre, +28,9 % pour l'orge d'hiver et +15,5 % pour le maïs. Les volumes auraient même pu être plus importants si les pluies, en fin de cycle des blés et des orges, n'avaient pas dégradé le potentiel de rendement ainsi que la qualité des grains. Ces volumes importants sont valorisés par des prix en forte hausse (+14,8 % pour le blé tendre, +22,9 % pour l'orge d'hiver et +23,1 % pour le maïs), dans un contexte de forte demande internationale et de disponibilités en baisse pour les blés et les orges chez les principaux pays exportateurs. Malgré un repli des surfaces (-8,4 % pour le tournesol et -8,5 % pour le soja), la valeur de la production d'oléagineux augmente de plus de moitié en 2021 (+55,9 % en tournesol et +68,3 % en soja) principalement sous l'effet de la hausse des prix. La production de protéagineux croît également en valeur : +12,1 % pour les pois protéagineux et +58,2 % pour les fèves et féveroles. Au total, on relève une progression spectaculaire de 146,6 % de la valeur ajoutée des exploitations spécialisées en COP. En 2021, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en COP s'établit à une moyenne de 80 280 €, soit +89,8 % par rapport à 2020.

Concernant les autres grandes cultures, la production de pommes de terre est stable en valeur, car la hausse des prix compense la contraction des volumes, les rendements ayant notamment souffert des conditions climatiques estivales. En outre, la valeur de la production de betteraves industrielles repart fortement à la hausse (+43,1 %). Les bonnes conditions climatiques et l'obtention d'une dérogation pour utiliser des semences contre la jaunisse ont favorisé les rendements (+26,9 %). Sur l'ensemble des grandes cultures autres que les COP, on observe une hausse de 10,7 % de la production de l'exercice, de 26,1 % de la valeur ajoutée et de 29,2 % de l'EBE. Ce dernier indicateur, rapporté au nombre d'actifs non salariés, atteint une moyenne de 83 230 € en 2021.

### Des volumes vendangés en baisse mais des résultats viticoles qui progressent

Le volume global de la production a été fortement affecté par des conditions climatiques 2021 défavorables : les vignes ont été touchées par des gels printaniers, puis des conditions estivales humides propices au développement des maladies. On relève ainsi une baisse de 9,7 % des quantités produites en vins AOP/AOC, de 23,4 % pour les vins IGP/de pays et de 35,0 % pour les vins sans appellations. Ces résultats sont atténués par une progression des prix (+1,8 % en AOP/AOC, +2,0 % en IGP et +15,2 % pour les vins sans IG) soutenue à la fois par la réouverture de la restauration hors domicile (après les fermetures liées à la crise sanitaire du covid-19) qui favorise la consommation nationale, et par le dynamisme des exportations, bénéficiant notamment de la suppression des taxes américaines.

La hausse des prix compensant la baisse du volume produit, la valeur de la production de l'exercice pour l'ensemble des exploitations viticoles est en légère hausse (+0,9 %) pour 2021. La valeur ajoutée diminue de 1,3 % ; cependant, un doublement du montant moyen des subventions d'exploitation, qui atteignent 16 790 € par structure, et une forte croissance (+131 %) des indemnités d'assurance, permettent un rebond de 13,9 % de l'EBE moyen. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit en 2021 à 71 880 €.

### Une année 2021 défavorable aux productions maraîchères

La valeur de production de nombreux légumes recule sous l'effet conjoint d'une réduction des volumes et des prix : -1,2 % pour les tomates, -25,1 % pour la laitue, -16,6 % pour le concombre, -4,5 % pour la courgette, -19,8 % pour le céleri et -22,6 % pour les poireaux. Les conditions météorologiques ont limité les récoltes de légumes d'hiver. Ainsi, en 2021, la valeur ajoutée des exploitations maraîchères diminue de 4,3 %, entraînant une baisse de l'EBE moyen par structure de 9,4 %. Pour ces exploitations, l'EBE par ETP non salarié moyen est de 73 080 € en 2021, soit

un repli de 9,7 % par rapport à 2020. Sur l'ensemble maraîchage et horticulture, l'EBE par ETP non salarié moyen s'élève à 66 293 €.

### Des résultats 2021 qui repartent à la hausse pour les éleveurs de bovins lait et viande

La valeur de la production de lait augmente de 4,7 % sous l'effet d'une augmentation des cours, pour partie contrebalancée par une baisse des volumes de 1,2 %. Les disponibilités limitées, associées à une consommation nationale dynamique et une demande mondiale soutenue, orientent les cours du lait à la hausse. En tenant compte des autres productions (notamment les productions végétales, dont la valeur augmente nettement entre 2020 et 2021), la production de l'exercice des élevages de bovins lait augmente en 2021 de plus de 10 %. La valeur ajoutée moyenne des élevages en bovins lait progresse de 25,0 % en 2021 et l'EBE de 18,0 % pour atteindre un ratio par ETP non salarié de 65 970 €. Les exploitations hors zone défavorisée ont davantage bénéficié de cette conjoncture favorable (Tableau 2).

**Tableau 2 - Indicateurs de synthèse des élevages en bovins lait selon la localisation du siège d'exploitation**

|                                             | Production de l'exercice |                      | EBE par ETP non salarié |                      | RCAI par ETP non salarié |                      |
|---------------------------------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|
|                                             | 2021<br>(en €)           | 2021/2020*<br>(en %) | 2021<br>(en €)          | 2021/2020*<br>(en %) | 2021<br>(en €)           | 2021/2020*<br>(en %) |
| Hors zone défavorisée                       | 290 900                  | 13,1                 | 70 400                  | 27,1                 | 40 482                   | 53,5                 |
| Zones de montagne                           | 173 566                  | 5,0                  | 52 703                  | 4,6                  | 26 233                   | 6,6                  |
| Zones soumises à contraintes (ZSCN et ZSCS) | 278 896                  | 10,3                 | 70 776                  | 14,7                 | 36 255                   | 26,3                 |
| <b>Ensemble Bovins Lait</b>                 | <b>257 407</b>           | <b>10,9</b>          | <b>65 967</b>           | <b>18,8</b>          | <b>35 931</b>            | <b>35,8</b>          |

\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons d'exploitations 20-21 constants (Méthodologie)

Les zones agricoles défavorisées sont des zones soumises à des contraintes dans lesquelles la production agricole est considérée comme plus difficile. Dans ces zones, les agriculteurs sont éligibles à l'indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN). La réglementation européenne distingue 3 types de zones agricoles défavorisées : les zones de montagne, les zones soumises à des contraintes naturelles importantes (ZSCN) et les zones soumises à des contraintes spécifiques (ZSCS).

Source : SSP RICA 2020 et 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion

Les valeurs de production en viande bovine augmentent, en bonne partie grâce à une évolution favorable des cours : +4,0 % pour les vaches allaitantes, +1,5 % pour la filière vitelline, +3,0 % pour les broutards et +11,5 % pour les génisses. Au final, les élevages concernés voient leur EBE progresser de 14,1 % pour aboutir à un EBE moyen par ETP non salarié de 41 150 €.

### Une deuxième année consécutive de dégradation des résultats de la filière porcine

Après une croissance très marquée en 2019, la valeur des productions porcines continue de diminuer en 2021 (-2,7 %). Les volumes diminuent (-1,2 %) et les prix poursuivent leur baisse : -2,7 % pour les porcs à l'engrais, -13,4 % pour les truies et -21,7 % pour les porcelets. Le ralentissement des achats chinois et un marché européen saturé par la viande porcine allemande ont largement pesé sur les cours, pénalisant une filière traditionnellement très sensible à la conjoncture mondiale. La production de l'exercice est pour autant en légère hausse (+0,6 %), les autres productions compensant la diminution de valeur des productions strictement porcines. Les élevages de cette filière subissent par ailleurs, en 2021, une forte augmentation (+8,9 %) des charges d'alimentation animale, poste de charges le plus important pour les élevages porcins. Il en découle une nouvelle forte baisse des principaux indicateurs de résultat des élevages porcins : -19,7 % pour la valeur ajoutée (-30,0 % l'an passé) et -21,4 % pour l'EBE (-34,9 % en 2020). L'EBE par actif non salarié des éleveurs porcins s'établit à 71 240 €, contre 83 470 € en 2020 et 124 800 € en 2019.

### Un secteur avicole soutenu par les subventions en 2021, dans le contexte de l'influenza aviaire

Les productions de volailles baissent en volume dans un certain nombre de filières : -7,5 % pour les poulets de chair, -4,6 % pour les dindes, -55,7 % pour les oies et -25,8 % pour les canards prêts à gaver. Ce recul s'explique par la baisse des abattages de canards au premier semestre, consécutive à l'épizootie d'influenza aviaire, et par l'augmentation des stocks constitués lors de la fermeture de la restauration collective en 2020 qui a limité les capacités de production en 2021.

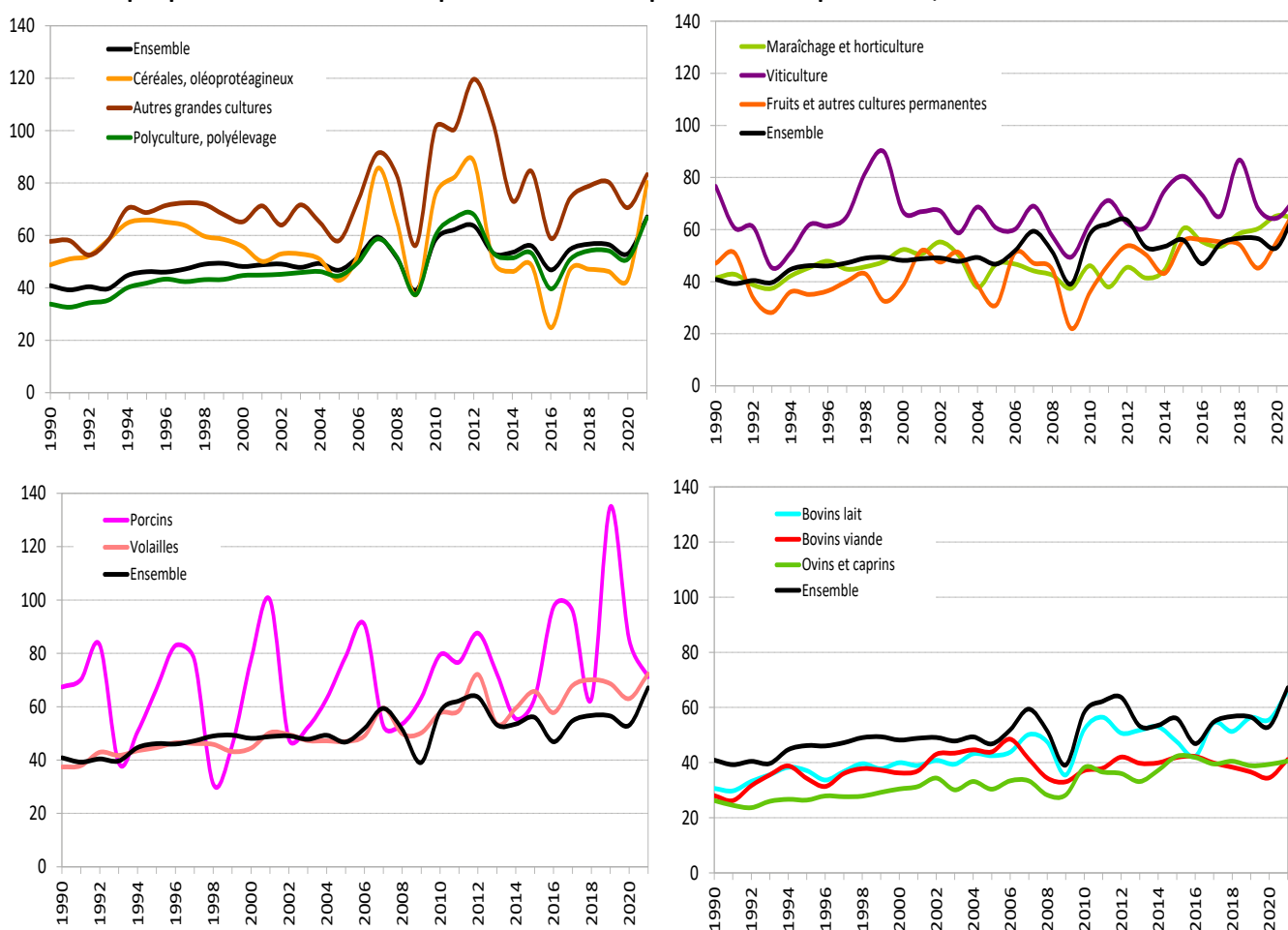
En conséquence, les ventes d'animaux ont baissé de 3,4 % en moyenne pour les exploitations spécialisées en volailles. On observe cependant une progression de 1,2 % de l'ensemble des ventes, qui s'explique par une hausse des ventes de végétaux (+38,2 %) et de produits animaux (+11,5 %). Par ailleurs, les subventions d'exploitations perçues par ces structures ont nettement augmenté (+46,7 %) en raison de la mise en place de soutiens compensatoires dans le contexte de l'épizootie. Au total, la valeur ajoutée des exploitations spécialisées en volailles augmente de 3,7 % et l'EBE de 9,3 %.

**Note méthodologique :** En raison de l'influenza aviaire, la mesure des évolutions 2020-2021 des résultats des exploitations spécialisées en volailles peut être entourée d'une imprécision plus importante que d'ordinaire. En effet, les abattages préventifs ou sanitaires modifient les effectifs animaux des exploitations en 2021, et donc le calcul de leur PBS. Pour certaines exploitations, cet impact sur la PBS peut conduire à modifier leur Otex (les exploitations ne sont alors plus considérées comme spécialisées en volailles) ou à les faire sortir du champ du RICA (si leur PBS passe en dessous du seuil de 25 000 €). Ceci rend plus difficile le suivi entre 2020 et 2021 des exploitations spécialisées en volailles.

## 2. La dispersion et la variabilité des résultats en 2021

L'indicateur de résultat analysé plus en détail dans ce rapport est l'EBE rapporté au nombre d'actifs non salariés, ce dernier étant exprimé en ETP. Avec un nombre moyen d'actifs non salariés par exploitation de 1,36 en 2021, l'EBE par ETP non salarié s'élève à 67 130 € toutes orientations de production confondues, en forte progression (+27,9 %) par rapport à 2020. Il s'établit ainsi à un niveau historiquement haut, légèrement au-dessus des niveaux élevés observés au début des années 2010, et nettement supérieur à la moyenne des 10 dernières années (56 690 €) (Graphique 2).

**Graphique 2 - Évolution de l'EBE par ETP non salarié par orientation productive, en milliers d'euros 2021 \***



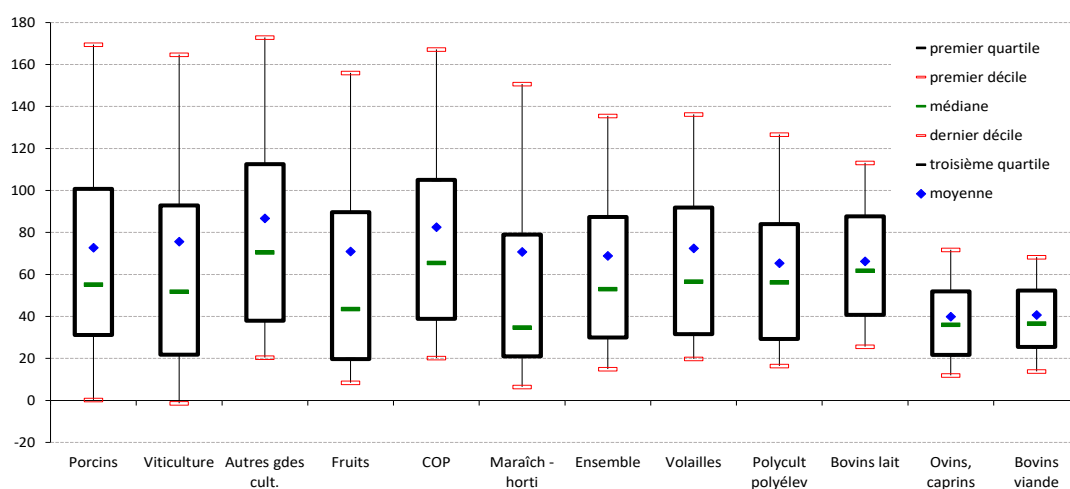
\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

Source : SSP RICA 1990 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Depuis le milieu des années 2000, les évolutions de l'EBE par ETP non salarié connaissent de fortes variations pour les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage. Celles-ci s'expliquent notamment par les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ou les épisodes climatiques exceptionnels. Les résultats des autres productions végétales (viticulture, arboriculture et, dans une moindre mesure, maraîchage) peuvent également fortement varier d'une année à l'autre en fonction de la situation conjoncturelle de la campagne en cours. En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière cyclique de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé. Le faible taux de marge (rapport entre l'EBE et le chiffre d'affaires) caractérisant cette filière amplifie l'impact de la fluctuation des prix au niveau du résultat. Les résultats des filières bovines, ovines et caprines connaissent des évolutions nettement moins marquées.

**Graphique 3 - Dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2021, en milliers d'euros**



Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Comme les années précédentes, les moyennes des résultats masquent d'importantes disparités de situations entre exploitations. La moitié des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 53 050 € (*Graphique 3*). La médiane du RCAI par ETP non salarié se situe quant à elle à 30 880 € (*Annexes, Graphique E*). Pour un quart des exploitations, l'EBE par ETP non salarié est inférieur à 30 020 € ; à l'inverse, en haut de la distribution, un autre quart des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 87 370 €, soit un rapport interquartile de près de 3. Pour 10 % des exploitations, l'EBE par actif non salarié est en-deçà de 14 960 € ; à l'inverse, en haut de la distribution, un autre dixième des exploitations a un EBE par ETP non salarié supérieur à 135 500 €, soit un rapport interdécile de 9,1.

Toutes orientations confondues, 3,4 % des exploitations ont un EBE négatif, soit 1,8 point de moins qu'en 2020. Cette proportion est trois fois plus élevée parmi les exploitations viticoles (10,7 %). Un tiers de ces exploitations (soit 1,1 % de l'ensemble des exploitations) avaient déjà un EBE négatif en 2020.

Dans la continuité des années précédentes, les dispersions de résultats sont plus faibles parmi les élevages d'herbivores, qui présentent une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientations ovins-caprins et bovins viande, l'intervalle interquartile de l'EBE par ETP non salarié n'est respectivement que de 30 290 € et de 26 910 € (rapports interquartiles respectifs de 2,4 et de 2,1). L'intervalle interquartile est bien plus élevé pour les structures viticoles (71 000 €) et les exploitations fruitières (69 930 €), les rapports interquartiles étant respectivement de 4,3 et de 4,5.

La distribution des évolutions 2020-2021 de résultats par structure montre également une certaine hétérogénéité. Ainsi, en productions céréalières et d'oléoprotéagineux, la hausse des résultats entre 2020 et 2021 est plus marquée que dans les autres filières : 91 % des structures ont observé une augmentation de leur EBE et, pour 81 %, il s'agit même d'une croissance de plus de 30 % de leur résultat (*Annexes, Tableau C*). À l'inverse, 2021 est une deuxième année consécutive de fort repli pour de nombreux élevages porcins : 68 % d'entre eux ont connu une baisse d'EBE, 40 % ont même vu leur EBE se réduire de plus de 30 % (*Annexes, Tableau D*). Les éleveurs de bovins, de volailles et d'ovins-caprins connaissent des évolutions moins contrastées de leurs résultats d'une année sur l'autre. Sur les 10 dernières années, les proportions des exploitations de ces OTEX dont l'EBE fluctue de plus de +30 % ou de moins de -30 % entre deux années consécutives ne dépassent jamais 25 %.

Les différences de taille entre exploitations expliquent en partie les disparités observées, l'EBE par actif non salarié étant en moyenne plus élevé dans les plus grandes exploitations. Un peu plus d'un tiers des exploitations agricoles dans le champ du RICA affiche une production brute standard (PBS) inférieure à 100 000 €, alors qu'un peu moins d'un quart présente une PBS supérieure à 250 000 €. Pour les plus grandes exploitations, l'EBE par ETP non salarié moyen s'établit en 2021 à 103 570 €, soit 1,7 fois celui des exploitations de taille intermédiaire et près de 3 fois celui des petites exploitations (*Tableau 3*).

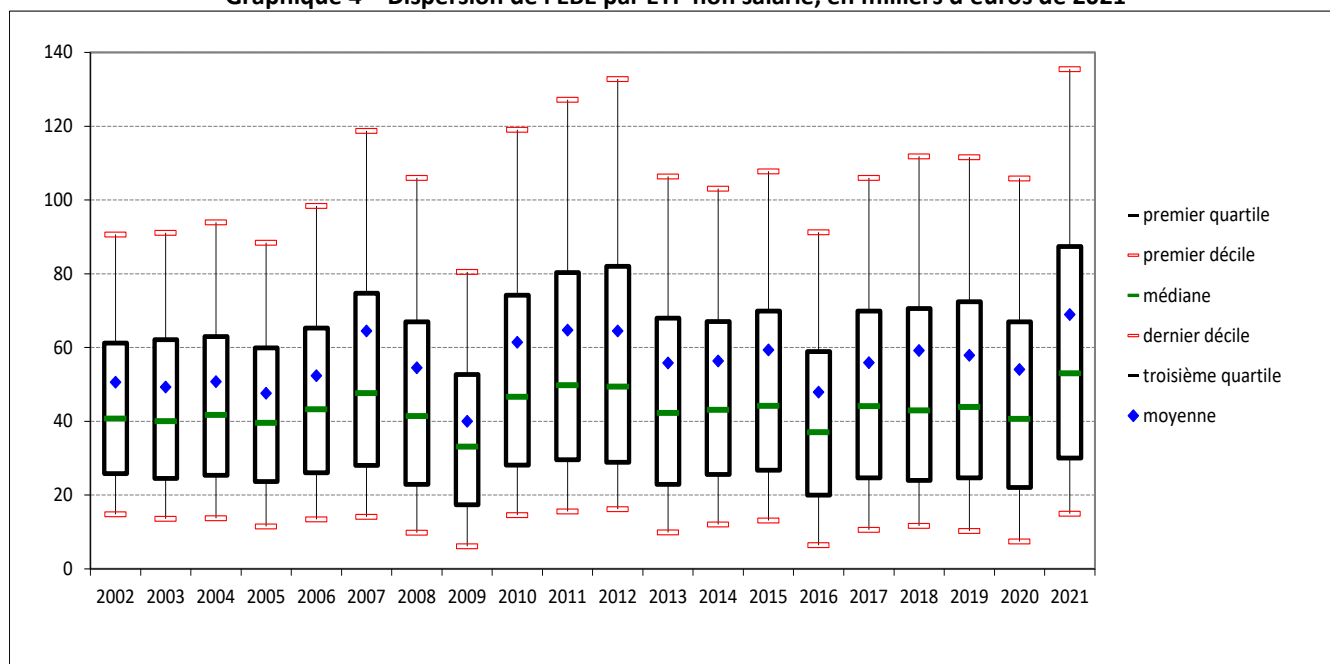
**Tableau 3 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la taille économique des exploitations**

|                                        | Taille économique des exploitations en PBS <sup>1</sup> |                       |                 |                       |                            |                       |                      |                       |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|                                        | Petites (Inf. à 100 000 €)                              |                       | Moyennes        |                       | Grandes (Sup. à 250 000 €) |                       | Ensemble             |                       |
|                                        | % exploitations                                         | EBE / ETP non salarié | % exploitations | EBE / ETP non salarié | % exploitations            | EBE / ETP non salarié | Nombre exploitations | EBE / ETP non salarié |
| Céréales et oléoprotéagineux           | 45,0                                                    | 41 157                | 41,8            | 90 151                | 13,2                       | 147 247               | 61 478               | 80 278                |
| Grandes cultures                       | 29,6                                                    | 33 194                | 35,2            | 72 420                | 35,2                       | 121 809               | 22 764               | 83 228                |
| Maraîchage et horticulture             | 51,8                                                    | 33 228                | 25,1            | 57 406                | 23,0                       | 135 815               | 12 449               | 66 293                |
| Viticulture                            | 17,2                                                    | 31 839                | 52,5            | 50 882                | 30,3                       | 117 554               | 48 658               | 71 884                |
| Fruits et autres cultures permanentes  | 53,7                                                    | 32 393                | 27,8            | 70 118                | 18,5                       | 145 863               | 7 290                | 67 925                |
| Bovins lait                            | 16,9                                                    | 36 098                | 55,9            | 62 042                | 27,2                       | 81 083                | 40 300               | 65 967                |
| Bovins viande                          | 70,4                                                    | 33 044                | 27,3            | 52 279                | 2,2                        | 72 912                | 35 736               | 41 148                |
| Ovins, caprins et autres herbivores    | 71,7                                                    | 31 659                | 24,5            | 52 578                | 3,8                        | 74 025                | 12 867               | 40 596                |
| Porcins, volaille et autres granivores | 9,4                                                     | 38 319                | 25,6            | 44 313                | 65,0                       | 82 753                | 19 926               | 71 637                |
| Polyculture, polyélevage               | 34,6                                                    | 31 457                | 36,5            | 58 910                | 29,0                       | 97 629                | 37 915               | 66 788                |
| <b>Ensemble</b>                        | <b>36,1</b>                                             | <b>34 799</b>         | <b>39,8</b>     | <b>63 038</b>         | <b>24,1</b>                | <b>103 570</b>        | <b>306 940</b>       | <b>67 127</b>         |

1. Production brute standard (PBS)

Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

La dispersion des résultats a tendance à augmenter en période de hausse des prix des productions agricoles et des consommations intermédiaires et, à l'inverse, à diminuer en phase de baisse des prix. La dispersion s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis entre 2009 et 2012 (*Graphique 4 et Annexes, Graphique F pour le RCI par ETP non salarié*). Entre 2013 et 2020, la dispersion est relativement stable, mais 2021 marque une rupture avec un niveau record d'écart interquartile, qui atteint 57 340 €, soit une progression de 27,7 % par rapport à 2020. Cet écart en 2021 est 25 % plus élevé que la moyenne calculée sur la dernière décennie (2011-2020).

**Graphique 4 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié, en milliers d'euros de 2021**


Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2002 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

### 3. L'évolution de la forme juridique des exploitations

Depuis 40 ans, le nombre d'exploitations individuelles ne cesse de diminuer et le nombre d'exploitations agricoles de forme sociétaire (notamment EARL et GAEC) croît. En 2021, les formes sociétaires représentent 53,0 % des exploitations de France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion sur le champ du RICA (*Tableau 4*). Elles reçoivent 65,2 % des subventions et réalisent 73,0 % de la production brute.

**Tableau 4 – Répartition des exploitations, de la production, SAU, emploi et subventions par statut juridique**

| Forme juridique             | Nombre d'exploitations (en %) | Production brute (en %) | Subventions (en %) | SAU (en %) | ETP (en %) |
|-----------------------------|-------------------------------|-------------------------|--------------------|------------|------------|
| Exploitations individuelles | 47,0                          | 27,1                    | 34,7               | 33,3       | 30,8       |
| Sociétés                    | 53,0                          | 72,9                    | 65,3               | 66,7       | 69,2       |
| dont GAEC                   | 15,7                          | 25,2                    | 29,2               | 27,3       | 23,2       |
| dont EARL                   | 29,2                          | 35,3                    | 29,0               | 31,5       | 33,5       |
| dont Autres sociétés        | 8,1                           | 12,4                    | 7,1                | 7,8        | 12,5       |

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

L'EBE par ETP non salarié généré par les exploitations en société est, quelle que soit l'orientation productive, supérieur à celui des exploitations individuelles (*Tableau 5*). Les écarts les plus élevés sont observés en maraîchage/horticulture et en productions fruitières, avec un EBE par ETP non salarié moyen des formes sociétaires supérieur de plus de 80 % à celui des formes individuelles.

**Tableau 5 – Dispersion de l'EBE par ETP non salarié en fonction de la structure juridique des exploitations**

|                                        | Formes juridiques des exploitations |                       |                 |                       |                      |                       |
|----------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|                                        | Exploitations individuelles         |                       | Sociétés        |                       | Ensemble             |                       |
|                                        | % exploitations                     | EBE / ETP non salarié | % exploitations | EBE / ETP non salarié | Nombre exploitations | EBE / ETP non salarié |
| Céréales et oléoprotéagineux           | 51,2                                | 71 613                | 48,8            | 86 910                | 61 478               | 80 278                |
| Grandes cultures                       | 45,6                                | 64 706                | 54,4            | 92 816                | 22 764               | 83 228                |
| Maraîchage et horticulture             | 49,3                                | 44 195                | 50,7            | 81 077                | 12 449               | 66 293                |
| Viticulture                            | 46,0                                | 61 355                | 54,0            | 78 251                | 48 658               | 71 884                |
| Fruits et autres cultures permanentes  | 52,4                                | 46 151                | 47,6            | 84 546                | 7 290                | 67 925                |
| Bovins lait                            | 34,4                                | 54 339                | 65,6            | 69 277                | 40 300               | 65 967                |
| Bovins viande                          | 63,5                                | 35 799                | 36,5            | 46 592                | 35 736               | 41 148                |
| Ovins, caprins et autres herbivores    | 62,1                                | 34 657                | 37,9            | 45 684                | 12 867               | 40 596                |
| Porcins, volaille et autres granivores | 36,9                                | 57 744                | 63,1            | 76 702                | 19 926               | 71 637                |
| Polyculture, polyélevage               | 42,3                                | 51 496                | 57,7            | 73 360                | 37 915               | 66 788                |
| <b>Ensemble</b>                        | <b>47,0</b>                         | <b>54 949</b>         | <b>53,0</b>     | <b>73 826</b>         | <b>306 940</b>       | <b>67 127</b>         |

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Au-delà de l'orientation productive, le revenu brut est également lié au niveau des engagements financiers des détenteurs de l'exploitation. Les 22 % des exploitations qui engagent moins de 100 000 € de fonds propres génèrent en moyenne 3,3 fois moins de revenu par non-salarié que les 27 % d'exploitations qui en engagent plus de 350 000 €. La répartition des exploitations agricoles par classes de capitaux propres fait apparaître une proportion globalement croissante de formes sociétaires avec la valeur des capitaux propres (Tableau 6). Ainsi, 74,4 % des structures disposant de capitaux propres supérieurs à 550 000 € sont des sociétés.

Cette corrélation entre valeur des capitaux propres et statut de l'entreprise est d'autant plus remarquable qu'elle est limitée par le fait que beaucoup d'exploitations sous forme sociétaire choisissent de faire sortir le foncier des fonds propres de l'exploitation, ce que permet la séparation entre patrimoine privé et professionnel. La société verse alors un loyer de fermage à ses non-salariés. Les terrains ne constituent ainsi que 2,5 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 22,7 % de celui des structures individuelles.

**Tableau 6 – EBE par classe de capitaux propres et par statut juridique**

| Forme juridique             | Classes de capitaux propres |                                      |                       |                        |                                      |                       |                        |                                      |                       |                        |                                      |                       |                        |                                      |                       |                        |                                      |                       |
|-----------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------------|
|                             | moins de 35 k€              |                                      |                       | 35 - 100 k€            |                                      |                       | 100 - 200 k€           |                                      |                       | 200 - 350 k€           |                                      |                       | 350 - 550 k€           |                                      |                       | > 550 k€               |                                      |                       |
|                             | Nombre d'exploitations      | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié | Nombre d'exploitations | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié | Nombre d'exploitations | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié | Nombre d'exploitations | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié | Nombre d'exploitations | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié | Nombre d'exploitations | Répartition des exploitations (en %) | EBE / ETP non salarié |
| Exploitations individuelles | 13 041                      | 50,2                                 | 33 425                | 22 241                 | 54,2                                 | 34 607                | 42 459                 | 56,0                                 | 44 222                | 39 692                 | 49,7                                 | 57 663                | 17 955                 | 36,2                                 | 77 398                | 8 865                  | 25,6                                 | 132 228               |
| Sociétés                    | 12 914                      | 49,8                                 | 42 321                | 18 824                 | 45,8                                 | 41 057                | 33 408                 | 44,0                                 | 52 057                | 40 197                 | 50,3                                 | 64 404                | 31 619                 | 63,8                                 | 80 648                | 25 726                 | 74,4                                 | 128 145               |
| dont GAEC                   | 1 739                       | 6,7                                  | 43 718                | 7 771                  | 6,7                                  | 38 285                | 6 837                  | 9,0                                  | 48 434                | 17 975                 | 16,7                                 | 54 861                | 14 157                 | 28,6                                 | 67 504                | 9 850                  | 28,5                                 | 97 037                |
| dont EARL                   | 9 136                       | 35,2                                 | 47 583                | 12 801                 | 31,2                                 | 45 384                | 21 353                 | 28,1                                 | 56 124                | 21 971                 | 21,5                                 | 74 620                | 14 008                 | 28,3                                 | 101 471               | 10 253                 | 29,6                                 | 144 821               |

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En proportion, on constate que les sociétés sont plus nombreuses (21,5 %) à vendre au détail (c'est-à-dire, au sens du RICA, vendre directement au consommateur final ou avec un seul intermédiaire), que les exploitations individuelles (16,8 %). On note aussi que les GAEC sont deux fois plus nombreux à transformer leur production agricole que les structures individuelles (Tableau 7).

**Tableau 7 – Exploitations transformant ou commercialisant au détail une partie de leur production par statut juridique**

| Forme juridique             | Exploitations vendant au détail (en %) | Exploitant faisant de la transformation (en %) |
|-----------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------|
| Exploitations individuelles | 16,84                                  | 3,99                                           |
| Sociétés                    | 21,53                                  | 4,80                                           |
| dont GAEC                   | 19,31                                  | 8,14                                           |
| dont EARL                   | 21,10                                  | 3,69                                           |
| dont Autres sociétés        | /                                      | /                                              |

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

#### 4. Les subventions d'exploitation en 2021

La mise en œuvre de la nouvelle programmation de la Politique agricole commune (PAC) étant différée à 2023, les règles de la PAC 2015-2020 ont été prolongées pour deux années supplémentaires. Ainsi, tout comme l'ensemble des aides couplées et des subventions relatives au développement rural (dont l'ICHN et les MAEC font partie), l'aide découplée est maintenue avec ses quatre volets : paiement de base (adossé à un droit à paiement de base, dit DPB), paiement vert, paiement redistributif et paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. Le paiement vert continue d'être conditionné au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). En majorant les 52 premiers hectares de chaque exploitation, le paiement redistributif permet, quant à lui, de poursuivre le soutien des productions à forte valeur ajoutée ou génératrices d'emplois sur des exploitations de taille inférieure à la moyenne.

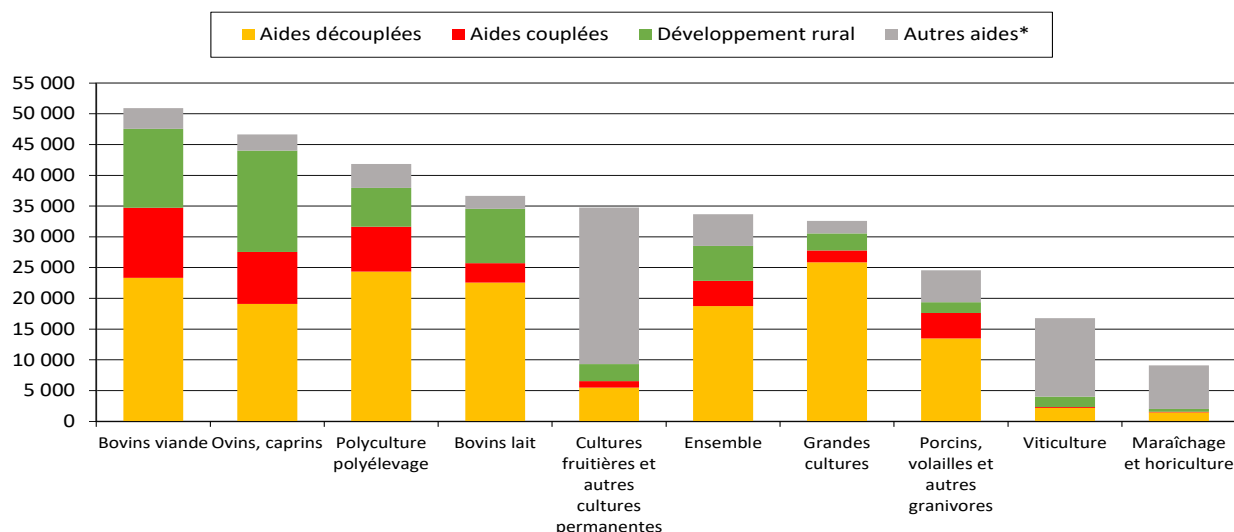
Dans ce contexte, les montants moyens de subventions des premier et second piliers de la PAC sont quasi stables entre 2020 et 2021 (30 440 € en moyenne par bénéficiaire en 2021, contre 30 480 € en 2020, soit -0,2 %) (*Tableau 8*). À l'inverse, la partie des subventions d'exploitations qui ne relève pas des premier et second piliers de la PAC - aides de crise, calamités agricoles et autres subventions publiques nationales - est en forte hausse. Les montants moyens de ces subventions atteignent 5 500 € en moyenne par bénéficiaire en 2021, contre 3 510 € en 2020, soit +57,0 %. Elles représentent 15,3 % du total des subventions perçues par les exploitations en 2021, contre 10,4 % en 2020 (*Graphique 5*). La hausse s'explique principalement par la croissance des montants d'indemnisations au titre des calamités agricoles (+20,0 %), en raison notamment des épisodes de gel du printemps 2021, et par celle des autres subventions publiques nationales. Ces dernières augmentent sous l'effet des subventions du plan de relance et celles du fonds de solidarité, mises en place dès 2020 dans le contexte de la crise du covid-19, et dont les montants versés aux agriculteurs sont en nette hausse entre 2020 et 2021. Les subventions d'exploitations représentent en 2021 13,5 % des produits courants des exploitations bénéficiaires, contre 14,0 % en 2020.

**Tableau 8 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles bénéficiaires, par orientation productive, en euros 2021**

| Orientation technique                 | Part de bénéficiaires de subventions (en %) | Par bénéficiaire d'au moins une subvention        |                 |                     |                 |                    |                 |                                                                             |                 |
|---------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|--------------------|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------|
|                                       |                                             | Montant total de subvention d'exploitation (en €) | Evol. (%) 21/20 | dont premier pilier | Evol. (%) 21/20 | dont second pilier | Evol. (%) 21/20 | dont autres aides (notamment calamités et fonds de solidarité covid) (en €) | Evol. (%) 21/20 |
| Bovins viande                         | 100,0                                       | 50 940                                            | -2,3            | 34 734              | -1,0            | 12 811             | -1,2            | 3 396                                                                       | -20,6           |
| Ovins et caprins                      | 100,0                                       | 46 537                                            | -1,7            | 27 469              | -2,5            | 16 409             | -1,1            | 2 658                                                                       | 15,9            |
| Polyculture, polyélevage, autres      | 97,8                                        | 42 810                                            | 4,0             | 32 355              | 1,3             | 6 483              | 1,0             | 3 973                                                                       | 15,1            |
| Fruits et autres cultures permanentes | 91,6                                        | 37 965                                            | 77,7            | 7 145               | -4,9            | 3 013              | -5,6            | 27 806                                                                      | 172,1           |
| Bovins lait                           | 100,0                                       | 36 657                                            | -0,1            | 25 714              | -0,5            | 8 846              | -0,6            | 2 097                                                                       | 8,6             |
| <b>Total</b>                          | <b>93,7</b>                                 | <b>35 940</b>                                     | <b>6,2</b>      | <b>24 359</b>       | <b>-0,1</b>     | <b>6 078</b>       | <b>-0,3</b>     | <b>5 502</b>                                                                | <b>57,0</b>     |
| Céréales et oléoprotéagineux          | 100,0                                       | 33 115                                            | 0,5             | 29 087              | -0,8            | 2 906              | 4,9             | 1 122                                                                       | -13,6           |
| Autres grandes cultures               | 98,5                                        | 31 631                                            | 0,8             | 24 720              | 0,2             | 2 318              | 1,1             | 4 593                                                                       | 17,4            |
| Porcins                               | 90,2                                        | 24 329                                            | 8,8             | 16 098              | -3,4            | 1 563              | -14,8           | 6 668                                                                       | 149,4           |
| Volailles                             | 78,2                                        | 24 109                                            | 38,8            | 16 530              | 41,8            | 1 407              | 5,2             | 6 172                                                                       | 65,7            |
| Viticulture                           | 81,2                                        | 20 685                                            | 97,8            | 2 876               | -2,5            | 2 067              | -2,2            | 15 743                                                                      | 174,5           |
| Maraîchage - Horticulture             | 55,4                                        | 16 424                                            | 14,1            | 2 792               | 8,5             | 874                | 37,4            | 12 757                                                                      | 15,1            |

*Les subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (Méthodologie)*

*Source : SSP RICA 2020 et 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.*

**Graphique 5 - Nature des subventions d'exploitation moyennes par exploitation accordées au titre de la campagne 2021**


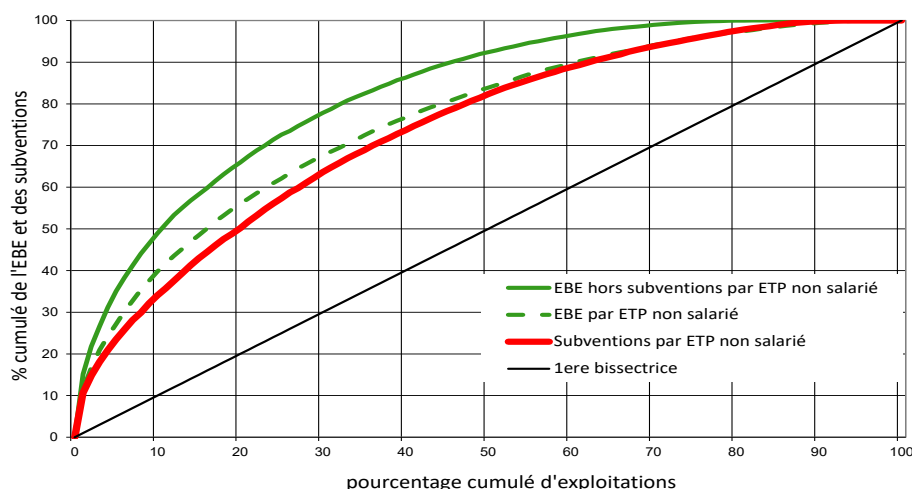
\* La catégorie "Autres aides" comporte notamment les aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Champ : Ensemble des exploitations (bénéficiaires ou non d'une aide)

Les exploitations spécialisées en COP et autres cultures industrielles perçoivent en 2021 des montants moyens de subventions atteignant respectivement 33 110 € et 31 630 €. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficie également de soutiens publics en 2021 : 50 940 € en moyenne pour les éleveurs de bovins viande, 46 540 € pour les éleveurs d'ovins-caprins et 36 660 € pour ceux de bovins lait. Les maraîchers-horticulteurs sont quant à eux bien moins nombreux à bénéficier de subventions : seulement 55,4 % des structures en perçoivent. Ils sont en outre les moins subventionnés, avec un montant moyen de 16 420 € en 2021 pour les exploitations subventionnées. Les indemnisations au titre des calamités agricoles en 2021 ont néanmoins conduit à de fortes augmentations de montants moyens de subventions dans deux autres secteurs traditionnellement moins aidés : +97,8 % en viticulture et +77,7 % en productions fruitières.

Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats entre les différentes productions. Elles sont réparties de façon plus équilibrée entre exploitations agricoles que l'EBE par ETP non salarié hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat, ce qu'illustrent les courbes de Lorenz de l'EBE par ETP non salarié avant et après subventions (Graphique 6).

**Graphique 6 - Mesure des concentrations de l'EBE par ETP non salarié, avant et après subventions en 2021**


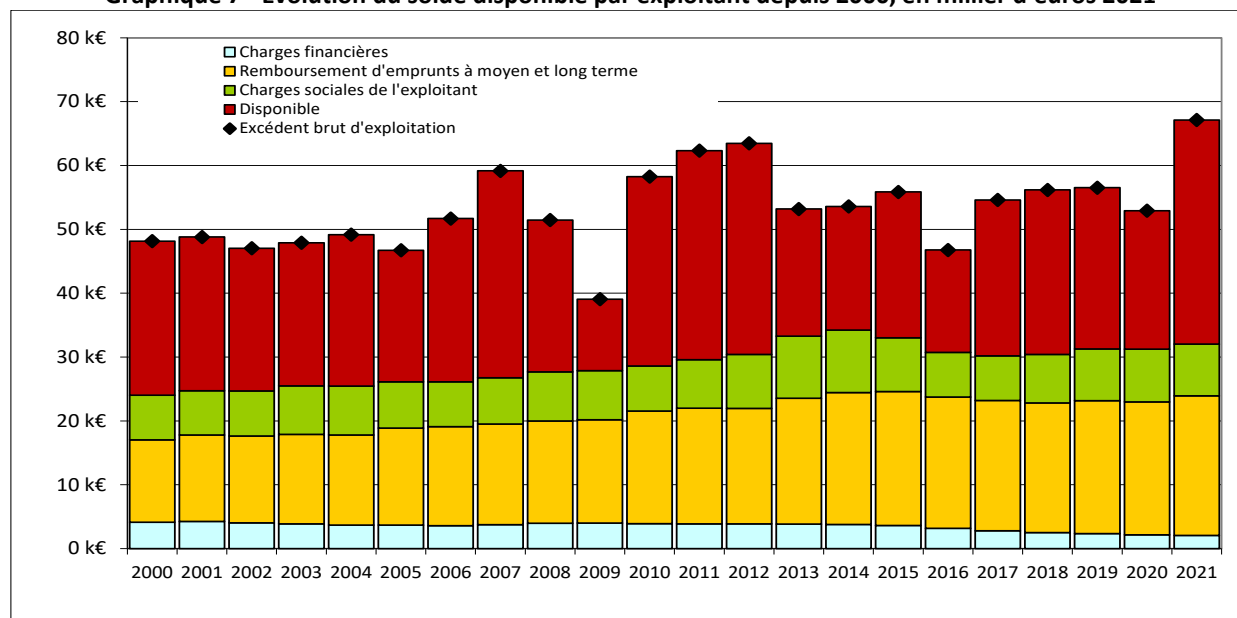
Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'analyser la répartition d'une grandeur (ici l'EBE par ETP non salarié) dans une population. Plus la courbe d'une variable est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2021, les 30 % d'exploitations agricoles ayant l'EBE par ETP non salarié le plus élevé (qui représentent 67,6 % de l'EBE par ETP non salarié total) se partagent 63,6 % du total des subventions octroyées par actif non salarié.

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

## 5. La situation financière des exploitations agricoles

Après la baisse des résultats économiques de 2020, le net rebond de 2021 conduit à une progression importante des ressources disponibles. Une fois les annuités d'emprunts (capital et intérêts dus) à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE (*Méthodologie*), le solde disponible par actif non salarié atteint en 2021 une moyenne de 35 100 €. Cette valeur est en hausse de 59,9 % par rapport à 2020, évolution à mettre en regard de la baisse de 13,3 % entre 2019 et 2020 (*Graphique 7*).

**Graphique 7 - Évolution du solde disponible par exploitant depuis 2000, en millier d'euros 2021**



\*Série en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (*Méthodologie*)

Source : SSP RICA 2000 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

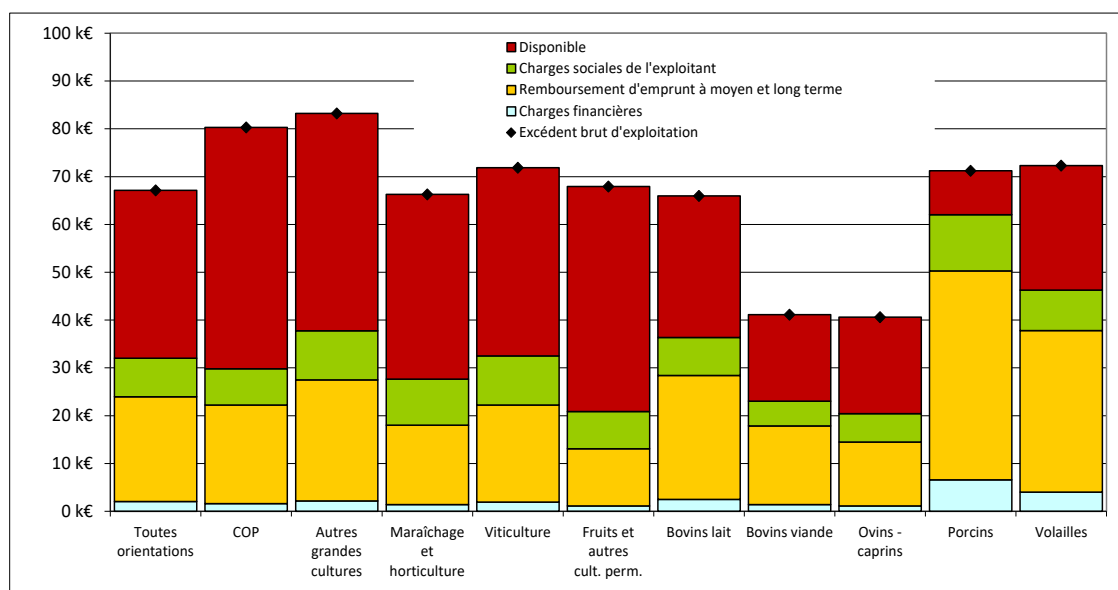
Ce disponible permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un éventuel recours à l'emprunt). Il atteint donc en 2021 un niveau historiquement élevé, légèrement supérieur aux points hauts observés entre 2010 et 2012.

Après avoir tendancielllement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 21 880 € en 2021 par exploitant, en hausse de 5,2 % entre 2020 et 2021. Avec 8 080 € en moyenne, les charges sociales de l'exploitant sont stables par rapport à 2020 (-0,2 %). Cela s'explique par la substitution de revenus 2017 par des revenus 2020 équivalents dans le calcul des charges 2021 (calcul fondé sur la moyenne des revenus des trois années précédentes).

Le disponible varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2021 est une année très favorable pour les céréaliers et les producteurs de fruits qui dégagent respectivement des disponibles moyens de 50 480 € et de 47 040 € par ETP non salarié (*Graphique 8*). Les structures spécialisées en COP connaissent la plus forte progression entre 2020 et 2021 avec une augmentation de 219,1 %.

A contrario, avec la chute de leurs résultats en 2021, les éleveurs porcins voient leur disponible diminuer de 68,2 %, après un recul de 63,4 % entre 2019 et 2020. En 2021, la moyenne par ETP non salarié au sein de cette Otex s'établit à 9 200 €, contre 25 670 € en 2020 et 70 140 € en 2019.

**Graphique 8 – Solde disponible par exploitant en 2021, par orientation productive**



Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Toutes orientations confondues, les prélèvements privés (prélèvements sur le résultat de l'exploitation effectués par l'exploitant au cours de l'exercice), nets des cotisations sociales de l'exploitant, s'établissent à 29 600 € en moyenne par exploitant. Ils progressent de 7,7 % par rapport à 2020. Les producteurs de fruits augmentent leurs prélèvements privés de 45,0 % et les structures horticolas de 28,3 %, tandis que les maraîchers, les viticulteurs et les éleveurs de porcins les réduisent respectivement de 16,4 %, 9,7 % et 8,0 %.

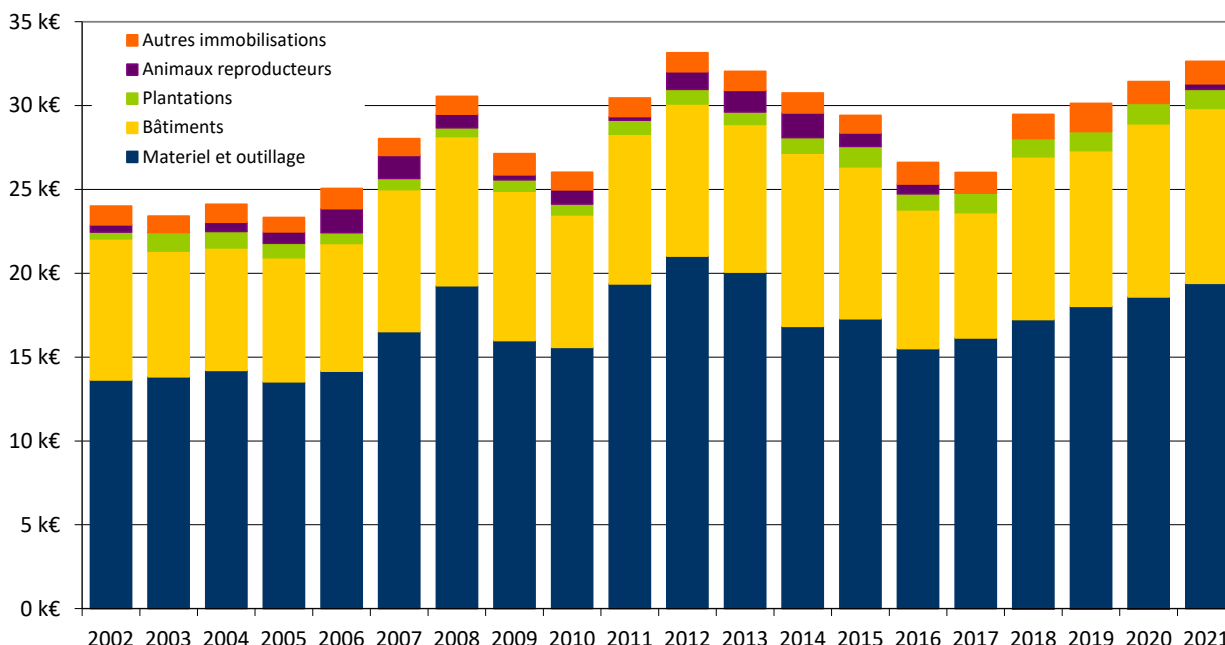
Depuis 2018, les investissements agricoles repartent à la hausse, interrompant une période de décroissance amorcée en 2012. Avec une moyenne de 32 640 €, le total des investissements de 2021 permet ainsi de s'approcher du niveau record de 2012 (*Graphique 9*). En 2021, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 40 270 € (+2,0 % par rapport à 2020) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 7 960 € (-1,0 %).

La hausse des investissements par rapport à 2020 (équivalente à celle de l'an passé) s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements en matériel et outillage (+6,1 %), poste qui demeure le plus important pour l'ensemble des exploitations agricoles (59,4 % en moyenne de la totalité des investissements) devant ceux portant sur les bâtiments<sup>2</sup> (32,0 %). Dans tous les types d'élevage, les exploitants augmentent leurs investissements en animaux reproducteurs (moyenne 2021 de 329 €). En revanche, les investissements 2021 en plantations reculent de 6,5 % par rapport à 2020 dans les exploitations à orientation végétale.

Les secteurs maraîchage-horticulture et céréaliers sont ceux qui ont le plus augmenté leur niveau moyen d'investissement (respectivement +46,6 % et +36,3 % par rapport à 2020). À l'inverse, les structures de productions fruitières et viticoles ont connu entre 2020 et 2021 les plus fortes baisses : -8,0 % pour les premières et -4,6 % pour les secondes.

En valeur, ce sont, cette année encore, les élevages porcins qui affichent le plus haut niveau d'investissement (59 570 €), loin devant les élevages laitiers de bovins (47 260 €). À l'opposé, les élevages en bovins viande ont en 2021 le niveau d'investissement le plus faible de toutes les orientations productives (20 710 €).

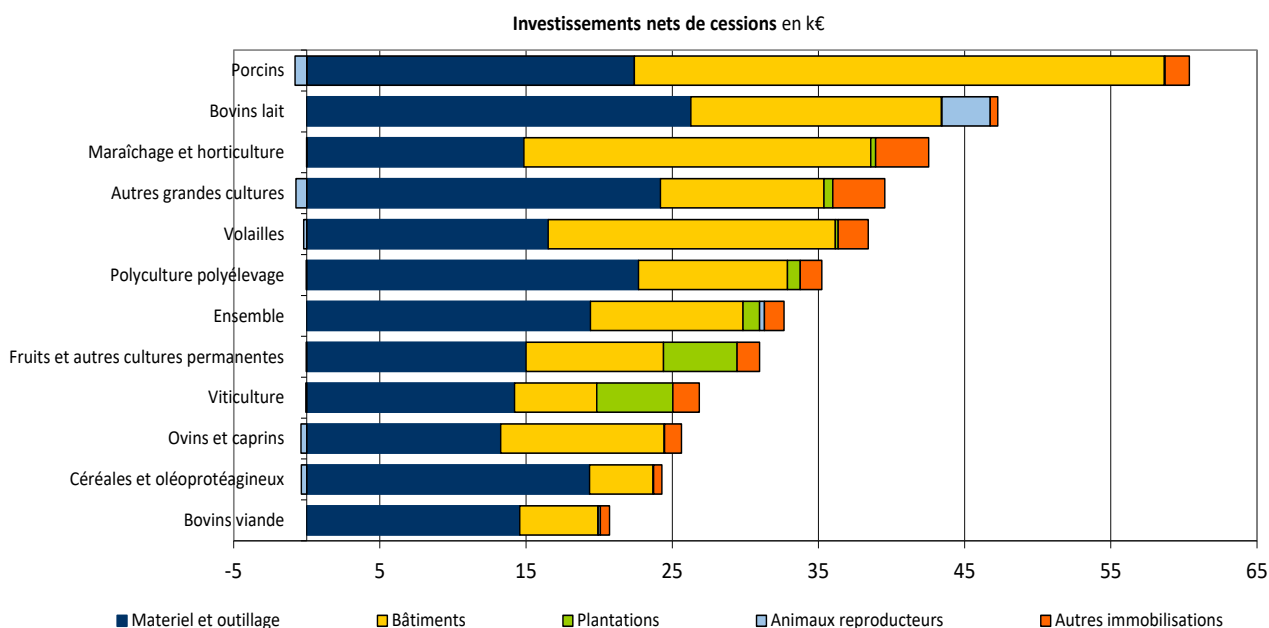
<sup>2</sup>Poste d'investissement concernant en fait toutes les constructions, ce qui inclut, au-delà des bâtiments, les installations spécialisées qui leur sont liées fonctionnellement (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...).

**Graphique 9 - Évolution des montants moyens d'investissement par poste depuis 2002, en euros 2021**


Source : SSP RICA 2000 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Au-delà du niveau d'investissement, la composition des investissements dépend également beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Ainsi, les investissements de la filière porcine portent, comme chaque année, davantage sur les bâtiments (60,9 % du total des investissements hors foncier) que sur le matériel et l'outillage (37,6 % de l'ensemble). Les investissements des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'orientent essentiellement sur le matériel et outillage (80,9 % du total des investissements). En viticulture et dans les filières de fruits et d'autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont logiquement plus importants : ils représentent respectivement 19,4 % et 16,3 % de leurs investissements en 2021 (Graphique 10).

**Graphique 10 - Niveaux d'investissement moyens par exploitation en 2021 présentés par poste, selon l'orientation productive**


Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En 2021, 76,2 % des exploitations agricoles ont réalisé des investissements, 67,7 % dans du matériel et 28,3 % dans des bâtiments. Ce sont globalement dans les filières viticoles et celles d'élevages d'herbivores (à l'exception des structures en bovins viande) que se concentrent les exploitations ayant investi (*Tableau 9*).

**Tableau 9 – Proportions des exploitations ayant investi en 2021**

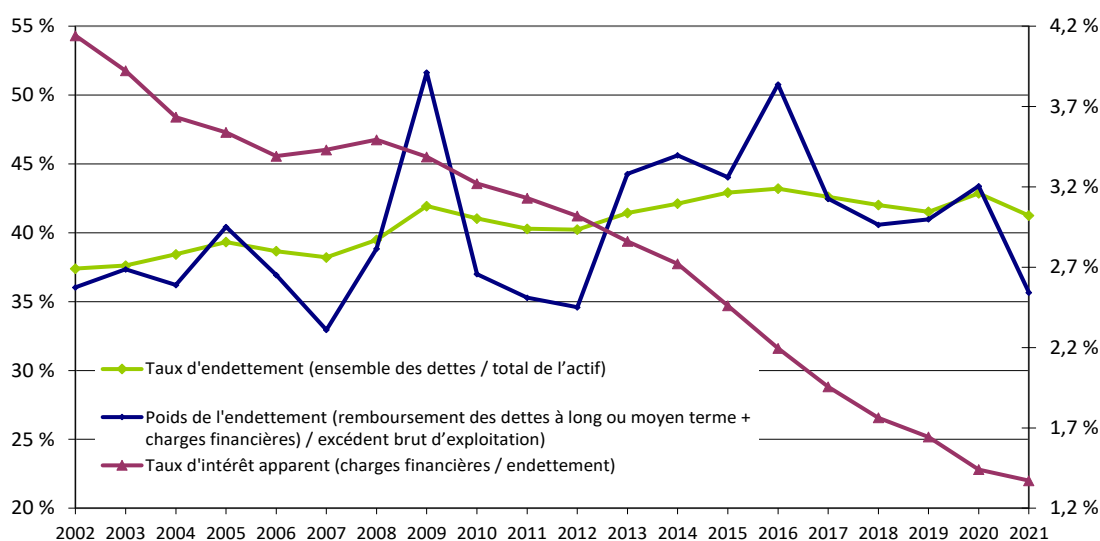
|                                       | Structures ayant investi | Structures ayant investi dans du matériel | Structures ayant investi dans des bâtiments |
|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------------|
|                                       | Part effectif (en %)     | Part effectif (en %)                      | Part effectif (en %)                        |
| Céréales et oléoprotéagineux          | 67,3                     | 61,3                                      | 16,8                                        |
| Autres grandes cultures               | 77,4                     | 71,7                                      | 25,4                                        |
| Maraîchage                            | 73,5                     | 56,9                                      | 43,8                                        |
| Horticulture                          | 76,8                     | 57,2                                      | 42,4                                        |
| Viticulture                           | 80,3                     | 65,5                                      | 24,8                                        |
| Fruits et autres cultures permanentes | 74,1                     | 60,3                                      | 30,7                                        |
| Bovins lait                           | 83,6                     | 75,4                                      | 41,6                                        |
| Bovins viande                         | 73,0                     | 67,2                                      | 24,9                                        |
| Bovins mixtes                         | 83,2                     | 81,9                                      | 41,8                                        |
| Ovins et caprins                      | 81,1                     | 70,1                                      | 29,9                                        |
| Porcins                               | 73,2                     | 63,5                                      | 44,5                                        |
| Volailles                             | 74,1                     | 65,2                                      | 36,0                                        |
| Polyculture polyélevage               | 77,5                     | 72,3                                      | 27,5                                        |
| <b>Ensemble</b>                       | <b>76,2</b>              | <b>67,7</b>                               | <b>28,3</b>                                 |

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En 2021, après le rebond de 2020, on observe un retour à des tendances baissières pour les indicateurs d'endettement moyen des exploitations agricoles françaises. La dynamique décroissante observée depuis 2016 reprend donc son cours. Pour autant, l'endettement total des exploitations s'élève en moyenne à 204 340 €, marquant une légère progression de 1,3 % par rapport à 2020.

Le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) s'établit à 41,3 %, en baisse de 1,6 point par rapport à 2020 (*Graphique 11*). Avec la hausse globale des résultats en 2021, le poids de l'endettement dans l'EBE (dit autrement la charge de la dette, soit la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) recule toutes orientations productives confondues de 7,7 points pour atteindre 35,7 %. En parallèle, la baisse des taux d'intérêt apparents, liée aux mesures de bonifications d'intérêts et à l'évolution des taux proposés par les banques ces dernières années, se poursuit et permet de contenir les charges financières à 2 800 € en moyenne (-6,2 % par rapport à 2020). Le niveau moyen de ce taux apparent s'établit en 2021 à 1,4 %. Il est en baisse constante depuis 2008 (-2,1 points).

**Graphique 11 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002**



\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

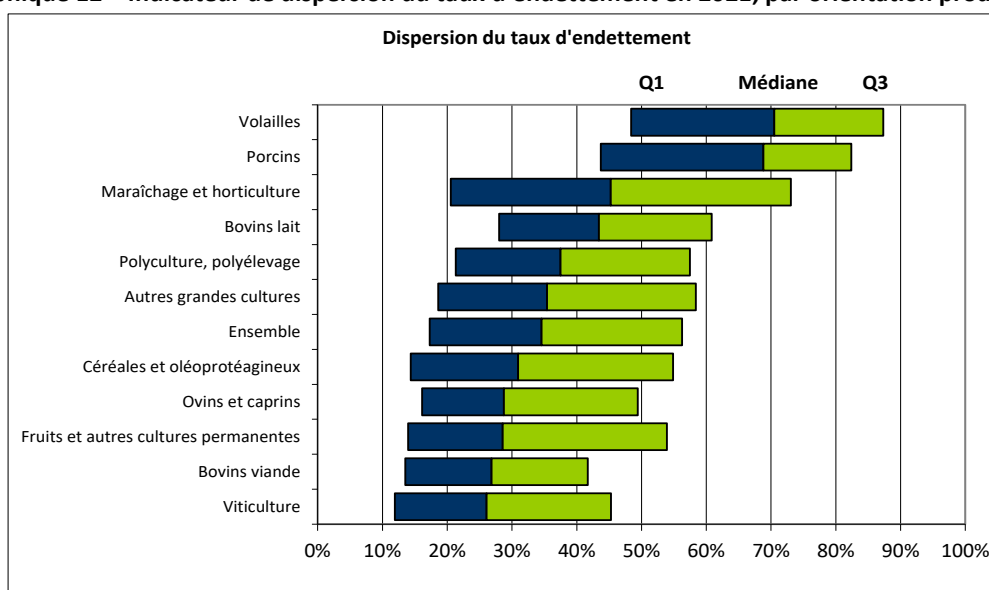
Source : SSP RICA 2002 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

Le montant moyen de l'endettement connaît une progression plus marquée entre 2020 et 2021 pour les structures fruitières (+15,1 %), les exploitations spécialisées en maraîchage-horticulture (+9,5 %) et les élevages de porcins (+7,1 %), qui conservent le niveau le plus élevé de toutes les orientations productives (505 570 €). Les élevages de volailles et de bovins lait affichent également des montants moyens de dettes élevés (respectivement de 314 060 € et de 271 830 €). À l'inverse, on relève une baisse du total des dettes des exploitations viticoles (-3,2 %). En 2021, les éleveurs d'ovins-caprins conservent le niveau de dettes le plus faible avec une moyenne de 118 940 € (+2,4 % par rapport à 2020).

La dispersion des taux d'endettement reste forte au sein de chaque orientation productive (*Graphique 12*). Le quart des exploitations céréalières ayant le taux d'endettement le plus élevé a des dettes représentant plus de 54,9 % de son actif en 2021 alors qu'à l'autre bout de la distribution, un autre quart affiche des dettes ne dépassant pas 14,4 % de l'actif. Cette dispersion est encore plus marquée pour les exploitations maraîchères et horticoles : le quart des exploitations ayant le taux d'endettement le plus élevé a des dettes à hauteur de plus de 73,1 % de l'actif alors que, pour un autre quart, ce ratio ne dépasse pas 20,6 %. Dans les élevages de bovins viande, les taux d'endettement demeurent a contrario faiblement dispersés (écart interquartile de 28,2 points seulement).

**Graphique 12 – Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2021, par orientation productive**



Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif décline le patrimoine de l'exploitation et présente les moyens mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Il présente également les actifs circulants, essentiellement l'ensemble des biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks.

Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer l'actif, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par les processus de production. Elle varie donc sensiblement d'une Otx à l'autre. En 2021, la valeur totale de l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues s'établit en moyenne à 495 270 € (*Graphique 13*). Elle est composée à 56,9 % d'immobilisations et à 43,1 % d'actifs circulants. Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau des immobilisations est relativement élevé (70,2 % en bovins lait et 68,3 % en bovins viande) et s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs en plus des bâtiments et matériels nécessaires à ce type d'activité. Les immobilisations ne représentent que 39,7 % en viticulture, avec toutefois une part significative en plantations (19,3 % du total de l'actif immobilisé) (*Annexes, Graphique B*).

La structure de l'actif circulant est également variable selon les orientations. Les systèmes viticoles se caractérisent par l'importance de leurs stocks en cours de vinification (64,0 % du total de leurs actifs circulants). Dans les élevages bovins viande, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs, qui représentent jusqu'à 58,4 % de l'actif circulant.

Toutes orientations confondues, les actifs sont financés à hauteur de 58,7 % par des capitaux propres et de 41,3 % par des dettes. Avec 134 230 € en moyenne, les emprunts à long et moyen terme représentent 65,7 % de la dette totale. L'importance des capitaux propres est également conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer leurs stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (68,4 %). Il en est de même pour les élevages bovins (lait et viande). À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture, volailles et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'une part de financement sur capitaux propres aussi importante (30,5 % en élevages porcins et 45,9 % en maraîchage-horticulture).

**Graphique 13 – Bilan à la clôture de l'exercice 2021, pour l'ensemble des exploitations, toutes orientations confondues**

| Détail de l'actif                             | Clôture<br>en k€ | Δ Clôture - Ouverture |              |                 |                     |    |     |              | Détail du passif               | Clôture<br>en k€ | Δ Clôture - Ouverture |               |
|-----------------------------------------------|------------------|-----------------------|--------------|-----------------|---------------------|----|-----|--------------|--------------------------------|------------------|-----------------------|---------------|
|                                               |                  | en k€                 | %            |                 |                     |    |     |              |                                |                  | en k€                 | %             |
| <b>Actif immobilisé</b> 57%                   | <b>280,4</b>     | <b>6,3</b>            | <b>2,3%</b>  | Immobilisations | Capitaux permanents | FR | BFR | A. Circulant | <b>Capitaux propres</b> 59%    | <b>290,8</b>     | <b>23,3</b>           | <b>8,7%</b>   |
| Terrain                                       | 45,4             | 1,2                   | 2,7%         |                 |                     |    |     |              | Capital individuel initial     | 195,0            | 0,0                   | 0,0%          |
| Aménagts, construct. et install. spécialisées | 76,3             | 1,7                   | 2,2%         |                 |                     |    |     |              | Variation du capital initial   | 84,8             | 22,8                  | 36,9%         |
| Matériel                                      | 78,5             | 2,3                   | 3,0%         |                 |                     |    |     |              | Subventions d'investissement   | 11,0             | 0,4                   | 3,9%          |
| Plantations                                   | 10,3             | 0,3                   | 2,6%         |                 |                     |    |     |              | <b>Dettes</b> 41%              | <b>204,3</b>     | <b>2,6</b>            | <b>1,3%</b>   |
| Animaux reproducteurs                         | 45,7             | 0,3                   | 0,7%         |                 |                     |    |     |              | Dettes à long ou moyen terme   | 134,2            | 1,9                   | 1,4%          |
| Autres immobilisations                        | 24,1             | 0,5                   | 2,3%         |                 |                     |    |     |              | Emprunts à court terme         | 6,4              | -0,4                  | -5,8%         |
| <b>Actifs circulants</b> 43%                  | <b>212,7</b>     | <b>19,4</b>           | <b>10,0%</b> | A. Circulant    | P. Circul.          | FR | BFR | A. Circulant | Autres dettes financ. à - 1 an | 10,9             | -0,6                  | -5,3%         |
| Stocks                                        | 107,2            | 6,2                   | 6,1%         |                 |                     |    |     |              | Dettes auprès de tiers         | 52,8             | 1,7                   | 3,3%          |
| Valeurs réalisables                           | 51,5             | 5,6                   | 12,3%        |                 |                     |    |     |              | <b>Régularisation passif</b>   | <b>0,2</b>       | <b>0,0</b>            | <b>-22,1%</b> |
| Valeurs disponibles                           | 54,0             | 7,5                   | 16,2%        | Total actif     |                     |    |     |              | <b>Total passif</b>            | <b>495,3</b>     | <b>25,8</b>           | <b>5,5%</b>   |
| <b>Régularisation actif</b>                   | <b>2,2</b>       | <b>0,1</b>            | <b>4,7%</b>  |                 |                     |    |     |              |                                |                  |                       |               |
| <b>Total actif</b>                            | <b>495,3</b>     | <b>25,8</b>           | <b>5,5%</b>  |                 |                     |    |     |              |                                |                  |                       |               |

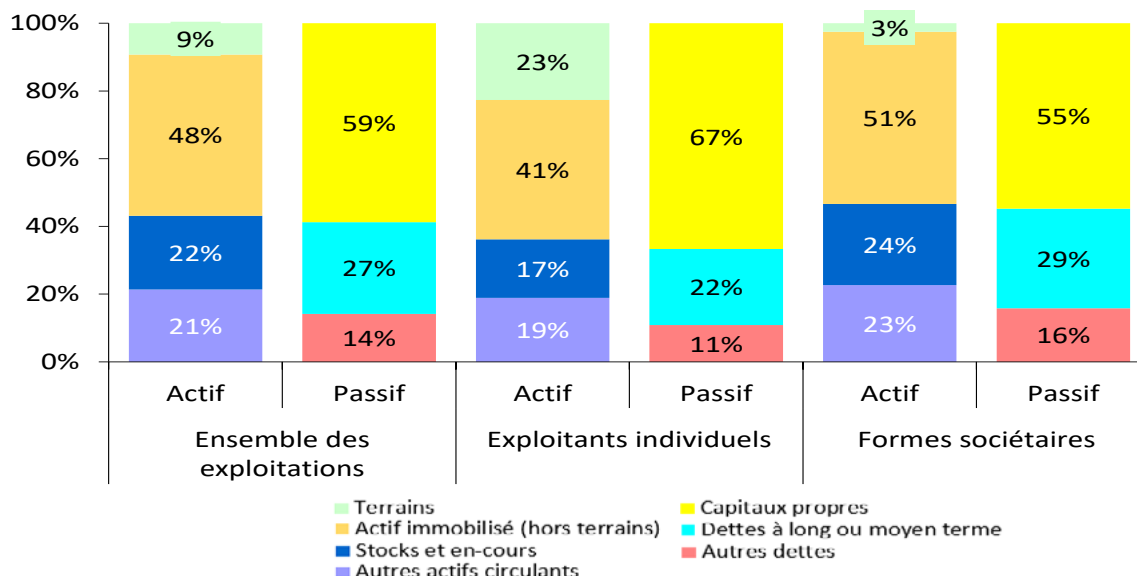
Note de lecture : En moyenne, toutes orientations confondues, à la clôture du bilan de 2021, l'actif total s'élève à 495 270 €, en hausse de 25 760 € (+5,5 %) par rapport à sa valeur lors de l'ouverture de l'exercice comptable

Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 9,2 % du total de l'actif des exploitations agricoles de 2021, soit 16,2 % des immobilisations totales contre 36,1 % en 1990. Cette part est toutefois très variable selon la forme juridique (*Graphique 14*). Dans les sociétés, les terres étant en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'exploitant, les terrains ne constituent que 2,5 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires (5,6 % en 1990) contre 22,7 % de celui des structures individuelles (23,2 % en 1990).

Mécaniquement, la constitution du passif est également différente selon la forme juridique. La présence d'importantes immobilisations en terrains a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels : 66,7 % du total du passif, contre 54,8 % pour les formes sociétaires. Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 29,4 % du passif des formes sociétaires contre seulement 22,4 % pour les individuelles.

**Graphique 14 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2021**



Source : SSP RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

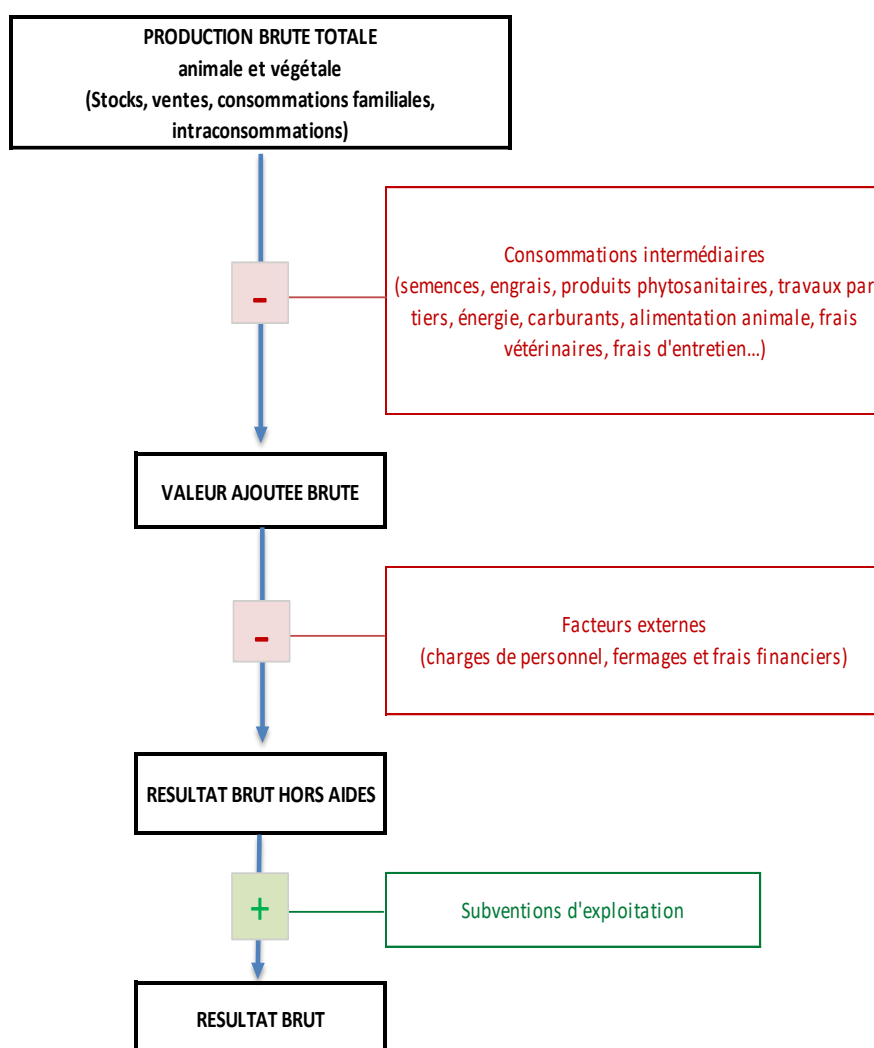
## 6. Les résultats économiques 2020 des filières européennes de bovins viande

Lors de la Commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN) du 7 juillet 2022, deux descriptions de la situation des élevages français, à partir des données du recensement agricole d'une part, et du RICA d'autre part ont été présentées. La présentation appuyée sur le RICA a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques de la situation économique des élevages français à partir des données comptables. Pour l'Otex bovins-viande en particulier, malgré une augmentation sensible des subventions d'exploitation qui leur ont été accordées depuis 2010, l'EBE par ETP non salarié a baissé de 8,1 % sur la période 2010-2020. Au sein de cette Otex, les subventions sont en moyenne supérieures au bénéfice procuré par l'activité (113,3 % de l'EBE moyen de la filière en 2020). Sans elles, 62,8 % des exploitations seraient déficitaires en 2020 (contre 46,9 % en 2010).

Pour compléter ces constats, il est utile de dresser un panorama comparatif des exploitations spécialisées en bovins viande au sein des différents États membres de l'UE, afin d'apprécier si la situation des élevages français est une exception ou une tendance partagée par d'autres pays en Europe. Cette analyse est restreinte à l'UE à 12 pays, qui permet de centrer les comparaisons sur des modèles productifs proches.

Après consolidation par la Commission européenne des RICA nationaux au cours du premier semestre 2022, les données 2020 ont été diffusées fin août dernier. L'échantillon européen compte un peu plus de 80 000 exploitations, qui représentent au total près de 4 020 000 exploitations.

Le schéma ci-dessous présente les indicateurs comptables utilisés dans cette partie, définis à partir des variables disponibles dans les données du RICA européen. Les indicateurs comptables européens s'écartent, sur certains points, des indicateurs français. C'est le cas par exemple du concept européen de « valeur ajoutée nette » qui est nette des charges d'amortissement, alors que ces dernières ne sont pas déduites dans le calcul de la valeur ajoutée du RICA français. Ces écarts de définitions ainsi que des divergences sur la méthode de calcul des poids expliquent les légères différences observables sur certaines variables concernant la France entre celles présentées ici et celles des différentes publications SSP portant sur le RICA national 2020.



Irlande, France, Espagne et Italie concentrent à eux seuls 68,1 % des 243 000 élevages spécialisés en bovins viande du champ du RICA au sein de l'UE à 12 (*Tableau 10*). Les structures de ces quatre pays réalisent 59,1 % de la production brute totale de l'ensemble du secteur (sur le champ du RICA) pour la totalité des 12 Etats membres<sup>3</sup>. Le Royaume-Uni et l'Allemagne représentent aussi une part importante de la production (plus de 25 % pour ces deux pays).

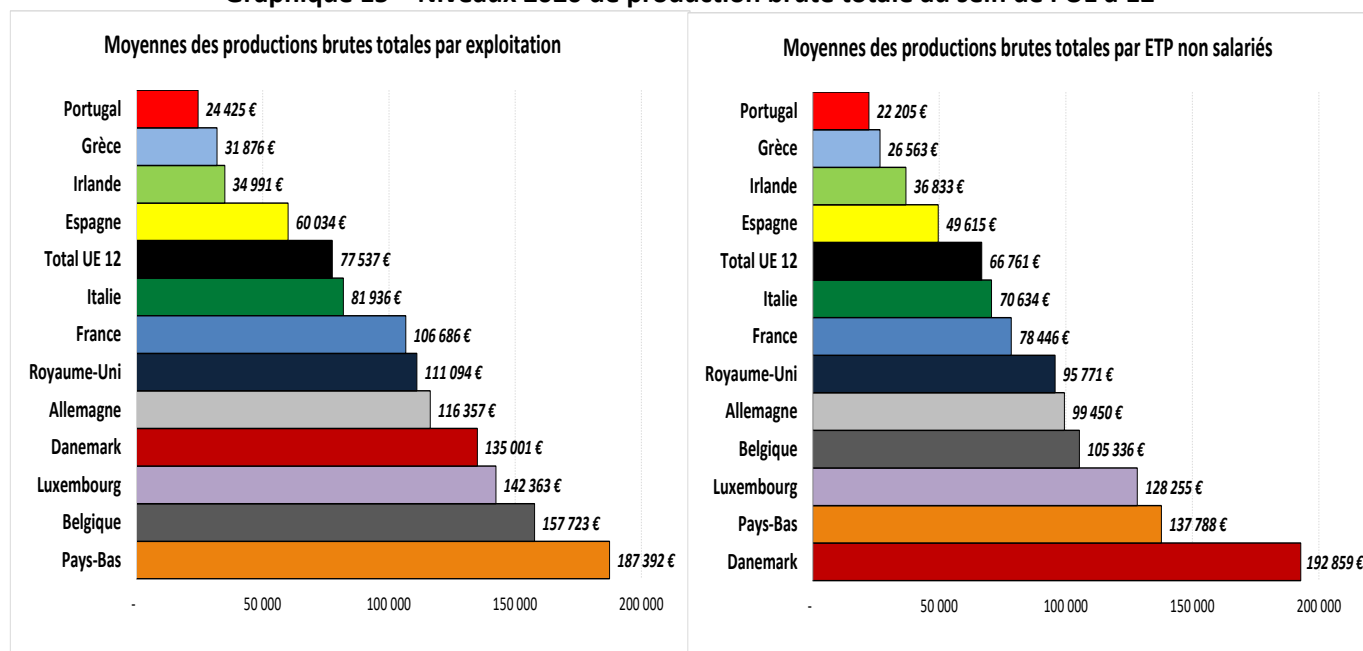
<sup>3</sup> Pour mémoire, le FADN (Farm Accountancy Data Network) ne diffuse pas de valeurs portant sur des échantillons nationaux inférieurs à 15, ce qui est le cas, dans le tableau ci-dessous, de certaines catégories de taille économique en Grèce, Irlande, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni.

**Tableau 10 – Effectifs des élevages bovins viande représentés par les échantillons du RICA européen 2020 et parts de la production de la filière par Etat membre**

|             |                                     | Nombre d'élevages en bovins viande représentés | % des élevages de l'UE à 12 | % de la production brute totale de l'UE à 12 |
|-------------|-------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------|
| Allemagne   | PBS inférieure à 100 000 €          | 12 927                                         | 8,4%                        | 12,6%                                        |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 6 854                                          |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 607                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>20 388</b>                                  |                             |                                              |
| Belgique    | PBS inférieure à 100 000 €          | 2 296                                          | 2,8%                        | 5,6%                                         |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 4 050                                          |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 348                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>6 694</b>                                   |                             |                                              |
| Danemark    | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>1 923</b>                                   | 0,8%                        | 1,4%                                         |
| Espagne     | PBS inférieure à 100 000 €          | 31 599                                         | 15,6%                       | 12,1%                                        |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 6 013                                          |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 316                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>37 928</b>                                  |                             |                                              |
| France      | PBS inférieure à 100 000 €          | 25 289                                         | 17,1%                       | 23,6%                                        |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 16 023                                         |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 318                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>41 630</b>                                  |                             |                                              |
| Grèce       | PBS inférieure à 100 000 €          | 4 819                                          | 2,4%                        | 1,0%                                         |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>5 912</b>                                   |                             |                                              |
| Irlande     | PBS inférieure à 100 000 €          | 54 209                                         | 23,0%                       | 10,4%                                        |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 1 671                                          |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>55 880</b>                                  |                             |                                              |
| Italie      | PBS inférieure à 100 000 €          | 24 796                                         | 12,4%                       | 13,1%                                        |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 4 704                                          |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 699                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>30 200</b>                                  |                             |                                              |
| Luxembourg  | PBS inférieure à 100 000 €          | 99                                             | 0,2%                        | 0,3%                                         |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 274                                            |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>456</b>                                     |                             |                                              |
| Pays-Bas    | PBS supérieure à 500 000 €          | 580                                            | 1,7%                        | 4,2%                                         |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>4 223</b>                                   |                             |                                              |
| Portugal    | PBS inférieure à 100 000 €          | 13 369                                         | 5,9%                        | 1,9%                                         |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 1 001                                          |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>14 395</b>                                  |                             |                                              |
| Royaume-Uni | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 6 074                                          | 9,7%                        | 13,8%                                        |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>23 492</b>                                  |                             |                                              |
| Total UE 12 | PBS inférieure à 100 000 €          | 193 589                                        | 100%                        | 100%                                         |
|             | PBS comprise entre 100 et 500 000 € | 46 664                                         |                             |                                              |
|             | PBS supérieure à 500 000 €          | 2 869                                          |                             |                                              |
|             | <b>Ensemble des exploitations</b>   | <b>243 122</b>                                 |                             |                                              |

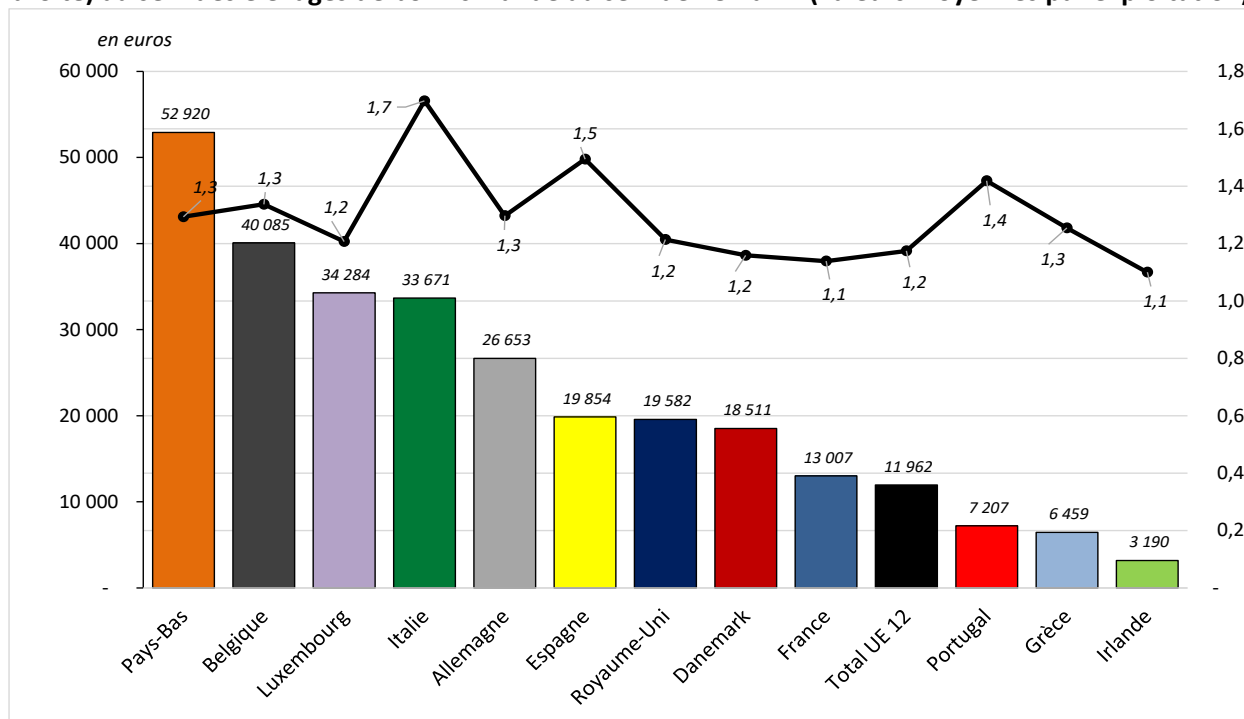
Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020

Les valeurs moyennes de production brute par structure ou par ETP non salarié apparaissent supérieures au sein des pays du Benelux et au Danemark (*Graphique 15*). À l'inverse, ce sont les élevages de bovins viande de la partie méditerranéenne de l'UE et de l'Irlande qui ont les niveaux de production brute par ETP non salarié les plus faibles. La France affiche quant à elle un niveau intermédiaire ; la production brute moyenne par ETP non salarié est de 78 450 €, soit un niveau légèrement supérieur à la moyenne européenne.

**Graphique 15 – Niveaux 2020 de production brute totale au sein de l'UE à 12**


Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020

En rapportant cette production brute aux consommations intermédiaires, on obtient pour la France une efficacité de 1,14, soit un ratio inférieur à celui des moyennes européennes (1,17, *Graphique 16*). Ainsi, avec un euro de charge d'intrants, on génère France qu'1,14 euro de produit brut dans les élevages de bovins viande. Cette efficacité est supérieure dans plusieurs pays du pourtour méditerranéen (Italie, Espagne, Portugal). Les différences entre pays sur l'efficacité des consommations intermédiaires sont néanmoins relativement limitées ; le classement des pays par valeur ajoutée brute moyenne décroissante est assez similaire au classement des pays par production brute moyenne décroissante. La valeur ajoutée brute moyenne des élevages bovins viande français est légèrement supérieure à la moyenne européenne.

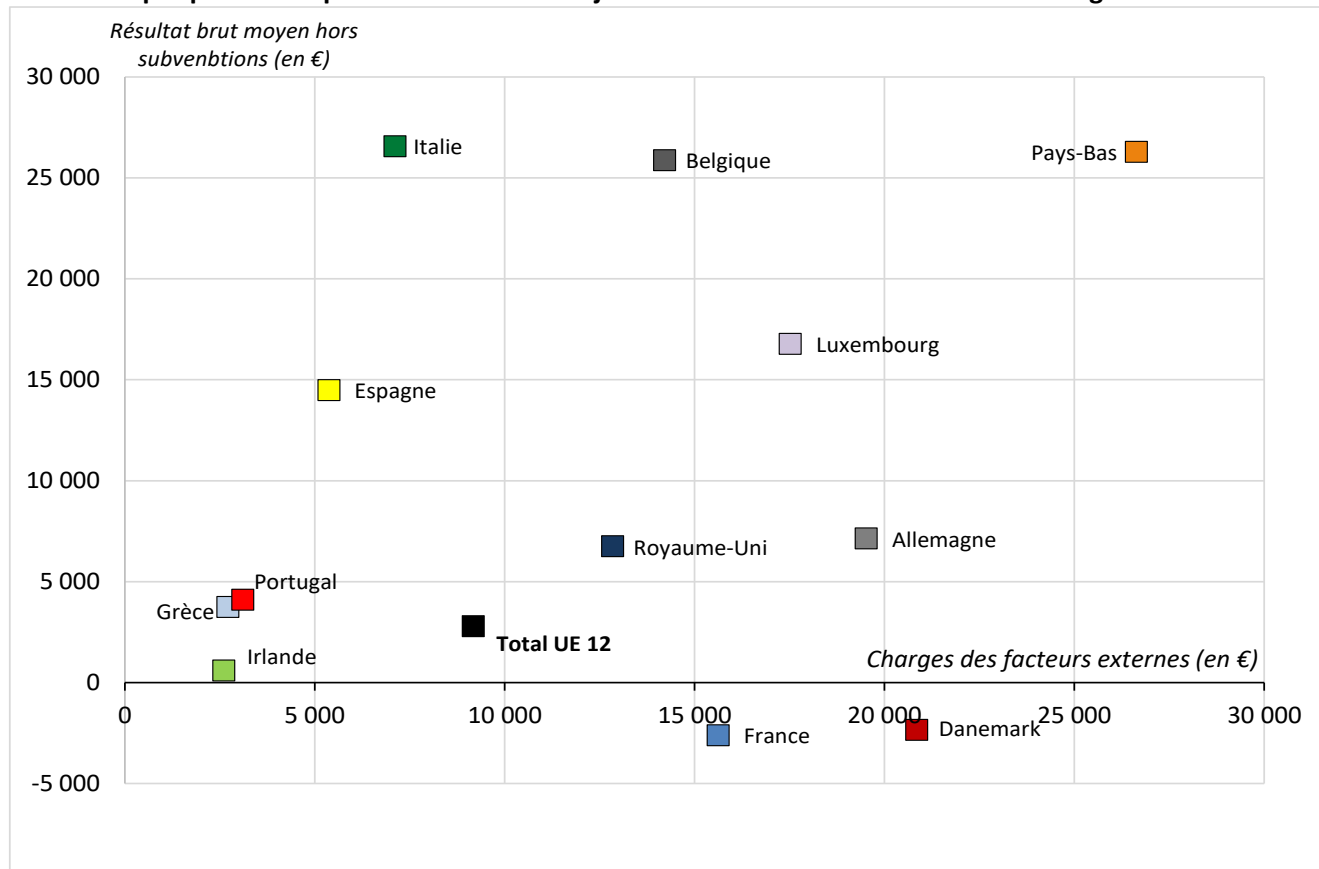
**Graphiques 16 – Valeur ajoutée brute (axe de gauche) et efficacité des consommations intermédiaires (axe de droite) au sein des élevages de bovins viande au sein de l'UE à 12 (valeurs moyennes par exploitation)**


Note de lecture : la hauteur des barres de couleur représente le niveau de valeur ajoutée brute du pays concerné. Ainsi, en 2020, les élevages de bovins viande aux Pays-Bas atteignent une moyenne de 52 920 € contre 13 010 € en France et 11 960 € au sein de l'UE à 12. L'efficacité des consommations intermédiaires est de 1,3 aux Pays-Bas, 1,1 en France et 1,2 en moyenne pour l'UE à 12.

Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020

Il est aussi nécessaire d'appréhender l'impact des charges liées aux « facteurs externes » (cf. *définition dans le schéma de la page 22*) sur les résultats des élevages. Une représentation en deux dimensions offre la possibilité de visualiser la répartition de la valeur ajoutée brute en fonction de ces charges liées aux « facteurs externes », ce qui permet in fine de positionner les différents États membres selon leur niveau moyen de résultat brut avant subvention (*Graphique 17*).

**Graphique 17 – Répartition des valeurs ajoutées brutes 2020 en fonction des charges externes**

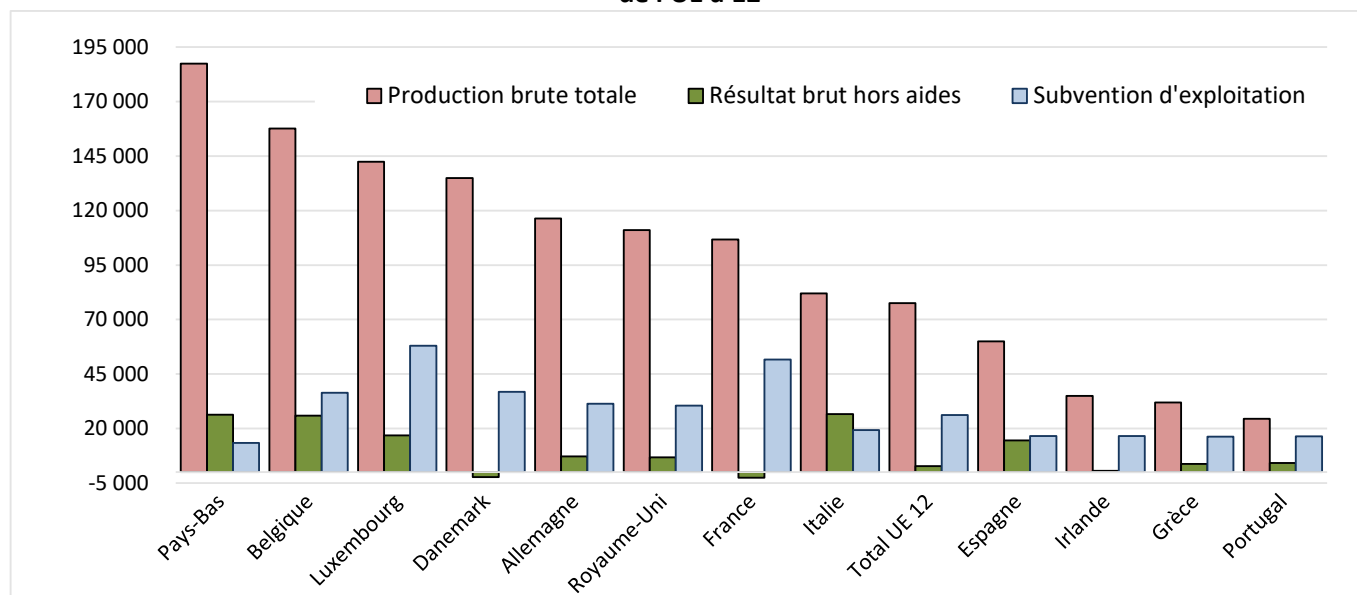


*Note de lecture : les résultats bruts hors subventions s'établissent en soustrayant les charges liées aux facteurs externes (valeurs en abscisses) à la valeur ajoutée brute (valeurs en ordonnées). Ainsi, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas sont les trois seuls États membres à obtenir des résultats moyens supérieurs à 25 000 €. À l'inverse, le Danemark et la France sont les deux pays de l'UE à 12 qui affichent des résultats moyens négatifs*

*Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020*

Ainsi, malgré un faible niveau de charges liées aux « facteurs externes » (inférieur à 5 000 €), Portugal, Grèce et Irlande ont un résultat brut moyen hors subventions relativement bas, pénalisé par des moyennes de valeur ajoutée brute trop limitées. À l'inverse, les élevages néerlandais, malgré de fortes charges liées aux « facteurs externes », réalisent un bon niveau de résultat brut moyen, ceci grâce à une valeur ajoutée brute bien supérieure à celle des autres États membres. Par ailleurs, cette représentation graphique fait clairement apparaître le fait que la filière française, comme la filière danoise, affiche un niveau de résultat brut hors subvention négatif (moyenne de – 2 610 € pour la France). Le résultat brut hors subvention moyen de l'UE à 12 est de 2 780 €.

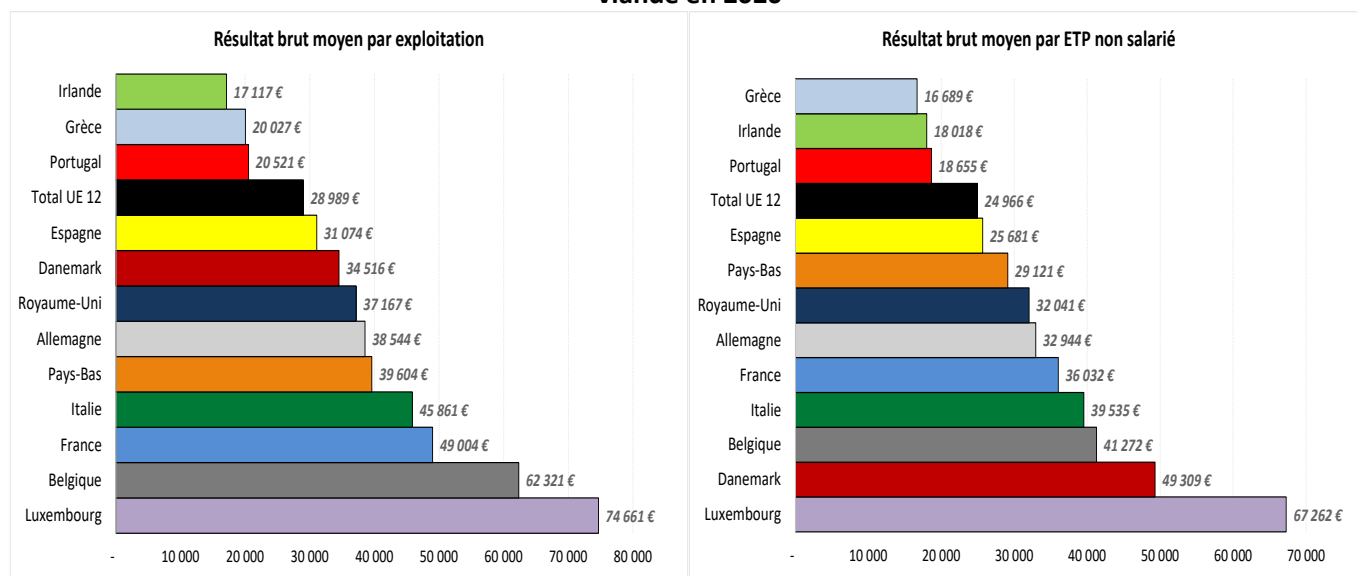
**Graphique 18 – Moyennes des subventions d'exploitation et des produits bruts des élevages en bovins viande de l'UE à 12**



Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020

La moyenne des subventions allouées aux élevages bovins viande français (51 620 € par exploitation en 2020) est près du double de celle de l'ensemble des États membres de l'UE à 12 (26 200 €, *Graphique 18*). Le poids des soutiens publics dans la constitution du résultat brut (105,3 %) est donc très important en France ; seuls les élevages danois affichent un niveau de dépendance légèrement supérieur (106,8 %). À l'inverse, avec des niveaux moyens de subventions bien inférieurs, les structures néerlandaises, italiennes et espagnoles apparaissent moins dépendantes du soutien public. Les élevages irlandais, grecs et espagnols présentent à la fois des résultats bruts avant subventions faibles, et des niveaux faibles de subventions.

**Graphiques 19 – Résultats bruts moyens et résultats bruts moyens par ETP non salarié des élevages bovins viande en 2020**



Source : DG AGRI, FADN – Exercice 2020

Au total, les subventions permettent au Danemark et à la France de se situer au-dessus de la moyenne européenne pour ce qui concerne le résultat brut et le résultat brut par ETP non salarié (*Graphiques 19*). Pour les élevages belges et luxembourgeois, les bons niveaux moyens de subventions viennent s'ajouter à des résultats bruts hors subventions déjà élevés, plaçant ces pays parmi les meilleurs de l'UE à 12 en termes de résultat brut et de résultat brut par ETP non salarié. A contrario, les exploitations bovins viande italiennes, néerlandaises et espagnoles dépendent peu des subventions d'exploitation, sans que cela les empêche d'avoir un résultat brut moyen supérieur à la moyenne européenne.

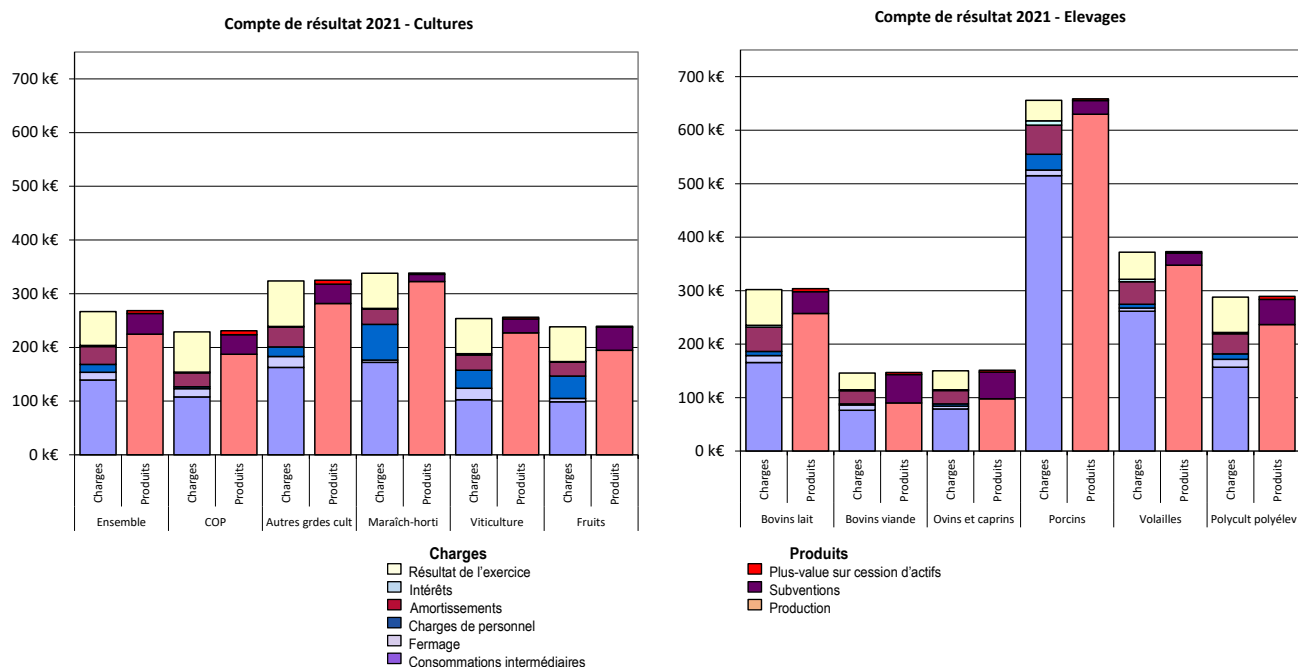
En conclusion, plusieurs profils économiques au sein des filières européennes de bovins viande coexistent. En particulier, au sein des pays représentant les plus grosses productions de l'UE à 12 (France, Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Espagne et Irlande), 4 profils se dégagent :

- Sur toutes les dimensions analysées ici, les filières de bovins viande en Allemagne et au Royaume-Uni sont très similaires et présentent des indicateurs proches de la médiane européenne, qu'il s'agisse des productions brutes initiales, des niveaux de charges (consommations intermédiaires et charges externes) et de subventions. Leurs résultats bruts moyens avant subventions sont positifs, et leurs résultats bruts moyens finaux sont quasi-identiques : 32 000 € à 33 000 € par ETP non salarié.
- La filière française ressemble aux filières d'Allemagne et du Royaume-Uni du point de vue du niveau de la production brute moyenne par exploitation. En revanche, les consommations intermédiaires et les charges liées aux « facteurs externes » pèsent fortement sur le résultat brut avant subventions, qui est négatif en moyenne. C'est grâce à des niveaux de subventions très élevés que les élevages français présentent finalement des résultats bruts moyens positifs.
- L'Espagne et l'Italie présentent des productions brutes proches de la moyenne européenne et inférieures à l'Allemagne, au Royaume-Uni et à la France. Cependant, le poids des consommations intermédiaires et des charges liées aux « facteurs externes » y est très faible, si bien que ces pays dégagent un résultat brut moyen avant subvention plus élevé. À l'inverse, les niveaux de subventions sont plus faibles qu'en Allemagne, au Royaume-Uni et en France.
- Enfin, l'Irlande, qui compte à elle seule près d'un quart des élevages de l'UE à 12, présente essentiellement de petites structures (97,0 % ont une PBS inférieure à 100 000 €) pour lesquelles tant le niveau de valeur ajoutée engendré par l'activité productive que celui de soutien public ne permettent pas de dégager un résultat brut moyen satisfaisant (inférieur de 27,8 % à la moyenne européenne).

Dans ce paysage, le cas français est donc relativement spécifique avec un faible niveau d'efficacité des consommations intermédiaires (beaucoup de charges d'intrants pour un produit brut assez faible comparativement aux autres États membres) conduisant à un résultat brut hors subventions négatif et donc une dépendance aux subventions particulièrement marquée. Ce soutien public permet à la filière française d'afficher un niveau de résultat brut par ETP non salarié supérieur à la moyenne de l'ensemble des pays de l'UE à 12 (36 030 € contre 24 970 € en 2020).

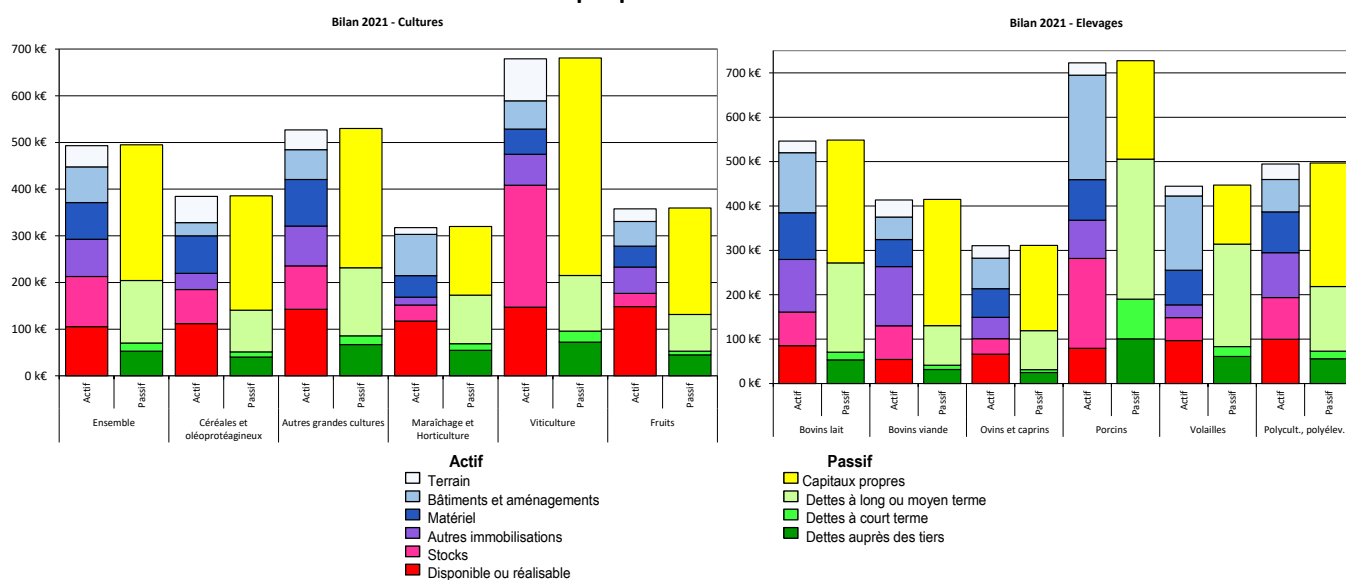
## Annexes

### Graphique A - Comptes de résultat 2021



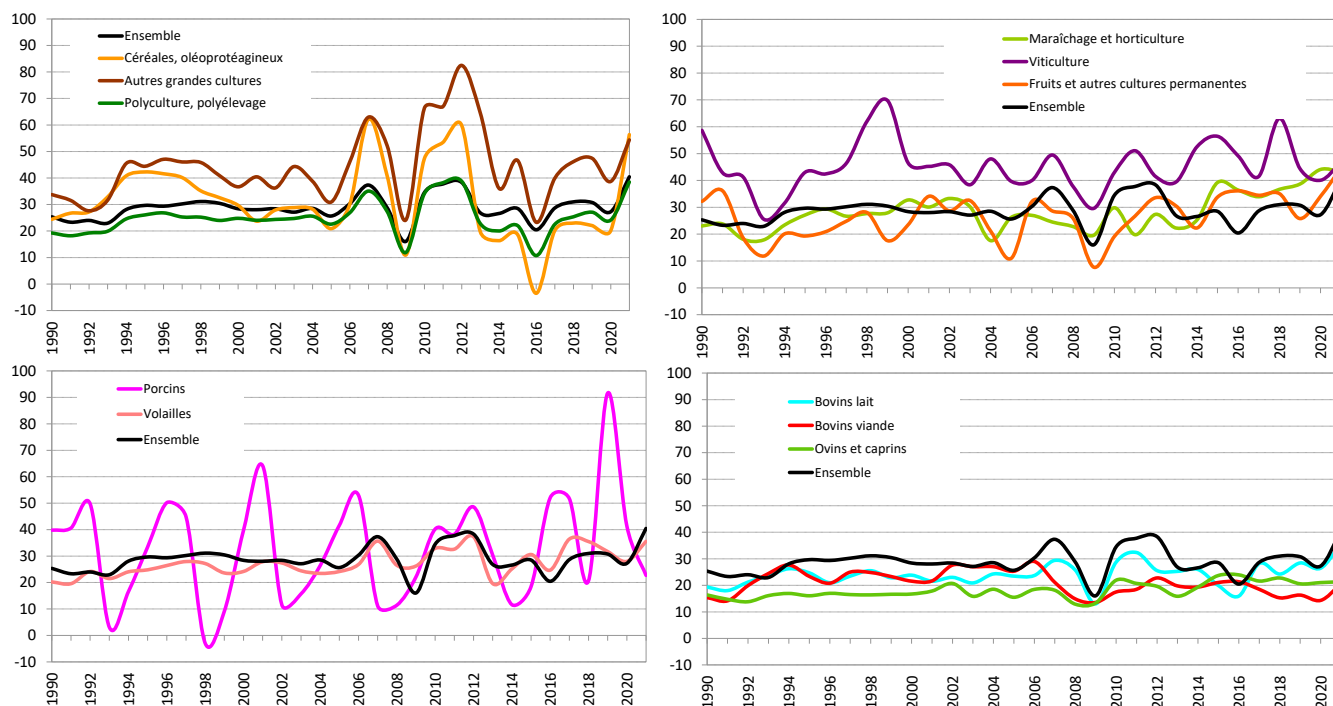
Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

### Graphique B - Bilans 2021



Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Graphique C - Évolution du RCAI par ETP non salarié par orientation productive, en milliers d'euros 2021 \***

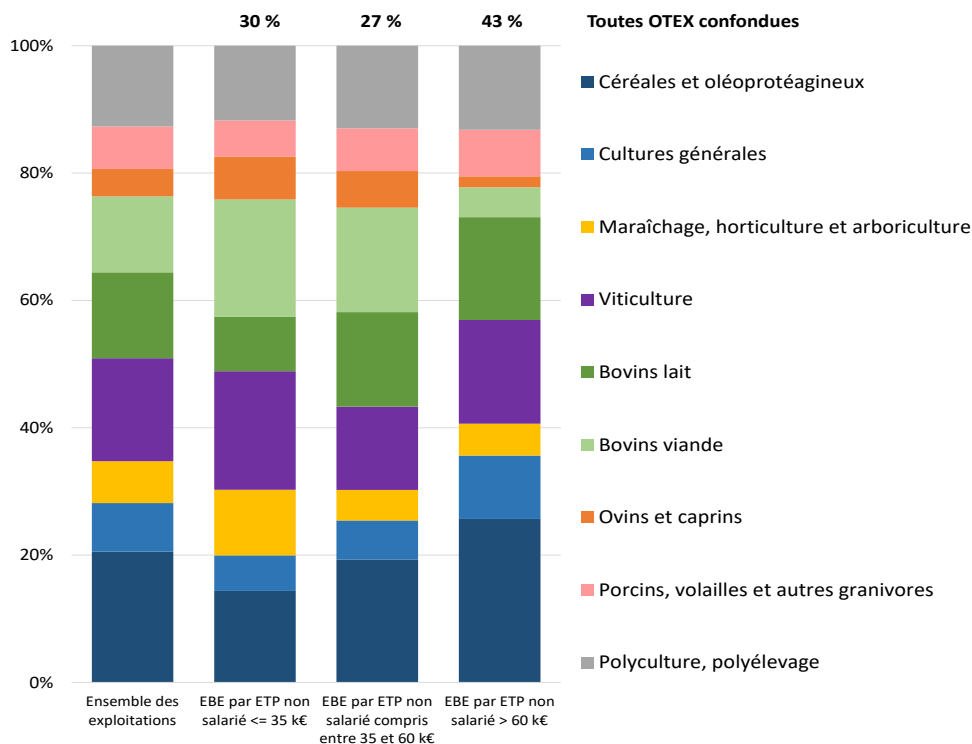


\*Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

Source : SSP RICA 1988 à 2021

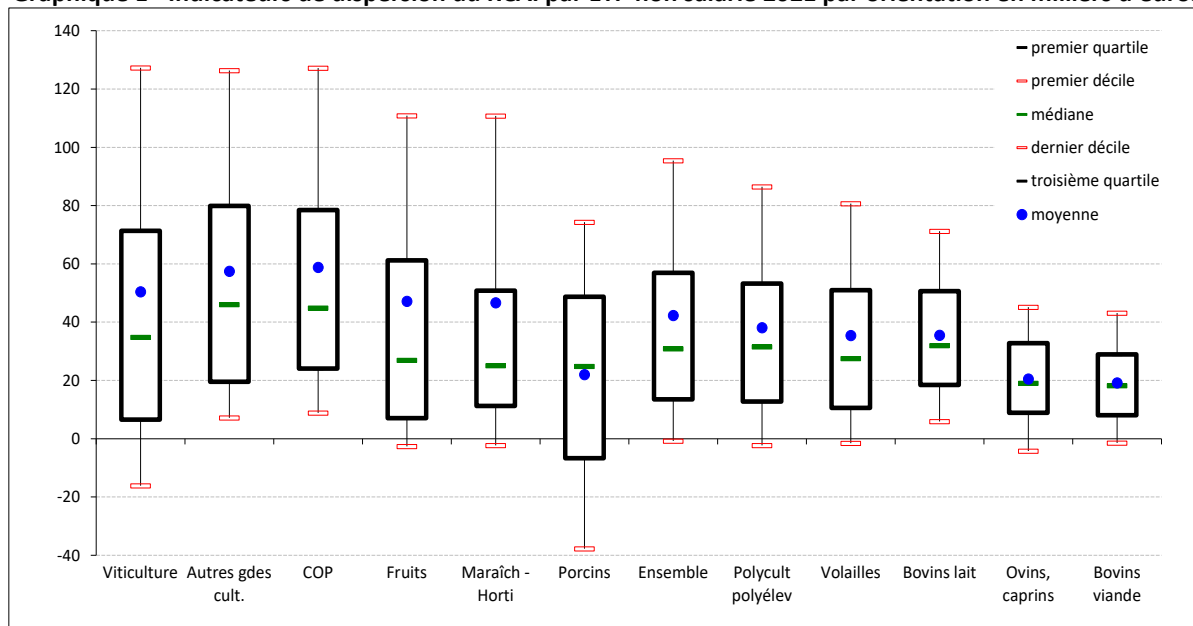
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

**Graphique D - Contribution des orientations productives en 2021 aux classes d'EBE par ETP non salarié (en % du total de la classe)**



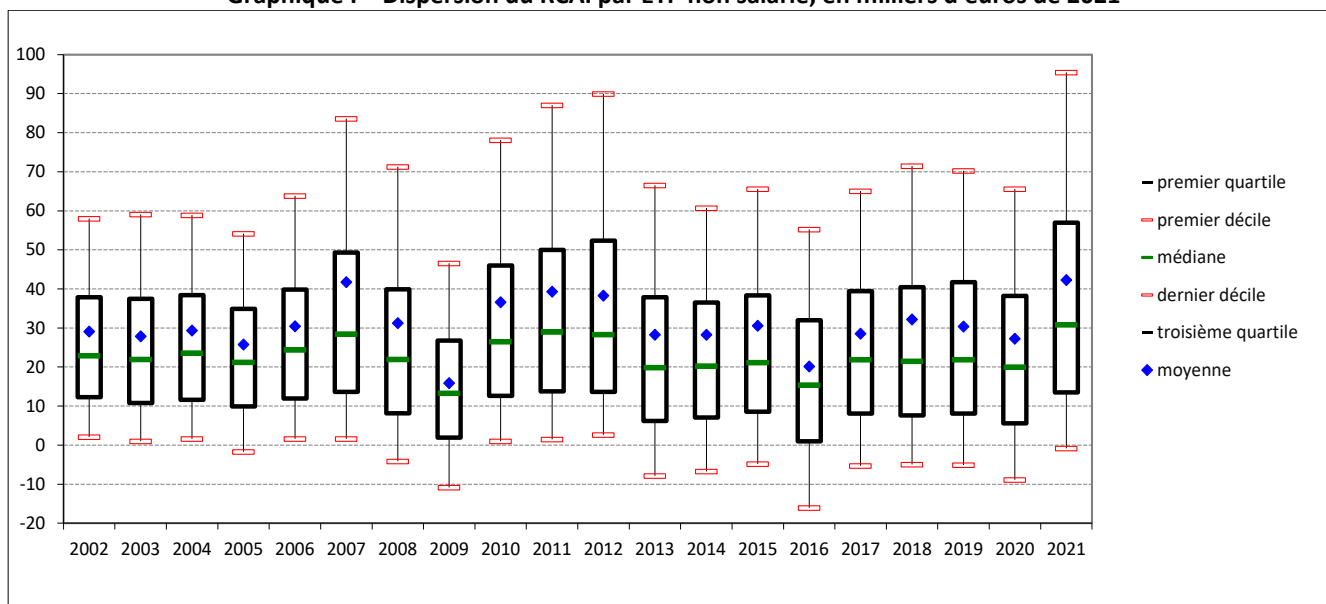
Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Graphique E - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié 2021 par orientation en milliers d'euros**



Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Graphique F - Dispersion du RCAI par ETP non salarié, en milliers d'euros de 2021**



Évolutions calculées en euros constants de 2021 sur des échantillons complets d'exploitations par année (Méthodologie)

Source : SSP RICA 2002 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

**Tableau A - Indicateurs de dispersion de l'EBE par ETP non salarié par orientation en 2021, en euros \***

|                              | 10 centile    | 25 centile    | Médiane       | 75 centile    | 90 centile     | Moyenne       | Intervalle interquartile | Q3/Q1      |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|--------------------------|------------|
| Viticulture                  | -1 356        | 21 838        | 51 850        | 92 833        | 164 648        | 75 629        | 70 995                   | 4,3        |
| Fruits                       | 8 493         | 19 703        | 43 650        | 89 629        | 156 058        | 70 990        | 69 926                   | 4,5        |
| Porcins                      | 270           | 31 182        | 55 329        | 100 772       | 169 457        | 72 762        | 69 590                   | 3,2        |
| Céréales et oléoprotéagineux | 20 273        | 38 871        | 65 567        | 105 022       | 167 148        | 82 559        | 66 151                   | 2,7        |
| Autres grandes cultures      | 20 396        | 37 995        | 70 596        | 112 492       | 172 917        | 86 753        | 65 594                   | 3,0        |
| Volailles                    | 19 825        | 31 624        | 56 669        | 91 905        | 136 273        | 72 457        | 60 281                   | 2,9        |
| Maraîchage - horticulture    | 6 462         | 21 015        | 34 814        | 78 967        | 150 767        | 70 715        | 57 952                   | 3,8        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>14 957</b> | <b>30 021</b> | <b>53 047</b> | <b>87 366</b> | <b>135 501</b> | <b>68 904</b> | <b>57 345</b>            | <b>2,9</b> |
| Polyculture polyélevage      | 16 431        | 29 250        | 56 284        | 84 005        | 126 680        | 65 405        | 54 755                   | 2,9        |
| Bovins lait                  | 25 641        | 40 793        | 61 839        | 87 645        | 113 225        | 66 259        | 46 852                   | 2,1        |
| Ovins, caprins               | 11 974        | 21 682        | 36 114        | 51 973        | 71 711         | 39 879        | 30 291                   | 2,4        |
| Bovins viande                | 13 897        | 25 444        | 36 697        | 52 352        | 68 283         | 40 754        | 26 908                   | 2,1        |

\* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Tableau B - Indicateurs de dispersion du RCAI par ETP non salarié par orientation en 2021, en euros \***

|                              | 10 décile   | 25 centile    | Médiane       | 75 centile    | 90 centile    | Moyenne       | Intervalle interquartile | Q3/Q1      |
|------------------------------|-------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------|------------|
| Viticulture                  | -16 155     | 6 562         | 34 855        | 71 377        | 127 266       | 50 435        | 64 815                   | 10,9       |
| Autres grandes cultures      | 7 208       | 19 499        | 46 107        | 79 893        | 126 359       | 57 434        | 60 394                   | 4,1        |
| Porcins                      | -37 782     | -6 706        | 24 829        | 48 732        | 74 347        | 21 980        | 55 437                   | -7,3       |
| Céréales et oléoprotéagineux | 8 892       | 24 033        | 44 890        | 78 508        | 127 205       | 58 804        | 54 475                   | 3,3        |
| Fruits                       | -2 600      | 7 063         | 26 959        | 61 201        | 110 866       | 47 200        | 54 138                   | 8,7        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>-818</b> | <b>13 520</b> | <b>30 878</b> | <b>56 941</b> | <b>95 454</b> | <b>42 330</b> | <b>43 421</b>            | <b>4,2</b> |
| Polyculture polyélevage      | -2 280      | 12 777        | 31 607        | 53 255        | 86 439        | 38 112        | 40 478                   | 4,2        |
| Volailles                    | -1 513      | 10 566        | 27 537        | 51 007        | 80 691        | 35 440        | 40 441                   | 4,8        |
| Maraîchage - horticulture    | -2 326      | 11 228        | 25 140        | 50 807        | 110 776       | 46 692        | 39 579                   | 4,5        |
| Bovins lait                  | 5 925       | 18 466        | 31 949        | 50 607        | 71 253        | 35 525        | 32 141                   | 2,7        |
| Ovins, caprins               | -4 187      | 8 933         | 19 101        | 32 744        | 45 177        | 20 501        | 23 811                   | 3,7        |
| Bovins viande                | -1 438      | 8 050         | 18 239        | 28 917        | 43 101        | 19 188        | 20 867                   | 3,6        |

\* Classement des orientations productives par ordre décroissant d'intervalle interquartile

Source : SSP-RICA 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

## Variabilité de l'EBE par OTEX entre 2011 et 2021

**Tableau C - Part des exploitations avec augmentation de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente**  
(en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

|                                       | 2011      | 2012      | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Céréales et oléoprotéagineux          | 29        | 37        | 3         | 30        | 31        | 11        | 70        | 30        | 27        | 21        | 81        |
| Autres grandes cultures               | 28        | 31        | 10        | 8         | 29        | 13        | 58        | 29        | 22        | 20        | 52        |
| Maraîchage et horticulture            | 20        | 29        | 19        | 29        | 29        | 24        | 19        | 26        | 26        | 34        | 24        |
| Viticulture                           | 38        | 24        | 32        | 41        | 25        | 29        | 24        | 48        | 21        | 30        | 42        |
| Fruits et autres cultures permanentes | 35        | 41        | 30        | 28        | 49        | 40        | 28        | 39        | 26        | 47        | 40        |
| Bovins lait                           | 20        | 7         | 18        | 18        | 9         | 14        | 49        | 10        | 25        | 13        | 38        |
| Bovins viande                         | 23        | 31        | 17        | 18        | 25        | 18        | 16        | 20        | 25        | 22        | 35        |
| Ovins et caprins                      | 15        | 22        | 22        | 26        | 29        | 24        | 12        | 23        | 13        | 22        | 20        |
| Porcins                               | 14        | 31        | ns        | 11        | 37        | 63        | 24        | ns        | 80        | 8         | 15        |
| Volailles                             | 17        | 18        | ns        | 25        | 20        | 14        | 30        | 22        | 15        | 21        | 33        |
| Polyculture, polyélevage              | 27        | 27        | 6         | 29        | 25        | 12        | 47        | 26        | 23        | 19        | 54        |
| <b>Ensemble</b>                       | <b>26</b> | <b>25</b> | <b>15</b> | <b>26</b> | <b>25</b> | <b>18</b> | <b>41</b> | <b>26</b> | <b>25</b> | <b>22</b> | <b>48</b> |

Source : SSP RICA 2011 à 2021

Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

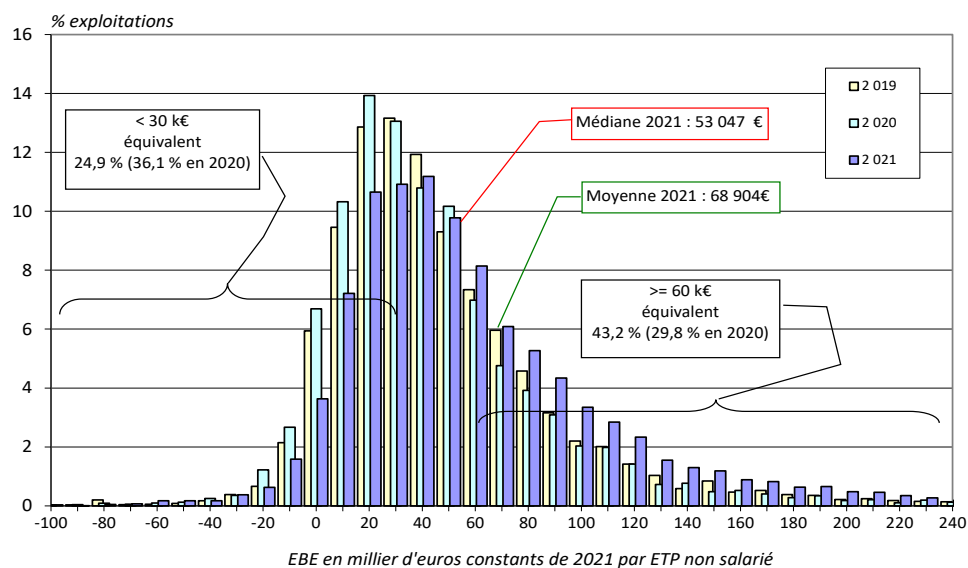
**Tableau D - Part des exploitations avec diminution de l'EBE de plus de 30% par rapport à l'année précédente**  
(en % du nombre d'exploitations de la catégorie)

|                                       | 2011      | 2012      | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      |
|---------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Céréales et oléoprotéagineux          | 12        | 10        | 76        | 28        | 22        | 67        | 7         | 20        | 26        | 32        | 3         |
| Autres grandes cultures               | 18        | 7         | 28        | 41        | 17        | 53        | 13        | 18        | 23        | 32        | 13        |
| Maraîchage et horticulture            | 35        | 21        | 30        | 26        | 16        | 19        | 22        | 25        | 15        | 15        | 21        |
| Viticulture                           | 18        | 39        | 30        | 19        | 23        | 25        | 36        | 17        | 44        | 30        | 26        |
| Fruits et autres cultures permanentes | 22        | 16        | 25        | 39        | 17        | 24        | 32        | 26        | 41        | 23        | 23        |
| Bovins lait                           | 6         | 17        | 11        | 11        | 23        | 22        | 5         | 21        | 8         | 17        | 6         |
| Bovins viande                         | 17        | 10        | 22        | 15        | 13        | 19        | 23        | 21        | 21        | 23        | 10        |
| Ovins et caprins                      | 17        | 17        | 19        | 15        | 10        | 10        | 21        | 11        | 17        | 11        | 15        |
| Porcins                               | 21        | ns        | 37        | 36        | 20        | ns        | 20        | 61        | ns        | 58        | 40        |
| Volailles                             | 17        | ns        | 32        | 14        | ns        | 21        | 13        | 17        | 18        | 21        | 17        |
| Polyculture, polyélevage              | 13        | 11        | 41        | 18        | 14        | 37        | 15        | 19        | 22        | 27        | 9         |
| <b>Ensemble</b>                       | <b>15</b> | <b>17</b> | <b>34</b> | <b>20</b> | <b>18</b> | <b>34</b> | <b>16</b> | <b>20</b> | <b>23</b> | <b>26</b> | <b>12</b> |

Source : SSP RICA 2011 à 2021

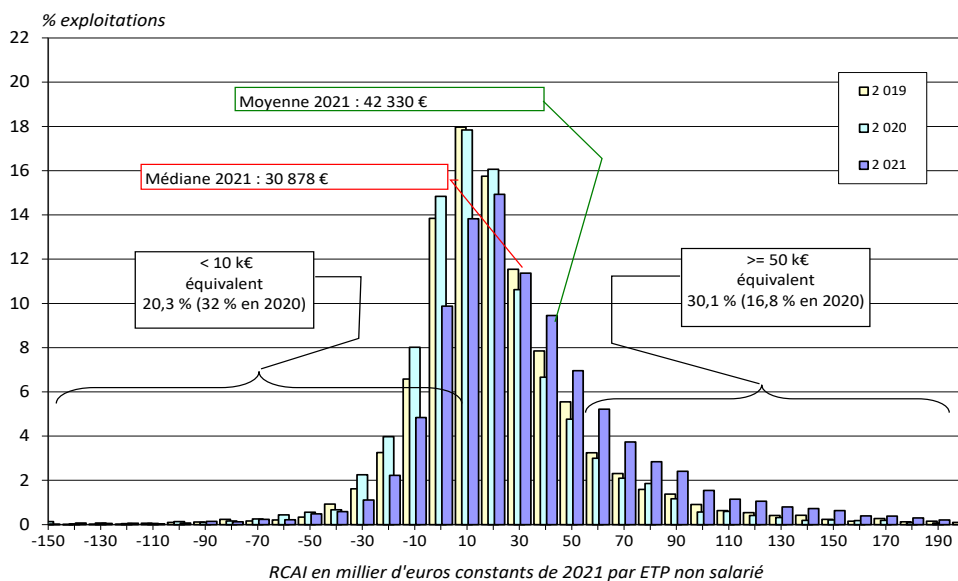
Champ : France métropolitaine jusqu'en 2020, puis France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion à partir de 2021.

**Graphique G – Évolution 2019-2021 de la distribution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié (en % d'exploitations)**



Source : SSP, RICA 2019 à 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Graphique H – Évolution 2019-2021 de la distribution du résultat courant avant impôts par actif non salarié (en % d'exploitations)**



Source : SSP, RICA 2019 à 2021 – champ : France métropolitaine, Guadeloupe et Réunion.

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

|                                                            | Ensemble |                 | Céréales et oléoprotéagineux |                 | Autres grandes cultures |                 | Maraîchage et horticulture |                 |
|------------------------------------------------------------|----------|-----------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|
|                                                            | 2021     | Évol. 21/20 (%) | 2021                         | Évol. 21/20 (%) | 2021                    | Évol. 21/20 (%) | 2021                       | Évol. 21/20 (%) |
| Echantillon                                                | 7 412    |                 | 952                          |                 | 572                     |                 | 529                        |                 |
| Population                                                 | 306 940  |                 | 61 478                       |                 | 22 764                  |                 | 12 449                     |                 |
| <b>Caractéristiques physiques</b>                          |          |                 |                              |                 |                         |                 |                            |                 |
| Surface agricole utilisée (en ha)                          | 90,6     | +1,0            | 127,8                        | +0,9            | 103,1                   | +0,1            | 10,2                       | +9,7            |
| dont : SAU en fermage                                      | 76,3     | +0,6            | 109,9                        | +1,1            | 93,8                    | +0,0            | 7,5                        | +1,5            |
| Effectifs animaux (en UGB)                                 | 78,9     | -4,6            | 8,5                          | -5,5            | 13,2                    | -6,1            | 0,9                        | -2,5            |
| Nombre d'ETP                                               | 2,0      | -0,2            | 1,3                          | -0,8            | 2,1                     | -0,1            | 4,0                        | +0,6            |
| dont : ETP non salariés                                    | 1,4      | -1,0            | 1,2                          | -1,2            | 1,4                     | -0,5            | 1,3                        | -0,6            |
| <b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>  |          |                 |                              |                 |                         |                 |                            |                 |
| Capacité d'autofinancement                                 | 89,3     | +27,5           | 93,3                         | +88,2           | 113,2                   | +31,0           | 89,0                       | +0,8            |
| - Prélèvements privés                                      | 40,1     | +6,5            | 28,3                         | +9,9            | 53,2                    | +12,2           | 49,8                       | +0,9            |
| = Autofinancement                                          | 49,1     | +54,5           | 65,0                         | +178,7          | 60,1                    | +54,5           | 39,3                       | +0,6            |
| Actif immobilisé                                           | 280,4    | +0,1            | 199,6                        | +0,7            | 291,3                   | +2,1            | 165,7                      | +8,2            |
| Actif circulant                                            | 212,7    | +7,6            | 184,8                        | +24,8           | 235,5                   | +14,5           | 151,9                      | +5,2            |
| Stocks                                                     | 107,2    | +4,0            | 72,9                         | +25,1           | 93,0                    | +12,8           | 34,3                       | +10,7           |
| Capitaux propres                                           | 290,8    | +6,3            | 245,0                        | +20,2           | 298,6                   | +11,1           | 147,0                      | +8,0            |
| Endettement total                                          | 204,3    | -1,0            | 140,8                        | -2,8            | 231,5                   | +3,0            | 173,1                      | +5,5            |
| <b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b> |          |                 |                              |                 |                         |                 |                            |                 |
| Ventes et autoconsommation                                 | 220,5    | +8,0            | 171,7                        | +25,3           | 266,5                   | +5,7            | 313,5                      | +4,9            |
| - Achats d'animaux                                         | 7,0      | -4,3            | 1,3                          | -17,0           | 2,6                     | -7,6            | 0,0                        | -39,5           |
| = Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux    | 213,5    | +8,5            | 170,4                        | +25,8           | 263,9                   | +5,8            | 313,5                      | +4,9            |
| + Production stockée                                       | 3,7      | ///             | 9,9                          | ///             | 6,6                     | ///             | 1,4                        | ///             |
| + Production immobilisée                                   | 3,2      | -5,2            | 1,0                          | +2,9            | 2,1                     | -41,8           | 3,1                        | +127,5          |
| + Produits divers                                          | 4,4      | +8,5            | 5,8                          | -0,9            | 9,2                     | +5,1            | 4,8                        | +5,4            |
| = Production de l'exercice                                 | 224,8    | +10,7           | 187,1                        | +37,5           | 281,8                   | +10,7           | 322,7                      | +5,9            |
| + Rabais, remises, ristournes obtenus                      | 0,3      | ///             | 0,4                          | ///             | 0,4                     | ///             | 0,1                        | ///             |
| - Charges d'approvisionnement                              | 76,4     | +3,5            | 59,6                         | +2,3            | 88,2                    | +2,6            | 98,9                       | +7,0            |
| - Autres achats et charges externes (n. c. fermages)       | 63,2     | +2,6            | 48,5                         | +5,1            | 74,8                    | +0,1            | 73,3                       | +10,2           |
| - Fermages                                                 | 14,3     | -0,3            | 15,7                         | +0,6            | 20,5                    | +0,3            | 4,3                        | +3,0            |
| - Impôts et taxes                                          | 2,1      | +0,6            | 2,3                          | +6,0            | 2,8                     | -1,6            | 1,6                        | +5,1            |
| - Charges de personnel                                     | 14,6     | +2,8            | 3,2                          | +19,3           | 17,6                    | -2,3            | 66,5                       | +7,5            |
| = Excédent brut d'exploitation (EBE)                       | 91,0     | +26,6           | 94,1                         | +87,5           | 113,1                   | +29,2           | 89,3                       | -0,1            |
| + Transferts de charge                                     | 0,2      | ///             | 0,1                          | ///             | 0,3                     | ///             | 0,6                        | ///             |
| - Dotations aux amortissements                             | 33,2     | +0,1            | 26,1                         | -2,8            | 37,1                    | -4,1            | 28,1                       | +2,4            |
| = Résultat d'exploitation                                  | 58,1     | +48,7           | 68,2                         | +192,7          | 76,3                    | +54,5           | 61,8                       | -1,2            |
| + Produits financiers                                      | 0,5      | -20,0           | 0,7                          | -27,8           | 1,8                     | +1,0            | 0,3                        | -28,3           |
| - Charges financières                                      | 2,8      | -5,2            | 1,9                          | -5,3            | 3,0                     | -1,0            | 1,9                        | -3,9            |
| = Résultat courant avant impôts (RCAI)                     | 55,8     | +51,7           | 67,0                         | +201,4          | 75,1                    | +55,8           | 60,1                       | -1,3            |
| + Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés     | 5,0      | -0,1            | 7,3                          | -9,0            | 7,5                     | -8,6            | 2,4                        | +157,2          |
| + Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice         | 1,9      | +4,6            | 0,5                          | +20,6           | 1,1                     | -0,0            | 2,2                        | -29,2           |
| + Profits et charges exceptionnels                         | 0,3      | ///             | 0,2                          | ///             | 1,0                     | ///             | 0,8                        | ///             |
| = Résultat de l'exercice                                   | 63,0     | +44,1           | 75,0                         | +143,8          | 84,8                    | +48,4           | 65,5                       | -0,3            |
| Cotisations sociales de l'exploitant                       | 11,0     | -1,2            | 8,9                          | +2,2            | 14,0                    | +0,4            | 13,0                       | +7,9            |
| VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)              | 119,1    | +19,7           | 112,6                        | +72,3           | 150,3                   | +20,4           | 159,7                      | +3,2            |
| EBE par ETP non salariée                                   | 67,1     | +27,9           | 80,3                         | +89,8           | 83,2                    | +29,8           | 66,3                       | +0,5            |
| RCAI par unité de travail annuel                           | 41,2     | +53,3           | 57,1                         | +205,2          | 55,3                    | +56,5           | 44,6                       | -0,7            |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

|                                                            | Viticulture |                 | Fruits et autres cultures permanentes |                 | Bovins lait |                 | Bovins viande |                 |
|------------------------------------------------------------|-------------|-----------------|---------------------------------------|-----------------|-------------|-----------------|---------------|-----------------|
|                                                            | 2021        | Évol. 21/20 (%) | 2021                                  | Évol. 21/20 (%) | 2021        | Évol. 21/20 (%) | 2021          | Évol. 21/20 (%) |
| Echantillon                                                | 1 163       |                 | 436                                   |                 | 857         |                 | 677           |                 |
| Population                                                 | 48 658      |                 | 7 290                                 |                 | 40 300      |                 | 35 736        |                 |
| <b>Caractéristiques physiques</b>                          |             |                 |                                       |                 |             |                 |               |                 |
| Surface agricole utilisée (en ha)                          | 25,1        | +0,0            | 32,3                                  | +1,4            | 99,0        | +1,2            | 115,9         | +0,9            |
| dont : SAU en fermage                                      | 17,9        | -0,7            | 19,7                                  | +0,3            | 87,1        | +1,3            | 90,2          | -0,1            |
| Effectifs animaux (en UGB)                                 | 0,5         | -1,5            | 1,6                                   | -1,2            | 111,8       | -0,1            | 115,7         | -1,1            |
| Nombre d'ETP                                               | 2,6         | -0,9            | 3,3                                   | -3,8            | 2,0         | +2,1            | 1,4           | -0,4            |
| dont : ETP non salariés                                    | 1,3         | -1,8            | 1,3                                   | -1,1            | 1,6         | -0,6            | 1,3           | -0,8            |
| <b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>  |             |                 |                                       |                 |             |                 |               |                 |
| Capacité d'autofinancement                                 | 88,7        | +14,0           | 84,7                                  | +27,3           | 103,8       | +18,9           | 50,9          | +14,5           |
| - Prélèvements privés                                      | 45,4        | -11,3           | 40,9                                  | +43,4           | 50,2        | +12,4           | 21,8          | +1,7            |
| = Autofinancement                                          | 43,4        | +67,1           | 43,7                                  | +14,9           | 53,5        | +26,1           | 29,0          | +28,8           |
| Actif immobilisé                                           | 270,8       | -0,7            | 181,2                                 | +2,1            | 385,2       | +1,1            | 283,6         | -2,3            |
| Actif circulant                                            | 408,4       | +1,4            | 176,5                                 | +11,3           | 161,0       | +4,3            | 130,0         | +3,9            |
| Stocks                                                     | 261,3       | -4,2            | 28,1                                  | -12,8           | 75,9        | +6,5            | 75,9          | +4,1            |
| Capitaux propres                                           | 466,0       | +3,0            | 228,0                                 | +9,9            | 276,7       | +4,4            | 284,6         | +1,1            |
| Endettement total                                          | 215,1       | -4,5            | 131,7                                 | +0,9            | 271,8       | -0,2            | 130,2         | -3,7            |
| <b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b> |             |                 |                                       |                 |             |                 |               |                 |
| <b>Ventes et autoconsommation</b>                          |             |                 |                                       |                 |             |                 |               |                 |
| - Achats d'animaux                                         | 225,8       | +5,7            | 187,6                                 | +1,1            | 247,1       | +7,5            | 89,9          | +5,7            |
| - Achats d'animaux                                         | 0,1         | -30,1           | 0,4                                   | +55,4           | 3,5         | -2,9            | 6,5           | -7,2            |
| = Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux    | 225,8       | +5,7            | 187,2                                 | +1,0            | 243,6       | +7,6            | 83,4          | +6,6            |
| + Production stockée                                       | -8,7        | ///             | -3,2                                  | ///             | 7,6         | ///             | 3,9           | ///             |
| + Production immobilisée                                   | 6,0         | +8,6            | 5,9                                   | +7,2            | 2,9         | +10,2           | 0,9           | -42,9           |
| + Produits divers                                          | 4,1         | +16,8           | 4,8                                   | +5,2            | 3,3         | +38,8           | 1,8           | +27,9           |
| = Production de l'exercice                                 | 227,1       | +0,9            | 194,7                                 | -1,3            | 257,4       | +10,9           | 90,0          | +10,3           |
| + Rabais, remises, ristournes obtenus                      | 0,1         | ///             | 0,3                                   | ///             | 0,4         | ///             | 0,1           | ///             |
| - Charges d'approvisionnement                              | 33,6        | +2,8            | 32,6                                  | +1,0            | 90,1        | +5,5            | 38,2          | -0,4            |
| - Autres achats et charges externes (n. c. fermages)       | 68,9        | +4,2            | 66,2                                  | +0,8            | 76,0        | +3,2            | 38,2          | +0,9            |
| = Valeur ajoutée                                           | 124,7       | -1,3            | 96,1                                  | -3,4            | 91,7        | +25,0           | 13,7          | +151,1          |
| + Remboursement forfaitaire TVA                            | 0,0         | ///             | 0,0                                   | ///             | 0,0         | ///             | 0,0           | ///             |
| + Subventions d'exploitation                               | 16,8        | +98,5           | 34,8                                  | +89,1           | 36,7        | -0,0            | 50,9          | -2,7            |
| + Indemnités d'assurance                                   | 6,8         | +130,9          | 4,0                                   | +149,7          | 1,2         | -39,5           | 1,0           | -10,5           |
| - Fermages                                                 | 21,6        | -2,9            | 6,3                                   | -1,5            | 12,9        | +1,2            | 9,9           | -0,7            |
| - Impôts et taxes                                          | 2,8         | +0,4            | 1,7                                   | +4,2            | 1,9         | +2,7            | 1,2           | +1,2            |
| - Charges de personnel                                     | 33,4        | -0,8            | 41,7                                  | -7,2            | 7,7         | +13,6           | 2,1           | +5,9            |
| = Excédent brut d'exploitation (EBE)                       | 90,5        | +13,9           | 85,3                                  | +28,0           | 107,0       | +18,0           | 52,4          | +14,1           |
| + Transferts de charge                                     | 0,3         | ///             | 0,2                                   | ///             | 0,2         | ///             | 0,1           | ///             |
| - Dotations aux amortissements                             | 28,6        | -0,4            | 26,2                                  | +1,4            | 45,3        | +3,0            | 24,7          | -0,9            |
| = Résultat d'exploitation                                  | 62,1        | +21,4           | 59,3                                  | +44,7           | 61,9        | +31,7           | 27,7          | +31,7           |
| + Produits financiers                                      | 0,2         | -33,0           | 0,4                                   | -20,4           | 0,4         | -16,1           | 0,1           | -50,4           |
| - Charges financières                                      | 2,4         | -2,9            | 1,4                                   | -5,1            | 4,0         | -7,4            | 1,8           | -9,0            |
| = Résultat courant avant impôts (RCAI)                     | 59,9        | +22,2           | 58,3                                  | +45,9           | 58,3        | +34,9           | 26,1          | +34,7           |
| + Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés     | 3,0         | +14,5           | 1,8                                   | -32,4           | 5,6         | -0,9            | 3,7           | +18,5           |
| + Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice         | 2,5         | +10,0           | 4,3                                   | +1,7            | 2,8         | +17,1           | 1,4           | -5,5            |
| + Profits et charges exceptionnels                         | 0,2         | ///             | 0,2                                   | ///             | 0,1         | ///             | 0,1           | ///             |
| = Résultat de l'exercice                                   | 65,6        | +21,4           | 64,6                                  | +36,8           | 66,9        | +30,0           | 31,2          | +29,7           |
| Cotisations sociales de l'exploitant                       | 13,0        | -6,0            | 9,8                                   | +7,6            | 12,9        | -0,7            | 6,6           | -2,0            |
| VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)              | 141,5       | +4,8            | 130,9                                 | +11,0           | 128,3       | +16,6           | 64,6          | +11,5           |
| EBE par ETP non salariée                                   | 71,9        | +15,9           | 67,9                                  | +29,5           | 66,0        | +18,8           | 41,1          | +15,0           |
| RCAI par unité de travail annuel                           | 47,6        | +24,4           | 46,5                                  | +47,6           | 35,9        | +35,8           | 20,4          | +35,7           |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

|                                                                | Ovins et caprins |                 | Porcins |                 | Volailles |                 | Polyculture, polyélevage |                 |
|----------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|---------|-----------------|-----------|-----------------|--------------------------|-----------------|
|                                                                | 2021             | Évol. 21/20 (%) | 2021    | Évol. 21/20 (%) | 2021      | Évol. 21/20 (%) | 2021                     | Évol. 21/20 (%) |
| Echantillon                                                    | 464              |                 | 280     |                 | 364       |                 | 774                      |                 |
| Population                                                     | 12 867           |                 | 5 516   |                 | 10 083    |                 | 37 915                   |                 |
| <b>Caractéristiques physiques</b>                              |                  |                 |         |                 |           |                 |                          |                 |
| Surface agricole utilisée (en ha)                              | 93,2             | +4,4            | 65,1    | +1,9            | 38,8      | -0,3            | 116,1                    | +0,8            |
| dont : SAU en fermage                                          | 61,6             | -0,8            | 55,3    | +1,9            | 30,9      | -0,1            | 102,8                    | +0,5            |
| Effectifs animaux (en UGB)                                     | 67,9             | -2,4            | 505,3   | -3,8            | 441,2     | -12,9           | 99,7                     | -1,7            |
| Nombre d'ETP                                                   | 1,6              | +1,8            | 2,3     | -2,4            | 1,6       | +0,2            | 1,9                      | -0,4            |
| dont : ETP non salariés                                        | 1,4              | -0,7            | 1,3     | -5,7            | 1,3       | +0,1            | 1,5                      | -0,7            |
| <b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>      |                  |                 |         |                 |           |                 |                          |                 |
| Capacité d'autofinancement                                     | 54,5             | +2,8            | 87,3    | -22,8           | 87,5      | +10,6           | 96,2                     | +33,1           |
| - Prélèvements privés                                          | 27,3             | +0,4            | 55,0    | -13,3           | 44,4      | +21,3           | 45,2                     | +31,5           |
| = Autofinancement                                              | 27,2             | +6,0            | 32,3    | -37,0           | 43,1      | -0,3            | 51,0                     | +34,6           |
| Actif immobilisé                                               | 209,6            | -1,2            | 440,9   | +0,8            | 296,1     | -3,0            | 300,9                    | -0,7            |
| Actif circulant                                                | 100,9            | +1,0            | 281,9   | +0,2            | 148,5     | +3,3            | 193,8                    | +10,0           |
| Stocks                                                         | 35,0             | +5,6            | 202,5   | +1,8            | 51,7      | +3,3            | 94,2                     | +9,9            |
| Capitaux propres                                               | 192,4            | +1,9            | 221,8   | -9,6            | 133,1     | -1,7            | 278,2                    | +6,4            |
| Endettement total                                              | 118,9            | -4,4            | 505,6   | +6,0            | 314,1     | -0,5            | 218,6                    | -0,5            |
| <b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>     |                  |                 |         |                 |           |                 |                          |                 |
| <b>Ventes et autoconsommation</b>                              | 98,1             | +4,7            | 647,4   | -0,8            | 394,8     | +1,2            | 237,4                    | +10,5           |
| - Achats d'animaux                                             | 3,8              | +10,9           | 36,3    | +0,1            | 59,1      | -9,3            | 14,3                     | +11,8           |
| = <b>Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b> | 94,2             | +4,5            | 611,2   | -0,9            | 335,7     | +3,3            | 223,2                    | +10,4           |
| + Production stockée                                           | 1,8              | ///             | 0,7     | ///             | 1,7       | ///             | 5,9                      | ///             |
| + Production immobilisée                                       | 0,9              | -54,8           | 13,6    | +75,5           | 5,3       | -32,4           | 3,8                      | -1,3            |
| + Produits divers                                              | 1,0              | +34,0           | 4,4     | +29,2           | 4,8       | -3,2            | 4,0                      | -1,5            |
| = <b>Production de l'exercice</b>                              | 97,9             | +5,2            | 630,0   | +0,6            | 347,5     | +2,8            | 236,8                    | +13,8           |
| + Rabais, remises, ristournes obtenus                          | 0,1              | ///             | 1,2     | ///             | 0,3       | ///             | 0,3                      | ///             |
| - Charges d'approvisionnement                                  | 41,7             | +3,8            | 395,1   | +7,5            | 192,9     | +4,2            | 86,8                     | +3,9            |
| - Autres achats et charges externes (n. c. fermages)           | 37,3             | +0,6            | 121,1   | +3,3            | 69,0      | -2,4            | 70,4                     | +2,1            |
| = <b>Valeur ajoutée</b>                                        | 19,1             | +18,6           | 114,9   | -19,7           | 85,9      | +3,7            | 79,9                     | +42,5           |
| + Remboursement forfaitaire TVA                                | 0,0              | ///             | 0,0     | ///             | 0,0       | ///             | 0,0                      | ///             |
| + Subventions d'exploitation                                   | 46,5             | -1,1            | 22,0    | +17,9           | 18,8      | +46,7           | 41,8                     | +2,4            |
| + Indemnités d'assurance                                       | 0,9              | -22,3           | 1,4     | -35,8           | 1,3       | -62,8           | 3,3                      | -12,1           |
| - Fermages                                                     | 5,2              | +0,2            | 10,5    | +0,1            | 5,8       | -1,8            | 14,9                     | +0,7            |
| - Impôts et taxes                                              | 1,1              | -0,5            | 3,1     | -2,1            | 1,7       | -6,9            | 2,2                      | -2,9            |
| - Charges de personnel                                         | 4,4              | +26,2           | 29,6    | -0,9            | 7,1       | -1,6            | 10,0                     | +9,2            |
| = <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>                    | 55,8             | +2,7            | 95,1    | -21,4           | 91,4      | +9,4            | 97,9                     | +31,5           |
| + Transferts de charge                                         | 0,1              | ///             | 0,3     | ///             | 0,4       | ///             | 0,3                      | ///             |
| - Dotations aux amortissements                                 | 24,9             | +4,2            | 54,2    | -0,1            | 42,3      | +0,2            | 37,4                     | -0,5            |
| = <b>Résultat d'exploitation</b>                               | 31,1             | +1,4            | 41,1    | -39,2           | 49,6      | +18,9           | 60,8                     | +63,0           |
| + Produits financiers                                          | 0,2              | +45,7           | 0,8     | -19,1           | 0,4       | -23,0           | 0,6                      | -23,7           |
| - Charges financières                                          | 1,6              | -2,0            | 8,8     | -4,1            | 5,1       | -10,8           | 3,1                      | -7,4            |
| = <b>Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>                  | 29,7             | +1,8            | 33,1    | -44,6           | 44,8      | +23,1           | 58,3                     | +67,8           |
| + Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés         | 3,7              | +69,2           | 3,0     | +7,9            | 2,6       | -13,8           | 5,7                      | -9,6            |
| + Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice             | 2,3              | -4,9            | 2,2     | +2,8            | 2,7       | -2,3            | 1,8                      | +8,8            |
| + Profits et charges exceptionnels                             | 0,0              | ///             | 0,0     | ///             | 0,4       | ///             | 0,5                      | ///             |
| = <b>Résultat de l'exercice</b>                                | 35,6             | +6,2            | 38,3    | -40,5           | 50,6      | +19,3           | 66,2                     | +56,2           |
| Cotisations sociales de l'exploitant                           | 8,2              | +0,7            | 15,7    | -18,3           | 10,7      | -0,2            | 11,0                     | +2,9            |
| VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)                  | 65,6             | +4,1            | 136,9   | -15,3           | 104,7     | +9,6            | 121,7                    | +25,7           |
| EBE par ETP non salariée                                       | 40,6             | +3,4            | 71,2    | -16,6           | 72,3      | +9,3            | 66,8                     | +32,4           |
| RCAI par unité de travail annuel                               | 21,6             | +2,5            | 24,8    | -41,2           | 35,5      | +23,0           | 39,8                     | +69,0           |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau E : Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

|                                                                | Petites |                 | Moyennes |                 | Grandes |                 |
|----------------------------------------------------------------|---------|-----------------|----------|-----------------|---------|-----------------|
|                                                                | 2021    | Évol. 21/20 (%) | 2021     | Évol. 21/20 (%) | 2021    | Évol. 21/20 (%) |
| Echantillon                                                    | 1 845   |                 | 2 845    |                 | 2 722   |                 |
| Population                                                     | 110 695 |                 | 122 287  |                 | 73 958  |                 |
| <b>Caractéristiques physiques</b>                              |         |                 |          |                 |         |                 |
| Surface agricole utilisée (en ha)                              | 57,4    | -0,3            | 91,7     | +1,3            | 138,6   | +2,6            |
| dont : SAU en ferme                                            | 38,9    | -1,8            | 78,1     | +0,8            | 129,1   | +2,8            |
| Effectifs animaux (en UGB)                                     | 32,1    | -2,6            | 60,4     | -0,6            | 179,4   | -4,6            |
| Nombre d'ETP                                                   | 1,3     | +0,2            | 1,8      | +0,4            | 3,3     | +0,3            |
| dont : ETP non salariés                                        | 1,1     | -0,7            | 1,3      | -1,4            | 1,7     | -0,1            |
| <b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>      |         |                 |          |                 |         |                 |
| Capacité d'autofinancement                                     | 38,3    | +23,5           | 83,5     | +31,5           | 175,2   | +27,3           |
| - Prélèvements privés                                          | 15,8    | +9,9            | 37,8     | +8,4            | 80,4    | +5,7            |
| = Autofinancement                                              | 22,5    | +38,8           | 45,7     | +60,2           | 94,7    | +55,6           |
| Actif immobilisé                                               | 154,6   | -1,5            | 261,6    | +0,2            | 499,7   | +1,9            |
| Actif circulant                                                | 89,2    | +8,5            | 185,4    | +9,3            | 442,8   | +8,4            |
| Stocks                                                         | 35,2    | +6,0            | 87,3     | +3,2            | 247,9   | +6,1            |
| Capitaux propres                                               | 173,1   | +4,7            | 278,7    | +7,0            | 486,9   | +8,0            |
| Endettement total                                              | 71,8    | -4,5            | 169,9    | -1,3            | 459,6   | +1,8            |
| <b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>     |         |                 |          |                 |         |                 |
| <b>Ventes et autoconsommation</b>                              | 78,6    | +10,2           | 183,1    | +11,2           | 494,7   | +7,9            |
| - Achats d'animaux                                             | 2,8     | +4,1            | 4,9      | +4,6            | 16,9    | -4,8            |
| <b>= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b> | 75,8    | +10,4           | 178,2    | +11,4           | 477,8   | +8,4            |
| + Production stockée                                           | 0,5     | ///             | 3,2      | ///             | 9,4     | ///             |
| + Production immobilisée                                       | 1,0     | -10,1           | 1,8      | +4,2            | 8,6     | -1,1            |
| + Produits divers                                              | 2,3     | -1,4            | 4,3      | +12,0           | 7,7     | +9,9            |
| <b>= Production de l'exercice</b>                              | 79,7    | +12,5           | 187,5    | +13,7           | 503,4   | +10,9           |
| + Rabais, remises, ristournes obtenus                          | 0,1     | ///             | 0,2      | ///             | 0,7     | ///             |
| - Charges d'approvisionnement                                  | 26,6    | +0,4            | 60,1     | +4,3            | 178,1   | +6,3            |
| - Autres achats et charges externes (n. c. fermages)           | 30,1    | +1,6            | 55,2     | +3,6            | 125,8   | +4,3            |
| <b>= Valeur ajoutée</b>                                        | 23,2    | +53,2           | 72,4     | +33,4           | 200,2   | +20,4           |
| + Remboursement forfaitaire TVA                                | 0,0     | ///             | 0,0      | ///             | 0,0     | ///             |
| + Subventions d'exploitation                                   | 24,7    | -0,2            | 33,9     | +6,3            | 46,7    | +12,2           |
| + Indemnités d'assurance                                       | 0,9     | -39,6           | 3,0      | -0,9            | 6,0     | -0,3            |
| - Fermages                                                     | 5,0     | -2,4            | 13,4     | -0,0            | 29,8    | +1,5            |
| - Impôts et taxes                                              | 1,2     | +0,4            | 1,9      | +1,4            | 4,0     | +2,4            |
| - Charges de personnel                                         | 3,7     | +16,4           | 9,4      | +5,2            | 39,6    | +2,5            |
| <b>= Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>                    | 38,9    | +22,7           | 84,6     | +30,4           | 179,6   | +26,5           |
| + Transferts de charge                                         | 0,1     | ///             | 0,2      | ///             | 0,5     | ///             |
| - Dotations aux amortissements                                 | 15,1    | -0,4            | 30,3     | +1,2            | 65,0    | +0,6            |
| <b>= Résultat d'exploitation</b>                               | 23,9    | +43,3           | 54,5     | +54,5           | 115,1   | +47,7           |
| + Produits financiers                                          | 0,2     | -13,2           | 0,5      | -26,8           | 1,2     | -14,5           |
| - Charges financières                                          | 1,0     | -8,7            | 2,3      | -6,3            | 6,3     | -3,1            |
| <b>= Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>                  | 23,1    | +45,9           | 52,7     | +57,2           | 109,9   | +51,1           |
| + Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés         | 2,6     | +17,8           | 5,1      | -2,3            | 8,5     | -7,4            |
| + Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice             | 1,0     | -2,0            | 1,6      | +10,5           | 3,6     | +3,3            |
| + Profits et charges exceptionnels                             | 0,1     | ///             | 0,5      | ///             | 0,3     | ///             |
| <b>= Résultat de l'exercice</b>                                | 26,8    | +40,5           | 59,9     | +48,8           | 122,2   | +43,2           |
| Cotisations sociales de l'exploitant                           | 5,4     | -0,1            | 10,4     | -1,0            | 20,2    | +0,0            |
| VA Agricole (VA + subventions d'exploitation)                  | 47,8    | +20,5           | 106,3    | +23,4           | 246,9   | +18,8           |
| EBE par ETP non salariée                                       | 34,8    | +23,6           | 63,0     | +32,2           | 103,6   | +26,7           |
| RCAI par unité de travail annuel                               | 20,7    | +47,0           | 39,3     | +59,4           | 63,4    | +51,3           |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

| Tableau de financement simplifié          | Ensemble |                 | Céréales et oléoprotéagineux |                 | Autres grandes cultures |                 | Maraîchage et horticulture |                 |
|-------------------------------------------|----------|-----------------|------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|
|                                           | 2021     | Évol. 21/20 (%) | 2021                         | Évol. 21/20 (%) | 2021                    | Évol. 21/20 (%) | 2021                       | Évol. 21/20 (%) |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>      | 55,8     | +51,7           | 67,0                         | +201,4          | 75,1                    | +55,8           | 60,1                       | -1,3            |
| + Dotation aux amortissements             | 33,2     | +0,1            | 26,1                         | -2,8            | 37,1                    | -4,1            | 28,1                       | +2,4            |
| + Charges et produits exceptionnels       | 0,3      | ///             | 0,2                          | ///             | 1,0                     | ///             | 0,8                        | ///             |
| <b>= Capacité d'autofinancement</b>       | 89,3     | +27,5           | 93,3                         | +88,2           | 113,2                   | +31,0           | 89,0                       | +0,8            |
| - Prélèvements privés                     | 40,1     | +6,5            | 28,3                         | +9,9            | 53,2                    | +12,2           | 49,8                       | +0,9            |
| <b>= Autofinancement</b>                  | 49,1     | +54,5           | 65,0                         | +178,7          | 60,1                    | +54,5           | 39,3                       | +0,6            |
| + Cessions d'immobilisations              | 8,9      | +10,3           | 11,0                         | -4,6            | 16,6                    | +18,2           | 3,5                        | +38,8           |
| + Subventions d'équipement reçues         | 2,3      | +20,6           | 0,7                          | +196,1          | 2,4                     | +106,6          | 2,5                        | +3,7            |
| + Nouvelles dettes financières            | 37,8     | -3,9            | 27,0                         | -4,5            | 48,1                    | +17,8           | 40,8                       | +21,6           |
| + Variation des dettes auprès des tiers   | 1,7      | ///             | 3,2                          | ///             | 7,1                     | ///             | 1,4                        | ///             |
| + Diminution de trésorerie nette          | ///      | ///             | ///                          | ///             | ///                     | ///             | ///                        | ///             |
| <b>= Total des ressources</b>             | 99,8     | +19,6           | 106,8                        | +68,6           | 134,4                   | +35,0           | 87,5                       | +5,4            |
| Acquisitions d'immobilisations            | 43,0     | -1,6            | 36,7                         | -0,2            | 59,2                    | +9,1            | 46,7                       | +37,7           |
| + Augmentation des animaux reproducteurs  | 0,3      | ///             | -0,4                         | ///             | -0,7                    | ///             | 0,0                        | ///             |
| + Charges à répartir                      | 0,0      | ///             | 0,0                          | ///             | 0,1                     | ///             | 0,0                        | ///             |
| + Remboursements des dettes financières   | 36,4     | +5,7            | 29,0                         | +12,2           | 42,2                    | +1,1            | 26,6                       | +17,6           |
| + Variation des stocks                    | 6,2      | ///             | 15,1                         | ///             | 13,1                    | ///             | 4,2                        | ///             |
| + Variation des créances auprès des tiers | 5,6      | ///             | 9,3                          | ///             | 13,0                    | ///             | 5,0                        | ///             |
| + Variation des comptes de régularisation | 0,1      | ///             | 0,1                          | ///             | -0,1                    | ///             | 0,0                        | ///             |
| + Augmentation de trésorerie nette        | 8,2      | ///             | 16,9                         | ///             | 7,7                     | ///             | 5,0                        | ///             |
| <b>= Total des emplois</b>                | 99,8     | +19,6           | 106,8                        | +68,6           | 134,4                   | +35,0           | 87,5                       | +5,4            |
| Variation du fonds de roulement net       | 18,4     | ///             | 38,3                         | ///             | 26,5                    | ///             | 12,9                       | ///             |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 10,3     | ///             | 21,3                         | ///             | 18,7                    | ///             | 7,9                        | ///             |
| Variation de trésorerie nette             | 8,2      | ///             | 16,9                         | ///             | 7,8                     | ///             | 5,0                        | ///             |
| Investissement total                      | 34,4     | -3,3            | 25,4                         | +3,9            | 41,9                    | +5,5            | 43,2                       | +37,4           |
| Excédent de trésorerie d'exploitation     | 76,7     | +10,0           | 71,1                         | +37,9           | 93,7                    | +2,1            | 76,5                       | -13,8           |

| Bilan 2021                         | Ensemble |                           | Céréales et oléoprotéagineux |                           | Autres grandes cultures |                           | Maraîchage et Horticulture |                           |
|------------------------------------|----------|---------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|
|                                    | Clôture  | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture                      | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture                 | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture                    | Δ Clôture - Ouverture (%) |
| Actif immobilisé                   | 280,4    | +2,3                      | 199,6                        | +3,4                      | 291,3                   | +4,4                      | 165,7                      | +11,8                     |
| Terrains                           | 45,4     | +2,7                      | 56,0                         | +2,9                      | 42,3                    | +4,5                      | 14,4                       | +5,9                      |
| Aménagements terrains              | 2,4      | +3,1                      | 3,1                          | -5,2                      | 2,2                     | +17,6                     | 3,0                        | +5,8                      |
| Constructions                      | 60,4     | +1,4                      | 19,4                         | +2,1                      | 43,4                    | +4,9                      | 42,1                       | +9,8                      |
| Installations spécialisées         | 13,4     | +5,9                      | 5,8                          | +13,7                     | 18,2                    | +21,6                     | 43,2                       | +24,6                     |
| Matériel                           | 78,5     | +3,0                      | 80,3                         | +5,9                      | 99,8                    | +2,4                      | 46,3                       | +6,6                      |
| Plantations (y compris forêt)      | 10,3     | +2,6                      | 0,3                          | +8,6                      | 2,7                     | +8,2                      | 2,0                        | -14,7                     |
| Animaux reproducteurs              | 45,7     | +0,7                      | 6,6                          | -5,3                      | 7,5                     | -9,1                      | 1,1                        | -1,7                      |
| Autres immobilisations             | 24,1     | +2,5                      | 28,1                         | +0,2                      | 75,2                    | +4,3                      | 13,6                       | +14,5                     |
| Actif circulant                    | 212,7    | +10,0                     | 184,8                        | +27,0                     | 235,5                   | +16,9                     | 151,9                      | +9,8                      |
| Stocks et en-cours                 | 107,2    | +6,1                      | 72,9                         | +26,2                     | 93,0                    | +16,3                     | 34,3                       | +13,8                     |
| dont animaux circulants            | 21,9     | +0,7                      | 3,8                          | -5,1                      | 6,9                     | -3,4                      | 0,3                        | -13,4                     |
| Valeurs réalisables                | 51,5     | +12,3                     | 53,8                         | +19,7                     | 75,2                    | +22,4                     | 35,9                       | +17,0                     |
| Valeurs disponibles                | 54,0     | +16,2                     | 58,1                         | +35,7                     | 67,3                    | +11,9                     | 81,6                       | +5,4                      |
| Régularisation actif               | 2,2      | +4,7                      | 1,5                          | -3,6                      | 3,8                     | +2,8                      | 2,6                        | -1,2                      |
| <b>Total actif</b>                 | 495,3    | +5,5                      | 385,9                        | +13,5                     | 530,6                   | +9,6                      | 320,2                      | +10,7                     |
| Capitaux propres                   | 290,8    | +8,7                      | 245,0                        | +23,7                     | 298,6                   | +12,4                     | 147,0                      | +12,3                     |
| Capital individuel initial         | 195,0    | +0,0                      | 151,3                        | +0,0                      | 184,5                   | +0,0                      | 83,2                       | +0,0                      |
| Variation du capital initial       | 84,8     | +36,9                     | 92,0                         | +103,3                    | 109,0                   | +40,9                     | 55,5                       | +39,6                     |
| Subventions d'investissement       | 11,0     | +3,9                      | 1,7                          | +11,6                     | 5,1                     | +35,6                     | 8,3                        | +4,0                      |
| Total endettement                  | 204,3    | +1,3                      | 140,8                        | -0,6                      | 231,5                   | +6,1                      | 173,1                      | +9,5                      |
| Dettes à long ou moyen terme       | 134,2    | +1,4                      | 89,4                         | -1,3                      | 146,2                   | +4,0                      | 104,2                      | +12,1                     |
| Emprunts à court terme             | 6,4      | -5,8                      | 3,5                          | -20,3                     | 8,5                     | +3,6                      | 8,9                        | +51,5                     |
| Autres dettes financières à - 1 an | 10,9     | -5,3                      | 7,7                          | -20,8                     | 10,4                    | +2,6                      | 5,4                        | -11,4                     |
| Dettes auprès des tiers            | 52,8     | +3,3                      | 40,2                         | +8,6                      | 66,4                    | +12,1                     | 54,6                       | +2,6                      |
| Régularisation passif              | 0,2      | ///                       | 0,1                          | ///                       | 0,6                     | ///                       | 0,1                        | ///                       |
| <b>Total passif</b>                | 495,3    | +5,5                      | 385,9                        | +13,5                     | 530,6                   | +9,6                      | 320,2                      | +10,7                     |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

| Tableau de financement simplifié          | Viticulture |                 | Fruits et autres cultures permanentes |                 | Bovins lait |                 | Bovins viande |                 |
|-------------------------------------------|-------------|-----------------|---------------------------------------|-----------------|-------------|-----------------|---------------|-----------------|
|                                           | 2021        | Évol. 21/20 (%) | 2021                                  | Évol. 21/20 (%) | 2021        | Évol. 21/20 (%) | 2021          | Évol. 21/20 (%) |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>      | 59,9        | +22,2           | 58,3                                  | +45,9           | 58,3        | +34,9           | 26,1          | +34,7           |
| + Dotation aux amortissements             | 28,6        | -0,4            | 26,2                                  | +1,4            | 45,3        | +3,0            | 24,7          | -0,9            |
| + Charges et produits exceptionnels       | 0,2         | ///             | 0,2                                   | ///             | 0,1         | ///             | 0,1           | ///             |
| <b>= Capacité d'autofinancement</b>       | 88,7        | +14,0           | 84,7                                  | +27,3           | 103,8       | +18,9           | 50,9          | +14,5           |
| - Prélèvements privés                     | 45,4        | -11,3           | 40,9                                  | +43,4           | 50,2        | +12,4           | 21,8          | +1,7            |
| <b>= Autofinancement</b>                  | 43,4        | +67,1           | 43,7                                  | +14,9           | 53,5        | +26,1           | 29,0          | +28,8           |
| + Cessions d'immobilisations              | 6,2         | +44,0           | 4,3                                   | +3,9            | 9,5         | +2,1            | 6,5           | +20,0           |
| + Subventions d'équipement reçues         | 3,1         | +53,8           | 6,0                                   | +5,5            | 3,1         | -1,5            | 1,3           | -39,1           |
| + Nouvelles dettes financières            | 33,6        | -16,9           | 25,8                                  | +16,2           | 53,3        | +3,9            | 22,7          | -10,9           |
| + Variation des dettes auprès des tiers   | -2,5        | ///             | -2,5                                  | ///             | 0,1         | ///             | 1,2           | ///             |
| + Diminution de trésorerie nette          | ///         | ///             | ///                                   | ///             | ///         | ///             | ///           | ///             |
| <b>= Total des ressources</b>             | 83,9        | +14,7           | 77,5                                  | +5,3            | 119,5       | +7,6            | 60,7          | +7,0            |
| Acquisitions d'immobilisations            | 34,5        | -3,1            | 36,4                                  | +15,6           | 55,9        | -5,0            | 27,9          | -5,9            |
| + Augmentation des animaux reproducteurs  | -0,1        | ///             | 0,0                                   | ///             | 3,3         | ///             | 0,2           | ///             |
| + Charges à répartir                      | 0,0         | ///             | 0,0                                   | ///             | 0,0         | ///             | 0,0           | ///             |
| + Remboursements des dettes financières   | 35,7        | +14,9           | 18,1                                  | -31,2           | 50,1        | +3,0            | 24,7          | -2,1            |
| + Variation des stocks                    | -7,5        | ///             | -3,4                                  | ///             | 6,2         | ///             | 4,6           | ///             |
| + Variation des créances auprès des tiers | 5,6         | ///             | 10,3                                  | ///             | 2,2         | ///             | 1,3           | ///             |
| + Variation des comptes de régularisation | 0,0         | ///             | -0,1                                  | ///             | 0,2         | ///             | 0,2           | ///             |
| + Augmentation de trésorerie nette        | 15,6        | ///             | 16,2                                  | ///             | 1,5         | ///             | 1,9           | ///             |
| <b>= Total des emplois</b>                | 83,9        | +14,7           | 77,5                                  | +5,3            | 119,5       | +7,6            | 60,7          | +7,0            |
| Variation du fonds de roulement net       | 16,2        | ///             | 25,5                                  | ///             | 10,1        | ///             | 6,7           | ///             |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 0,6         | ///             | 9,3                                   | ///             | 8,6         | ///             | 4,9           | ///             |
| Variation de trésorerie nette             | 15,6        | ///             | 16,2                                  | ///             | 1,5         | ///             | 1,8           | ///             |
| Investissement total                      | 28,2        | -10,0           | 32,0                                  | +17,1           | 49,7        | +0,5            | 21,6          | -16,8           |
| Excédent de trésorerie d'exploitation     | 81,3        | +13,5           | 69,7                                  | +16,3           | 93,2        | +3,0            | 46,4          | +0,4            |

| Bilan 2021                         | Viticulture |                           | Fruits et autres cultures permanentes |                           | Bovins lait |                           | Bovins viande |                           |
|------------------------------------|-------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------------|-------------|---------------------------|---------------|---------------------------|
|                                    | Clôture     | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture                               | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture     | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture       | Δ Clôture - Ouverture (%) |
| <b>Actif immobilisé</b>            | 270,8       | +0,9                      | 181,2                                 | +4,4                      | 385,2       | +2,7                      | 283,6         | +0,2                      |
| Terrains                           | 90,1        | +1,2                      | 27,0                                  | +1,7                      | 25,9        | +5,5                      | 38,5          | +2,2                      |
| Aménagements terrains              | 1,4         | +14,7                     | 2,9                                   | -7,3                      | 2,5         | +4,2                      | 1,6           | -0,7                      |
| Constructions                      | 53,6        | +0,0                      | 36,7                                  | +5,1                      | 107,4       | +0,9                      | 45,0          | -1,4                      |
| Installations spécialisées         | 5,3         | -5,6                      | 13,4                                  | +11,2                     | 25,4        | +0,5                      | 4,0           | -0,4                      |
| Matériel                           | 54,2        | +0,4                      | 44,6                                  | +8,0                      | 105,4       | +3,9                      | 61,0          | +0,8                      |
| Plantations (y compris forêt)      | 52,2        | +2,3                      | 40,5                                  | +1,2                      | 0,1         | +72,4                     | 0,0           | +5,4                      |
| Animaux reproducteurs              | 0,4         | -14,5                     | 1,0                                   | -3,4                      | 94,7        | +3,6                      | 125,4         | +0,1                      |
| Autres immobilisations             | 13,7        | +2,1                      | 15,4                                  | +4,0                      | 23,7        | +0,8                      | 8,1           | -2,0                      |
| <b>Actif circulant</b>             | 408,4       | +2,8                      | 176,5                                 | +14,3                     | 161,0       | +6,7                      | 130,0         | +6,5                      |
| Stocks et en-cours                 | 261,3       | -2,8                      | 28,1                                  | -10,9                     | 75,9        | +8,9                      | 75,9          | +6,4                      |
| dont animaux circulants            | 0,3         | +0,2                      | 0,4                                   | +10,8                     | 29,6        | -1,1                      | 48,1          | +0,9                      |
| Valeurs réalisables                | 72,0        | +7,5                      | 64,9                                  | +17,6                     | 48,0        | +4,5                      | 22,0          | +6,6                      |
| Valeurs disponibles                | 75,2        | +22,3                     | 83,5                                  | +23,3                     | 37,1        | +5,0                      | 32,1          | +6,5                      |
| Régularisation actif               | 2,1         | +3,7                      | 2,0                                   | -5,4                      | 2,4         | +2,0                      | 1,4           | +15,7                     |
| <b>Total actif</b>                 | 681,3       | +2,1                      | 359,7                                 | +9,0                      | 548,6       | +3,8                      | 415,0         | +2,1                      |
| Capitaux propres                   | 466,0       | +4,7                      | 228,0                                 | +12,5                     | 276,7       | +6,5                      | 284,6         | +3,4                      |
| Capital individuel initial         | 301,2       | +0,0                      | 127,4                                 | +0,0                      | 196,1       | +0,0                      | 224,8         | +0,0                      |
| Variation du capital initial       | 144,6       | +16,3                     | 78,5                                  | +43,2                     | 65,1        | +34,3                     | 51,7          | +22,1                     |
| Subventions d'investissement       | 20,1        | +3,0                      | 22,2                                  | +8,5                      | 15,5        | +2,1                      | 8,1           | -0,7                      |
| <b>Total endettement</b>           | 215,1       | -3,2                      | 131,7                                 | +3,3                      | 271,8       | +1,2                      | 130,2         | -0,5                      |
| Dettes à long ou moyen terme       | 119,4       | -0,3                      | 78,8                                  | +10,0                     | 201,4       | +1,7                      | 89,2          | -1,9                      |
| Emprunts à court terme             | 11,7        | -12,5                     | 5,0                                   | +12,3                     | 6,6         | -3,7                      | 3,3           | -6,2                      |
| Autres dettes financières à - 1 an | 11,9        | -17,4                     | 2,9                                   | -25,7                     | 10,6        | +1,3                      | 6,3           | +2,4                      |
| Dettes auprès des tiers            | 72,0        | -3,3                      | 45,0                                  | -5,3                      | 53,2        | +0,1                      | 31,5          | +4,0                      |
| Régularisation passif              | 0,3         | ///                       | 0,0                                   | ///                       | 0,1         | ///                       | 0,2           | ///                       |
| <b>Total passif</b>                | 681,3       | +2,1                      | 359,7                                 | +9,0                      | 548,6       | +3,8                      | 415,0         | +2,1                      |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

| Tableau de financement simplifié          | Ovins et caprins |                 | Porcins |                 | Volailles |                 | Polyculture, polyélevage |                 |
|-------------------------------------------|------------------|-----------------|---------|-----------------|-----------|-----------------|--------------------------|-----------------|
|                                           | 2021             | Évol. 21/20 (%) | 2021    | Évol. 21/20 (%) | 2021      | Évol. 21/20 (%) | 2021                     | Évol. 21/20 (%) |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>      | 29,7             | +1,8            | 33,1    | -44,6           | 44,8      | +23,1           | 58,3                     | +67,8           |
| + Dotation aux amortissements             | 24,9             | +4,2            | 54,2    | -0,1            | 42,3      | +0,2            | 37,4                     | -0,5            |
| + Charges et produits exceptionnels       | 0,0              | ///             | 0,0     | ///             | 0,4       | ///             | 0,5                      | ///             |
| <b>= Capacité d'autofinancement</b>       | 54,5             | +2,8            | 87,3    | -22,8           | 87,5      | +10,6           | 96,2                     | +33,1           |
| - Prélèvements privés                     | 27,3             | +0,4            | 55,0    | -13,3           | 44,4      | +21,3           | 45,2                     | +31,5           |
| <b>= Autofinancement</b>                  | 27,2             | +6,0            | 32,3    | -37,0           | 43,1      | -0,3            | 51,0                     | +34,6           |
| + Cessions d'immobilisations              | 6,9              | +88,4           | 6,9     | +33,1           | 6,5       | -31,5           | 10,1                     | +9,5            |
| + Subventions d'équipement reçues         | 2,9              | +0,4            | 3,1     | +46,5           | 1,8       | -43,2           | 2,3                      | +62,5           |
| + Nouvelles dettes financières            | 22,2             | -22,5           | 92,5    | +10,5           | 51,5      | +6,8            | 41,5                     | -7,0            |
| + Variation des dettes auprès des tiers   | 1,7              | ///             | 8,6     | ///             | 2,6       | ///             | 2,1                      | ///             |
| + Diminution de trésorerie nette          | ///              | ///             | 17,8    | ///             | ///       | ///             | ///                      | ///             |
| <b>= Total des ressources</b>             | 60,8             | -0,7            | 161,3   | +3,7            | 105,5     | -3,4            | 107,0                    | +13,6           |
| Acquisitions d'immobilisations            | 34,4             | -2,2            | 71,1    | -6,4            | 45,6      | -10,9           | 47,6                     | -5,0            |
| + Augmentation des animaux reproducteurs  | -0,4             | ///             | -0,8    | ///             | -0,2      | ///             | 0,0                      | ///             |
| + Charges à répartir                      | 0,0              | ///             | 0,0     | ///             | 0,0       | ///             | 0,0                      | ///             |
| + Remboursements des dettes financières   | 19,9             | +13,3           | 80,7    | +8,3            | 49,7      | +0,7            | 38,6                     | +3,2            |
| + Variation des stocks                    | 2,8              | ///             | 7,7     | ///             | 4,0       | ///             | 9,8                      | ///             |
| + Variation des créances auprès des tiers | -1,1             | ///             | 2,2     | ///             | 1,6       | ///             | 6,3                      | ///             |
| + Variation des comptes de régularisation | 0,1              | ///             | 0,4     | ///             | 0,4       | ///             | 0,4                      | ///             |
| + Augmentation de trésorerie nette        | 5,2              | ///             | ///     | ///             | 4,5       | ///             | 4,5                      | ///             |
| <b>= Total des emplois</b>                | 60,8             | -0,7            | 161,3   | +3,7            | 105,5     | -3,4            | 107,0                    | +13,6           |
| Variation du fonds de roulement net       | 5,3              | ///             | -16,1   | ///             | 7,9       | ///             | 18,8                     | ///             |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 0,1              | ///             | 1,7     | ///             | 3,4       | ///             | 14,4                     | ///             |
| Variation de trésorerie nette             | 5,2              | ///             | -17,8   | ///             | 4,5       | ///             | 4,5                      | ///             |
| Investissement total                      | 27,0             | -20,3           | 63,4    | -8,1            | 38,9      | -5,9            | 37,4                     | -10,4           |
| Excédent de trésorerie d'exploitation     | 54,2             | +6,0            | 78,7    | -30,5           | 81,9      | +4,5            | 80,7                     | +16,8           |

| Bilan 2021                         | Ovins et caprins |                           | Porcins |                           | Volailles |                           | Polyculture polyélevage |                           |
|------------------------------------|------------------|---------------------------|---------|---------------------------|-----------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|
|                                    | Clôture          | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture   | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture                 | Δ Clôture - Ouverture (%) |
| <b>Actif immobilisé</b>            | 209,6            | +2,9                      | 440,9   | +2,8                      | 296,1     | -0,3                      | 300,9                   | +1,9                      |
| Terrains                           | 28,2             | +5,0                      | 27,8    | +1,4                      | 22,0      | -0,5                      | 34,9                    | +4,4                      |
| Aménagements terrains              | 1,5              | +8,0                      | 4,5     | +18,9                     | 2,9       | +0,6                      | 2,3                     | -4,6                      |
| Constructions                      | 54,5             | +5,6                      | 211,4   | +3,9                      | 137,3     | -0,9                      | 59,4                    | +1,7                      |
| Installations spécialisées         | 12,7             | +10,1                     | 19,6    | -0,9                      | 27,0      | +0,5                      | 11,4                    | -1,4                      |
| Matériel                           | 64,6             | +0,5                      | 91,5    | +2,2                      | 78,2      | -0,6                      | 92,0                    | +2,5                      |
| Plantations (y compris forêt)      | 0,1              | +36,8                     | 0,1     | +45,5                     | 0,8       | +22,8                     | 5,2                     | +8,0                      |
| Animaux reproducteurs              | 40,6             | -1,0                      | 45,9    | -1,7                      | 12,3      | -1,7                      | 68,3                    | -0,1                      |
| Autres immobilisations             | 7,4              | +6,1                      | 40,1    | +5,4                      | 15,6      | +7,0                      | 27,4                    | +3,7                      |
| <b>Actif circulant</b>             | 100,9            | +6,0                      | 281,9   | +1,9                      | 148,5     | +7,8                      | 193,8                   | +11,7                     |
| Stocks et en-cours                 | 35,0             | +8,5                      | 202,5   | +4,0                      | 51,7      | +8,3                      | 94,2                    | +11,7                     |
| dont animaux circulants            | 13,0             | -0,4                      | 134,0   | -1,7                      | 30,5      | +2,6                      | 33,9                    | +3,6                      |
| Valeurs réalisables                | 27,2             | +0,5                      | 45,7    | +7,8                      | 51,6      | +3,9                      | 50,9                    | +15,6                     |
| Valeurs disponibles                | 38,7             | +7,8                      | 33,7    | -14,7                     | 45,2      | +11,9                     | 48,7                    | +8,0                      |
| Régularisation actif               | 0,9              | +10,9                     | 4,8     | +13,3                     | 2,7       | +5,8                      | 2,3                     | +18,6                     |
| <b>Total actif</b>                 | 311,4            | +3,9                      | 727,5   | +2,5                      | 447,3     | +2,3                      | 497,0                   | +5,6                      |
| Capitaux propres                   | 192,4            | +4,8                      | 221,8   | -6,6                      | 133,1     | +4,1                      | 278,2                   | +8,4                      |
| Capital individuel initial         | 138,3            | +0,0                      | 169,8   | +0,0                      | 99,8      | +0,0                      | 186,7                   | +0,0                      |
| Variation du capital initial       | 42,5             | +24,1                     | 35,8    | -31,7                     | 16,6      | +59,2                     | 81,8                    | +34,6                     |
| Subventions d'investissement       | 11,6             | +5,6                      | 16,1    | +5,8                      | 16,7      | -5,3                      | 9,7                     | +5,4                      |
| Total endettement                  | 118,9            | +2,4                      | 505,6   | +7,1                      | 314,1     | +1,6                      | 218,6                   | +2,2                      |
| Dettes à long ou moyen terme       | 87,6             | +2,5                      | 315,6   | +2,4                      | 230,9     | +1,8                      | 145,7                   | +2,4                      |
| Emprunts à court terme             | 1,9              | +9,2                      | 19,3    | +29,3                     | 5,3       | -28,7                     | 4,3                     | -10,6                     |
| Autres dettes financières à - 1 an | 4,7              | -19,6                     | 70,1    | +23,0                     | 17,0      | +3,5                      | 12,9                    | -2,3                      |
| Dettes auprès de tiers             | 24,7             | +7,2                      | 100,6   | +9,4                      | 60,9      | +4,5                      | 55,8                    | +4,0                      |
| Régularisation passif              | 0,0              | ///                       | 0,2     | ///                       | 0,1       | ///                       | 0,1                     | ///                       |
| <b>Total passif</b>                | 311,4            | +3,9                      | 727,5   | +2,5                      | 447,3     | +2,3                      | 497,0                   | +5,6                      |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

**Tableau F : Situation financière des exploitations en 2021**

Valeurs moyennes par exploitation et évolution par rapport à 2020 en euros 2021 et à champ constant - Source : SSP, RICA 2020 et 2021

| Tableau de financement simplifié          | Petites |                 | Moyennes |                 | Grandes |                 |
|-------------------------------------------|---------|-----------------|----------|-----------------|---------|-----------------|
|                                           | 2021    | Évol. 21/20 (%) | 2021     | Évol. 21/20 (%) | 2021    | Évol. 21/20 (%) |
| <b>Résultat courant avant impôts</b>      | 23,1    | +45,9           | 52,7     | +57,2           | 109,9   | +51,1           |
| + Dotation aux amortissements             | 15,1    | -0,4            | 30,3     | +1,2            | 65,0    | +0,6            |
| + Charges et produits exceptionnels       | 0,1     | ///             | 0,5      | ///             | 0,3     | ///             |
| <b>= Capacité d'autofinancement</b>       | 38,3    | +23,5           | 83,5     | +31,5           | 175,2   | +27,3           |
| - Prélèvements privés                     | 15,8    | +9,9            | 37,8     | +8,4            | 80,4    | +5,7            |
| <b>= Autofinancement</b>                  | 22,5    | +38,8           | 45,7     | +60,2           | 94,7    | +55,6           |
| + Cessions d'immobilisations              | 4,5     | +34,5           | 8,7      | +5,8            | 15,8    | +6,2            |
| + Subventions d'équipement reçues         | 0,9     | -18,5           | 2,0      | +32,8           | 4,7     | +27,6           |
| + Nouvelles dettes financières            | 14,3    | -5,0            | 31,8     | +0,0            | 83,0    | -1,6            |
| + Variation des dettes auprès des tiers   | 0,7     | ///             | 0,3      | ///             | 5,5     | ///             |
| + Diminution de trésorerie nette          | ///     | ///             | ///      | ///             | ///     | ///             |
| <b>= Total des ressources</b>             | 42,9    | +16,2           | 88,5     | +24,5           | 203,7   | +20,4           |
| Acquisitions d'immobilisations            | 20,8    | -4,1            | 37,7     | -1,4            | 84,9    | +1,7            |
| + Augmentation des animaux reproducteurs  | -0,3    | ///             | 0,4      | ///             | 1,1     | ///             |
| + Charges à répartir                      | 0,0     | ///             | 0,0      | ///             | 0,0     | ///             |
| + Remboursements des dettes financières   | 12,9    | -3,0            | 31,7     | +8,7            | 79,2    | +6,5            |
| + Variation des stocks                    | 1,7     | ///             | 4,9      | ///             | 15,1    | ///             |
| + Variation des créances auprès des tiers | 1,7     | ///             | 5,4      | ///             | 11,7    | ///             |
| + Variation des comptes de régularisation | 0,2     | ///             | 0,0      | ///             | 0,3     | ///             |
| + Augmentation de trésorerie nette        | 5,8     | ///             | 8,4      | ///             | 11,4    | ///             |
| <b>= Total des emplois</b>                | 42,9    | +16,2           | 88,5     | +24,5           | 203,7   | +20,4           |
| Variation du fonds de roulement net       | 8,8     | ///             | 18,4     | ///             | 33,0    | ///             |
| Variation du besoin en fonds de roulement | 2,9     | ///             | 10,1     | ///             | 21,5    | ///             |
| Variation de trésorerie nette             | 5,8     | ///             | 8,4      | ///             | 11,4    | ///             |
| Investissement total                      | 16,0    | -12,5           | 29,4     | -3,7            | 70,2    | +2,8            |
| Excédent de trésorerie d'exploitation     | 35,3    | +10,1           | 71,8     | +12,7           | 146,9   | +8,3            |

| Bilan 2021                         | Petites |                           | Moyennes |                           | Grandes |                           |
|------------------------------------|---------|---------------------------|----------|---------------------------|---------|---------------------------|
|                                    | Clôture | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture  | Δ Clôture - Ouverture (%) | Clôture | Δ Clôture - Ouverture (%) |
| <b>Actif immobilisé</b>            | 154,6   | +2,3                      | 261,6    | +1,7                      | 499,7   | +2,8                      |
| Terrains                           | 44,4    | +3,1                      | 50,0     | +2,1                      | 39,4    | +3,3                      |
| Aménagements terrains              | 1,0     | +3,5                      | 2,2      | +4,1                      | 4,9     | +2,3                      |
| Constructions                      | 26,1    | +3,8                      | 48,6     | -0,6                      | 131,3   | +2,0                      |
| Installations spécialisées         | 5,1     | +17,8                     | 10,3     | +2,2                      | 31,1    | +5,4                      |
| Matériel                           | 36,4    | +1,6                      | 73,2     | +3,5                      | 150,5   | +3,1                      |
| Plantations (y compris forêt)      | 2,6     | -0,5                      | 8,4      | +1,9                      | 24,8    | +3,6                      |
| Animaux reproducteurs              | 29,9    | -1,0                      | 49,0     | +0,9                      | 64,2    | +1,8                      |
| Autres immobilisations             | 9,1     | +2,6                      | 20,0     | +0,9                      | 53,6    | +3,4                      |
| <b>Actif circulant</b>             | 89,2    | +10,5                     | 185,4    | +10,8                     | 442,8   | +9,4                      |
| Stocks et en-cours                 | 35,2    | +5,1                      | 87,3     | +6,0                      | 247,9   | +6,5                      |
| dont animaux circulants            | 11,0    | -1,1                      | 19,2     | +1,1                      | 42,5    | +1,1                      |
| Valeurs réalisables                | 20,9    | +9,9                      | 47,6     | +11,7                     | 103,6   | +13,5                     |
| Valeurs disponibles                | 33,0    | +17,5                     | 50,5     | +19,1                     | 91,2    | +13,1                     |
| Régularisation actif               | 1,1     | +7,6                      | 1,7      | +1,7                      | 4,5     | +5,6                      |
| <b>Total actif</b>                 | 244,9   | +5,2                      | 448,7    | +5,2                      | 946,9   | +5,8                      |
| Capitaux propres                   | 173,1   | +6,7                      | 278,7    | +8,8                      | 486,9   | +9,7                      |
| Capital individuel initial         | 132,8   | +0,0                      | 190,6    | +0,0                      | 295,2   | +0,0                      |
| Variation du capital initial       | 35,3    | +45,0                     | 78,3     | +39,4                     | 169,7   | +32,7                     |
| Subventions d'investissement       | 5,0     | -1,4                      | 9,8      | +4,4                      | 22,0    | +5,4                      |
| Total endettement                  | 71,8    | +1,9                      | 169,9    | -0,2                      | 459,6   | +2,0                      |
| Dettes à long ou moyen terme       | 46,9    | +2,8                      | 111,1    | +0,5                      | 303,1   | +1,7                      |
| Emprunts à court terme             | 1,9     | +7,0                      | 4,6      | -7,8                      | 16,2    | -6,7                      |
| Autres dettes financières à - 1 an | 3,1     | -19,5                     | 7,7      | -8,6                      | 27,9    | -0,8                      |
| Dettes auprès de tiers             | 19,9    | +3,6                      | 46,5     | +0,7                      | 112,5   | +5,2                      |
| Régularisation passif              | 0,1     | ///                       | 0,1      | ///                       | 0,4     | ///                       |
| <b>Total passif</b>                | 244,9   | +5,2                      | 448,7    | +5,2                      | 946,9   | +5,8                      |

Champ : exploitations métropolitaines, de Guadeloupe et de la Réunion

/// : sans objet ou non significatif

UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, 0,18 à une brebis-mère et 0,5 à une truie reproductrice de plus de 50 kg

ETP : équivalent temps plein

Les évolutions 2020-2021 sont calculées sur échantillons constants, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation).

## CHAPITRE 2

### **Le compte prévisionnel de l'agriculture en 2022**

Estimation au 15 décembre 2022

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| Introduction.....                                                       | 49 |
| Faits marquants pour l'agriculture en 2022.....                         | 50 |
| La Production de la branche agricole .....                              | 52 |
| La valeur ajoutée de la branche agricole.....                           | 64 |
| Les résultats de la branche agricole.....                               | 70 |
| Annexes .....                                                           | 74 |
| Graphiques sur longue période.....                                      | 80 |
| Graphiques conjoncturels .....                                          | 83 |
| Méthodologie et définitions du compte spécifique de la branche agricole | 86 |
| Liens vers Internet .....                                               | 88 |



## Introduction

**Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique »,** présenté à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation (CCAN), est établi par l'Insee selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen (cf. méthodologie page 40).

Son établissement repose sur un suivi statistique agricole auquel participent le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et de nombreux organismes intervenant dans la mise en œuvre de la politique agricole. Les évaluations s'appuient sur les résultats de la Statistique agricole annuelle (SAA) et du Réseau d'information comptable agricole (RICA). Le champ du compte spécifique est plus large que celui des résultats du RICA présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Ceux-ci ne couvrent pas notamment les petites exploitations, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

**Le compte spécifique de l'agriculture** s'écarte du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux des non-exploitants ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Le compte de l'agriculture présenté ici décrit les performances de l'agriculture en tant qu'**activité économique**. Est estimée notamment la valeur ajoutée, soit la richesse créée par cette activité. Augmentée de l'ensemble des subventions nettes des impôts au titre de son exercice, elle est appelée **valeur ajoutée brute au coût des facteurs**. Celle-ci peut aussi être exprimée nette de la dépréciation du capital. Ce résultat est alors appelé **revenu des facteurs de la branche agricole**, au sens où il vient rémunérer le travail et le capital mobilisés par cette activité économique. **Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur.**

Ce compte prévisionnel de l'agriculture pour 2022 a été établi sur la base de données et d'informations disponibles au 24 novembre 2022, et à l'issue d'une concertation entre l'Insee et le SSP.

*Ce rapport et la rétrospective 1959-2020 des comptes sont disponibles sur le site :*

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4996790?sommaire=4996819>

## Avertissement :

Cette année 2022, l'estimation des comptes prévisionnels s'est avérée particulièrement ardue entre les effets climatiques et les hausses de prix induites par la sortie de la crise sanitaire puis le conflit en Ukraine. Le recul temporel fait défaut pour estimer correctement les dynamiques de prix, ainsi que les ajustements éventuels des comportements face à ce choc inflationniste. Ainsi, les prix ont connu une hausse dès l'été 2021. L'estimation de prix de campagne (à partir de juillet 2022) suppose de faire des hypothèses sur l'évolution des prix jusqu'en juin 2023. Les prix des céréales, en particulier, avaient atteint en mai 2022 leur niveau le plus haut depuis dix ans. Ils sont depuis la fin juillet en baisse. Le recul fait également défaut pour rendre compte de comportements éventuels d'optimisation des dépenses face à la hausse inhabituelle du prix des intrants, hausse qui ne trouve pas d'équivalent dans le passé récent.

## Faits marquants pour l'agriculture en 2022

En 2022, la production de la branche agricole hors subventions sur les productions progresse de 17,4 % en valeur. Cette croissance est plus forte que celle de l'année précédente (+ 7,7 % en 2021). Elle est tirée par la hausse des prix, dans un contexte mondial de renchérissement de l'énergie, des intrants, et des matières premières et agricoles.

La **production végétale** croît de 18,6 % en valeur (après 12 % en 2021), avec toutefois des évolutions très contrastées selon les produits. Les conditions météorologiques extrêmement chaudes et sèches de l'été ont fortement pénalisé les récoltes de céréales, protéagineux, betteraves et pommes de terre. La production de céréales diminue ainsi de 10,9 % en volume (après + 17,2 %). Les prix des céréales sont en nette augmentation (+ 33,2 % après + 28,8 %). A l'effet des mauvaises récoltes, en France et dans la plupart des pays d'Europe, s'ajoutent ceux du conflit en Ukraine, qui fragilise les approvisionnements, alors que la demande mondiale est dynamique. A l'inverse, la production de vins en volume rebondit fortement (+ 32,2 % après - 17,6%), même si plusieurs vignobles ont été touchés par la chaleur ou par la grêle. La production de fruits connaît un rattrapage, après la très mauvaise année 2021 (+ 21,8 % après - 17 %).

La **production animale** croît de 17,3 % en valeur (après + 1,7 % en 2021). Ceci provient de l'augmentation des prix (+ 21,5 %), tandis que la production se replie en volume (- 3,4 %). En France comme en Europe, le cheptel bovin diminue tendanciellement depuis 2016, première année de la fin des quotas laitiers. Les volailles sont touchées par le retour de l'épizootie d'influenza aviaire.

Les **consommations intermédiaires** augmentent nettement en valeur (+12,4 % après + 3,3 %), sous l'effet de la hausse des prix (+ 18,1 % après + 3,1 %). Premier poste de dépense, les achats d'aliments pour animaux (hors produits agricoles intra-consommés) progressent de 11,6 % en valeur. La baisse de la production animale explique pour partie que ces dépenses d'achats pour animaux diminuent sensiblement en volume (- 8,6 %). Les prix de l'énergie augmentent de 39,1 %. Liés aux prix du gaz, ceux des engrais bondissent de 78,4 %. Ces fortes hausses de prix ayant pu entraîner des renoncements d'achats, le montant des consommations intermédiaires diminuerait de 4,8 % en volume.

En 2022, la **valeur ajoutée brute** de la branche agricole progresserait fortement (+ 23,5 %), du fait de l'augmentation de la production au prix de base, qui est portée par la hausse des prix (+ 16,5 %).

En 2022, les **subventions d'exploitation** (hors subventions sur les produits) s'élèveraient à 8 milliards d'euros, en baisse de 6,1 % par rapport à 2021. Cette réduction provient pour l'essentiel de l'arrêt des versements du fonds de solidarité pour les entreprises face à l'épidémie de Covid-19, et de moindres versements des aides liées aux calamités agricoles par rapport à celles de 2021 marquées par le gel printanier.

La **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** augmente de 18,2 % en 2021. L'emploi agricole continue tendanciellement de décroître, au rythme de - 0,9 % en 2022. La réduction de l'emploi non salarié se poursuit (- 1,8 %), tandis que l'emploi salarié progresse très légèrement (+ 0,5 %). Dès lors, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif augmente de 19,2 %. En termes réels, elle croît de 16,4 %, après 11,5 % en 2021.

**Tableau 1 : De la production de la branche agricole à la valeur ajoutée**

|                                                   |                 | Valeurs (en<br>milliards d'euros) | Évolutions en % |      |        |
|---------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------------|-----------------|------|--------|
|                                                   |                 |                                   | Volume          | Prix | Valeur |
| <b>Production hors subventions</b>                | (a)             | 95,8                              | 0,8             | 16,5 | 17,4   |
| <b>Produits végétaux</b>                          |                 | 58,7                              | 3,1             | 15,1 | 18,6   |
| Céréales                                          |                 | 17,9                              | -10,9           | 33,2 | 18,6   |
| Oléagineux, protéagineux                          |                 | 4,5                               | 15,3            | 6,5  | 22,8   |
| Autres plantes industrielles                      |                 | 1,7                               | -5,7            | 11,3 | 4,9    |
| Fourrages                                         |                 | 5,8                               | -16,5           | 29,5 | 8,1    |
| Légumes, pommes de terre, plantes et fleurs       |                 | 11,3                              | -4,4            | 15,3 | 10,2   |
| Fruits                                            |                 | 3,8                               | 21,8            | 2,7  | 25,1   |
| Vins                                              |                 | 13,8                              | 32,2            | -1,0 | 30,9   |
| <b>Produits animaux</b>                           |                 | 31,4                              | -3,4            | 21,5 | 17,3   |
| Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés) |                 | 13,0                              | -2,9            | 20,6 | 17,2   |
| Volailles, œufs                                   |                 | 5,9                               | -9,6            | 34,9 | 21,9   |
| Lait et autres produits de l'élevage              |                 | 12,6                              | -1,2            | 16,9 | 15,4   |
| <b>Services</b>                                   |                 | 5,6                               | 0,0             | 5,9  | 5,9    |
| <b>Subventions sur les produits</b>               | (b)             | 1,1                               | 1,0             | -1,0 | 0,0    |
| <b>Production au prix de base</b>                 | (c) = (a) + (b) | 96,9                              | 0,8             | 16,2 | 17,1   |
| <b>Consommations intermédiaires, dont :</b>       | (d)             | 53,4                              | -4,8            | 18,1 | 12,4   |
| achats                                            |                 | 45,4                              | -3,7            | 16,6 | 12,2   |
| <b>Valeur ajoutée brute</b>                       | (e) = (c) - (d) | 43,5                              | 8,3             | 14,1 | 23,5   |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

## La production de la branche agricole

### 1 La production hors subventions

Tableau 2 : La production de la branche agricole hors subventions

|                                    | Valeurs en M€ | Évolutions en % |      |        | Contributions en points de % |      |
|------------------------------------|---------------|-----------------|------|--------|------------------------------|------|
|                                    |               | Volume          | Prix | Valeur | Volume                       | Prix |
| <b>Production hors subventions</b> | 95 777        | 0,8             | 16,5 | 17,4   | 0,8                          | 16,5 |
| <b>dont productions végétales</b>  | 58 745        | 3,1             | 15,1 | 18,6   | 1,9                          | 9,3  |
| céréales                           | 17 873        | -10,9           | 33,2 | 18,6   | -2,0                         | 5,4  |
| oléagineux, protéagineux           | 4 494         | 15,3            | 6,5  | 22,8   | 0,7                          | 0,3  |
| fruits                             | 3 776         | 21,8            | 2,7  | 25,1   | 0,8                          | 0,1  |
| vin                                | 13 804        | 32,2            | -1,0 | 30,9   | 4,2                          | -0,2 |
| légumes frais                      | 3 542         | -2,3            | 12,2 | 9,6    | -0,1                         | 0,5  |
| pommes de terre                    | 4 856         | -9,2            | 29,0 | 17,1   | -0,5                         | 1,3  |
| <b>dont productions animales</b>   | 31 444        | -3,4            | 21,5 | 17,3   | -1,1                         | 6,8  |
| bétail                             | 12 964        | -2,9            | 20,6 | 17,2   | -0,4                         | 2,7  |
| lait                               | 11 375        | -1,2            | 17,7 | 16,3   | -0,1                         | 2,1  |

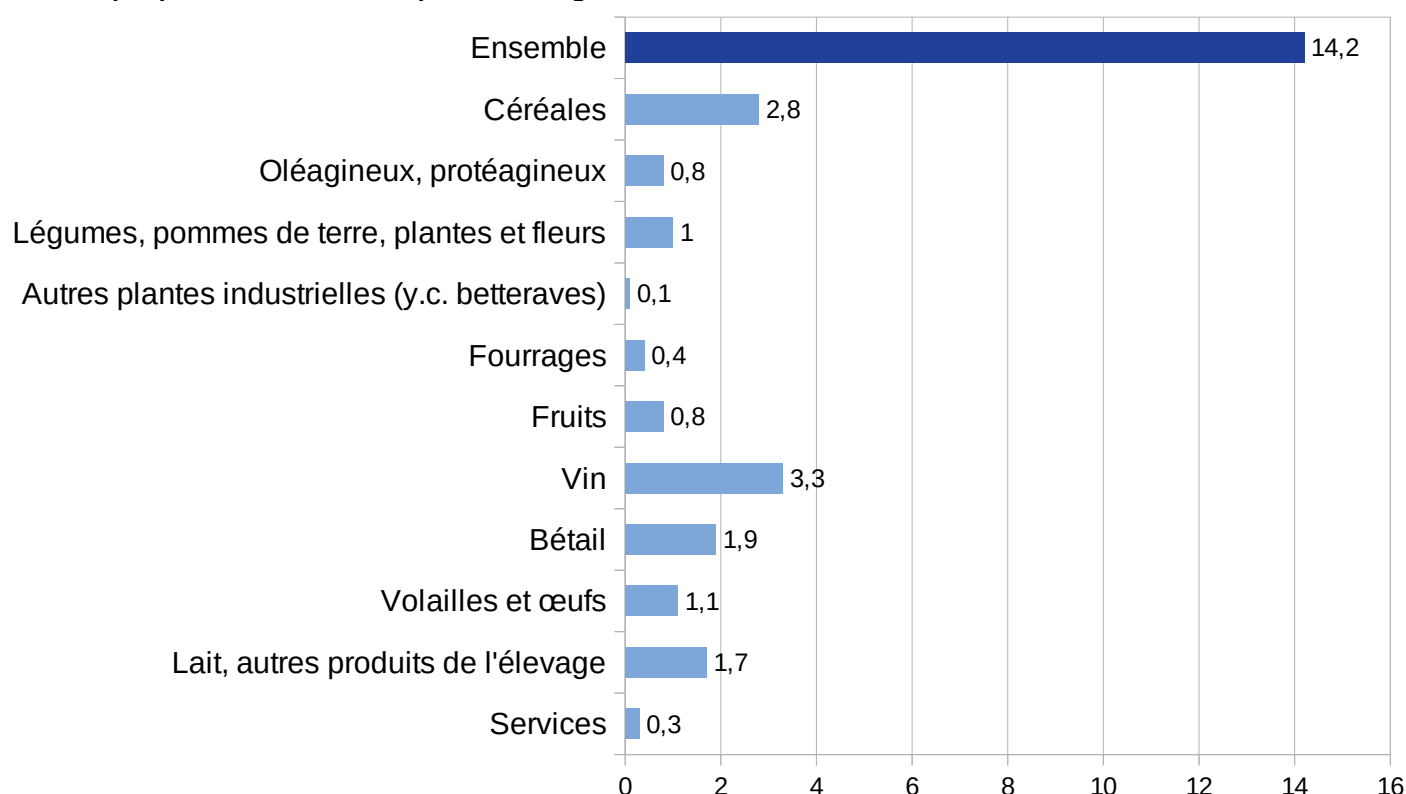
Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Le **volume** de la production agricole hors subventions renoue avec la croissance en 2022 (+ 0,8 % après - 0,8 %). Le redressement des productions végétales (+ 3,1 % après - 0,1 %) recouvre des situations contrastées selon les produits. Le rebond de la production de vins et de fruits après la très mauvaise année 2021 compense la baisse des récoltes de céréales (- 10,9 %) et de pommes de terre (- 9,2 %). La baisse des productions animales se poursuit (- 3,4 % après - 2,1 %). Elle concerne la production de bétail comme celle de lait.

Globalement, les **prix** hors subventions connaissent une forte croissance (+ 16,5 %). Tous les prix augmentent sauf celui du vin, dont la production est en forte hausse. Les prix des céréales continuent de s'élever fortement (+ 33,2 % après + 28,8 %). Le prix des productions animales est lui aussi en progression soutenue (+ 21,5 % après + 3,9 %).

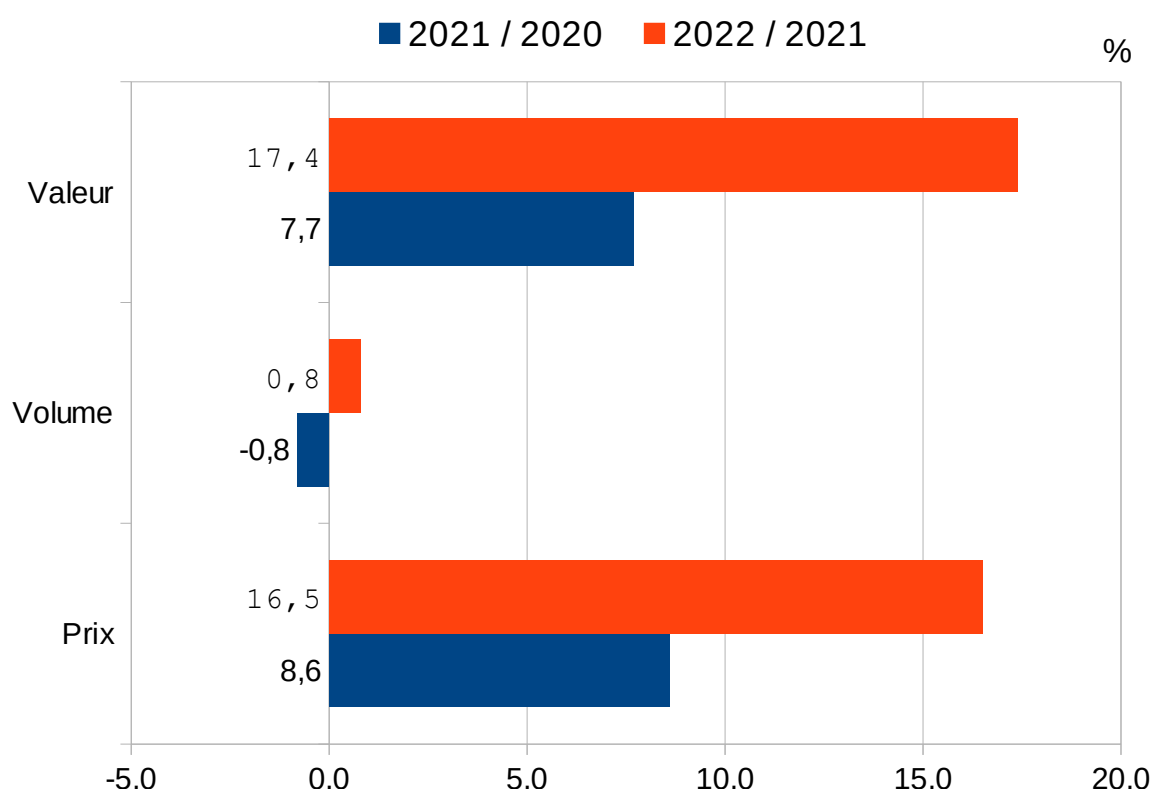
Au total, la hausse de la **valeur** de la production de la branche agricole hors subventions s'intensifie en 2022 (+ 17,4 % après + 7,7 %).

**Graphique 1 : Variation de la production agricole hors subventions 2022/2021 en milliards d'euros**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

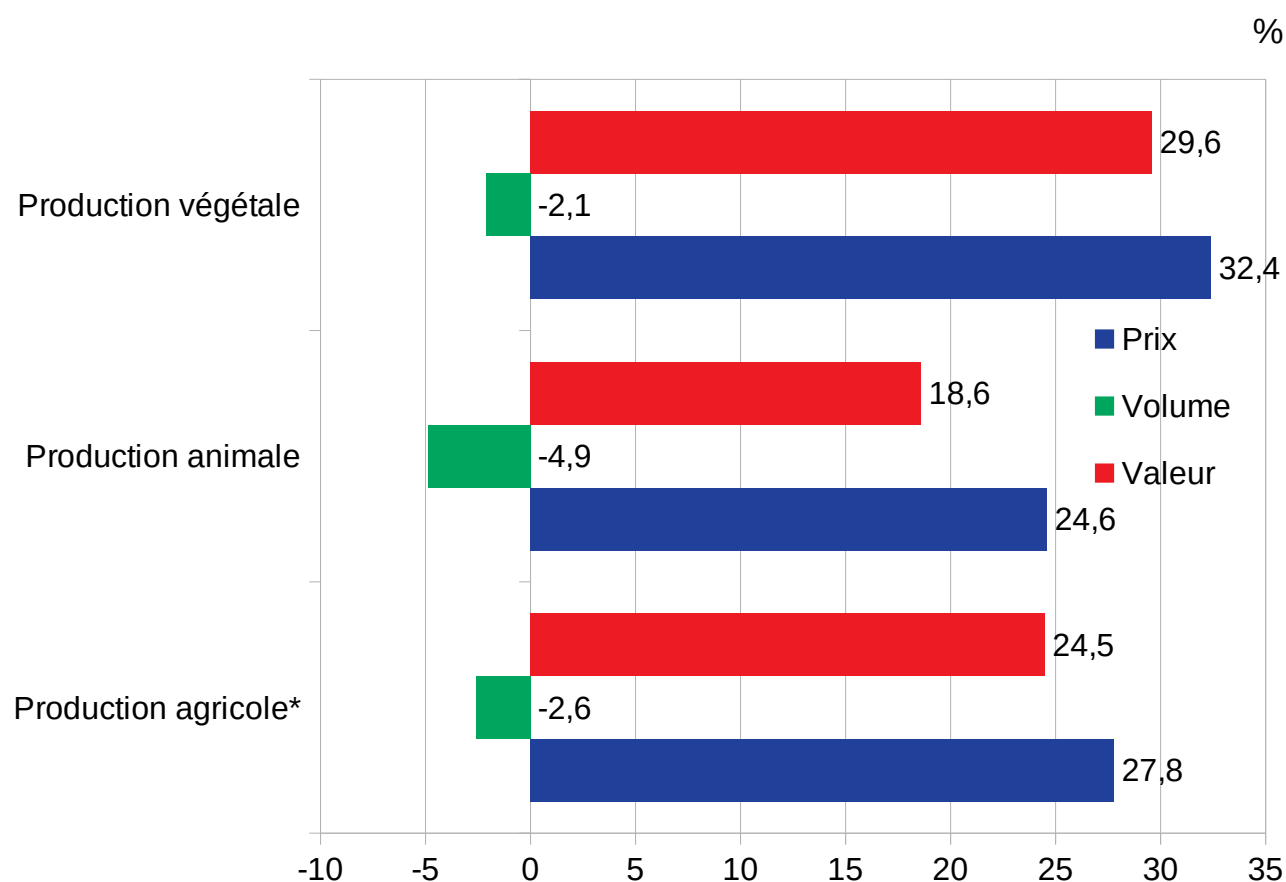
**Graphique 2 : Évolution de la production agricole hors subventions en 2021 et 2022**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Lecture : en 2022, la valeur de la production agricole hors subventions augmente de 17,4 % par rapport à 2021.

**Graphique 3 : Évolution de la production hors subventions entre 2019 et 2022, en valeur, en volume et en prix**



\* Y compris la production de services

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

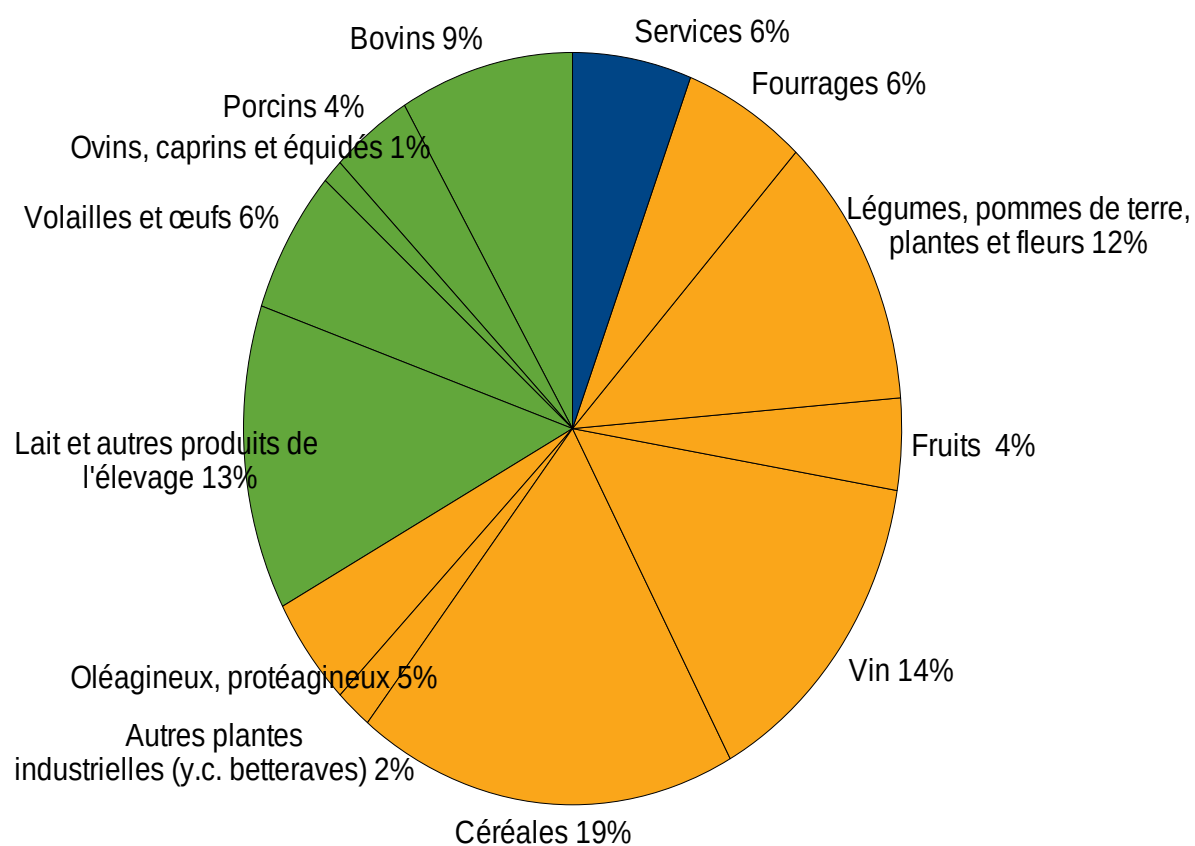
Lecture : entre 2019 et 2022, la valeur de la production agricole hors subvention augmente de 24,5 %.

**Tableau 3 : Part des différents produits dans la valeur de la production agricole de 2020 à 2022 (hors subventions, en %)**

|                                                | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------------------------------|------|------|------|
| Céréales                                       | 13,2 | 18,5 | 18,7 |
| Oléagineux, protéagineux                       | 3,2  | 4,5  | 4,7  |
| Autres plantes industrielles (y.c. betteraves) | 1,8  | 2    | 1,8  |
| Fourrages                                      | 7,1  | 6,5  | 6    |
| Légumes, pommes de terre, plantes et fleurs    | 13,2 | 12,6 | 11,8 |
| Fruits                                         | 4,3  | 3,7  | 3,9  |
| Vin                                            | 15,7 | 12,9 | 14,4 |
| Bovins                                         | 8,9  | 8,5  | 8,5  |
| Porcins                                        | 4,5  | 3,9  | 4    |
| Ovins, caprins et équidés                      | 1,2  | 1,1  | 1    |
| Volailles et œufs                              | 6    | 5,9  | 6,2  |
| Lait et autres produits de l'élevage           | 14,2 | 13,3 | 13,1 |
| Services                                       | 6,9  | 6,5  | 5,8  |
| Total                                          | 100  | 100  | 100  |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

**Graphique 4 : Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2022**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

## 2 Détail par produits

### 2.1 Les céréales

**Tableau 4 : Production hors subventions de céréales en 2022 (évolution en %)**

|                 | Valeur<br>(M€) | Évolutions en % |             |             | Contributions aux évolutions<br>en points de % |             |
|-----------------|----------------|-----------------|-------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|
|                 |                | Volume          | Prix        | Valeur      | En volume                                      | En prix     |
| <b>Ensemble</b> | <b>17 873</b>  | <b>-10,9</b>    | <b>33,2</b> | <b>18,6</b> | <b>-10,9</b>                                   | <b>33,2</b> |
| Blé tendre      | 10 037         | -4,9            | 30,6        | 24,2        | -2,6                                           | 17,5        |
| Maïs            | 3 983          | -29,2           | 53,0        | 8,3         | -7,1                                           | 10,3        |
| Orge            | 2 757          | -0,6            | 23,3        | 22,6        | -0,1                                           | 3,9         |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 24 novembre 2022.

En 2022, la valeur de la production de **céréales** augmente nettement (+ 18,6 %), sous la combinaison d'une baisse des volumes (- 10,9 %) et d'une forte hausse des prix (+ 33,2 %).

En **volume**, la production diminue pour l'**ensemble des céréales** (- 10,9 %) après la hausse de 2021 (+ 17,2 %). La récolte de **blé tendre** diminue de 4,9 %. Cette baisse s'explique par celle des surfaces cultivées, alors que les rendements remontent par rapport à l'année précédente, restant toutefois en deçà de la moyenne quinquennale. La récolte d'**orge** reste quasi stable (- 0,6 %), la hausse des surfaces permettant de compenser les moindres rendements. Cette stabilité de la récolte masque une forte disparité entre les récoltes d'hiver qui ont augmenté (+ 2,8 %), et celles de printemps qui diminuent nettement (-9,2%) sous l'effet d'une baisse de rendements lié aux conditions climatiques. Le **maïs** connaît une forte chute (- 29,2 %), et son plus faible niveau de production depuis 1990, sous l'effet des conditions exceptionnellement chaudes et sèches de l'été.

Les **prix** de production continuent de croître (+ 33,2 % après + 28,8 % en 2021). Après les mauvaises récoltes de 2021 au Canada, puis celles de 2022 dans plusieurs pays d'Europe et en Asie, les marchés sont déstabilisés par les effets du conflit en Ukraine et les restrictions d'exportation adoptées en Inde. Le prix du **blé tendre** est en hausse (+ 30,6 %), malgré les bonnes récoltes dans l'hémisphère nord. Il en est de même pour le prix de l'**orge** (+ 23,3 %). Le prix du **maïs** augmente fortement lui aussi (+ 53 %), en raison de mauvaises récoltes au niveau mondial couplées au contexte géopolitique.

## 2.2 Les plantes industrielles<sup>1</sup>

**Tableau 5 : Production hors subventions de plantes industrielles en 2022 (évolution en %)**

|                             | Valeur<br>(M€) | Évolutions en % |            |             | Contributions aux évolutions<br>en points de % |            |
|-----------------------------|----------------|-----------------|------------|-------------|------------------------------------------------|------------|
|                             |                | Volume          | Prix       | Valeur      | En volume                                      | En prix    |
| <b>Ensemble</b>             | <b>6186</b>    | <b>8,8</b>      | <b>7,8</b> | <b>17,3</b> | <b>8,8</b>                                     | <b>7,8</b> |
| Oléagineux                  | 4205           | 18,2            | 5,0        | 24,1        | 11,7                                           | 3,5        |
| Protéagineux                | 290            | -21,3           | 35,3       | 6,5         | -1,1                                           | 1,3        |
| Betteraves<br>industrielles | 1030           | -10,0           | 18,0       | 6,2         | -1,8                                           | 2,7        |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 24 novembre 2022.

La valeur de la production d'**oléagineux** continue d'augmenter en 2022 (+ 24,1 % après + 53,9 % en 2021) principalement sous l'effet de la hausse des volumes (+ 18,2 %), les prix augmentant bien moins que l'année précédente (+ 5,0 % après + 44,2 % en 2021). En effet, les volumes de **colza** progressent fortement (+ 36,3 %), du fait de la hausse des surfaces cultivées ainsi que d'une augmentation des rendements. En revanche, la production de **tournesol** diminue (- 4,4 %) du fait d'une baisse des rendements, que la hausse des surfaces mises en culture ne permet pas de compenser. Il en est de même pour le **soja** (- 11,4 %) qui subit une baisse de ses rendements. Par rapport à l'année précédente, la moindre élévation des prix s'explique par la baisse des importations chinoises, ainsi que par l'augmentation de la production canadienne.

La valeur de la production de **protéagineux** croît (+ 6,5 % après + 42,2 %) sous l'effet d'une nouvelle hausse des prix (+35,3 % après +26,6 %). Les volumes diminuent fortement (- 21,3 %), sous l'effet de la baisse des rendements et après une bonne année 2021 (+12,3 %).

La valeur de la production de **betteraves industrielles** continue d'augmenter (+6,2 %) après une très bonne année 2021 (+ 50,5%). Là encore, la valeur de la production est tirée par celle des prix (+18 %), tandis que la récolte (- 10 %) a souffert des conditions météorologiques exceptionnellement chaudes et sèches. Les surfaces sont restées stables après plusieurs années de baisse. Les prix s'élèvent à nouveau (+ 18 % après + 14,3 %), mais les tensions sur les produits dérivés comme le sucre pourraient se résorber en fin de campagne avec un retour des excédents au niveau mondial.

## 2.3 Les fruits et légumes

**Tableau 6 : Production hors subventions de fruits et légumes en 2022 (évolution en %)**

|                 | Valeur<br>(M€) | Évolutions |             |             | Contributions aux évolutions |             |
|-----------------|----------------|------------|-------------|-------------|------------------------------|-------------|
|                 |                | Volume     | Prix        | Valeur      | En volume                    | En prix     |
| <b>Ensemble</b> | <b>12 174</b>  | <b>1,9</b> | <b>14,9</b> | <b>17,1</b> | <b>1,9</b>                   | <b>14,9</b> |
| Fruits          | 3 776          | 21,8       | 2,7         | 25,1        | 6,3                          | 0,9         |
| Légumes         | 3 542          | - 2,3      | 12,2        | 9,6         | -0,7                         | 3,6         |
| Pommes de terre | 4 856          | - 9,2      | 29,0        | 17,1        | -3,7                         | 10,3        |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture arrêté au 24 novembre 2022.

La production de **fruits** s'accroît en valeur de 25,1 %. Les volumes progressent de 21,8 % après la très faible récolte de l'année 2021, impactée par le gel printanier. Le rebond de la production en volume est particulièrement marqué pour les abricots (+ 116,4 %), les cerises (+ 153,8 %) et les poires (+ 119 %). Dans de moindres mesures, un rattrapage s'opère également pour les pêches (+ 23,9%) et les pommes (+ 12 %). Après la flambée des prix en 2021, les prix des fruits d'été reculent comme ceux des abricots (- 12 %), des fraises (- 8,7%) et des cerises (-4,2 %). Cette baisse est toutefois surcompensée par la hausse du prix des poires (+ 43 %) et la quasi-stabilité de celui des pommes. Dans l'ensemble, les prix s'élèvent de 2,7 % et restent supérieurs à ceux de la moyenne quinquennale.

La valeur de la production de **légumes** croît de 9,6 % sous l'effet d'une progression des prix de 12,2 %, atténuée par une baisse des volumes de 2,3 %. Les conditions climatiques estivales exceptionnelles ont en effet limité sur la production de certains légumes comme les endives (- 11 %), les choux-fleurs (- 5 %), les carottes (- 3 %) et les tomates (- 3 %). Cette réduction de l'offre associée à une demande soutenue a poussé les cours à la hausse, en particulier ceux des carottes (115,6 %), des choux-fleurs (+ 83,8 %) et des concombres (+ 25,3 %), dans un contexte de hausse des coûts de production, notamment énergétiques.

La production de **pommes de terre** augmente de 17,1 % en valeur suite à une envolée des prix de 29 %, qui surcompense une baisse des volumes de 9,2 %. Les récoltes diminuent en raison de la baisse des rendements, et ce en dépit d'une extension des surfaces. L'offre réduite et les coûts croissants de production font monter les prix, cependant que la demande demeure soutenue, en particulier celle de l'industrie agro-alimentaire.

## 2.4 Les vins

**Tableau 7 : Production hors subventions de vin en 2022 (évolution en %)**

|                                     | Valeur<br>(M€) | Évolutions en % |             |             | Contributions aux évolutions en points de % |             |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|-------------|-------------|---------------------------------------------|-------------|
|                                     |                | Volume          | Prix        | Valeur      | Volume                                      | Prix        |
| <b>Ensemble</b>                     | <b>13804</b>   | <b>32,2</b>     | <b>-1,0</b> | <b>30,9</b> | <b>32,2</b>                                 | <b>-1,3</b> |
| <b>Vins d'appellation d'origine</b> | 10569          | 35              | -1,4        | 33,2        | 26,3                                        | -1,4        |
| vins de champagne*                  | 3522           | 62,3            | 1,9         | 65,3        | 12,6                                        | 0,6         |
| autres vins d'appellation           | 7047           | 25              | -2,9        | 21,4        | 13,8                                        | -2          |
| <b>Autres vins</b>                  | 3235           | 23,5            | 0,3         | 23,9        | 5,8                                         | 0,1         |
| vins pour eaux de vie AOC           | 1632           | 17              | 5           | 22,9        | 2,1                                         | 0,7         |
| autres vins de distillation         | 36             | 17              | -4          | 12,3        | 0,1                                         | 0           |
| vins de table et de pays            | 1567           | 30,6            | -4          | 25,4        | 3,6                                         | -0,6        |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

\* Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La **valeur** de la production de vins progresse de 30,9 %, du fait d'une hausse des volumes de 32,2 %, atténuée par une baisse des prix de 1 %.

L'année 2021 avait été très mauvaise en raison du gel printanier. En 2022, un rebond de la production profite à toutes les catégories de vin, notamment aux vins d'appellation d'origine (+ 35 %). La hausse est particulièrement marquée pour les vins de champagne (+ 62,3 %), dont la récolte s'est effectuée dans de très bonnes conditions. Pour l'ensemble des catégories de vins, la production dépasse de 6 % la moyenne quinquennale, et ce bien que plusieurs vignobles aient été touchés par les fortes chaleurs estivales, le déficit pluviométrique ou des épisodes de grêle.

Sous l'effet des bonnes récoltes pour ces catégories, les prix sont en recul pour les vins d'appellation autres que le champagne (- 2,9 %) et les vins de table et de pays (- 4 %). De plus, la demande internationale se tasse au second semestre, au cours duquel les achats de la Chine, de l'Allemagne et du Royaume-Uni diminuent.

## 2.5 Le bétail

**Tableau 8 : Production hors subventions de bétail en 2022 (évolution en %)**

|                 | Valeur<br>(M€) | Évolutions en % |             |             | Contributions aux évolutions<br>en points de % |             |
|-----------------|----------------|-----------------|-------------|-------------|------------------------------------------------|-------------|
|                 |                | Volume          | Prix        | Valeur      | En volume                                      | En prix     |
| <b>Ensemble</b> | <b>12 964</b>  | <b>-2,9</b>     | <b>20,6</b> | <b>17,2</b> | <b>-2,9</b>                                    | <b>20,6</b> |
| Gros bovins     | 6 920          | -1,8            | 22,1        | 19,9        | -0,9                                           | 11,7        |
| Veaux           | 1 253          | -5,5            | 13,4        | 7,2         | -0,6                                           | 1,4         |
| Ovins-caprins   | 889            | -0,8            | 8,4         | 7,5         | -0,1                                           | 0,6         |
| Porcins         | 3 800          | -4,4            | 24,4        | 18,9        | -1,3                                           | 6,9         |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

La valeur de la production de **bétail** progresse de 17,2 % sous l'effet de la forte hausse des prix (+ 20,6%), atténuée par une baisse des volumes (- 2,9 %).

La production de **gros bovins** augmente de 19,9 % en valeur. La diminution continue du cheptel (comme dans le reste de l'Europe) se traduit par une baisse de la production en volume de 1,8 %. Les coûts de production sont fortement renchérissés par ceux de l'alimentation animale, tandis que la demande demeure dynamique, entraînant une hausse des prix de 22,1 %.

La production de **veaux** croît de 7,2 %. La baisse des volumes produits (- 5,5 %) entraîne une hausse des prix plus modérée (+ 13,4 %), dans un contexte de moindre demande intérieure.

La production d'**ovins** s'accroît de 7,5 % en valeur. Les prix s'élèvent de 8,4 %, malgré une demande peu soutenue. Les volumes sont en repli de près de 1 %.

La production de **porcins** se redresse très nettement en valeur (+ 18,9 %). La France comme l'Union européenne connaît une érosion du cheptel, qui se traduit par un recul de la production en volume de 4,4 %. Il en résulte des cours qui atteignent des niveaux records (+ 24,4 %) malgré la faiblesse relative de la demande extérieure.

## 2.6 Les produits avicoles

**Tableau 9 : Production hors subventions de produits avicoles en 2022 (évolution en %)**

|                 | Valeur<br>(M€) | Évolutions en % |             |             | Contributions aux évolutions<br>en point de % |             |
|-----------------|----------------|-----------------|-------------|-------------|-----------------------------------------------|-------------|
|                 |                | Volume          | Prix        | Valeur      | En volume                                     | En prix     |
| <b>Ensemble</b> | <b>5 919</b>   | <b>-9,6</b>     | <b>34,9</b> | <b>21,9</b> | <b>-9,6</b>                                   | <b>34,9</b> |
| Volailles       | 3 496          | -13,0           | 19,0        | 3,5         | -9,0                                          | 12,7        |
| Œufs            | 2 423          | -1,8            | 67,0        | 64,0        | -0,5                                          | 22,1        |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

La production de **volailles** progresse de 3,5 % en valeur. La hausse des prix de 19 % est nettement atténuée par une baisse des volumes de 13 %. Ce repli de la production est la conséquence du retour de l'épizootie d'*influenza* aviaire qui a touché en particulier les élevages de canards dont la production recule de 67,5 %. Les coûts de production s'alourdissent, avec l'augmentation des prix de l'alimentation animale et de l'énergie.

La production d'**œufs** augmente de 64 % en valeur sous l'effet d'une très forte hausse des prix (+ 67 %), tandis que les volumes reculent légèrement (-1,8 %). Les disponibilités sont moindres du fait des abattages des poules pondeuses destinés à lutter contre l'épizootie d'*influenza* aviaire. Ce contexte s'accompagne d'une demande très dynamique, de la part des consommateurs directs comme de l'industrie agro-alimentaire. Il en résulte une hausse des prix très marquée.

## 2.7 Les autres produits animaux

**Tableau 10 : Production hors subventions d'autres produits animaux en 2022 (évolution en %)**

|                              | Valeur (M€)   | Volume      | Prix        | Valeur      |
|------------------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Ensemble</b>              | <b>12 561</b> | <b>-1,2</b> | <b>16,9</b> | <b>15,4</b> |
| dont :                       |               |             |             |             |
| Lait et produits laitiers*   | 11 916        | -1,1        | 17,7        | 16,3        |
| Autres produits de l'élevage | 645           | -2,7        | 3,8         | 1,0         |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

\* Produits laitiers transformés par les exploitations.

La **production de laits, produits laitiers et autres produits animaux** augmente de 15,4 % en valeur. Ceci découle de la hausse des prix (+ 16,9 %), légèrement atténuée par la baisse des volumes (- 1,2 %).

La valeur de la production de **lait et produits laitiers** enregistre une hausse de 16,3 %. Les prix augmentent de 17,7 %, tandis que les volumes diminuent de 1,1 %. La collecte de lait de vache fléchit en raison de la moindre qualité des fourrages qui nuit à la productivité, du prix élevé des aliments pour animaux et de la décapitalisation poursuivie du cheptel laitier. Les disponibilités mondiales sont également limitées, au regard d'une demande internationale soutenue en produits laitiers, ce qui pousse les cours du lait à la hausse.

Pour les **autres produits de l'élevage**, la valeur de la production croît de 1 %. Parmi eux, la production de lapins et autres animaux diminue de 7,2 % en volume, tandis que les prix s'élèvent de 10,5 %.

### 3 Les subventions sur les produits

En 2022, le montant des subventions sur les produits est stable par rapport à 2021, à 1,1 milliard d'euros.

**Tableau 11 : Subventions sur les produits\***, en millions d'euros

|                                       | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020           | 2021           | 2022 **        |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Subventions sur les produits végétaux | 295,7          | 324,4          | 307,3          | 289,9          | 297,6          | 308,7          | 306,0          | 305,1          | 305,2          |
| Subventions sur les produits animaux  | 793,7          | 870,5          | 870,3          | 868,6          | 840,9          | 838,6          | 829,8          | 818,0          | 818,0          |
| <b>Total</b>                          | <b>1 089,4</b> | <b>1 194,9</b> | <b>1 177,6</b> | <b>1 158,5</b> | <b>1 138,4</b> | <b>1 147,3</b> | <b>1 135,9</b> | <b>1 123,1</b> | <b>1 123,2</b> |

Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

\* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

\*\* Estimation

### 4 La production de la branche agricole au prix de base

**Tableau 12 : La production de la branche agricole au prix de base en 2022**

|                                     | Valeur (M€)   | Évolution en % |             |             |
|-------------------------------------|---------------|----------------|-------------|-------------|
|                                     |               | Volume         | Prix        | Valeur      |
| Production hors subventions         | 95 777        | 0,8            | 16,5        | 17,4        |
| Subventions sur les produits*       | 1 123         | 1,0            | -1,0        | 0,0         |
| <b>Production au prix de base**</b> | <b>96 900</b> | <b>0,8</b>     | <b>16,2</b> | <b>17,1</b> |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

\* Par convention, l'indice de volume d'une subvention est égal à celui de la production concernée, au niveau le plus fin possible de la nomenclature de produits. Dans le partage volume-prix des subventions, **l'indice de prix est donc déduit et ne correspond pas à l'évolution des barèmes (exprimés en €/ha ou en €/tête de bétail).**

\*\*Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts sur les produits qu'il reverse.

En valeur comme en volume, l'évolution de la **production au prix de base** reste très proche de celle de la production hors subventions, compte tenu du faible poids des subventions sur les produits.

## La valeur ajoutée de la branche agricole

### 1 Les consommations intermédiaires

Tableau 13 : Les consommations intermédiaires en 2022

|                                              | Valeur<br>(M€) | Évolution en % |       |        | Contribution à<br>l'évolution en points<br>de % |      |
|----------------------------------------------|----------------|----------------|-------|--------|-------------------------------------------------|------|
|                                              |                | Volume         | Prix  | Valeur | Volume                                          | Prix |
| <b>Consommations intermédiaires* : total</b> | 53 390         | -4,8%          | 18,1% | 12,4%  | -4,8                                            | 18,1 |
| dont : aliments pour animaux intraconsommés  | 7 996          | -11,1%         | 27,6% | 13,5%  | -1,6                                            | 3,8  |
| aliments pour animaux achetés **             | 9 969          | -8,6%          | 22,1% | 11,6%  | -1,6                                            | 4,0  |
| énergie et lubrifiants                       | 5 985          | -4,0%          | 39,1% | 33,6%  | -0,4                                            | 3,7  |
| engrais et amendements                       | 4 846          | -16,6%         | 78,4% | 48,8%  | -1,1                                            | 4,7  |
| pesticides et produits agrochimiques         | 2 816          | 0,0%           | 3,5%  | 3,5%   | 0,0                                             | 0,2  |
| dépenses vétérinaires                        | 1 489          | 0,0%           | 3,9%  | 3,9%   | 0,0                                             | 0,1  |
| Sous-total, hors aliments intraconsommés     | 45 394         | -3,7%          | 16,6% | 12,2%  | -3,2                                            | 14,3 |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

\* Y compris les services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

\*\* Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, pulpes de betteraves...), hors produits agricoles intraconsommés, tels les fourrages.

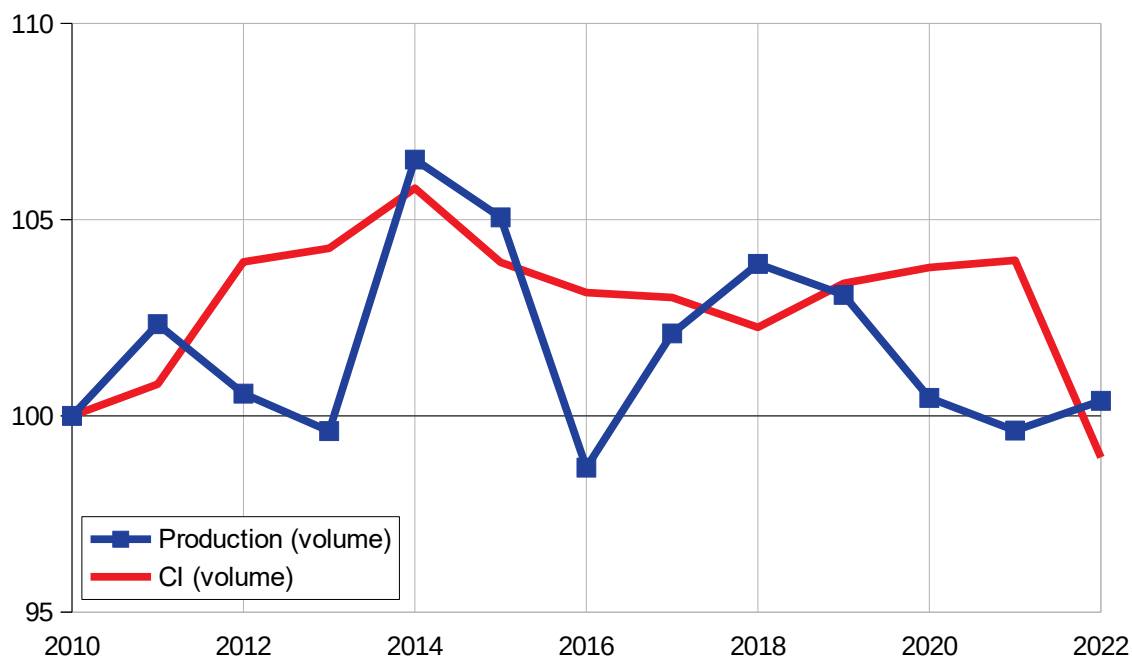
En 2022, les **consommations intermédiaires** de la branche agricole augmentent en valeur de 12,4%. Les volumes se replient (-4,8%) tandis que les prix augmentent fortement (+18,1 %).

Les **achats d'engrais et d'amendements** diminuent en volume pour la troisième année consécutive (-16,6 %, après -9,9 % en 2021 et -1,2 % en 2020). En 2022, ce recul est vraisemblablement amplifié par la très forte hausse du prix de ces intrants (+78,4%), qui a pu limiter leur utilisation. Les prix des engrais sont liés à ceux du gaz, et leur hausse exceptionnelle résulte des effets successifs de reprise économique avec la sortie du confinement, puis du conflit en Ukraine.

Les **achats d'aliments pour animaux** augmentent de 11,6 % en valeur. Ceci est le fait de la hausse des prix (+22,1 %), cependant que les volumes diminuent (-8,6 %). En volume, les **aliments intraconsommés** diminuent de 11,1 %, davantage que les achats d'aliments pour animaux. Il est possible que les conditions climatiques aient particulièrement pénalisé la production de fourrage pour emploi propre, ou que les fourrages aient été davantage commercialisés dans un contexte de prix élevés. Au total, l'ensemble des aliments pour animaux diminue de 9,7 % en volume.

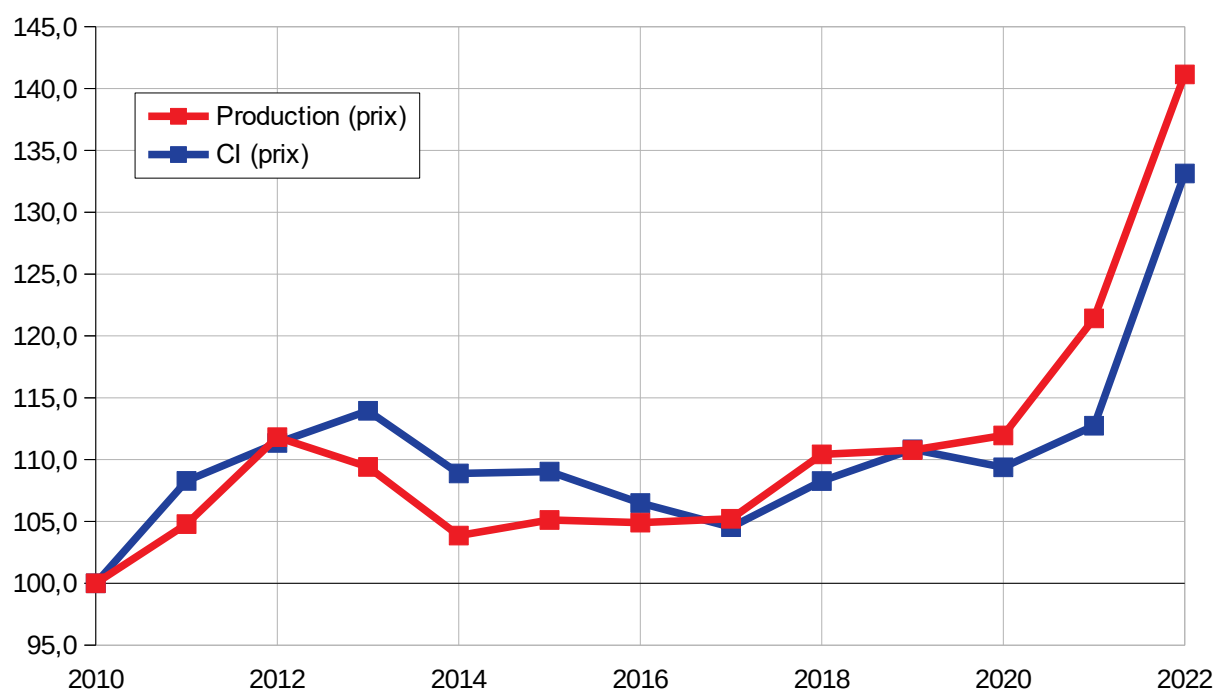
La **facture énergétique** continue de s'alourdir (+33,6 % après +20,6 % en 2021) du fait de la hausse des prix (+39,1%), et malgré un relatif fléchissement de la consommation. De même, les **dépenses vétérinaires** augmentent du fait de la hausse des prix (+3,9 %), tout comme les **pesticides et produits agrochimiques** (+3,5 %).

**Graphique 5 : Évolution de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires (CI), en volume, base 100 en 2010**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

**Graphique 6 : Évolution des prix de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires (CI), base 100 en 2010**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

## 2 La valeur ajoutée brute de la branche agricole

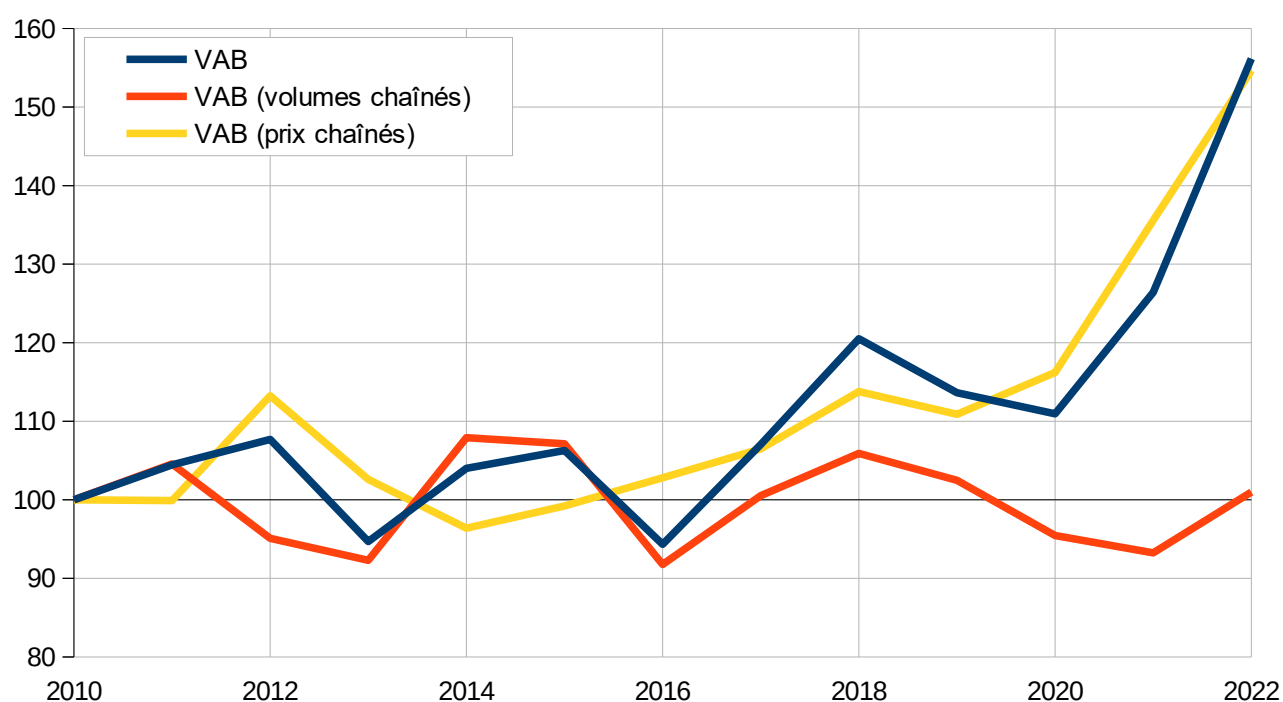
**Tableau 14 : La valeur ajoutée brute de la branche agricole en 2022**

|                                   | Valeur<br>(M€) | Évolution en % |       |        | Contribution à l'évolution<br>en<br>points de % |       |
|-----------------------------------|----------------|----------------|-------|--------|-------------------------------------------------|-------|
|                                   |                | Volume         | Prix  | Valeur | Volume                                          | Prix  |
| <b>Production au prix de base</b> | 96 900         | 0,8%           | 16,2% | 17,1%  | 1,8                                             | 35,5  |
| Consommations intermédiaires      | 53 390         | -4,8%          | 18,1% | 12,4%  | 6,5                                             | -21,4 |
| <b>Valeur ajoutée brute</b>       | 43 510         | 8,3%           | 14,1% | 23,5%  | 8,3                                             | 14,1  |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 18 novembre 2021

En 2022, la **valeur ajoutée brute** augmente de 23,5 % sous l'effet de l'augmentation de la production au prix de base - c'est-à-dire y compris les subventions sur les produits et déduction faite des impôts sur les produits - (+ 17,1 %) nettement plus marquée que celle des consommations intermédiaires (+ 12,4 %). La valeur ajoutée brute augmente sous l'effet des volumes (+8,3 %) et surtout des prix (+14,1 %).

**Graphique 7 : Évolution de la valeur ajoutée brute (VAB) de la branche agricole, base 100 en 2010**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

### 3 Les subventions d'exploitation

En 2022, les **subventions d'exploitation** en France métropolitaine devraient s'établir autour de 8 milliards d'euros. Leur montant diminue d'un peu plus de 520 millions d'euros par rapport à 2021, avec l'arrêt des versements du fonds de solidarité pour les entreprises face à l'épidémie de covid-19.

2022 est la dernière année avant l'entrée en vigueur de la nouvelle PAC au 1<sup>er</sup> janvier 2023, L'enveloppe des aides de la PAC est maintenue constante, égale à celle de l'année 2021.

**Tableau 15 : Les subventions d'exploitation\* de la branche agriculture, en millions d'euros**

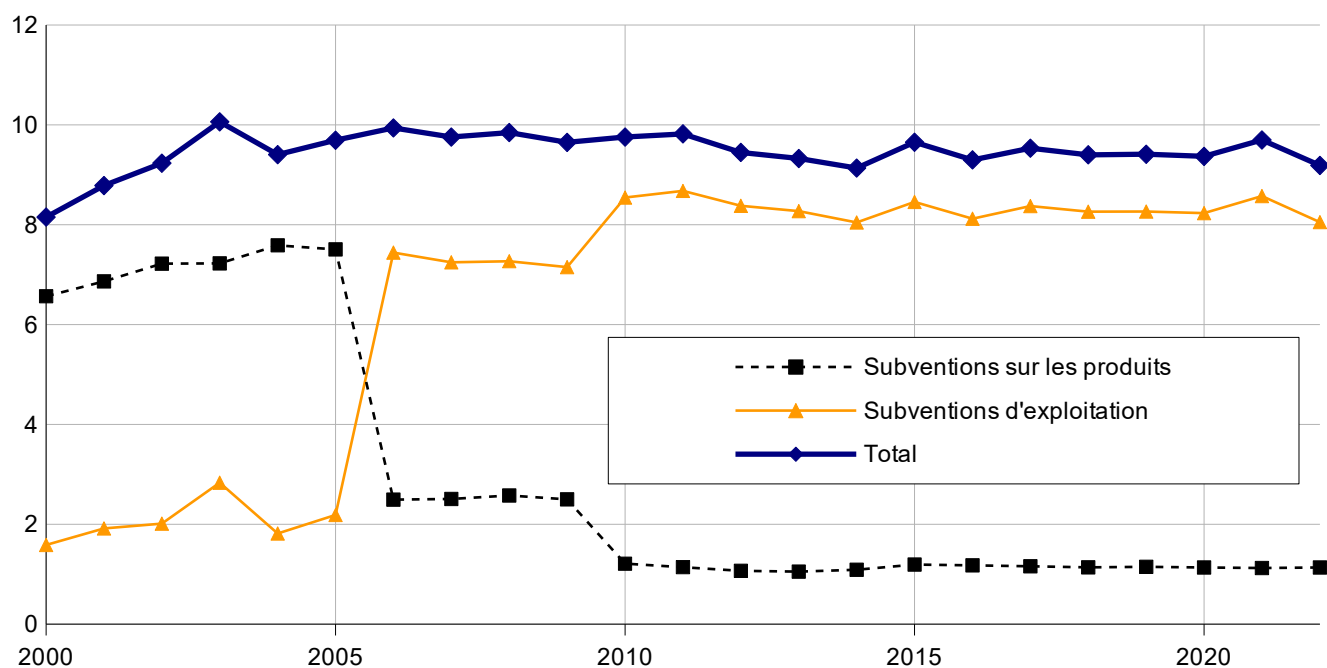
|                                                     | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    |
|-----------------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Païement unique – Aides découplées du 1er pilier**  | 5 996,6 | 5 983,3 | 5 740,8 | 5 730,2 | 5 642,4 | 5 740,8 | 5 740,8 |
| dont paiement de base                               | 3 118,4 | 3 096,0 | 2 939,0 | 2 915,6 | 2 883,7 | 2 939,0 | 2 939,0 |
| paiement vert                                       | 2 112,3 | 2 125,8 | 2 033,9 | 2 041,3 | 2 011,8 | 2 033,9 | 2 033,9 |
| paiement redistributif                              | 717,7   | 710,8   | 686,0   | 681,3   | 671,2   | 686,0   | 686,0   |
| paiement jeunes agriculteurs                        | 48,2    | 50,6    | 81,8    | 91,9    | 75,8    | 81,8    | 81,8    |
| Indemnité compensatrice de handicap naturel (ICHN)  | 974,7   | 1 032,6 | 1 031,1 | 1 100,9 | 1 091,7 | 1 079,9 | 1 079,9 |
| Prime herbagère agri-environnementale (PHAE), PMSEE | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     |
| Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD       | 307,0   | 423,2   | 459,8   | 514,0   | 514,0   | 490,3   | 485,0   |
| Aides aux éleveurs                                  | 237,3   | 201,4   | 127,5   | 73,2    | 112,1   | 111,2   | 111,2   |
| Aides aux producteurs de fruits et légumes          | 2,9     | 2,9     | 3,0     | 2,0     | 2,0     | 3,4     | 3,4     |
| Aides aux viticulteurs                              | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     |
| Agriculteurs en difficulté                          | 1,6     | 1,6     | 1,0     | 1,0     | 1,0     | 1,0     | 1,0     |
| Indemnités au titre des calamités agricoles         | 43,5    | 96,7    | 200,0   | 185,4   | 200,0   | 294,1   | 250,0   |
| Indemnités pour dégâts de gibier                    | 25,9    | 32,5    | 30,0    | 30,0    | 30,0    | 52,5    | 60,0    |
| Autres subventions d'exploitation                   | 130,7   | 167,5   | 159,0   | 171,9   | 183,1   | 188,2   | 267,6   |
| Prises en charge d'intérêt                          | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     | 0,0     |
| Bonifications d'intérêt                             | 21,5    | 20,7    | 52,5    | 41,8    | 29,7    | 21,0    | 21,0    |
| CICE                                                | 349,0   | 353,5   | 419,4   | 372,9   | 0,0     | 0,0     | 0,0     |
| Fonds de solidarité                                 |         |         |         |         | 393,0   | 559,0   |         |
| <b>Total métropole</b>                              | 8 090,7 | 8 316,0 | 8 224,1 | 8 223,4 | 8 199,1 | 8 541,4 | 8 019,8 |
| Subventions dans les DOM                            | 29,5    | 58,2    | 38,5    | 41,4    | 33,2    | 33,2    | 32,9    |
| <b>Total</b>                                        | 8 120,2 | 8 374,2 | 8 262,5 | 8 264,8 | 8 232,3 | 8 574,7 | 8 052,7 |

Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP), Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

\* Les montants sont enregistrés selon la règle des droits et obligations (montants dus), ce qui peut occasionner des différences avec les concours publics (montants versés)

\*\* À partir de 2015, les paiements uniques de la PAC ont été remplacés par un paiement de base (2 884 millions d'euros en 2021), un paiement vert adossé au paiement de base conditionné au respect de pratiques environnementales (2 012 millions d'euros), un paiement redistributif (671 millions d'euros) qui surprime forfaitairement les 52 premiers hectares de chaque exploitation et un paiement en faveur des jeunes agriculteurs (76 millions d'euros)

**Graphique 8 : Subventions à l'agriculture entre 2000 et 2022, en milliards d'euros**



Source : Service de la statistique et de la prospective (SSP), Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Lecture : en 2022, le total des subventions s'élève à 9,2 milliards d'euros

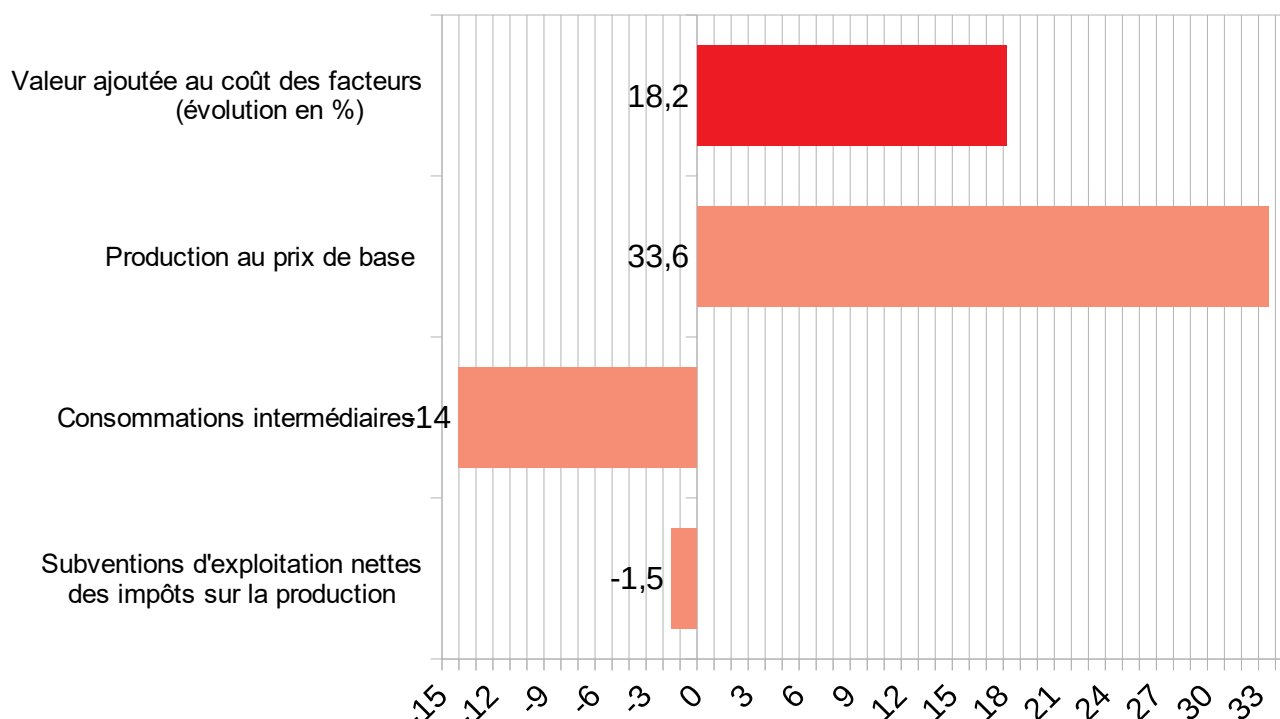
En 2022, les **autres impôts sur la production** augmentent de 6 %, s'élevant à 1,8 milliard d'euros. Les impôts fonciers sont prévus en hausse (+4,4 %) du fait des dégrèvements liés aux mauvaises récoltes 2022 plus faibles que ceux obtenus pour les gels printaniers de 2021. La TVA restant à la charge des agriculteurs (sous compensation TVA) se redresse de 8,2 %, en raison de la hausse des consommations intermédiaires.

## 5 La valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole

En 2022, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** (VABCF) augmente de 18,2 % en valeur, après une hausse de 12,2 % en 2021.

**Graphique 9 : Contributions (en points de %) des différents postes à la hausse (en %) de la VABCF**

En points de %



Source : Insee, *compte prévisionnel de l'agriculture*, estimations au 24 novembre 2022

Compte tenu d'une réduction de 0,9 % de l'emploi agricole total, la VABCF par actif croît de 19,2 % après une hausse de 13,3 % en 2021. La **valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif en termes réels** augmente de 16,4 % après une hausse de 11,5 % en 2021.

## Les résultats de la branche agricole

### 1 Le résultat brut de la branche agricole

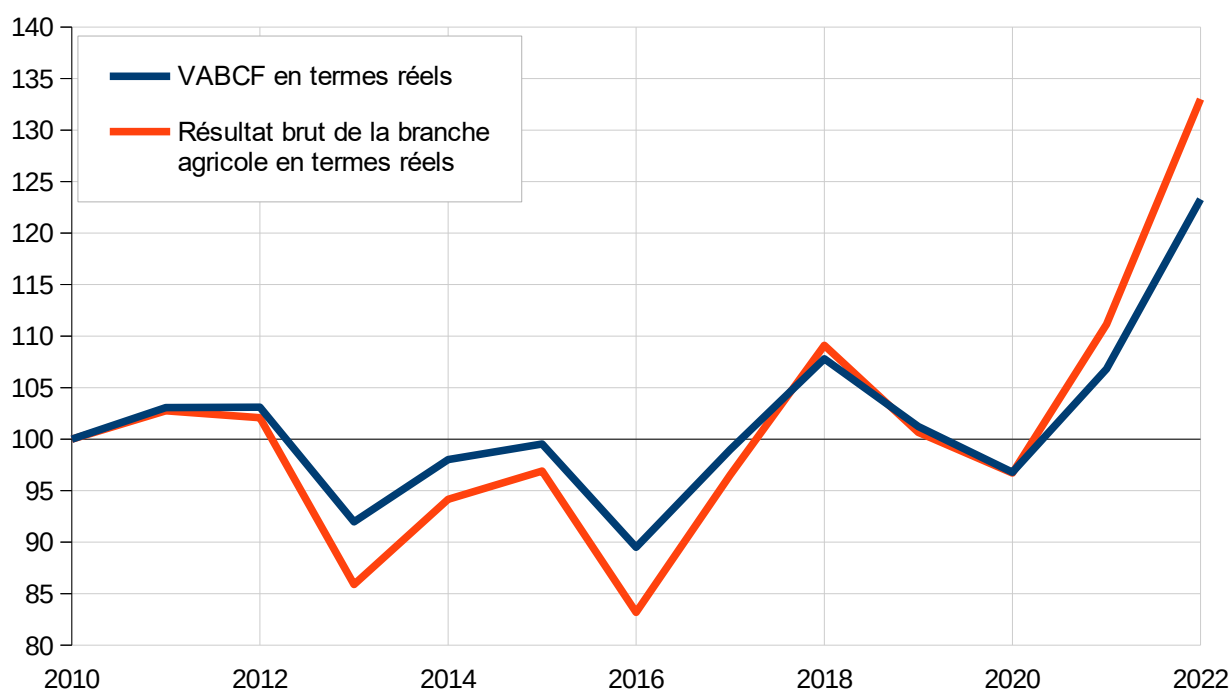
En valeur, le **résultat brut de la branche agricole** augmente de 22,5 % en 2022 (après +16,8 %). En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 2,4%), il progresse de 19,7 % (après + 14,9 % en 2021).

La baisse de l'emploi non salarié se poursuit (- 1,8 %), conduisant à une augmentation du **résultat brut de la branche agricole par actif non salarié** de 24,8 % (après +20,2 %). Le **résultat brut de la branche agricole par actif non salarié en termes réels** progresse de 21,9 % en 2022 (après +18,2 %). La volatilité des prix agricoles et des prix des intrants peut induire de fortes variations de cet indicateur.

Les salaires versés par les unités agricoles progresseraient de 6,4 % en 2022 sous l'effet de la hausse du taux de salaire horaire et de l'augmentation des effectifs salariés (+ 0,5%). Les cotisations sociales à la charge des employeurs diminueraient de 10,3 % en 2022 (après 11,4 %), du fait de l'allègement de cotisations patronales à hauteur de 170 millions d'euros suite à la guerre en Ukraine (150 millions) et à la grippe porcine (20 millions).

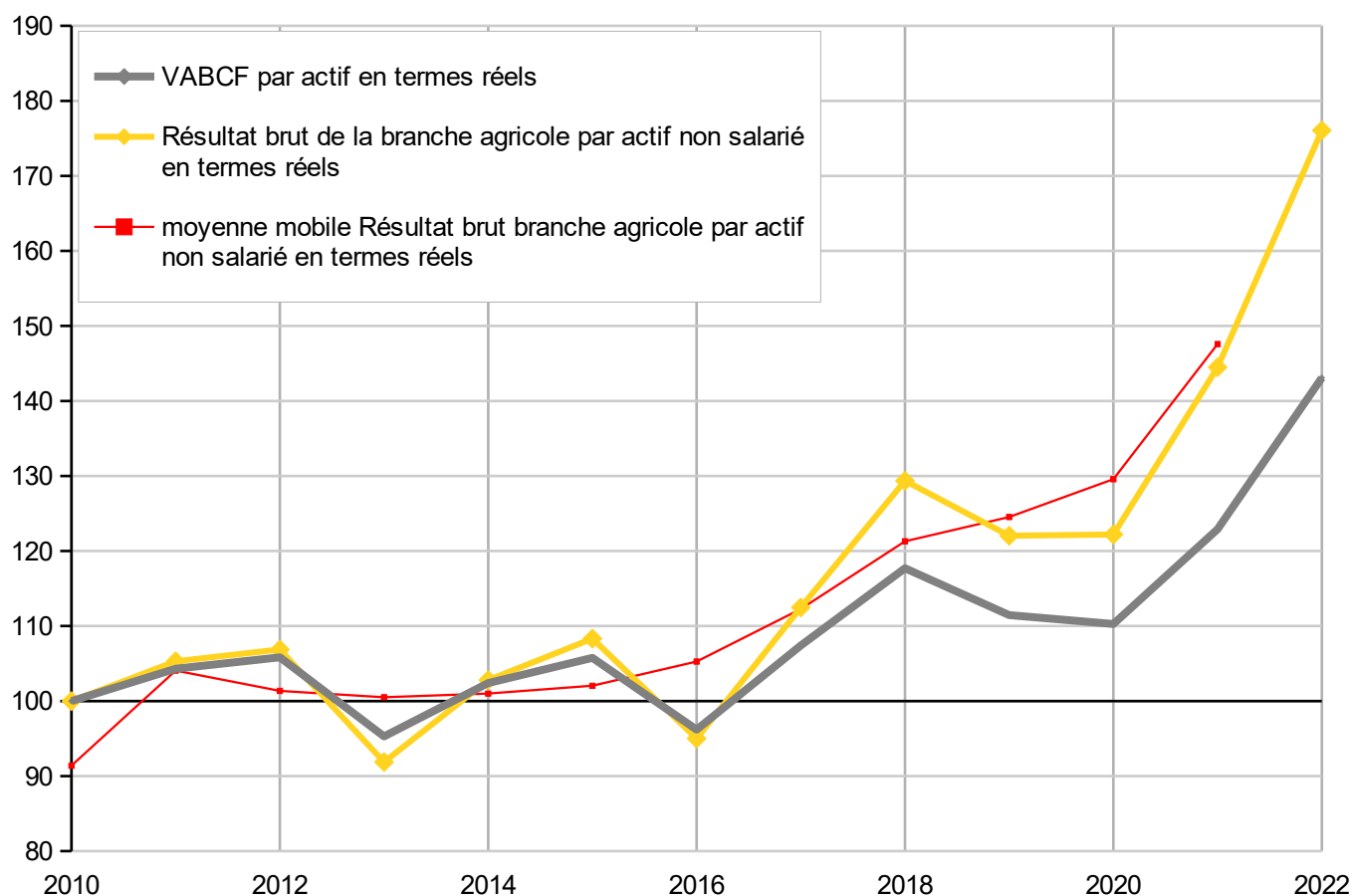
En 2022, les **intérêts dus** par la branche baissent de 1,3 % ; le taux d'intérêt apparent moyen, défini par le rapport des intérêts aux encours, continue de baisser : 1,66 % en 2022 après 1,72 % en 2021. Les charges locatives nettes restent stables en 2022.

**Graphique 11 : VABCF et résultat brut de la branche agricole en termes réels, base 100 en 2010**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

**Graphique 12 : VABCF par unité de travail agricole et résultat brut de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié, en termes réels, base 100 en 2010**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

## 2 Le résultat net de la branche agricole

### 2.1 La consommation de capital fixe

Les agrégats comptables nets se déduisent des agrégats bruts en soustrayant la consommation de capital fixe (CCF). La consommation de capital fixe (CCF) mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. L'estimation de ce poste est délicate, elle résulte d'une modélisation et se trouve de ce fait moins robuste que les données observées. La consommation de capital fixe diminue en 2022 (- 4,1 %).

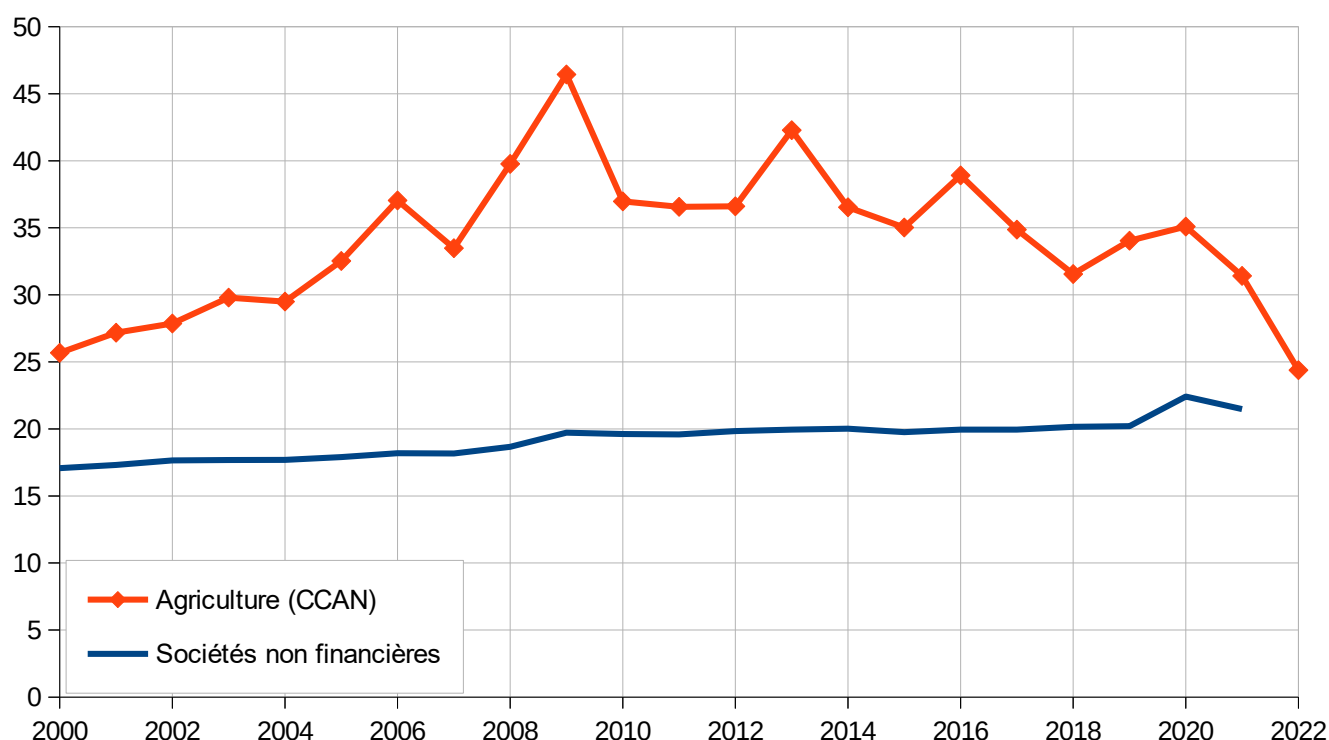
**Tableau 16 : Consommation de capital fixe**

En milliards d'euros

|                                     | Valeur 2021 | Valeur 2022 | Évolution<br>2022/2021 (en %) |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------------------------|
| <b>Consommation de capital fixe</b> | 11,1        | 10,6        | -4,1%                         |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

**Graphique 13 : Part de la consommation de capital fixe dans la valeur ajoutée brute, en %**



Source : Insee, comptes nationaux base 2014, compte spécifique CCAN

La part de la consommation de capital fixe dans la valeur ajoutée est particulièrement importante dans l'agriculture. De ce fait, les évolutions annuelles sont fortement amplifiées par le passage des agrégats bruts aux agrégats nets, ainsi que les révisions entre les différentes versions d'un même compte (prévisionnel, provisoire, semi – définitif et définitif). Comme les résultats de l'agriculture sont très volatils, **les indicateurs exprimés en net enregistrent des variations pouvant aller jusqu'à 20 % dans un sens comme dans l'autre.**

Eurostat utilise la valeur ajoutée nette au coût des facteurs par actif en termes réels, appelé **indicateur A**. En 2022, cet indicateur augmente de 24,2 % pour la France (après 15,6 % en 2021).

Le résultat net se déduit du résultat brut en enlevant la consommation de capital fixe.

**Tableau 17 : Évolutions des résultats en brut et en net, en termes réels**

| en %                                                         | <b>Brut</b> | <b>Net</b> |
|--------------------------------------------------------------|-------------|------------|
| <b>Valeur Ajoutée au Coût des Facteurs (VACF)</b>            | 15,4        | 23,2       |
| <b>VACF par actif</b>                                        | 16,4        | 24,2       |
| <b>Résultat de la branche agricole</b>                       | 19,7        | 33,8       |
| <b>Résultat de la branche agricole par actif non salarié</b> | 21,9        | 36,3       |

Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

## ***Annexes***

### **Compte prévisionnel de la branche agriculture en 2022**

**Tableau A1 - 2022 : Production hors subventions (En milliards d'euros)**

| A1 – PRODUCTION HORS SUBVENTIONS<br>en milliards d'euros | Valeur 2021<br>(a) | Indice de volume (b)=<br>100x(c)/(a) | Volume 2022<br>(c) | Indice de prix (d)=<br>100x(e)/(c) | Valeur 2022<br>(e) | Indice de valeur<br>(f)= 100x(e)/(a) |
|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|--------------------|------------------------------------|--------------------|--------------------------------------|
| Blé dur                                                  | 0,4                | 84,3                                 | 0,4                | 114,3                              | 0,4                | 96,4                                 |
| Blé tendre                                               | 8,1                | 95,1                                 | 7,7                | 130,6                              | 10,0               | 124,2                                |
| Maïs                                                     | 3,7                | 70,8                                 | 2,6                | 153,0                              | 4,0                | 108,3                                |
| Orge                                                     | 2,2                | 99,4                                 | 2,2                | 123,3                              | 2,8                | 122,6                                |
| Autres céréales                                          | 0,6                | 84,6                                 | 0,5                | 128,1                              | 0,7                | 108,4                                |
| <b>CEREALES</b>                                          | <b>15,1</b>        | <b>89,1</b>                          | <b>13,4</b>        | <b>133,2</b>                       | <b>17,9</b>        | <b>118,6</b>                         |
| Oléagineux                                               | 3,4                | 118,2                                | 4,0                | 105,0                              | 4,2                | 124,1                                |
| Protéagineux                                             | 0,3                | 78,7                                 | 0,2                | 135,3                              | 0,3                | 106,5                                |
| Tabac                                                    | 0,0                | 95,4                                 | 0,0                | 154,9                              | 0,0                | 147,8                                |
| Betteraves industrielles                                 | 1,0                | 90,0                                 | 0,9                | 118,0                              | 1,0                | 106,2                                |
| Autres plantes industrielles                             | 0,6                | 100,8                                | 0,6                | 101,6                              | 0,6                | 102,4                                |
| <b>PLANTES INDUSTRIELLES</b>                             | <b>5,3</b>         | <b>108,8</b>                         | <b>5,7</b>         | <b>107,8</b>                       | <b>6,2</b>         | <b>117,3</b>                         |
| Maïs fourrage                                            | 0,9                | 80,8                                 | 0,7                | 121,5                              | 0,9                | 98,2                                 |
| Autres fourrages                                         | 4,5                | 84,0                                 | 3,8                | 131,0                              | 4,9                | 110,0                                |
| <b>PLANTES FOURRAGERES</b>                               | <b>5,3</b>         | <b>83,5</b>                          | <b>4,5</b>         | <b>129,5</b>                       | <b>5,8</b>         | <b>108,1</b>                         |
| Légumes frais                                            | 3,2                | 97,7                                 | 3,2                | 112,2                              | 3,5                | 109,6                                |
| Plantes et fleurs                                        | 2,9                | 100,0                                | 2,9                | 101,0                              | 2,9                | 101,0                                |
| <b>PROD MARAICHERS ET HORTICOLES</b>                     | <b>6,1</b>         | <b>98,8</b>                          | <b>6,1</b>         | <b>106,8</b>                       | <b>6,5</b>         | <b>105,5</b>                         |
| <b>POMMES DE TERRE</b>                                   | <b>4,1</b>         | <b>90,8</b>                          | <b>3,8</b>         | <b>129,0</b>                       | <b>4,9</b>         | <b>117,1</b>                         |
| <b>FRUITS</b>                                            | <b>3,0</b>         | <b>121,8</b>                         | <b>3,7</b>         | <b>102,7</b>                       | <b>3,8</b>         | <b>125,1</b>                         |
| Vins de champagne                                        | 2,1                | 162,3                                | 3,5                | 101,9                              | 3,5                | 165,3                                |
| dont vins calmes                                         | 1,3                | 192,9                                | 2,5                | 102,5                              | 2,6                | 197,7                                |
| dont champagne                                           | 0,8                | 112,4                                | 0,9                | 100,1                              | 0,9                | 112,5                                |
| Autres vins d'appellation                                | 5,8                | 125,0                                | 7,3                | 97,1                               | 7,0                | 121,4                                |
| <b>VINS D'APPELLATION D'ORIGINE</b>                      | <b>7,9</b>         | <b>135,0</b>                         | <b>10,7</b>        | <b>98,6</b>                        | <b>10,6</b>        | <b>133,2</b>                         |
| Vins pour eaux de vie AOC                                | 1,3                | 117,0                                | 1,6                | 105,0                              | 1,6                | 122,9                                |
| dont vins de distillation                                | 0,3                | 117,0                                | 0,3                | 105,0                              | 0,3                | 122,9                                |
| dont cognac                                              | 1,0                | 117,0                                | 1,2                | 105,0                              | 1,3                | 122,9                                |
| Autres vins de distillation                              | 0,0                | 117,0                                | 0,0                | 96,0                               | 0,0                | 112,3                                |
| Vins de table et de pays                                 | 1,3                | 130,6                                | 1,6                | 96,0                               | 1,6                | 125,4                                |
| <b>VINS COURANTS</b>                                     | <b>2,6</b>         | <b>123,5</b>                         | <b>3,2</b>         | <b>100,3</b>                       | <b>3,2</b>         | <b>123,9</b>                         |
| <b>TOTAL PRODUITS VEGETAUX</b>                           | <b>49,5</b>        | <b>103,1</b>                         | <b>51,1</b>        | <b>115,1</b>                       | <b>58,7</b>        | <b>118,6</b>                         |
| Gros bovins                                              | 5,8                | 98,2                                 | 5,7                | 122,1                              | 6,9                | 119,9                                |
| Veaux                                                    | 1,2                | 94,5                                 | 1,1                | 113,4                              | 1,3                | 107,2                                |
| Ovins– caprins                                           | 0,8                | 99,2                                 | 0,8                | 108,4                              | 0,9                | 107,5                                |
| Equidés                                                  | 0,1                | 100,0                                | 0,1                | 100,0                              | 0,1                | 100,0                                |
| Porcins                                                  | 3,2                | 95,6                                 | 3,1                | 124,4                              | 3,8                | 118,9                                |
| <b>BETAIL</b>                                            | <b>11,1</b>        | <b>97,1</b>                          | <b>10,7</b>        | <b>120,6</b>                       | <b>13,0</b>        | <b>117,2</b>                         |
| Volailles                                                | 3,4                | 87,0                                 | 2,9                | 119,0                              | 3,5                | 103,5                                |
| Œufs                                                     | 1,5                | 98,2                                 | 1,5                | 167,0                              | 2,4                | 164,0                                |
| <b>PRODUITS AVICOLES</b>                                 | <b>4,9</b>         | <b>90,4</b>                          | <b>4,4</b>         | <b>134,9</b>                       | <b>5,9</b>         | <b>121,9</b>                         |
| Lait et produits laitiers                                | 10,2               | 98,9                                 | 10,1               | 117,7                              | 11,9               | 116,3                                |
| dont lait                                                | 9,8                | 98,8                                 | 9,7                | 117,7                              | 11,4               | 116,3                                |
| dont produits laitiers                                   | 0,5                | 99,5                                 | 0,5                | 117,7                              | 0,5                | 117,1                                |
| Autres produits de l'élevage                             | 0,6                | 97,3                                 | 0,6                | 103,8                              | 0,6                | 101,0                                |
| <b>AUTRES PRODUITS ANIMAUX</b>                           | <b>10,9</b>        | <b>98,8</b>                          | <b>10,7</b>        | <b>116,9</b>                       | <b>12,6</b>        | <b>115,4</b>                         |
| <b>TOTAL PRODUITS ANIMAUX</b>                            | <b>26,8</b>        | <b>96,6</b>                          | <b>25,9</b>        | <b>121,5</b>                       | <b>31,4</b>        | <b>117,3</b>                         |
| <b>TOTAL DES BIENS AGRICOLES</b>                         | <b>76,3</b>        | <b>100,8</b>                         | <b>76,9</b>        | <b>117,2</b>                       | <b>90,2</b>        | <b>118,2</b>                         |
| Activités principales de travaux agricoles               | 5,1                | 100,0                                | 5,1                | 105,9                              | 5,4                | 105,9                                |
| Activités secondaires de services                        | 0,2                | 100,0                                | 0,2                | 105,9                              | 0,2                | 105,9                                |
| <b>PRODUCTION DE SERVICES</b>                            | <b>5,3</b>         | <b>100,0</b>                         | <b>5,3</b>         | <b>105,9</b>                       | <b>5,6</b>         | <b>105,9</b>                         |
| <b>TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE</b>                    | <b>81,6</b>        | <b>100,8</b>                         | <b>82,2</b>        | <b>116,5</b>                       | <b>95,8</b>        | <b>117,4</b>                         |
| dont production des activités secondaires                | 2,5                | 111,0                                | 2,8                | 105,6                              | 2,9                | 117,2                                |

**Tableau A2 - 2022 : Subventions sur les produits (En millions d'euros)**

| A2 – SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS<br>en millions d'euros                           | Valeur 2021    | Indice de volume | Volume 2022   | Indice de prix | Valeur 2022   | Indice de valeur |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------|---------------|----------------|---------------|------------------|
| Blé dur                                                                            | 6,0            | 84,3             | 5,1           | 119,6          | 6,1           | 100,8            |
| Blé tendre                                                                         |                |                  |               |                |               |                  |
| Mais                                                                               |                |                  |               |                |               |                  |
| Orge                                                                               |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres céréales                                                                    | 1,8            | 84,6             | 1,5           | 114,8          | 1,7           | 97,1             |
| <b>CEREALES</b>                                                                    | <b>7,8</b>     | <b>84,4</b>      | <b>6,6</b>    | <b>118,5</b>   | <b>7,8</b>    | <b>100,0</b>     |
| Oléagineux                                                                         | 5,3            | 117,7            | 6,2           | 86,1           | 5,3           | 101,3            |
| Protéagineux                                                                       | 57,0           | 78,7             | 44,9          | 127,1          | 57,0          | 100,0            |
| Tabac                                                                              |                |                  |               |                |               |                  |
| Betteraves industrielles                                                           |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres plantes industrielles                                                       | 73,8           | 100,8            | 74,4          | 99,2           | 73,8          | 100,0            |
| <b>PLANTES INDUSTRIELLES</b>                                                       | <b>136,1</b>   | <b>92,2</b>      | <b>125,5</b>  | <b>108,5</b>   | <b>136,1</b>  | <b>100,1</b>     |
| Maïs fourrage                                                                      |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres fourrages                                                                   |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>PLANTES FOURRAGERES</b>                                                         |                |                  |               |                |               |                  |
| Légumes frais                                                                      | 12,7           | 97,7             | 12,4          | 102,4          | 12,7          | 100,0            |
| Plantes et fleurs                                                                  | 1,1            | 100,0            | 1,1           | 100,0          | 1,1           | 100,0            |
| <b>PROD MARAICHERS ET HORTICOLES</b>                                               | <b>13,8</b>    | <b>97,7</b>      | <b>13,5</b>   | <b>111,1</b>   | <b>15,0</b>   | <b>108,6</b>     |
| <b>POMMES DE TERRE</b>                                                             | <b>2,1</b>     | <b>90,8</b>      | <b>1,9</b>    | <b>109,9</b>   | <b>2,1</b>    | <b>99,8</b>      |
| <b>FRUITS</b>                                                                      | <b>145,3</b>   | <b>127,1</b>     | <b>184,7</b>  | <b>78,7</b>    | <b>145,3</b>  | <b>100,0</b>     |
| Vins de champagne                                                                  |                |                  |               |                |               |                  |
| dont vins calmes                                                                   |                |                  |               |                |               |                  |
| dont champagne                                                                     |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres vins d'appellation                                                          |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>VINS D'APPELLATION D'ORIGINE</b>                                                |                |                  |               |                |               |                  |
| Vins pour eaux de vie AOC                                                          |                |                  |               |                |               |                  |
| dont vins de distillation                                                          |                |                  |               |                |               |                  |
| dont cognac                                                                        |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres vins de distillation                                                        |                |                  |               |                |               |                  |
| Vins de table et de pays                                                           |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>VINS COURANTS</b>                                                               |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>TOTAL PRODUITS VEGETAUX</b>                                                     | <b>305,1</b>   | <b>108,5</b>     | <b>331,0</b>  | <b>92,2</b>    | <b>305,2</b>  | <b>100,0</b>     |
| Gros bovins                                                                        | 596,7          | 98,2             | 586,0         | 101,8          | 596,7         | 100,0            |
| Veaux                                                                              |                |                  |               |                |               |                  |
| Ovins– caprins                                                                     | 122,7          | 99,2             | 121,7         | 100,8          | 122,7         | 100,0            |
| Equidés                                                                            |                |                  |               |                |               |                  |
| Porcins                                                                            | 3,4            | 95,6             | 3,3           | 104,6          | 3,4           | 100,0            |
| <b>BETAIL</b>                                                                      | <b>722,9</b>   | <b>98,4</b>      | <b>711,0</b>  | <b>101,7</b>   | <b>722,8</b>  | <b>100,0</b>     |
| Volailles                                                                          | 7,9            | 87,0             | 6,8           | 114,9          | 7,9           | 100,0            |
| Œufs                                                                               | 0,3            | 98,2             | 0,3           | 101,8          | 0,3           | 100,0            |
| <b>PRODUITS AVICOLES</b>                                                           | <b>8,2</b>     | <b>87,4</b>      | <b>7,2</b>    | <b>114,4</b>   | <b>8,2</b>    | <b>100,0</b>     |
| Lait et produits laitiers                                                          | 86,6           | 98,9             | 85,6          | 101,2          | 86,6          | 100,0            |
| dont lait                                                                          | 86,6           | 98,8             | 85,5          | 101,2          | 86,6          | 100,0            |
| dont produits laitiers                                                             |                |                  |               |                |               |                  |
| Autres produits de l'élevage                                                       | 0,4            | 97,3             | 0,4           | 102,8          | 0,4           | 100,0            |
| <b>AUTRES PRODUITS ANIMAUX</b>                                                     | <b>87,0</b>    | <b>98,9</b>      | <b>86,0</b>   | <b>101,6</b>   | <b>87,3</b>   | <b>100,4</b>     |
| <b>TOTAL PRODUITS ANIMAUX</b>                                                      | <b>818,0</b>   | <b>98,3</b>      | <b>803,8</b>  | <b>101,8</b>   | <b>818,0</b>  | <b>100,0</b>     |
| <b>TOTAL DES BIENS AGRICOLES</b>                                                   | <b>1 123,1</b> | <b>101,0</b>     | <b>1134,9</b> | <b>99,0</b>    | <b>1123,2</b> | <b>100,0</b>     |
| Activités principales de travaux agricoles                                         |                |                  |               |                |               |                  |
| Activités secondaires de services                                                  |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>PRODUCTION DE SERVICES</b>                                                      |                |                  |               |                |               |                  |
| <b>TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE</b><br>dont production des activités secondaires | <b>1 123,1</b> | <b>101,0</b>     | <b>1134,9</b> | <b>99,0</b>    | <b>1123,2</b> | <b>100,0</b>     |

**Tableau A3 - 2022 : Production au prix de base (En milliards d'euros)**

| A3 – PRODUCTION AU PRIX DE BASE<br>en milliards d'euros | Valeur<br>2021 | Indice de<br>volume | Volume<br>2022 | Indice de<br>prix | Valeur<br>2022 | Indice de<br>valeur |
|---------------------------------------------------------|----------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| Blé dur                                                 | 0,7            | 50,8                | 0,4            | 114,4             | 0,4            | 58,1                |
| Blé tendre                                              | 5,4            | 142,1               | 7,7            | 130,6             | 10,0           | 185,6               |
| Maïs                                                    | 0,9            | 298,8               | 2,6            | 153,0             | 4,0            | 457,2               |
| Orge                                                    | 4,5            | 50,0                | 2,2            | 123,3             | 2,8            | 61,7                |
| Autres céréales                                         | 5,3            | 10,1                | 0,5            | 128,1             | 0,7            | 13,0                |
| <b>CEREALES</b>                                         | <b>3,2</b>     | <b>413,9</b>        | <b>13,4</b>    | <b>133,2</b>      | <b>17,9</b>    | <b>551,3</b>        |
| Oléagineux                                              | 2,9            | 138,0               | 4,0            | 105,0             | 4,2            | 144,9               |
| Protéagineux                                            | 6,1            | 4,2                 | 0,3            | 133,9             | 0,3            | 5,6                 |
| Tabac                                                   | 4,1            | 0,2                 | 0,0            | 154,9             | 0,0            | 0,3                 |
| Betteraves industrielles                                | 3,2            | 27,6                | 0,9            | 118,0             | 1,0            | 32,5                |
| Autres plantes industrielles                            | 2,1            | 33,5                | 0,7            | 101,4             | 0,7            | 34,0                |
| <b>PLANTES INDUSTRIELLES</b>                            | <b>1,3</b>     | <b>443,7</b>        | <b>5,9</b>     | <b>107,8</b>      | <b>6,3</b>     | <b>478,3</b>        |
| Maïs fourrage                                           | 0,8            | 87,1                | 0,7            | 121,5             | 0,9            | 105,8               |
| Autres fourrages                                        | 5,8            | 64,7                | 3,8            | 131,0             | 4,9            | 84,7                |
| <b>PLANTES FOURRAGERES</b>                              | <b>7,9</b>     | <b>56,2</b>         | <b>4,5</b>     | <b>129,5</b>      | <b>5,8</b>     | <b>72,8</b>         |
| Légumes frais                                           | 1,3            | 238,6               | 3,2            | 112,2             | 3,6            | 267,6               |
| Plantes et fleurs                                       | 0,3            | 1 037,2             | 2,9            | 101,0             | 2,9            | 1047,5              |
| <b>PROD MARAICHERS ET HORTICOLES</b>                    | <b>1,0</b>     | <b>579,5</b>        | <b>6,1</b>     | <b>106,8</b>      | <b>6,5</b>     | <b>619,1</b>        |
| <b>POMMES DE TERRE</b>                                  | <b>0,0</b>     | <b>11 851,6</b>     | <b>3,8</b>     | <b>129,0</b>      | <b>4,9</b>     | <b>15287,6</b>      |
| <b>FRUITS</b>                                           | <b>1,3</b>     | <b>308,9</b>        | <b>3,9</b>     | <b>101,5</b>      | <b>3,9</b>     | <b>313,7</b>        |
| Vins de champagne                                       | 2,6            | 132,5               | 3,5            | 101,9             | 3,5            | 134,9               |
| dont vins calmes                                        | 49,8           | 5,1                 | 2,5            | 102,5             | 2,6            | 5,2                 |
| dont champagne                                          | 6,4            | 14,3                | 0,9            | 100,1             | 0,9            | 14,3                |
| Autres vins d'appellation                               | 1,2            | 620,9               | 7,3            | 97,1              | 7,0            | 602,9               |
| <b>VINS D'APPELLATION D'ORIGINE</b>                     | <b>0,9</b>     | <b>1 129,0</b>      | <b>10,7</b>    | <b>98,6</b>       | <b>10,6</b>    | <b>1113,7</b>       |
| Vins pour eaux de vie AOC                               | 0,1            | 1 510,7             | 1,6            | 105,0             | 1,6            | 1586,2              |
| dont vins de distillation                               | 3,2            | 10,2                | 0,3            | 105,0             | 0,3            | 10,8                |
| dont cognac                                             | 11,8           | 10,4                | 1,2            | 105,0             | 1,3            | 10,9                |
| Autres vins de distillation                             | 3,4            | 1,1                 | 0,0            | 96,0              | 0,0            | 1,1                 |
| Vins de table et de pays                                | 1,5            | 110,5               | 1,6            | 96,0              | 1,6            | 106,1               |
| <b>VINS COURANTS</b>                                    | <b>4,9</b>     | <b>66,3</b>         | <b>3,2</b>     | <b>100,3</b>      | <b>3,2</b>     | <b>66,5</b>         |
| <b>TOTAL PRODUITS VEGETAUX</b>                          | <b>10,3</b>    | <b>497,5</b>        | <b>51,4</b>    | <b>114,9</b>      | <b>59,0</b>    | <b>571,7</b>        |
| Gros bovins                                             | 9,9            | 63,4                | 6,3            | 120,2             | 7,5            | 76,2                |
| Veaux                                                   | 0,5            | 239,2               | 1,1            | 113,4             | 1,3            | 271,2               |
| Ovins– caprins                                          | 0,6            | 147,2               | 0,9            | 107,4             | 1,0            | 158,2               |
| Equidés                                                 | 11,0           | 0,9                 | 0,1            | 100,0             | 0,1            | 0,9                 |
| Porcins                                                 | 27,6           | 11,1                | 3,1            | 124,4             | 3,8            | 13,8                |
| <b>BETAIL</b>                                           | <b>77,4</b>    | <b>14,8</b>         | <b>11,5</b>    | <b>119,4</b>      | <b>13,7</b>    | <b>17,7</b>         |
| Volailles                                               | 5,1            | 57,8                | 2,9            | 119,0             | 3,5            | 68,7                |
| Œufs                                                    | 0,2            | 801,3               | 1,5            | 167,0             | 2,4            | 1338,0              |
| <b>PRODUITS AVICOLES</b>                                | <b>5,3</b>     | <b>83,3</b>         | <b>4,4</b>     | <b>134,8</b>      | <b>5,9</b>     | <b>112,3</b>        |
| Lait et produits laitiers                               | 82,7           | 12,3                | 10,2           | 117,6             | 12,0           | 14,5                |
| dont lait                                               | 2,5            | 390,1               | 9,8            | 117,5             | 11,5           | 458,6               |
| dont produits laitiers                                  | 0,0            | 0,0                 | 0,5            | 117,7             | 0,5            | 0,0                 |
| Autres produits de l'élevage                            | 0,0            | 0,0                 | 0,6            | 103,8             | 0,6            | 0,0                 |
| <b>AUTRES PRODUITS ANIMAUX</b>                          | <b>2,0</b>     | <b>536,0</b>        | <b>10,8</b>    | <b>116,8</b>      | <b>12,6</b>    | <b>625,8</b>        |
| <b>TOTAL PRODUITS ANIMAUX</b>                           | <b>2,6</b>     | <b>1 046,0</b>      | <b>26,7</b>    | <b>120,9</b>      | <b>32,3</b>    | <b>1264,5</b>       |
| <b>TOTAL DES BIENS AGRICOLES</b>                        | <b>4,5</b>     | <b>1 742,5</b>      | <b>78,1</b>    | <b>117,0</b>      | <b>91,3</b>    | <b>2037,9</b>       |
| Activités principales de travaux agricoles              | 3,3            | 156,5               | 5,1            | 105,9             | 5,4            | 165,7               |
| Activités secondaires de services                       | 2,7            | 6,7                 | 0,2            | 105,9             | 0,2            | 7,0                 |
| <b>PRODUCTION DE SERVICES</b>                           | <b>1,4</b>     | <b>368,5</b>        | <b>5,3</b>     | <b>100,0</b>      | <b>5,3</b>     | <b>368,5</b>        |
| <b>TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE</b>                   | <b>16,0</b>    | <b>521,7</b>        | <b>83,4</b>    | <b>116,2</b>      | <b>96,9</b>    | <b>606,5</b>        |
| dont production des activités secondaires               | 7,0            | 39,4                | 2,8            | 105,6             | 2,9            | 41,6                |

**Tableau A4 - 2022 : Consommations intermédiaires (En millions d'euros)**

|                                        | Valeur<br>2021 | Indice<br>de<br>volume | Volume<br>2022 | Indice<br>de prix | Valeur<br>2022 | Indice<br>de<br>valeur |
|----------------------------------------|----------------|------------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------------|
| Semences et plants                     | 2 551          | 98,8                   | 2 520          | 101,5             | 2 559          | 100,3                  |
| Énergie et lubrifiants                 | 4 481          | 96,0                   | 4 302          | 139,1             | 5 985          | 133,6                  |
| Engrais et amendements                 | 3 258          | 83,4                   | 2 717          | 178,4             | 4 846          | 148,8                  |
| Pesticides (produits phytosanitaires)  | 2 720          | 100,0                  | 2 720          | 103,5             | 2 816          | 103,5                  |
| Dépenses vétérinaires                  | 1 433          | 100,0                  | 1 433          | 103,9             | 1 489          | 103,9                  |
| Aliments pour animaux                  | 15 976         | 90,3                   | 14 429         | 124,5             | 17 966         | 112,5                  |
| <i>dont : intraconsommés</i>           | 7 046          | 88,9                   | 6 266          | 127,6             | 7 996          | 113,5                  |
| <i>achetés en dehors de la branche</i> | 8 930          | 91,4                   | 8 163          | 122,1             | 9 969          | 111,6                  |
| Entretien du matériel                  | 3 980          | 100,0                  | 3 980          | 105,7             | 4 208          | 105,7                  |
| Entretien des bâtiments                | 403            | 100,0                  | 403            | 105,2             | 423            | 105,2                  |
| Services de travaux agricoles          | 5 102          | 100,0                  | 5 102          | 105,9             | 5 403          | 105,9                  |
| Autres biens et services               | 7 602          | 100,1                  | 7 607          | 101,2             | 7 695          | 101,2                  |
| <i>dont : SIFIM</i>                    | 722            | 100,6                  | 727            | 57,5              | 418            | 57,9                   |
| <b>Total</b>                           | <b>47 506</b>  | <b>95,2</b>            | <b>45 212</b>  | <b>118,1</b>      | <b>53 390</b>  | <b>112,4</b>           |

**Tableau A5 - 2022 : Compte de production (En milliards d'euros)**

|                                  | Valeur<br>2021 | Indice<br>de valeur | Valeur<br>2022 |
|----------------------------------|----------------|---------------------|----------------|
| <b>Production</b>                | <b>82,7</b>    | <b>117,1</b>        | <b>96,9</b>    |
| (-) Consommations intermédiaires | 47,5           | 112,4               | 53,4           |
| <b>(=) Valeur ajoutée brute</b>  | <b>35,2</b>    | <b>123,5</b>        | <b>43,5</b>    |

**Tableau A6 - 2022 : Compte d'exploitation (En milliards d'euros)**

|                                                              | Valeur 2021 | Indice de valeur | Valeur 2022 |
|--------------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------|
| <b>Valeur ajoutée brute</b>                                  | 35,2        | 123,5            | 43,5        |
| (+) Subventions d'exploitation                               | 8,6         | 93,9             | 8,1         |
| (-) Autres impôts sur la production                          | 1,7         | 106,0            | 1,8         |
| <i>dont : Impôts fonciers</i>                                | 1,0         | 104,4            | 1,0         |
| <i>dont : Autres</i>                                         | 0,7         | 108,2            | 0,7         |
| <b>(=) Valeur ajoutée brute au coût des facteurs</b>         | <b>42,1</b> | <b>118,2</b>     | <b>49,8</b> |
| (-) Rémunération des salariés                                | 7,9         | 104,2            | 8,2         |
| Salaires                                                     | 6,8         | 106,4            | 7,3         |
| Cotisations sociales à la charge des employeurs              | 1,0         | 89,7             | 0,9         |
| <b>(=) Revenu mixte brut ou excédent brut d'exploitation</b> | <b>34,3</b> | <b>121,4</b>     | <b>41,6</b> |

**Tableau A7 - 2022 : Compte de revenu d'entreprise (En milliards d'euros)**

|     | COMPTE DE REVENU D'ENTREPRISE                            | Valeur 2021 | Indice de valeur | Valeur 2022 |
|-----|----------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------|
|     | <b>Revenu mixte brut ou excédent brut d'exploitation</b> | <b>34,3</b> | <b>121,4</b>     | <b>41,6</b> |
| (-) | Intérêts <sup>1</sup>                                    | 0,4         | 171,2            | 0,7         |
|     | (pour mémoire : Intérêts dus par la branche)             | 1,0         | 98,7             | 1,0         |
| (-) | Charges locatives nettes <sup>2</sup>                    | 2,5         | 100,0            | 2,5         |
| (=) | <b>Résultat brut de la branche agricole</b>              | <b>31,4</b> | <b>122,5</b>     | <b>38,4</b> |

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

**Tableau A8 - 2022 : Indicateurs de résultat brut**

|                                            | Évolution 2022/ 2021 (en %) |                   |
|--------------------------------------------|-----------------------------|-------------------|
|                                            | en valeur                   | en termes réels** |
| <b>Valeur ajoutée au coût des facteurs</b> | <b>18,2</b>                 | <b>15,4</b>       |
| par actif                                  | 19,2                        | 16,4              |
| <b>Résultat de la branche agricole</b>     | <b>22,5</b>                 | <b>19,7</b>       |
| par actif non salarié                      | 24,8                        | 21,9              |
| Évolution du prix du PIB                   | 2,4                         |                   |
| Évolution du nombre d'UTA* totales         | -0,9                        |                   |
| Évolution du nombre d'UTA* non salariées   | -1,8                        |                   |

\* UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

\*\* Déflaté de l'indice de prix du PIB.

**Tableau A9 - 2022 : Consommation de capital fixe (En milliards d'euros)**

| En milliards d'euros         |             |                  |             |
|------------------------------|-------------|------------------|-------------|
|                              | Valeur 2021 | Indice de valeur | Valeur 2022 |
| Consommation de capital fixe | 11,1        | 95,9             | 10,6        |

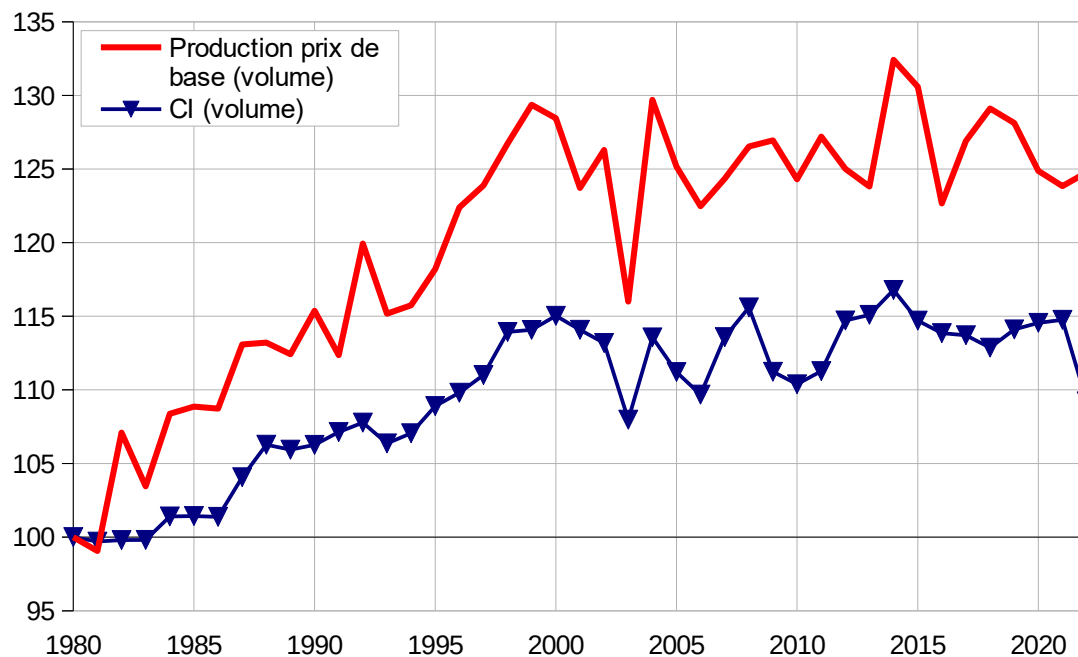
**Tableau A10 - 2022 : Indicateurs de résultat net**

|                                            | Évolution 2022/ 21 (en %) |                   |
|--------------------------------------------|---------------------------|-------------------|
|                                            | en valeur                 | en termes réels** |
| <b>Valeur ajoutée au coût des facteurs</b> | <b>26,1</b>               | <b>23,2</b>       |
| par actif                                  | 27,2                      | 24,2              |
| <b>Résultat de la branche agricole</b>     | <b>37,1</b>               | <b>33,8</b>       |
| par actif non salarié                      | 39,6                      | 36,3              |

\*\* Déflaté de l'indice de prix du PIB.

## Graphiques sur longue période

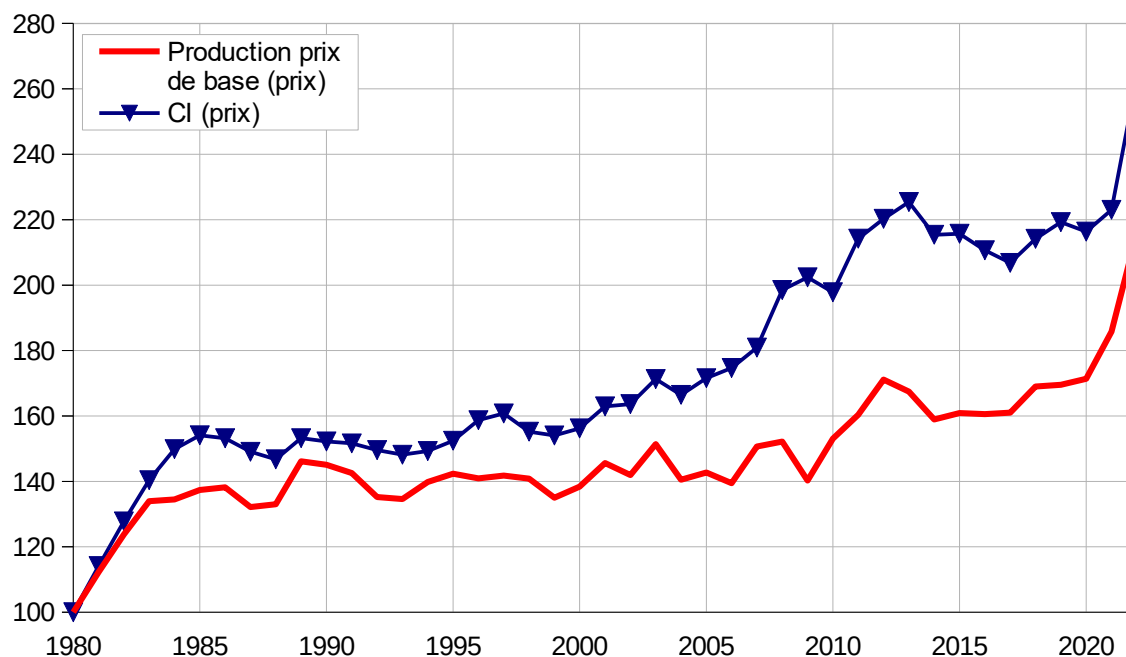
**Graphique A1 : Production agricole (prix de base) et consommations intermédiaires, en volume**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Base 100 : 1980

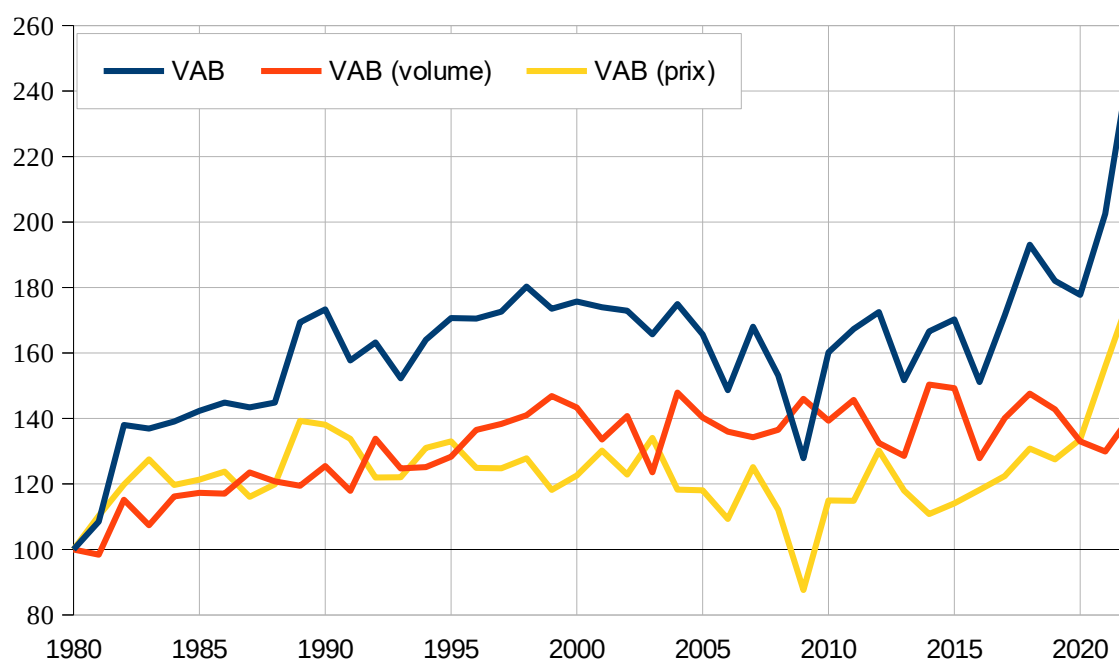
**Graphique A2 : Prix de la production agricole (prix de base) et des consommations intermédiaires**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Base 100 en 1980

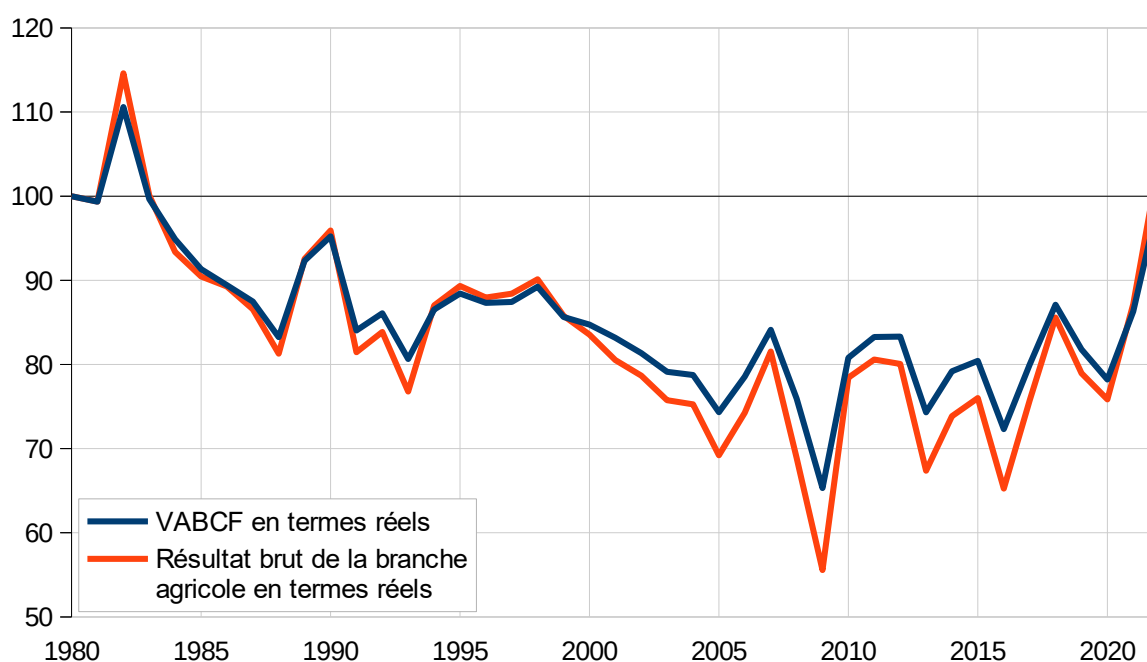
**Graphique A3 : Valeur ajoutée brute de la branche agricole**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Base 100 en 1980

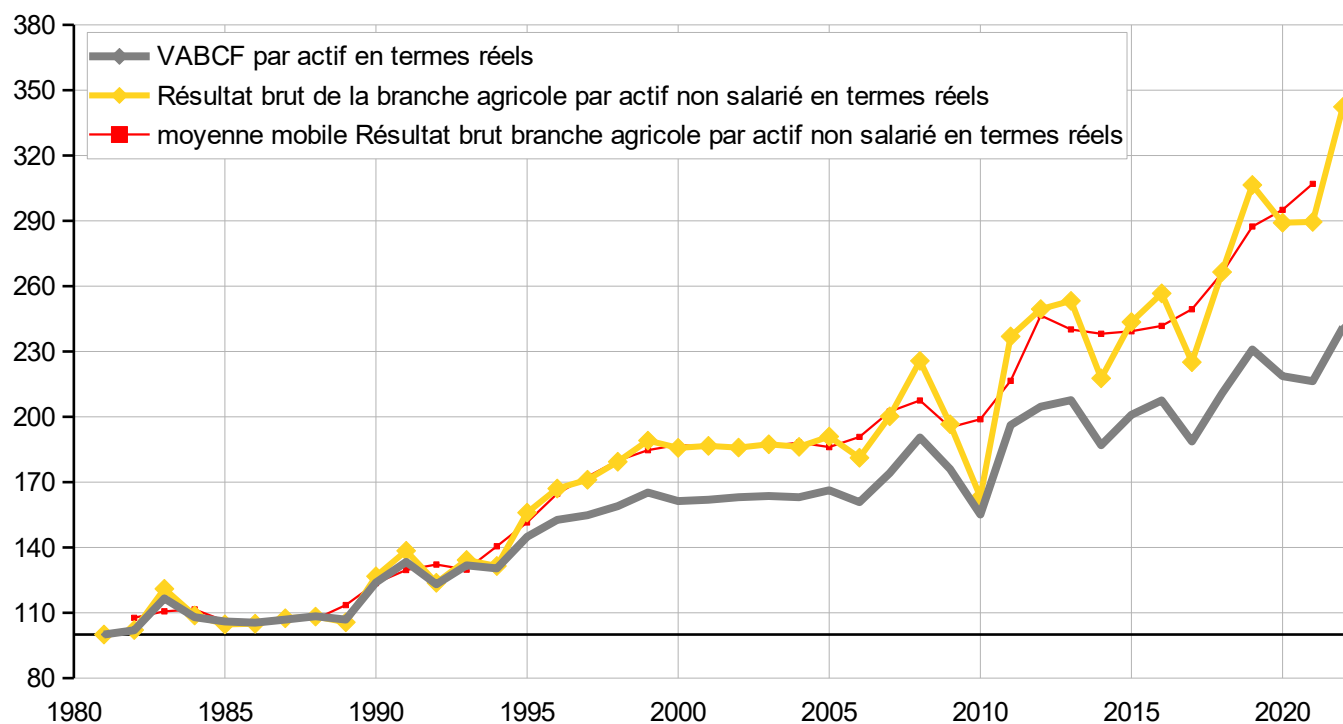
**Graphique A4 : VABCF et du résultat brut de la branche agricole**



Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

Base 100 en 1980

**Graphique A5 : VABCF par unité de travail agricole et résultat brut de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié**

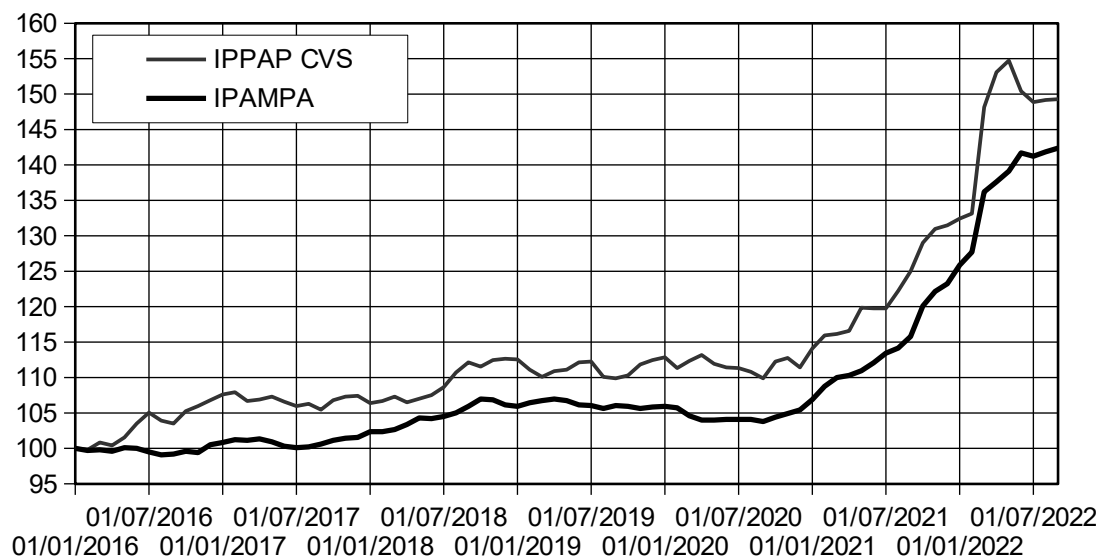


Source : Insee, compte prévisionnel de l'agriculture, estimations au 24 novembre 2022

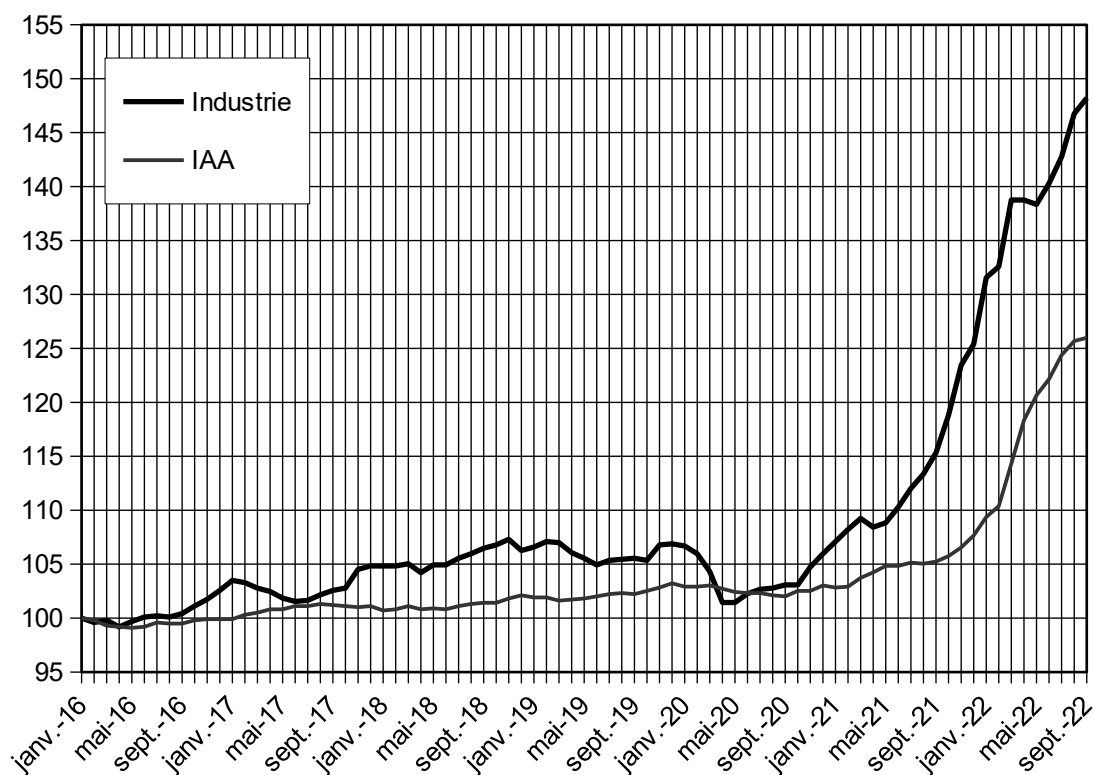
Base 100 en 1980

## Graphiques conjoncturels

**Graphique C.1 – Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP)**  
et indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (IPAMPA)  
(indices mensuels – janvier 2016 = 100)

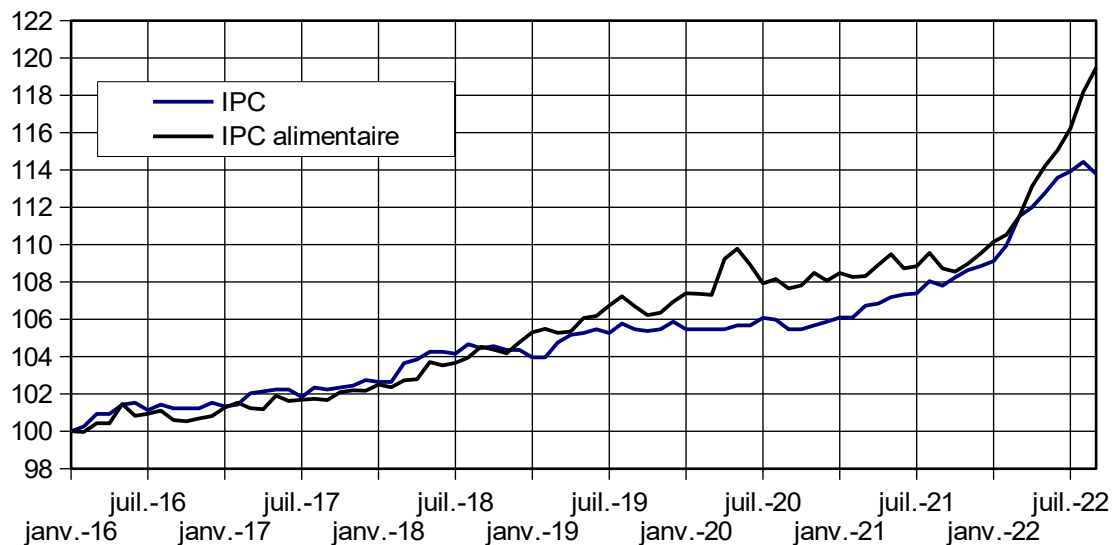


**Graphique C.2 – Indice des prix de production de l'industrie française**  
Ensemble de l'industrie et IAA – marché français  
(indices mensuels – janvier 2016 = 100)



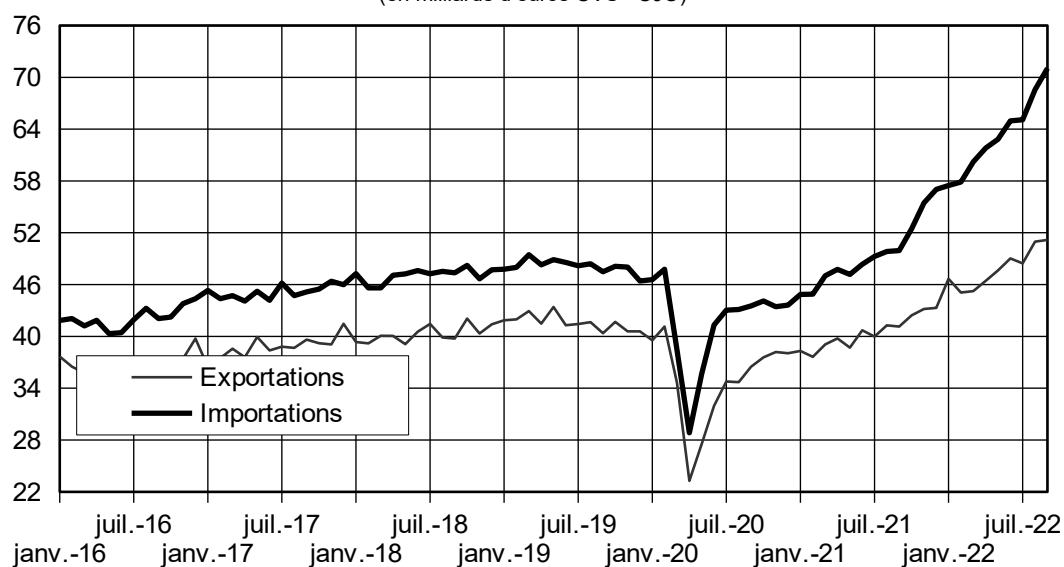
Source : Insee

**Graphique C.3 – Indice des prix à la consommation**  
Ensemble des ménages. Tous produits et produits alimentaires hors boissons et tabac  
(indices mensuels – janvier 2016= 100)



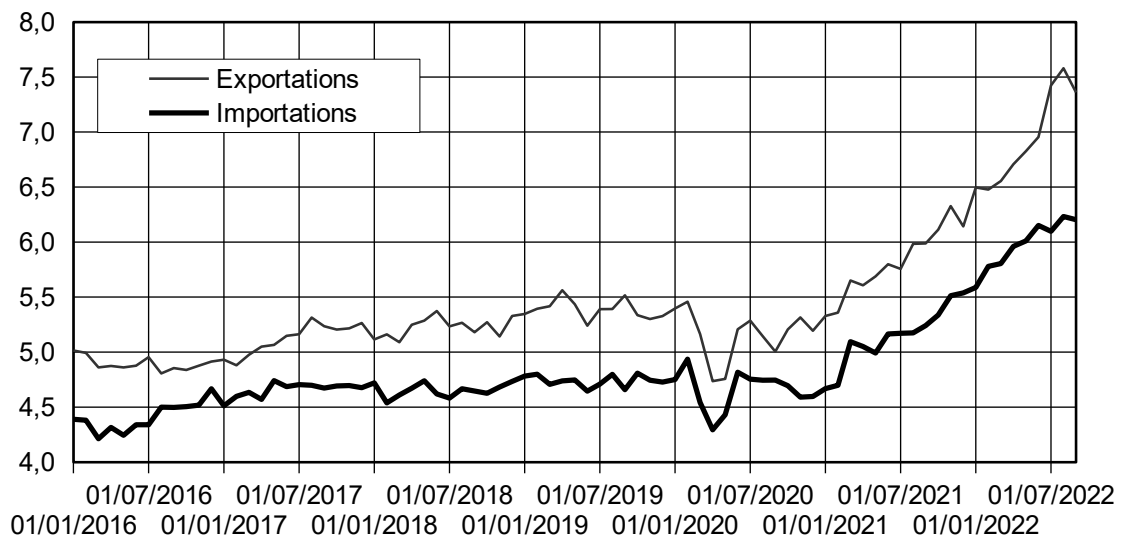
Source : Insee

**Graphique C.4**  
Commerce extérieur – Ensemble (hors matériel militaire)  
Importations CAF– Exportations FAB  
(en milliards d'euros CVS– CJO)



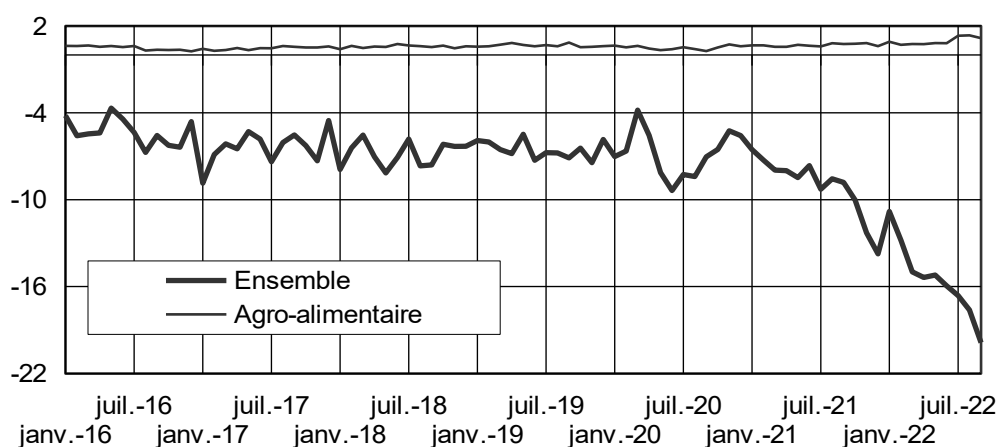
Source : Douanes

**Graphique C.5**  
**Commerce extérieur – Produits agroalimentaires**  
 Importations CAF– Exportations FAB  
 (en milliards d'euros CVS– CJO)



Source : Douanes

**Graphique C.6**  
**Solde CAF– FAB du commerce extérieur**  
**Ensemble (hors matériel militaire) et produits agroalimentaires**  
 (en milliards d'euros CVS– CJO)



Source : Douanes

## Méthodologie et définitions du compte spécifique de la branche agricole

Le compte spécifique de la branche agricole, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon. Elle **exclut donc la sylviculture et la pêche**.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. Le **prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, **plus les subventions sur les produits** qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits** et **subventions d'exploitation** : les premières ne comprennent plus guère que la prime à la vache allaitante. Les subventions d'exploitation regroupent notamment les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agricole correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **valeur ajoutée brute** se déduit de la production au prix de base en soustrayant les consommations intermédiaires.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. Les durées de vie des actifs sont des durées de vie économique et non fiscale. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie. **L'estimation de ce poste est délicate**, elle résulte d'une modélisation et se trouve de ce fait moins robuste que les données observées. *Selon que cette estimation est prise en compte ou pas les agrégats sont qualifiés de **nets** ou **bruts***

- La **valeur ajoutée au coût des facteurs** prend en compte impôts sur la production et subventions d'exploitation. La valeur ajoutée **nette** au coût des facteurs est aussi appelée revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA), au sens où il vient rémunérer le travail et le capital mobilisés par cette activité économique. **Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur**. L'évolution de la valeur ajoutée au coût des facteurs peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein). Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Le **résultat de la branche agricole** est calculé comme la valeur ajoutée au coût des facteurs - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives. Il peut être rapporté au nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein). Ce ratio est aussi appelé revenu net de la branche agricole par actif non salarié (RNBA/UTANS). Il est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut.

## Comptes de la branche agricole

### Compte de production

| Emplois                                         | Ressources                                    |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Consommations intermédiaires (y c. SIFIM)       | <b>Production au prix de base<sup>1</sup></b> |
| <b>Valeur ajoutée (brute/nette)<sup>2</sup></b> |                                               |
| <i>Total emplois</i>                            | <i>Total ressources</i>                       |

### Compte d'exploitation

| Emplois                                                          | Ressources                                                                                           |
|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Autres impôts sur la production<br>- Impôts fonciers<br>- Autres | <b>Valeur ajoutée (brute/nette)</b><br>Subventions d'exploitation<br>(y c. bonifications d'intérêts) |
| <b>Valeur ajoutée (brute/nette) au coût des facteurs (1)</b>     |                                                                                                      |
| <i>Total emplois</i>                                             | <i>Total ressources</i>                                                                              |

| Emplois                                                                                            | Ressources                                               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Rémunération des salariés<br>- Salaires bruts<br>- Cotisations sociales à la charge des employeurs | <b>Valeur ajoutée (brute/nette) au coût des facteurs</b> |
| <b>Excédent (brut/net) d'exploitation / Revenu mixte (brut/ net)</b>                               |                                                          |
| <i>Total emplois</i>                                                                               | <i>Total ressources</i>                                  |

### Compte de revenu d'entreprise

| Emplois                                                                                                               | Ressources                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM<br>Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage) | <b>Excédent (brut/net) d'exploitation / Revenu mixte (brut/net)</b> |
| <b>Résultat (brut/net) de la branche agricole (2)</b>                                                                 |                                                                     |
| <i>Total emplois</i>                                                                                                  | <i>Total ressources</i>                                             |

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Évolution du nombre d'UTA<sup>3</sup> totales</i>       | (3) |
| <i>Évolution du nombre d'UTA<sup>3</sup> non salariées</i> | (4) |
| <i>Évolution du prix du PIB</i>                            | (5) |

### Indicateurs de résultat bruts (évolution en %)

|                                            | En valeur | En termes réels <sup>4</sup> |
|--------------------------------------------|-----------|------------------------------|
| <b>Valeur ajoutée au coût des facteurs</b> | (1)       | (1) / (5)                    |
| par actif                                  | (1) / (3) | (1) / (3) / (5)              |
| <b>Résultat de la branche agricole</b>     | (2)       | (2) / (5)                    |
| par actif non salarié                      | (2) / (4) | (2) / (4) / (5)              |

### Indicateurs de résultat nets (évolution en %)

|                                            | En valeur | En termes réels <sup>4</sup> |
|--------------------------------------------|-----------|------------------------------|
| <b>Valeur ajoutée au coût des facteurs</b> |           |                              |
| par actif                                  |           | (A)                          |
| <b>Résultat de la branche agricole</b>     |           | (C)                          |
| (C) par actif non salarié                  |           | (B)                          |

La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de résultat **net en termes réels** : Index of the real income of factors in agriculture per annual work unit (« revenu des facteurs de la branche agricole par actif ») (indicateur A), Index of real net agricultural entrepreneurial income, per unpaid annual work unit (« revenu net de la branche agricole par actif non salarié ») (indicateur B), Net entrepreneurial income of agriculture (« revenu net de la branche agricole ») (indicateur C).

1 Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2 Les agrégats nets sont calculés en soustrayant la consommation de capital fixe aux agrégats bruts.

3 UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

4 Déflatés par l'indice de prix du PIB.

## Liens vers Internet

---

Le contexte européen

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data>

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data/database>

Compte national de l'Agriculture, *chiffres détaillés*

<https://www.insee.fr/fr/recherche?q=Compte+de+l'agriculture+en+2020&debut=0>

Méthodologie des comptes nationaux en base 2014

<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1030/>

Comptes nationaux annuels

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=33&geo=FRANCE-1>

Comptes nationaux trimestriels

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=32&geo=FRANCE-1>

## CHAPITRE 3

### **Le compte social de l'agriculture prévisionnel pour 2022**

Commission des comptes de l'agriculture de la Nation

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Le compte social des exploitants agricoles. ....                                                            | 92  |
| Les prestations sociales. ....                                                                              | 92  |
| Les cotisations et autres ressources. ....                                                                  | 95  |
| Comptes sociaux des exploitants agricoles<br>pour les années 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel) . .... | 97  |
| Le compte social des salariés agricoles. ....                                                               | 99  |
| Les prestations sociales. ....                                                                              | 99  |
| Les cotisations et autres ressources. ....                                                                  | 100 |
| Comptes sociaux des salariés agricoles<br>pour les années 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel) . ....    | 101 |



Commission des comptes de l'agriculture de la Nation  
Session du 15 décembre 2022

## LE COMPTE SOCIAL DE L'AGRICULTURE PREVISIONNEL POUR 2022

---

Le compte social prévisionnel des exploitants agricoles pour 2022 enregistre une augmentation de 3,7% des dépenses de prestations sociales par rapport à 2021 (15,06 milliards d'euros contre 14,53 milliards d'euros).

Cette évolution résulte principalement de la hausse des prestations vieillesse en lien avec deux mesures de revalorisation des retraites les plus modestes, et la revalorisation générale anticipée des pensions de retraite au 1<sup>er</sup> juillet 2022 en application de la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat (MUPA).

Les recettes prévisionnelles s'établissent à 15,13 milliards d'euros contre 15,03 milliards d'euros en 2021, en légère augmentation 0,7 %.

Le compte social des exploitants agricoles se solde par un excédent prévisionnel de 68,36 millions d'euros, après un excédent de 503,2 millions d'euros en 2021.

Ce solde correspond aux résultats des assurances vieillesse de base et complémentaire et au résultat du fonds des indemnités journalières maladie ; les branches famille et maladie (hors indemnités journalières) étant intégrées financièrement au régime général et équilibrées par des dotations d'équilibre du régime général des salariés.

Le compte social prévisionnel des salariés agricoles des établissements agricoles est marqué par une hausse de 3,4 % des prestations sociales.

L'augmentation des dépenses, dont le total est estimé à 5,5 milliards d'euros, résulte de la hausse des prestations vieillesse (+5,1 %) et de celle des dépenses de santé (+3,2 %).

Les branches du régime des salariés agricoles étant intégrées au régime général, et équilibrées par des subventions des caisses nationales du régime général, le compte social des salariés agricoles est par construction équilibré.

## Le compte social des exploitants agricoles

### Les prestations sociales

Les prestations sociales versées aux exploitants actifs et inactifs sont prévues en hausse de 4 % par rapport à 2021, portées par la nette progression des dépenses vieillesse et dans une moindre mesure par l'augmentation des prestations maladie.

Après correction de l'indice des prix à la consommation, l'augmentation est nulle.

#### 1) Les dépenses de santé

Les dépenses de santé hors invalidité sont attendues en hausse de 1,2 % sous les impacts de plusieurs facteurs aux effets contraires :

- la baisse de 2,9 % des effectifs protégés en maladie ;
- après une croissance de 7,1 % en 2021 (surcoûts liés à la crise sanitaire), les prestations légales maladie exécutées en ville seraient en très légère hausse de 0,2 % en 2022 en lien avec les nouvelles mesures découlant de l'avenant 9 à la convention médicale entré en vigueur le 1er avril 2022 (revalorisations des tarifs de prestations existantes et nouvelles majorations, nouvelles consultations et élargissement du champ de consultations déjà existantes...) ;
- le montant des prestations maladie réalisées en établissement augmenteraient de 1 % en 2022. Les dépenses seraient en hausse tant pour les établissements de santé publics (1,1 %) que pour les cliniques privées (0,1 %).

Les dépenses d'indemnités journalières pour 2022 sont prévues en hausse de 3,5 % après un recul exceptionnel de -12,9 % en 2021 dû à l'effet de versements d'IJ dérogatoires liés à la pandémie de COVID 19 (garde d'enfant, personne vulnérable, cas contact), plus massivement utilisées en 2020 qu'en 2021.

**Au total, les dépenses prévisionnelles de santé y compris invalidité représentent 6,35 milliards d'euros, dont 2,17 milliards pour les actifs.**

TABLEAU 1 : REMBOURSEMENTS MALADIE - Valeurs en millions d'euros - évolutions en indice

|                                                                 | 2000  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|-----------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| REMBOURSEMENTS MALADIE<br>(hors invalidité, en euros courants)  | 5 266 | 6 900 | 6 743 | 6 744 | 6 824 | 6 970 | 6 668 | 6 669 | 6 853 | 6 696 | 6 514 | 7 059 | 6 198 | 6 269 |
| Evol <sup>2</sup> n/n-1                                         |       | 101,1 | 97,7  | 100,0 | 101,2 | 102,1 | 95,7  | 100,0 | 102,8 | 97,7  | 97    | 108,4 | 87,8  | 101,2 |
| Evol base 100 en 2000                                           | 100   | 131,0 | 128,0 | 128,0 | 129,6 | 132,3 | 126,6 | 126,6 | 130,1 | 127,2 | 124   | 134,0 | 117,7 | 119,0 |
| REMBOURSEMENTS MALADIE<br>(hors invalidité, en euros constants) | 5 266 | 5 849 | 5 593 | 5 483 | 5 483 | 5 572 | 5 331 | 5 321 | 4 618 | 5 343 | 5 074 | 5 632 | 4 867 | 4 738 |
| Evol <sup>2</sup> n/n-1                                         |       | 99,4  | 95,6  | 98,0  | 100,0 | 101,6 | 95,7  | 99,8  | 86,8  | 115,7 | 110   | 111,0 | 86,4  | 97,4  |
| Evol base 100 en 2000                                           | 100   | 111,1 | 106,2 | 104,1 | 104,1 | 105,8 | 101,2 | 101,0 | 87,7  | 101,5 | 96    | 106,9 | 92,4  | 90,0  |

## 2) Les allocations vieillesse

En 2022, le total des prestations vieillesse de base et complémentaire est estimé à 7,7 milliards d'euros contre 7,3 milliards d'euros en 2021, en augmentation de 6,6 %.

Les prestations de droit direct du régime de base sont attendues en augmentation de 4,1 % et celles de réversion sont stables.

La hausse des pensions de droit propre est liée à plusieurs facteurs :

- La revalorisation générale des pensions de 1,1% au 1<sup>er</sup> janvier 2022, puis de 4 % au 1<sup>er</sup> juillet 2022 dans le cadre de la loi du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;
- L'alignement en 2022 du minimum de retraite de base des membres de famille (aide familial et conjoint collaborateur) sur celui des chefs d'exploitation qui lui-même a été aligné sur le minimum contributif majoré des salariés (713 € mensuellement au 1<sup>er</sup> janvier 2022). Cette mesure, qui concerne les retraités actuels et les futurs retraités est issue de la loi du 17 décembre 2021 n° 2021-1679.

La progression des dépenses est en partie atténuée par la baisse continue du nombre de retraités (-3,1 % en 2022). Pour rappel, en 2021, l'âge moyen des pensionnés, tous types de droits confondus, est

supérieur à 79 ans, et le nombre de décès ces dernières années est deux fois supérieur au nombre de nouveaux retraités.

Globalement, les prestations de retraite complémentaire obligatoire (RCO) sont estimées en forte hausse de 32,7 % en 2022 par rapport à 2021.

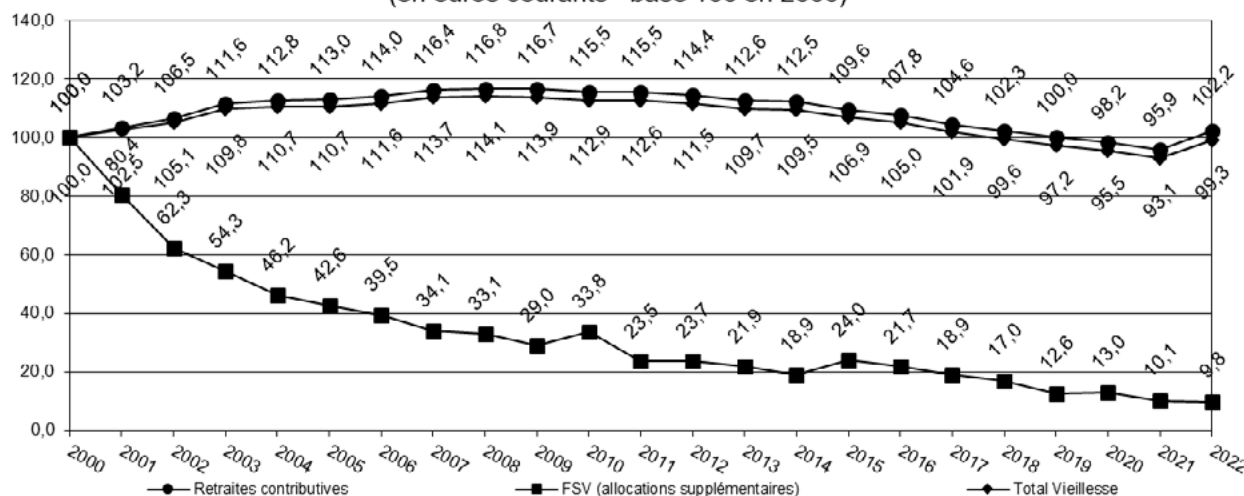
Cette évolution résulte de deux facteurs :

- l'attribution à compter des pensions de novembre 2021, d'un complément différentiel de points gratuits garantissant une retraite agricole plancher (base et complémentaire) équivalente à 85% du SMIC net pour une carrière complète de chef d'exploitation (1 068 € mensuellement au 1<sup>er</sup> janvier 2022) contre 75% précédemment. Cette mesure issue de la loi du 3 juillet 2020 n° 2020-839 concerne les actuels et futurs retraités ;
- la revalorisation de la valeur de service du point de retraite complémentaire de 1,1%. Au 1<sup>er</sup> janvier 2022 et de 4% au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**Le montant total prévisionnel des prestations vieillesse s'élève à 7,7 milliards d'euros en 2022.**

|                               | 2000  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>PRESTATIONS VIEILLESSE</b> |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| (en euros courants)           | 7 821 | 8 789 | 8 766 | 8 679 | 8 544 | 8 525 | 8 326 | 8 178 | 7 935 | 7 754 | 7 571 | 7 437 | 7 253 | 7 731 |
| Evol <sup>n</sup> n/n-1       |       | 99,1  | 99,7  | 99,0  | 98,4  | 99,8  | 95,6  | 98,2  | 97,0  | 97,7  | 97,6  | 98,2  | 97,5  | 106,6 |
| Evol base 100 en 2000         | 100   | 112,4 | 112,1 | 111,0 | 109,3 | 109,0 | 106,5 | 104,6 | 101,5 | 99,1  | 96,8  | 95,1  | 92,7  | 98,9  |
| <b>PRESTATIONS VIEILLESSE</b> |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| (en euros constants)          | 7 821 | 7 450 | 7 270 | 7 057 | 6 865 | 6 815 | 6 656 | 6 525 | 5 348 | 6 186 | 5 899 | 5 934 | 5 696 | 5 843 |
| Evol <sup>n</sup> n/n-1       |       | 97,4  | 97,6  | 97,1  | 97,3  | 99,3  | 97,7  | 98,0  | 82,0  | 115,7 | 95,3  | 100,6 | 96,0  | 102,6 |
| Evol base 100 en 2000         | 100   | 95,3  | 93,0  | 90,2  | 87,8  | 87,1  | 85,1  | 83,4  | 68,4  | 79,1  | 75,4  | 75,9  | 72,8  | 74,7  |

**GRAPHIQUE 1 : PRESTATIONS SOCIALES DES EXPLOITANTS AGRICOLES 2000 A 2022**  
**VIEILLESSE**  
 (en euros courants - base 100 en 2000)



### 3) Les prestations familiales

En 2022, les prestations famille au sens strict (hors maternité) sont évaluées à 346 millions d'euros contre 351 M€ en 2021 (-1,5 %).

Cette baisse est en lien avec le recul de la diminution des effectifs bénéficiaires partiellement compensé par la revalorisation des prestations.

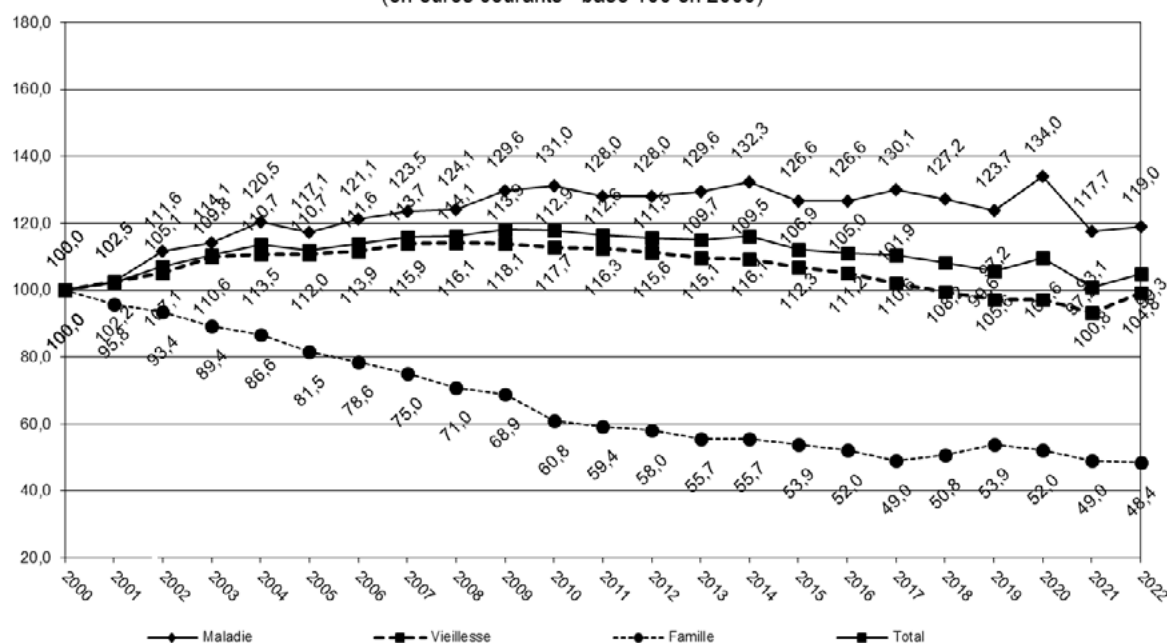
**Le montant total prévisionnel des prestations familiales (hors maternité) en 2022 s'élève à 346 millions d'euros.**

| TABLEAU 3 : PRESTATIONS FAMILIALES - Valeurs en millions d'euros - évolutions en indice |       |      |      |      |      |      |      |      |       |       |       |       |      |      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|------|------|------|------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|------|------|
|                                                                                         | 2000  | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021 | 2022 |
| PRESTATIONS FAMILIALES                                                                  |       |      |      |      |      |      |      |      |       |       |       |       |      |      |
| (hors maternité, en euros courants)                                                     | 570   | 409  | 408  | 407  | 395  | 384  | 371  | 350  | 363   | 365   | 367   | 363   | 351  | 346  |
| Evol <sup>2</sup> n/n-1                                                                 |       | 89,7 | 99,7 | 99,6 | 97,2 | 97,2 | 96,6 | 94,4 | 103,7 | 100,5 | 100,5 | 98,9  | 96,6 | 98,5 |
| Evol base 100 en 2000                                                                   | 100,0 | 71,8 | 71,6 | 71,3 | 69,3 | 67,4 | 65,1 | 61,5 | 63,8  | 64,1  | 64,4  | 63,7  | 61,6 | 60,6 |
| PRESTATIONS FAMILIALES                                                                  |       |      |      |      |      |      |      |      |       |       |       |       |      |      |
| (hors maternité, en euros constants)                                                    | 570   | 347  | 338  | 331  | 317  | 307  | 297  | 280  | 289   | 291   | 286   | 290   | 276  | 261  |
| Evol <sup>2</sup> n/n-1                                                                 |       | 88,2 | 97,6 | 97,7 | 96,0 | 96,7 | 96,6 | 94,3 | 103,5 | 100,7 | 98,2  | 101,3 | 95,1 | 94,8 |
| Evol base 100 en 2000                                                                   | 100   | 60,8 | 59,4 | 58,0 | 55,7 | 53,9 | 52,0 | 49,0 | 50,8  | 51,1  | 50,2  | 50,8  | 48,4 | 45,8 |

### 4) Synthèse des prestations sociales

| TABLEAU 4 : REPARTITION DES PRESTATIONS - Valeurs en millions d'euros |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |
|-----------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| NATURE DES PRESTATIONS                                                | 2000   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   |
| MONTANTS en M euros courants                                          |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |
| REMBOURSEMENTS MALADIE                                                | 5 266  | 6 900  | 6 743  | 6 744  | 6 824  | 6 970  | 6 668  | 6 669  | 6 853  | 6 696  | 6 514  | 7 059  | 6 198  | 6 269  |
| VIEILLESSE                                                            | 7 821  | 8 789  | 8 766  | 8 679  | 8 544  | 8 525  | 8 326  | 8 178  | 7 935  | 7 754  | 7 571  | 7 437  | 7 253  | 7 731  |
| FAMILIALES                                                            | 570    | 409    | 408    | 407    | 395    | 384    | 371    | 350    | 363    | 365    | 367    | 363    | 351    | 346    |
| TOTAL                                                                 | 13 657 | 16 098 | 15 918 | 15 830 | 15 763 | 15 879 | 15 365 | 15 197 | 15 152 | 14 815 | 14 453 | 14 860 | 13 801 | 14 346 |
| En pourcentage du total                                               |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |
| REMBOURSEMENTS MALADIE                                                | 39%    | 43%    | 42%    | 43%    | 43%    | 44%    | 43%    | 44%    | 45%    | 45%    | 45%    | 48%    | 45%    | 44%    |
| VIEILLESSE                                                            | 57%    | 55%    | 55%    | 55%    | 54%    | 54%    | 54%    | 54%    | 52%    | 52%    | 52%    | 50%    | 53%    | 54%    |
| FAMILIALES                                                            | 4%     | 3%     | 3%     | 3%     | 3%     | 2%     | 2%     | 2%     | 2%     | 2%     | 3%     | 2%     | 3%     | 2%     |

**GRAPHIQUE 2 : PRESTATIONS SOCIALES DES EXPLOITANTS AGRICOLES 2000 A 2022**  
(en euros courants - base 100 en 2000)



## Les cotisations et autres ressources

La protection sociale des exploitants agricoles est financée par trois grands types de ressources :

- les cotisations et contributions professionnelles ;
- les transferts entre organismes au titre de la solidarité interprofessionnelle ;
- les impôts et taxes affectés par l'État au titre de la solidarité nationale.

### 1) Les cotisations professionnelles

En 2022, le rendement des cotisations professionnelles et de la CSG est évalué à 2,76 milliards d'euros, contre 2,75 milliards d'euros en 2021, soit une légère augmentation de 0,5 %.

Cette évolution est liée à plusieurs facteurs :

- la diminution de 1,1 % du nombre de cotisants ;
- la hausse de 3,1 % de l'assiette brute des cotisations constituée par les revenus professionnels ;
- la baisse du taux de la cotisation maladie en faveur des travailleurs indépendants aux revenus les plus modestes dont les non-salariés agricoles en application de la loi MUPA.

### 2) Les transferts de gestion

Les transferts de gestion représentent 7,65 milliards d'euros en 2022, contre 7,77 milliards d'euros en 2021.

Les transferts de gestion sont constitués, notamment :

- de la compensation démographique vieillesse pour 2,6 milliards d'euros ;
- de remboursements de prestations par le fonds de solidarité vieillesse ;
- des contributions d'équilibre du régime général pour 4,9 milliards d'euros ;

**Ces transferts représentent 51 % du financement du régime en 2022, contre 53 % en 2021.**

### 3) Les ressources affectées par l'État

Les ressources affectées par l'État constituent le dernier volet du financement des dépenses sociales agricoles.

Ces recettes sont constituées des taxes suivantes :

- les droits de consommation sur les alcools (2,3 milliards d'euros) ;
- la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcoolisées (0,7 milliard d'euros) ;
- les droits d'accises sur les bières et boissons non alcoolisées (1,2 milliard d'euros) ;
- les contributions sur les boissons sucrées et les boissons contenant des édulcorants de synthèse (0,4 milliard d'euros) ;
- les droits d'accises sur les vins, cidres et autres produits intermédiaires (0,1 milliard d'euros).

Le montant total des recettes fiscales affectées au régime est évalué à 4,7 milliards d'euros contre 4,5 milliards d'euros en 2021.

Les ressources affectées par l'État représenteraient un taux de couverture des charges de 31,3 % en 2022.

**Le compte social prévisionnel 2022 se solderait par un excédent de 68,36 millions d'euros.**

**Ce solde correspond aux résultats prévisionnels des branches vieillesse de base (excédent de 45,5 millions d'euros) et complémentaire (excédent de 3,48 millions d'euros) et au résultat du fonds des indemnités journalières maladie (excédent de 19,38 millions d'euros).**

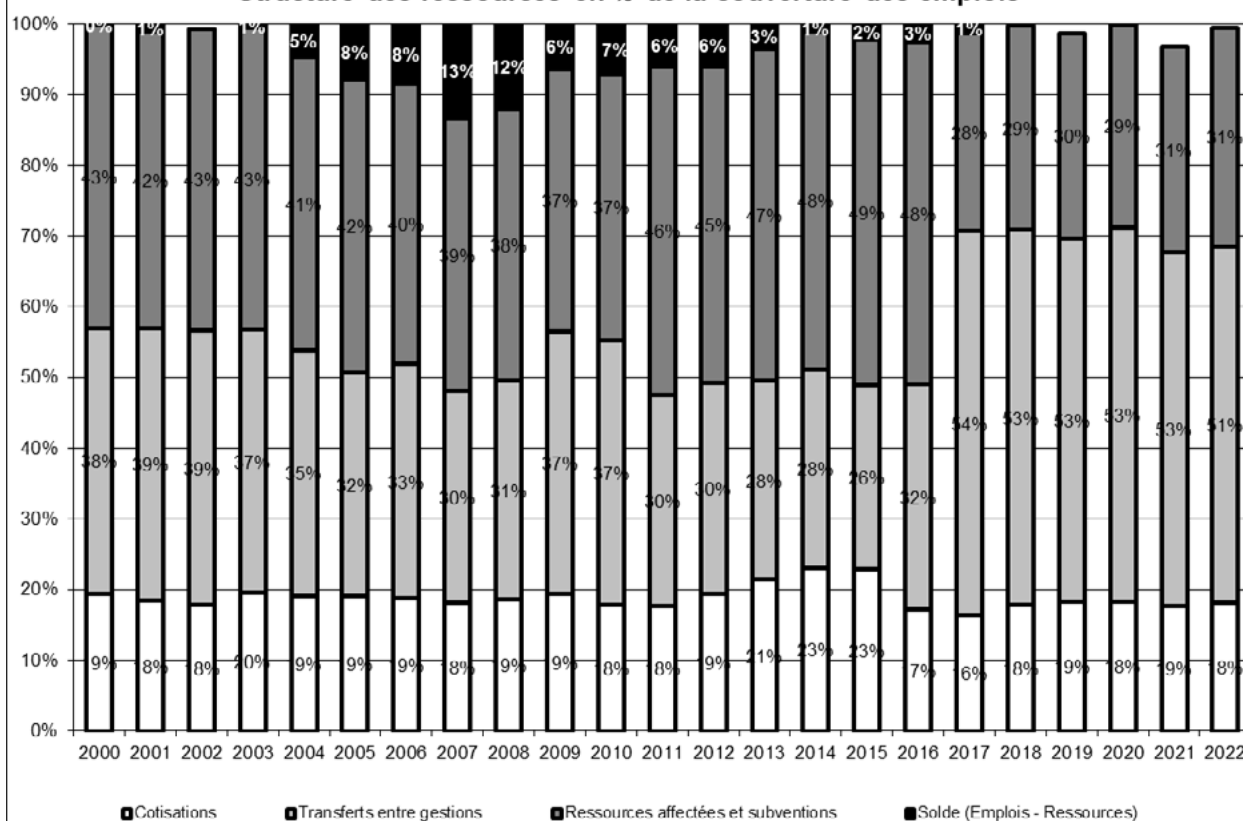
**Les autres branches étant intégrées financièrement au régime général, leur résultat est équilibré par construction.**

TABLEAU 5 : EVOLUTION DES COTISATIONS ET DES EMPLOIS

|                                       | 2010   | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019  | 2020  | 2021   | 2022  |
|---------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|
| Ensemble des cotisations dont :       | -8,0%  | -2,4% | 10,6% | 10,2% | 8,5%  | -2,9%  | -23,7% | -5,2%  | 7,0%   | 2,5%  | 0,8%  | -4,6%  | 0,5%  |
| Cotis. d'ass. Maladie + CSG acquittée | -7,9%  | -2,8% | 11,5% | 10,2% | 13,0% | 9,7%   | -40,0% | -18,3% | 31,6%  | -4,6% | 0,6%  | -13,3% | -4,0% |
| Cotis. d'ass. Vieillesse              | -6,6%  | -0,5% | 8,2%  | 9,1%  | 5,6%  | -5,7%  | -4,7%  | 4,1%   | 3,2%   | 6,7%  | 1,3%  | 0,9%   | 2,7%  |
| Cotis. d'ass. Famille                 | -11,7% | -4,5% | 14,5% | 12,7% | 4,0%  | -43,3% | -14,4% | 1,8%   | -64,5% | 25,4% | -5,2% | 0,9%   | 5,3%  |
| Ensemble des emplois                  | -0,2%  | -1,3% | -0,3% | -0,5% | -0,4% | -2,5%  | -2,5%  | -0,5%  | -2,2%  | -2,6% | 2,7%  | -6,9%  | 3,7%  |
| dont prestations                      | -0,1%  | -1,1% | -0,1% | -0,4% | 0,5%  | -3,1%  | -1,8%  | -0,3%  | -2,2%  | -2,5% | 3,0%  | -7,0%  | 4,0%  |

### GRAPHIQUE 3 : COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES POUR LES ANNEES 2000 A 2022

Structure des ressources en % de la couverture des emplois



**COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**DEPENSES**

(en millions d'euros)

| CATEGORIES D'EMPLOIS                                     | DEPENSES AFFERENTES<br>AUX EXPLOITANTS AGRICOLES ET ASSIMILES |                |                   |                |                              |                |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------------------|----------------|
|                                                          | 2021 définitif                                                |                | 2022 prévisionnel |                | 2022 / 2021<br>indice valeur |                |
|                                                          | TOTAL                                                         | dont<br>actifs | TOTAL             | dont<br>actifs | TOTAL                        | dont<br>actifs |
| <b>I - PRESTATIONS</b>                                   |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| <b>A/ - SANTE</b>                                        |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Assurance maladie obligatoire et volontaire             |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| - Maladie : médecine de ville a                          | 2 490,1                                                       |                | 2 494,0           |                | 100,2                        |                |
| - Maladie : établissements médico sociaux b              | 25,0                                                          |                | 27,9              |                | 111,7                        |                |
| - Maladie : établissements cliniques privées c           | 464,5                                                         |                | 519,6             |                | 111,9                        |                |
| - Maladie : établissements tarification administrative d | 2 744,3                                                       |                | 2 723,3           |                | 99,2                         |                |
| - Maladie : indemnités journalières e                    | 65,5                                                          |                | 67,8              |                | 103,5                        |                |
| - Maladie : divers f                                     | 408,2                                                         |                | 436,6             |                | 107,0                        |                |
| Total maladie a à f                                      | 6 197,6                                                       | 2 070,0        | 6 269,2           | 2 094,0        | 101,2                        | 101,2          |
| - Invalidité g                                           | 75,5                                                          | 75,5           | 78,0              | 78,0           | 103,3                        | 103,3          |
| <b>Sous-total : SANTE h=f+g</b>                          | <b>6 273,1</b>                                                | <b>2 145,6</b> | <b>6 347,2</b>    | <b>2 172,0</b> | <b>101,2</b>                 | <b>101,2</b>   |
| <b>B/ - VIEILLESSE</b>                                   |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Assurance vieillesse : droits propres i                 | 5 479,2                                                       |                | 5 703,9           |                | 104,1                        |                |
| .Assurance vieillesse : droits dérivés j                 | 998,1                                                         |                | 997,9             |                | 100,0                        |                |
| .Retraite complémentaire obligatoire k                   | 775,6                                                         |                | 1 029,1           |                | 132,7                        |                |
| <b>Sous-total : VIEILLESSE i à k</b>                     | <b>7 252,9</b>                                                |                | <b>7 730,9</b>    |                | <b>106,6</b>                 |                |
| <b>D/ - FAMILLE</b>                                      |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Prestations familiales l                                | 307,9                                                         | 307,9          | 305,1             | 305,1          | 99,1                         | 99,1           |
| .Allocation adultes handicapés (AAH) m                   | 43,1                                                          | 43,1           | 40,7              | 40,7           | 94,3                         | 94,3           |
| .Assurance maternité n                                   | 39,8                                                          | 39,8           | 44,0              | 44,0           | 110,4                        | 110,4          |
| <b>Sous-total : FAMILLE n</b>                            | <b>390,9</b>                                                  | <b>390,9</b>   | <b>389,8</b>      | <b>389,8</b>   | <b>99,7</b>                  | <b>99,7</b>    |
| <b>SOUS-TOTAL (I) PRESTATIONS o</b>                      | <b>13 916,8</b>                                               | <b>2 536,5</b> | <b>14 467,8</b>   | <b>2 561,7</b> | <b>104,0</b>                 | <b>101,0</b>   |
| <b>II - TRANFERTS ENTRE GESTIONS</b>                     |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Contribution au régime des praticiens p                 | 83,7                                                          |                | 88,8              |                | 106,1                        |                |
| .Contribution au régime des étudiants q                  | 0,0                                                           |                | 0,0               |                |                              |                |
| .Contributions et transferts divers r                    | 0,1                                                           |                | 0,6               |                |                              |                |
| <b>SOUS-TOTAL (II) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS p à r</b>   | <b>83,8</b>                                                   |                | <b>89,4</b>       |                | <b>106,7</b>                 |                |
| <b>III - CHARGES DE GESTION</b>                          |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Gestion : maladie s                                     | 208,4                                                         |                | 203,7             |                | 97,8                         |                |
| .Gestion : vieillesse t                                  | 141,8                                                         |                | 138,8             |                | 97,9                         |                |
| .Gestion : famille u                                     | 176,5                                                         |                | 161,8             |                | 91,6                         |                |
| <b>SOUS-TOTAL (III) CHARGES DE GESTION s à u</b>         | <b>526,7</b>                                                  |                | <b>504,4</b>      |                | <b>95,8</b>                  |                |
| <b>TOTAL PROTECTION SOCIALE I à III</b>                  | <b>14 527,4</b>                                               |                | <b>15 061,6</b>   |                | <b>103,7</b>                 |                |

**COMPTES SOCIAUX DES EXPLOITANTS AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**RECETTES**

*(en millions d'euros)*

| CATEGORIES DE RESSOURCES                                           | RECETTES AFFERENTES<br>AUX EXPLOITANTS AGRICOLES ET ASSIMILES |                |                   |                |                              |                |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------------------|----------------|
|                                                                    | 2021 définitif                                                |                | 2022 prévisionnel |                | 2022 / 2021<br>indice valeur |                |
|                                                                    | TOTAL                                                         | dont<br>actifs | TOTAL             | dont<br>actifs | TOTAL                        | dont<br>actifs |
| <b>I - COTISATIONS</b>                                             |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| <b>A/ - ASSURANCE MALADIE obligatoire et volontaire</b>            |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Cotisations a                                                     | 536,0                                                         | 455,6          | 504,6             | 428,9          | 94,2                         | 94,2           |
| CSG acquittée                                                      | 423,8                                                         | 313,6          | 416,5             | 308,2          | 98,3                         |                |
| <b>B/ - PRESTATIONS FAMILIALES</b>                                 |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Cotisations b                                                     | 93,0                                                          | 93,0           | 97,9              | 97,9           | 105,3                        | 105,3          |
| <b>C/ - ASSURANCE VIEILLESSE</b>                                   |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Cotisations c                                                     | 1 681,9                                                       | 1 681,9        | 1 727,9           | 1 727,9        | 102,7                        | 102,7          |
| <b>TOTAL COTISATIONS</b>                                           |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Cotisations maladie, vieillesse et prestations familiales d=a+b+c | 2 734,7                                                       | 2 544,1        | 2 747,0           | 2 563,0        | 100,4                        | 100,7          |
| .Divers e                                                          | 13,7                                                          | 13,7           | 14,0              | 14,0           | 102,8                        | 102,8          |
| <b>SOUS-TOTAL (I) COTISATIONS f=d+e</b>                            | <b>2 748,4</b>                                                | <b>2 557,8</b> | <b>2 761,0</b>    | <b>2 577,0</b> | <b>100,5</b>                 | <b>100,8</b>   |
| <b>II - RESSOURCES AFFECTEES</b>                                   |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| Dt taxes tabacs, alcools, vins, farines, huiles alimentaire g      | 4 510,7                                                       |                | 4 714,8           |                | 104,5                        |                |
| <b>III - TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>                             |                                                               |                |                   |                |                              |                |
| .Compensation démographique h                                      | 2 663,0                                                       |                | 2 651,3           |                | 99,6                         |                |
| .Fonds de solidarité vieillesse et Fonds Spécial d'Invalidité i    | 49,6                                                          |                | 46,8              |                | 94,3                         |                |
| .CSG affectée j                                                    | 0,0                                                           |                | 0,0               |                | ns                           |                |
| .Contribution CNAF k                                               | 657,9                                                         |                | 633,6             |                | 96,3                         |                |
| .Prises en charge prestations et subvention d'équilibre CNAF l     | 4 204,0                                                       |                | 4 266,9           |                | 101,5                        |                |
| .Autres transferts : cotisations prises en charge par l'Etat m     | 65,5                                                          |                | 19,4              |                | 29,6                         |                |
| .Autres produits n                                                 | 131,5                                                         |                | 36,1              |                | ns                           |                |
| <b>SOUS-TOTAL (III) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS h à n</b>            | <b>7 771,5</b>                                                |                | <b>7 654,1</b>    |                | <b>98,5</b>                  |                |
| <b>IV - SOLDE</b>                                                  | <b>-503,2</b>                                                 |                | <b>-68,36</b>     |                |                              |                |
| <b>TOTAL PROTECTION SOCIALE I à IV</b>                             | <b>14 527,4</b>                                               |                | <b>15 061,6</b>   |                | <b>103,7</b>                 |                |

## Le compte social des salariés agricoles

### Les prestations sociales

Les prestations sociales versées aux salariés des établissements sont évaluées à 5,26 milliards d'euros, en augmentation de 3,8 % par rapport à 2021. Après correction de l'indice des prix à la consommation hors tabac, les prestations versées en 2022 baisseraient de 0,1 %.

Avec les transferts et les charges de gestion, le total des dépenses est estimé à 5,47 milliards d'euros, en augmentation de 3,4 % par rapport à 2021.

#### 1) Les dépenses de santé

Les dépenses de santé, comprenant l'assurance maladie au sens strict, l'assurance invalidité ainsi que l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sont attendues en hausse de 3,2 % en 2022.

L'évolution des dépenses de santé est principalement due à une hausse des dépenses d'assurance maladie qui résulte de plusieurs facteurs :

- Une hausse de 4,8 % des prestations légales maladie exécutées en ville en lien notamment avec l'avenant 9 à la convention médicale entré en vigueur le 1er avril 2022 (revalorisations de tarifs de prestations existantes et nouvelles majorations, nouvelles consultations et élargissement du champ de consultations déjà existantes...);
- Un rebond de 6,9 % des versements d'indemnités journalières maladie consécutif à la 7<sup>e</sup> vague de COVID.

Les dépenses relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles sont prévues en hausse de 1,6 %.

#### 2) Les allocations vieillesse

Les dépenses d'assurance vieillesse sont estimées en augmentation de 5,1 % en 2022 par rapport à 2021.

Les avantages de droit propre sont attendus en augmentation de 5,84 % sous les effets :

- de la revalorisation générale des pensions de retraite en 2022 ;
- du dispositif de liquidation unique des régimes alignés (LURA) qui engendre une croissance estimée à 3,9 % du montant des retraites pour les nouveaux pensionnés (les pensions servies sont consécutives à la totalité des carrières et non plus à la seule durée d'activité agricole). Cette hausse du montant des pensions surcompense la baisse de 1,8 % des nouveaux effectifs induite également par le dispositif LURA.

A contrario, les prestations de droit dérivé sont estimées en léger repli de 0,9 % en raison de la baisse de 3,7 % des effectifs compte tenu d'un nombre de décès plus important que celui des attributions. Ce repli est compensé partiellement par la revalorisation des pensions en 2022.

#### 3) Les prestations familiales

Les prestations relatives à la famille sont en baisse de 1,2 % en lien avec la diminution de 1,4 % du nombre de famille bénéficiaire d'au moins une prestation.

**Les prestations vieillesse et les dépenses de santé représentent respectivement 48,4 % et 43,6 % des dépenses du compte des salariés agricoles, et les dépenses de prestations familiales 8,1 %.**

Tableau 7 : Evolution des prestations sociales versées aux salariés des exploitants agricoles

|                                                 | 2010  | 2011  | 2012  | 2013 | 2014  | 2015  | 2016  | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021  | 2022  | Part en 2022 |
|-------------------------------------------------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|------|------|------|------|-------|-------|--------------|
| - Santé                                         | 1,3%  | 1,0%  | 0,0%  | 1,1% | 3,3%  | 0,2%  | 1,8%  | 5,0% | 2,9% | 2,8% | 5,0% | -4,9% | 3,2%  | 43,6%        |
| - Vieillesse                                    | 1,1%  | 1,6%  |       | 0,8% | -0,1% | -0,1% | -0,1% | 0,2% | 1,7% | 2,0% | 2,0% | 1,8%  | 5,1%  | 48,4%        |
| - Famille                                       | 1,2%  | 0,5%  | 0,0%  | 1,9% | 0,9%  | -0,3% | -8,0% | 1,0% | 0,4% | 1,7% | 0,4% | -0,1% | -0,1% | 8,1%         |
| Ensemble                                        | 1,2%  | 1,2%  | 0,7%  | 1,0% | 1,4%  | 0,0%  | -0,1% | 2,3% | 2,1% | 2,3% | 3,2% | -1,4% | 3,8%  | 100,0%       |
| Après division par l'indice des prix hors tabac | -0,5% | -0,9% | -1,3% | 0,3% | -0,3% | 0,0%  | -0,3% | 1,3% | 3,2% | 1,3% | 3,0% | -2,9% | -0,1% |              |

## Les cotisations et autres ressources

Le rendement des cotisations à la charge des salariés et des employeurs de main-d'œuvre est prévu en nette augmentation de 5,5 %. Cette évolution résulte à la fois des hausses successives du SMIC en 2022 (4,4 %) et d'une bonne tenue de l'emploi notamment saisonnier (1,1 %).

Les autres ressources dont bénéficie le régime sont attendues en hausse de 2,3 % pour atteindre 3,5 milliards d'euros.

Elles sont regroupées sous l'appellation « transferts entre gestions », et comprennent :

- \* les subventions d'équilibre du régime général ;
- \* la compensation démographique vieillesse ;
- \* les prises en charge de prestations par le FSV ;
- \* les cotisations prises en charge par l'État au titre d'autres dispositifs d'exonérations, notamment au bénéfice des employeurs de main d'œuvre saisonnière.

**Ces transferts de gestion représentent 64,5 % du total des recettes du compte social.**

**Tableau 8 : Evolution des cotisations du compte social des salariés agricoles**

|                                           | 2010  | 2011 | 2012 | 2013  | 2014 | 2015  | 2016 | 2017   | 2018   | 2019  | 2020  | 2021 | 2022 |
|-------------------------------------------|-------|------|------|-------|------|-------|------|--------|--------|-------|-------|------|------|
| Ensemble des cotisations du régime dont : | -0,6% | 5,5% | 4,2% | 8,0%  | 3,8% | -0,9% | 2,6% | 2,8%   | 0,4%   | -4,7% | -5,2% | 2,9% | 5,5% |
| - cotisations des employeurs              | -0,9% | 5,7% | 5,0% | 4,4%  | 4,0% | -2,6% | 2,1% | -0,04% | 6,3%   | -8,6% | -7,8% | 3,1% | 5,0% |
| - cotisations des salariés agricoles      | 0,0%  | 5,0% | 2,3% | 16,5% | 3,2% | 2,5%  | 3,4% | 8,4%   | -10,4% | 3,7%  | -0,1% | 2,5% | 6,5% |

**Tableau 9 : Répartition des ressources du compte social des salariés agricoles**

|                              | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| - Cotisations                | 33,1% | 34,5% | 35,8% | 38,2% | 39,1% | 38,6% | 39,5% | 39,8% | 39,0% | 36,3% | 33,3% | 34,8% | 35,5% |
| dont à charge des employeurs | 22,9% | 24,0% | 25,0% | 25,8% | 26,5% | 25,7% | 26,2% | 25,6% | 26,6% | 23,8% | 21,2% | 22,2% | 22,5% |
| - Transferts entre gestions  | 66,9% | 65,5% | 64,2% | 61,8% | 60,9% | 61,4% | 60,5% | 60,2% | 61,0% | 63,7% | 66,7% | 65,2% | 64,5% |
| Total                        | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  | 100%  |

# COMPTES SOCIAUX DES SALAIRES AGRICOLES

## POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)

### DEPENSES

(en millions d'euros)

| CATEGORIES D'EMPLOIS                                  | DEPENSES AFFERENTES<br>AUX SALAIRES D'EXPLOITATION |                      |                     |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
|                                                       | 2021<br>définitif                                  | 2022<br>prévisionnel | indice<br>2022/2021 |
| <b>I-PRESTATIONS</b>                                  |                                                    |                      |                     |
| <b>A/ - SANTE</b>                                     |                                                    |                      |                     |
| .Assurance Maladie Obligatoire et Volontaire          |                                                    |                      |                     |
| . Maladie a                                           | 1 789,7                                            | 1 854,0              | 103,6               |
| . Invalidité et infirmité b                           | 100,2                                              | 101,9                | 101,6               |
| . Accidents du travail et Maladies Professionnelles c | 331,9                                              | 337,4                | 101,6               |
| <b>Sous-total : SANTE</b> d=a+b+c                     | <b>2 221,9</b>                                     | <b>2 293,2</b>       | <b>103,2</b>        |
| <b>B/ - VIEILLESSE</b>                                |                                                    |                      |                     |
| .Assurance Vieillesse e                               | 2 422,0                                            | 2 545,7              | 105,1               |
| <b>Sous-total : VIEILLESSE</b> e                      | <b>2 422,0</b>                                     | <b>2 545,7</b>       | <b>105,1</b>        |
| <b>C/ - FAMILLE</b>                                   |                                                    |                      |                     |
| .Charge de famille f                                  | 367,5                                              | 362,9                | 98,8                |
| .Assurance Maternité g                                | 58,5                                               | 62,6                 | 107,0               |
| <b>Sous-total : FAMILLE</b> h=f+g                     | <b>426,0</b>                                       | <b>425,6</b>         | <b>99,9</b>         |
| <b>SOUS - TOTAL (I) PRESTATIONS</b> i=d+2+h           | <b>5 069,9</b>                                     | <b>5 264,6</b>       | <b>103,8</b>        |
| <b>II-TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>                   |                                                    |                      |                     |
| .Contributions et transferts divers q                 | 17,3                                               | 10,6                 | 61,5                |
| <b>III-CHARGES DE GESTION ET DEPENSES ASSIMILEES</b>  |                                                    |                      |                     |
| .Au titre de la protection sociale s                  | 207,4                                              | 199,7                | 96,3                |
| <b>TOTAL PROTECTION SOCIALE (I)+(II)+(III)</b>        | <b>5 294,6</b>                                     | <b>5 474,9</b>       | <b>103,4</b>        |

**COMPTES SOCIAUX DES SALAIRES AGRICOLES**  
**POUR LES ANNEES 2021 (définitif) et 2022 (prévisionnel)**  
**RECETTES**

(en millions d'euros)

| CATEGORIES DE RESSOURCES                                                    | RECETTES AFFERENTES<br>AUX SALAIRES D'EXPLOITATION |                |                   |                |                  |              |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------|-------------------|----------------|------------------|--------------|
|                                                                             | 2021 définitif                                     |                | 2022 prévisionnel |                | Indice 2022/2021 |              |
|                                                                             | TOTAL                                              | dont employ.   | TOTAL             | dont employ.   | TOTAL            | dont employ. |
| <b>I-COTISATIONS</b>                                                        |                                                    |                |                   |                |                  |              |
| <b>A/ - ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES</b>                                   |                                                    |                |                   |                |                  |              |
| . Cotisations salariales a                                                  | 668,3                                              |                | 711,7             |                | 106,5            |              |
| . Cotisations patronales b                                                  | 852,3                                              | 852,3          | 907,6             | 907,6          | 106,5            | 106,5        |
| <b>Sous-total: ASSURANCE OBLIGATOIRE c=a+b</b>                              | <b>1 520,6</b>                                     | <b>852,3</b>   | <b>1 619,3</b>    | <b>907,6</b>   | <b>106,5</b>     | <b>106,5</b> |
| <b>B/ -ASSURANCE FAMILLE</b>                                                |                                                    |                |                   |                |                  |              |
| -Cotisations d                                                              | 112,1                                              | 112,1          | 115,3             | 115,3          | 102,8            | 102,8        |
| <b>Sous-total: PRESTATIONS FAMILIALES d</b>                                 | <b>112,1</b>                                       | <b>112,1</b>   | <b>115,3</b>      | <b>115,3</b>   | <b>102,8</b>     | <b>102,8</b> |
| <b>C/ - ASSURANCE ACCIDENTS DU TRAVAIL<br/>ET MALADIES PROFESSIONNELLES</b> |                                                    |                |                   |                |                  |              |
| -Cotisations e                                                              | 211,3                                              | 211,3          | 211,1             | 211,1          | 99,9             | 99,9         |
| <b>Sous-total : ACCIDENTS DU TRAVAIL e</b>                                  | <b>211,3</b>                                       | <b>211,3</b>   | <b>211,1</b>      | <b>211,1</b>   | <b>99,9</b>      | <b>99,9</b>  |
| <b>SOUS-TOTAL (I) COTISATIONS hors chômage f=a à e</b>                      | <b>1 844,0</b>                                     | <b>1 175,7</b> | <b>1 945,7</b>    | <b>1 234,0</b> | <b>105,5</b>     | <b>105,0</b> |
| <b>II-TRANSFERTS ENTRE GESTIONS</b>                                         |                                                    |                |                   |                |                  |              |
| . Intégration régime général, compensation démographique, ITAF g            | 2 966,1                                            |                | 3 046,7           |                | 102,7            |              |
| . Autres transferts : cotisations prises en charge par l'Etat h             | 484,5                                              |                | 482,5             |                | 99,6             |              |
| <b>SOUS-TOTAL(II) TRANSFERTS ENTRE GESTIONS i=g+h</b>                       | <b>3 450,6</b>                                     |                | <b>3 529,2</b>    |                | <b>102,3</b>     |              |
| <b>TOTAL PROTECTION SOCIALE (I) à (II)</b>                                  | <b>5 294,6</b>                                     |                | <b>5 474,9</b>    |                | <b>103,4</b>     |              |
| ASSURANCE CHÔMAGE Cotisations des exploitants j                             |                                                    | 273,0          |                   | 289,4          |                  | 106,0        |
| <b>SOUS-TOTAL COTISATIONS y compris chômage i+f</b>                         |                                                    | <b>1 448,6</b> |                   | <b>1 523,5</b> |                  | <b>105,2</b> |

# Compte-rendu des débats

## Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 15 décembre 2022

Le président, M. Pierre Muller, ouvre la séance.

La réunion comporte les présentations suivantes :

- Les résultats économiques 2021 des exploitations agricoles (Olivier Louveau, MASA/SSP)
- Le bilan conjoncturel prévisionnel de l'agriculture pour 2022 (Gérard Thomas, MASA/SSP)
- Les comptes nationaux prévisionnels de l'agriculture en 2022 (Julien Deroyon et Vincent Hecquet, Insee)
- Le compte social de l'agriculture prévisionnel pour 2022 (Bénédicte Mantione, MASA/SAFSL)
- Présentation sur les révisions de la nomenclature d'activité française (NAF) (François Chevalier, MASA/SSP)

À l'issue des présentations, le président remercie les orateurs et ouvre le débat.

### Résultats économiques 2021 des exploitations agricoles

François Walraet (Coordination rurale) fait plusieurs remarques sur les résultats 2021 :

- Il note que, rétrospectivement, l'envolée des prix agricoles et des prix du carburant en 2021 paraît finalement limitée au vu des évolutions ayant eu lieu en 2022.

- Il s'interroge sur le fait que l'excédent brut d'exploitation (EBE) par équivalent temps-plein (ETP) non salarié moyen des entreprises individuelles (EI) est plus faible que celui des exploitations sous forme sociétaire. Le fait que le foncier soit souvent absent du bilan des sociétés et loué à un tiers devrait, toutes choses égales par ailleurs, aboutir à avoir au contraire un EBE/ETP non salarié plus élevé dans les EI. Sur ce point, Olivier Louveau (MASA/SSP) suggère qu'il s'agit essentiellement d'un effet taille : les exploitations sous forme sociétaire sont en moyenne plus grandes (2,5 fois en chiffre d'affaires et 2 fois en nombre d'ETP) que les EI, or il existe une corrélation positive entre la taille des exploitations et l'EBE/EPT non salarié. Post-réunion : l'effet taille semble en effet être le principal facteur explicatif. Ainsi, au sein de chaque grande catégorie de taille d'exploitation (petites, moyennes ou grandes exploitations), l'EBE/ETP non salarié est plus élevé pour les EI que pour les sociétés.

Sur ce sujet, Pierre Muller signale que dans le compte spécifique de l'agriculture, contrairement au RICA, le revenu des facteurs est indépendant de la distinction entre les entreprises individuelles et les sociétés car le fermage intervient différemment dans la séquence des comptes.

- Il s'interroge également sur l'origine d'une si grande dispersion des résultats pour les élevages porcins. Olivier Louveau (MASA/SSP) note que cette forte dispersion n'est pas exceptionnelle en 2021 : il s'agit d'une Otex qui se caractérise par la forte dispersion des exploitations qui la composent.

- Enfin, il est surpris par le fait qu'un doublement des prix du gaz n'aurait que peu d'impact sur les producteurs de maïs. Sur ce point, Pierre Claquin (France Agrimer) suggère que le prix du gaz n'a que peu d'impact sur les exploitants producteurs de maïs car le séchage (consommateur de gaz) est réalisé par les organismes stockeurs (OS).

Yannick Fialip (FNSEA) fait également plusieurs remarques :

- Les évolutions des caractéristiques des exploitations agricoles dans les prochaines années peuvent rendre l'exercice de mesure agrégée des résultats économiques compliquée, avec la hausse de la part des formes sociétaires, et la diversification des stratégies des exploitations face aux enjeux économiques et climatiques.

- Il est surpris par le fait que les charges de gazole sont plus élevées pour les bovins allaitants que pour les bovins lait.

- Il s'interroge également sur le fait que les frais généraux sont nettement plus importants dans les élevages de bovins viande français que dans les élevages italiens. Olivier Louveau (MASA/SSP) signale que les résultats ont été présentés en pourcentage du chiffre d'affaires, mais qu'il faudrait s'intéresser aux frais généraux en € pour approfondir la question (les élevages italiens étant en moyenne plus petits que les élevages français). Pierre Claquin (France Agrimer) signale par ailleurs que la répartition entre élevages naisseurs et élevages engraisseurs est très différente entre l'Italie et la France, ce qui peut expliquer des différences sur les frais généraux.

Lucien Bourgeois (Académie d'agriculture) soulève quant à lui deux questions méthodologiques :

- Il existe une grande diversité d'exploitations au sein de certaines orientations technico-économiques (Otex), et beaucoup d'autres déterminants de l'EBE que l'Otex. Il suggère que l'Inrae pourrait s'emparer du sujet et mener une étude sur les déterminants de l'EBE, au-delà de l'Otex. Nathalie Delame (Inrae) mentionne une étude existante de Vincent Chatellier, faisant suite à l'appel à projets de recherche sur le revenu des agriculteurs lancé par le SSP, et publiée dans le numéro 378 d'Économie Rurale (octobre-décembre 2021) et résumée dans l'Analyse du CEP n°152 (août 2020), qui construit une classification des exploitations avec d'autres catégories que l'Otex.

- Il s'interroge sur le fait que les économistes utilisent parfois le revenu courant avant impôt (RCAI) dans l'analyse, alors que le résultat d'entreprise est systématiquement supérieur en raison des plus-values exceptionnelles. Le SSP analyse souvent d'autres indicateurs comme l'EBE.

Olivier Louveau (MASA/SSP) et Pierre Muller signalent que, du point de vue de l'analyse économique, cela a du sens de ne pas prendre en compte le résultat exceptionnel et donc de s'intéresser au RCAI. Cependant, Olivier Louveau explique que les amortissements comptables des exploitations agricoles sont calculés sur des durées plus courtes que la durée de vie réel de l'actif, conduisant à des plus-values (donc des valeurs de cession supérieures aux valeurs comptables). Les amortissements interviennent dans le calcul du RCAI – le RCAI serait donc plus élevé si les amortissements étaient calculés sur les durées de vie réelles des actifs, contrairement aux plus-values qui interviennent dans le calcul du résultat d'entreprise, mais pas dans celui du RCAI.

Pierre Muller remarque néanmoins que les résultats exceptionnels chroniquement positifs ne sont pas une spécificité de l'agriculture. Olivier Louveau rappelle l'étude comparative intersectorielle publiée fin 2021, qui montre que, si le phénomène n'est pas une spécificité du secteur agricole, l'ampleur de l'écart entre RCAI et résultat d'entreprise est particulièrement importante dans l'agriculture<sup>1</sup>.

Le SSP choisit de mettre en avant l'EBE (qui ne tient compte ni des amortissements, ni des plus-values) plutôt que le résultat d'entreprise ; en effet, pour une même entreprise, les plus-values lors de la cession des actifs n'ont pas lieu les mêmes années que les amortissements, ce qui peut compliquer l'analyse.

Pierre Claquin (France Agrimer) s'interroge sur la part des exploitations viticoles qui ont un EBE négatif, part qui dépasse 10 % en 2021. Est-ce conjoncturel (lié notamment au gel du printemps 2021) ?

Félix Paquier (MASA/SSP) note que l'explication conjoncturelle ne suffit pas, puisque cette part dépassait déjà 10 % dans les résultats du RICA 2020.

René Pouëssel (Confédération paysanne) a noté que le rapport sur les résultats économiques mentionnait la dégressivité des subventions d'exploitations (les subventions d'exploitation sont réparties de façon plus équilibrée entre exploitations agricoles que l'EBE par ETP non salarié hors subventions). Il estime cependant que cette dégressivité devrait être encore plus forte pour équilibrer davantage les revenus.

1. « Petites entreprises agricoles individuelles ou unipersonnelles : un revenu brut plus important que dans les autres secteurs », Primeur 2021 n°7, <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/download/publication/publie/Pri2107/Primeur%202021-7%20revenus%20des%20ind%C3%A9pendants.pdf>.

## Bilan conjoncturel 2022 et Comptes nationaux prévisionnels 2022

Sur le bilan conjoncturel, Roch-Marie Stern (FNSEA) note l'importance d'avoir une analyse plus poussée du solde commercial, notamment en s'intéressant au solde commercial en volume, et pas seulement en valeur.

Yannick Fialip (FNSEA) souligne plusieurs points :

- L'importance des hausses de charges, qu'il ne faut pas oublier malgré les hausses de prix qui permettent les bons résultats de la branche agricole en 2022. Les hausses de charges sont une source de fragilité pour les exploitations.
- Les difficultés climatiques, ainsi que les difficultés sanitaires pour la filière volailles, avec des abattages qui ont un impact sur la production et sur le commerce extérieur.
- La vulnérabilité de certaines exploitations face aux hausses de charges d'énergie.

Lucien Bourgeois (Académie d'agriculture) relève qu'avoir deux années consécutives (2021 et 2022) de si bons résultats de la branche agricole est exceptionnel. Il souligne que l'effet prix est très important, et s'interroge sur le bien-fondé des aides de la PAC, qui ont permis à l'Europe de faire partie des plus gros producteurs de blé au monde, mais n'évitent pas le risque inflationniste sur les prix alimentaires. Par ailleurs, Lucien Bourgeois suggère que les aides découplées de la PAC ne sont pas suffisamment contra-cycliques. Il souligne enfin la qualité du bilan conjoncturel, tout en signalant qu'il pourrait être mieux mis en valeur sur le site Agreste, en découpant par chapitre et en facilitant l'accès à ceux qui lisent les Infos Rapides.

François Walraet (Coordination rurale) insiste sur le fait que l'effet prix écrase tout dans le compte prévisionnel 2022. Il note que cela joue à la hausse sur le revenu des agriculteurs en 2022, mais signale que la production en volume aurait pu être beaucoup plus élevée en l'absence d'une baisse importante de l'utilisation d'engrais.

Thierry Pouch (Chambres d'agriculture de France) précise que le manque de compétitivité du secteur des fruits et légumes n'est pas une nouveauté mais un problème ancien. Il note également que ce problème de compétitivité se pose surtout vis-à-vis des autres pays européens. Y. Fialip (FNSEA) s'interroge sur la tendance actuelle à inciter à manger moins de viande et plus de fruits et légumes, alors que la France importe ses fruits et légumes tandis que la viande est produite en France.

Thierry Pouch (Chambres d'agriculture de France) note également que le repli des cours du blé actuellement n'est pas uniquement lié à la guerre en Ukraine, mais provient également des craintes de récession économique. Il suggère qu'un point de conjoncture général pourrait être fait à l'occasion des CCAN. Sylvain Moreau (Insee) signale que c'est tout à fait possible, et que les responsables de la conjoncture à l'Insee ont déjà été invités à la CCAN précédemment pour faire des points de conjoncture.

Pierre Muller conclut les débats en indiquant que les résultats du RICA 2022 seront particulièrement intéressants. En particulier, il devrait y avoir des écarts dans les comptabilités du RICA 2022 et celles des comptes de l'agriculture 2022, car les concepts de prix ne sont pas les mêmes entre les deux opérations : le RICA mesure les prix enregistrés pendant l'exercice comptable (dans la majorité des cas l'année civile), tandis que les comptes de l'agriculture estiment un prix sur l'ensemble de la campagne de commercialisation pouvant aller jusqu'en juin 2023.

## Compte social de l'agriculture 2022

Pierre Muller se demande si l'agriculture sera concernée par la réforme des retraites. Bénédicte Mantione (SAFSL) confirme que l'agriculture sera bien concernée.

## Points divers

### *Présentation sur les révisions de la nomenclature d'activité française (NAF)*

Pierre Muller note que, contrairement aux évolutions de la NAF qui ont été présentées et qui concernent la version 2.1 de la NAF qui entrera en vigueur en janvier 2025, la refonte de 1993 avait eu un impact important sur les comptes de l'agriculture. C'est en effet à ce moment que les productions de vin et d'huile d'olive sont sorties de l'agriculture du point de vue de la NAF ; pour les comptes, il avait été décidé de maintenir le vin dans le champ.

### *Point d'étape sur la deuxième phase des travaux du groupe de travail sur les comptes de l'agriculture*

La deuxième phase des travaux a commencé à l'automne. Trois réunions ont eu lieu (en octobre, novembre et décembre). La fin des travaux est prévue au premier trimestre 2023.

Dans les trois premières réunions de la deuxième phase, la question de la mise en cohérence entre le compte national et les comptes régionaux a notamment été évoquée. Plusieurs méthodes seront utilisées, en fonction des postes :

- CAS 1 : « bottom-up » complet, cas où le niveau national est obtenu par somme des régions. C'est déjà le cas de certains postes actuellement, notamment les fruits, les légumes et le vin.

- CAS 2 : « bottom-up » avec évaluation au niveau national comme garde-fou. Cette méthode sera notamment utilisée pour les productions animales. En particulier, l'estimation de la décote de réforme, qui intervient dans le calcul des productions animales, sera faite au niveau régional et pourra varier d'une année sur l'autre.

- CAS 3 : pour certains postes, deux évaluations (somme des régions et évaluation par l'Insee au niveau national) seront réalisées et confrontées, une des deux étant retenue in fine.

- Cas 4 : « top down ». L'évaluation du poste est faite au niveau national, puis répartie par le SSP entre les régions.

Au T1 2023, les thèmes suivant seront abordés :

- Les discussions sur l'articulation entre les comptes régionaux et le compte national se poursuivront ;
- Des questions posées par le cadre comptable seront évoquées : traitement de l'assurance dommage, intégration d'un compte de capital, intégration d'un compte de patrimoine ;
- Seront aussi traitées des questions liées à la terminologie et à la communication, ainsi qu'aux déclinaisons des comptes par Otex.

Pierre Muller souhaite que des représentants de la CCAN participent à ces discussions.

Le rapport final du groupe de travail sera présenté à la commission de juillet 2023. *Post-réunion : le rapport final devrait finalement plutôt être présenté à la commission de décembre 2023. Un point d'information sur les travaux du groupe de travail sera fait à la commission de juillet 2023.*

## Prochaine commission

La date de la prochaine commission est fixée au **jeudi 6 juillet 2023 (9h30)**.

**[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)**

---

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire  
Secrétariat général  
Service de la statistique et de la prospective  
3 rue Barbet de Jouy  
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost  
Composition : Desk ([www.desk53.com.fr](http://www.desk53.com.fr))  
Dépot légal : À parution  
ISSN : 0246-1803 (en ligne)  
© Agreste 2022

[agreste.agriculture.gouv.fr](http://agreste.agriculture.gouv.fr)

AGRICULTURE.GOUV.FR



ALIMENTATION.GOUV.FR

